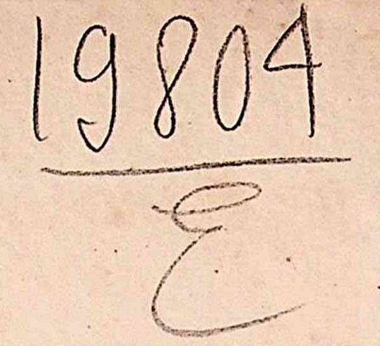

862401
Ск 48



Поверніть книгу не пізніше зазначеного терміну

6.12.83	-2036			
11/0585	-68			
8.09.87	-1650			
3.12.88	1183.			

Поверніть книгу не пізніше зазначеного терміну

HISTOIRE

DE LA

CAMPAGNE DE 1815

WATERLOO

Bruxelles. — Imprimerie de E. Guyot, rue de Schaerbeck, 12.

HISTOIRE

DE LA

CAMPAGNE DE 1815

WATERLOO

PAR

LE Lt-COLONEL CHARRAS.

TOME I.



BRUXELLES.

MELINE, CANS ET COMPAGNIE.

BOULEVARD DE WATERLOO, 35.

1858

AVANT-PROPOS.

—

La campagne de 1815, si funeste pour la France, a été le sujet d'une multitude de récits.

Français, étrangers l'ont écrite à l'envi.

Depuis ce grand désastre de nos armes, il s'est écoulé près d'un demi-siècle; et le souvenir en persiste vivace, ardent au cœur de la France, comme chez les peuples naguère coalisés contre elle. Cela doit être; c'est la loi du patriotisme.

Un séjour de trois années en Belgique m'a donné occasion de suivre, sur le terrain même de la lutte, la courte et terrible guerre qui fournit à nos annales une si triste page.

Cette étude nouvelle, je l'avais abordée, les écrits de Napoléon à la main, et convaincu, depuis longtemps, de leur exactitude. Mais je m'aperçus bientôt de l'impossibilité de les faire concorder avec les événements. Je reconnus les artifices de cette narration rapide, magique, qui se joue du temps, des distances, transpose, altère, dissimule les faits, en invente au besoin et n'a d'autre but que l'apologie captieuse de celui-là même qui l'a composée.

Effet étrange de la puissance d'un nom, des circonstances, de l'habileté de l'écrivain ! cette apologie a usurpé, dans notre pays, la place de l'histoire ; et, depuis trente ans et plus, elle a servi de base à presque tous les récits de la campagne de 1815, signés de noms français.

J'avais cru, je le répète, aux écrits de Napoléon. Mais, du moment où il me fut démontré que la vérité ne pouvait s'y trouver, je la cherchai résolûment. Pour la découvrir, j'ai dû remonter aux sources de l'histoire. Correspondances, ordres, rapports des chefs des armées belligérantes et de leurs lieutenants ; récits, notices, commentaires, mémoires, élaborés, inspirés par ceux qui prirent une part grande ou infime aux événements, dans un camp ou dans l'autre ; historiens politiques, historiens militaires, critiques des divers pays, j'ai voulu tout lire, tout examiner, discuter, confronter. Des mains amies ont fouillé pour moi les archives du dépôt de la guerre à Paris ; archives très-incomplètes, mais pourtant trop négligées jusqu'ici. Celles du ministère de la guerre des Pays-Bas ont été mises à ma disposition avec cette bienveillance qui est un trait caractéristique des fonctionnaires de tout ordre dans ce pays hospitalier ; j'en ai tiré des documents précieux. Enfin, plusieurs survivants de la lutte, Français et étrangers, m'ont communiqué des renseignements d'une grande importance.

Aidé de ces lectures, de ces examens, de ces confrontations, de ces communications, profitant des débats qui se sont élevés entre les vainqueurs, de leurs dires contradictoires, de leurs révélations, me tenant loin du parti pris, ayant rejeté toute idée préconçue, j'ai reconstruit dans ma pensée la campagne de 1815.

Ce travail achevé, j'ai écrit, à mon tour, l'histoire si souvent écrite en toute langue.

De là ce livre que je publie aujourd'hui. Il restitue, j'en ai la ferme conviction, aux faits leur vérité, aux hommes leur caractère, ne regardant pas à la couleur du drapeau pour exprimer ou l'éloge ou la critique.

Méconnaître, dénigrer son ennemi, c'est diminuer l'éclat du succès lorsqu'on est vainqueur, c'est aggraver le tort de la défaite lorsqu'on est battu.

Je ne me suis pas borné à dire les opérations militaires.

Quand des armées se livrent des batailles comme celles de Ligny, des Quatre-Bras, de Waterloo; quand elles combattent avec cette bravoure qui tient de la fureur et rappelle les guerres civiles; quand une nation comme la France, une nation de vingt-huit millions d'hommes, une nation de soldats, ne brûle pas une cartouche pour disputer son territoire, se laisse subjuguer en quelques jours, un récit purement militaire ne suffit pas pour expliquer une pareille fin.

En 1815, les questions de stratégie et de tactique, mal résolues d'un côté, plus ou moins habilement résolues de l'autre, ne furent pas les seules causes du malheur de la patrie.

Il y en eut d'autres; je les ai recherchées, indiquées soigneusement.

Après la lecture de ce livre, un homme paraîtra peut-être bien diminué; mais, en revanche, l'armée française

paraitra plus grande, la France moins abaissée. Ce résultat va mieux à ma raison, à mon cœur, à mon patriotisme que les fictions adoptées depuis si longtemps.

Le lecteur, je l'espère, pensera comme moi.

La Haye, 25 mai 1857.

CHAPITRE PREMIER.

Le congrès réuni à Vienne apprend l'arrivée de Napoléon en France. — Déclaration du 13 mars. — Traité de coalition. — Préparatifs de guerre. — État de l'opinion publique en Allemagne, en Angleterre. — Forces et positions des armées de la coalition dans les premiers jours de juin 1815. — Plan de campagne des coalisés.

La nouvelle du débarquement de Napoléon au golfe Juan fut connue à Vienne, le 8 mars. Le Congrès n'hésita pas. Le 13, il signa et publia la fameuse déclaration qui mettait hors la loi des nations, qui livrait à la vindicte publique l'évadé de l'île d'Elbe; et, le 25, la Grande-Bretagne, la Russie, la Prusse et l'Autriche s'engageaient par un traité à consacrer *tous* leurs moyens à la guerre contre la France, ou, pour parler le langage de leurs plénipotentiaires, « à mettre Bonaparte absolument dans l'impossibilité d'exciter des troubles et de renouveler ses tentatives pour s'emparer du suprême pouvoir en France. »

Un article de ce traité portait que tous les États de l'Europe seraient invités à y accéder. Ils y accédèrent. La Suède et le Portugal refusèrent seuls de fournir un contingent.

Bernadotte avait gagné la Norwége, mais avait rêvé de la couronne de France. Le rêve s'était évanoui. Il était mécontent et s'isolait.

Le Portugal, épuisé de sa longue lutte contre la domination de Napoléon, avait besoin de repos.

Limitrophe de la France sur une longue frontière, mais rejetée par

sa position hors du champ des grandes opérations militaires, l'Espagne prit l'engagement d'agir séparément. Impuissante, elle ne devait pas même tenter une diversion.

Le roi Louis XVIII, déjà fugitif, invité aussi à donner son adhésion au traité, y devint partie contractante.

Le contingent minimum assigné, d'un commun accord, à chacune des quatre grandes puissances, fut fixé à cent cinquante mille hommes, « y compris, pour le moins, un dixième de cavalerie et une juste proportion d'artillerie, sans compter les garnisons. » Mais, par un acte postérieur, le choix fut laissé à l'Angleterre de fournir son contingent en hommes ou d'y suppléer par une somme convenue pour chaque fantassin et cavalier manquant pour le compléter.

Depuis le traité de Paris, les puissances étrangères avaient successivement réduit leurs armées; mais elles ne les avaient pas encore mises sur le pied de paix. La nouvelle carte de l'Europe, la répartition des peuples n'étaient pas terminées. Les questions à résoudre et plus encore les questions résolues avaient excité des défiances mutuelles, des jalousies, des mécontentements, des irritations. On s'observait, la main à la garde de l'épée; et les choses en étaient venues à ce point, que la distribution des dépouilles du vaincu allait peut-être amener la guerre entre les vainqueurs. C'eût été, sans doute, une chance heureuse pour la France, même sous le règne des Bourbons.

Mais la tentative de Napoléon la fit disparaître aussitôt. En face du péril commun, l'accord se fit comme par enchantement.

Alexandre, Frédéric-Guillaume et les souverains de la plupart des autres États se trouvaient à Vienne. Les ordres en partirent immédiatement, dans toutes les directions, pour mettre les armées sur le plus grand pied de guerre.

Ainsi, les dissensions du Congrès, qui allaient peut-être fournir à la France le moyen de réparer une partie des désastres causés par l'Empire; ces dissensions, qui avaient fait maintenir les armées étrangères à un effectif considérable, lui devenaient funestes par le fait même de Napoléon.

En guerre avec les États-Unis, l'Angleterre avait détaché en Amérique un corps d'armée assez nombreux. Un traité de paix, signé à Gand et ratifié dans les derniers jours de février, rendait ces troupes disponibles; ordre leur fut expédié de s'embarquer en toute hâte pour les ports de la Grande-Bretagne.

Le 5 avril, Wellington arriva de Vienne à Bruxelles; et des navires chargés de soldats anglais, de chevaux, de matériel de guerre, d'approvisionnements, abordèrent sans cesse à Anvers et à Ostende.

Devenu roi de Hollande et de Belgique par un coup hardi, digne de sa race et qu'avait sanctionné la coalition victorieuse, Guillaume d'Orange précipita la prise de possession de ses nouvelles provinces, l'organisation, la mise sur le pied de guerre de son armée.

Nieuport, Ostende, Anvers furent armés, approvisionnés; d'autres places de Belgique, dont les fortifications avaient été démolies ou tombaient en ruine depuis vingt-cinq ans, furent mises à l'abri d'un coup de main. Les écluses pour l'inondation des Flandres furent couvertes par des retranchements. Vingt mille ouvriers requis pour ces travaux les poussèrent avec une extrême activité.

Guillaume, selon toute apparence, était le premier menacé.

Les corps russes, encore en marche pour retourner dans l'intérieur de l'empire, firent demi-tour et revinrent sur leurs pas. Alexandre fut, le 5 avril, au milieu de ceux qui étaient restés sur la Vistule et le Niémen. Par un ordre du jour éclatant de haine contre Napoléon, « le fléau du genre humain, » il leur annonça qu'il venait se placer à leur tête, prit toutes les dispositions nécessaires, et, peu après, dirigea son armée sur le Rhin.

Deux jours plus tard, Frédéric-Guillaume parlait à la sienne en termes non moins violents ; il y joignait des insultes pour les soldats de la France.

Déjà, il avait ordonné un armement général dans tous ses États. L'armée permanente allait se compléter rapidement, la landwehr se réunir, des divisions de chasseurs volontaires se former.

L'empereur d'Autriche ne montra pas moins d'ardeur. Inopinément attaqué par Murat, il réunit, en Italie, une armée qui devait faire prompte justice du présomptueux roi d'aventure ; et, simultanément, il organisa, pour les porter sur le Rhin, deux corps d'armée considérables.

Les peuples réservèrent leurs griefs, et le rappel des constitutions promises, des libertés vainement attendues depuis un an.

Dans tous les États de la confédération germanique, le cri de guerre retentit; les contingents se levèrent avec rapidité.

Les arsenaux étaient pleins; la plus grande partie des soldats de

la guerre de l'indépendance étaient sous les drapeaux; les autres venaient seulement de rentrer dans leurs foyers; le cabinet de Saint-James promettait de riches subsides; le patriotisme était exalté; le souvenir de la victoire datait de la veille; il effaçait celui des grandes défaites; tout était facile.

L'Allemagne alors fut saisie d'enthousiasme et de fureur comme en 1813.

La chaire religieuse et la chaire universitaire furent de nouveau changées en tribunes d'où éclatait, à chaque instant, l'appel aux armes pour le salut de la patrie. Les professeurs quittèrent encore la robe pour l'uniforme. Leurs élèves reprirent le mousquet. Les chants d'Arndt, de Körner, des Tyrtées populaires de la Germanie, réveillèrent partout les échos des villes et des campagnes. Les journaux, les pamphlets, les proclamations se pressèrent, se succédèrent sans relâche, excitant la mémoire des injures subies, du sang versé, des fortunes ruinées, attisant tous les foyers de haine, lançant la menace et l'insulte, non-seulement à Napoléon, mais encore à la France, hélas!

C'étaient les exactions de Berlin et de Hambourg, les réquisitions excessives et sans fin, les contingents dévorés par la guerre; c'était la grande iniquité du blocus continental imposé, maintenu par Napoléon à l'étranger et enfreint par lui-même, à son profit, sur les côtes de l'empire; c'étaient Rome, la Hollande, l'Oldenbourg, les villes hanséatiques, etc., incorporés à la France, en pleine paix, au mépris des traités; c'étaient la violation des neutralités, l'assassinat de Vincennes, le guet-apens de Bayonne, l'invasion de l'Espagne, les peuples donnés en apanage aux frères, aux sœurs, aux lieutenants de Napoléon; c'étaient aussi les maux inséparables de toute guerre qu'on invoquait pour soulever les nations contre celui qui avait voulu, qui voulait encore la monarchie de l'Europe, et contre le peuple français son complice, disait-on.

Cette solidarité n'avait jamais existé.

Napoléon avait réduit, par des lois terribles, ce peuple, comme bien d'autres, à lui servir d'instrument de conquête; mais il ne lui avait jamais demandé, il n'aurait osé lui demander un assentiment à des guerres insensées, à des violences criminelles. Aussi avait-il supprimé toute tribune, toute liberté, toute représentation sérieuse de la nation. Il avait régné en despote, sans contrôle, sans frein.

Mais l'amour de la patrie, mais la haine, quand le péril apparaît

imminent, ne raisonnent pas, ne font pas de pareilles distinctions. La France était confondue avec Napoléon dans le même anathème.

Une fois encore, elle devait apprendre à quel prix se soldent ces faiblesses qui livrent un peuple au caprice et à la fortune d'un maître.

Elle était mise au ban de l'Europe.

Dans la libre Angleterre, des écrivains, des orateurs plus réfléchis, plus impartiaux, essayèrent, en vain, de détourner sur Napoléon seul la responsabilité des maux passés, et conseillèrent, avant d'en venir aux armes, d'attendre, de voir si le malheur ne l'aurait pas corrigé de sa passion pour les conquêtes, si la France ne le contiendrait pas en lui mesurant sévèrement le pouvoir. Leurs voix restèrent inécoutées dans leur propre pays et ne furent pas entendues au milieu du tumulte patriotique de l'Allemagne.

Napoléon avait tellement identifié son règne avec la guerre, la conquête, la tyrannie, que peuples et rois n'en concevaient pas la reprise sans le retour plus ou moins prochain de tous ces fléaux. Ils s'empressaient à l'attaque pour briser leur ennemi avant qu'il fût armé de toutes pièces.

Dans les premiers jours de juin 1815, l'acte de la confédération allemande, les promesses d'un gouvernement libre, représentatif, distinct pour chaque État, vinrent fournir une nouvelle et puissante excitation à l'enthousiasme des masses.

A cette époque, les forces de l'Europe coalisée se dénombraient et se répartissaient ainsi :

En Belgique, cent mille Anglais, Hollando-Belges, Hanovriens, Brunswickois, Nassau, sous les ordres du feld-maréchal duc de Wellington ; cent vingt mille Prussiens commandés par le feld-maréchal prince Blücher ;

Dans le grand-duché de Luxembourg, vingt-cinq mille Allemands des petits États du nord de la confédération germanique, sous le lieutenant général Kleist ;

En marche sur Mayence, Oppenheim et Mannheim, cent soixante et dix mille Russes, sous le maréchal Barclay de Tolly ;

Sur le Rhin, de Schaffhouse à Mannheim, deux cent cinquante-cinq mille Autrichiens, Bavarois, Wurtembergeois, Badois, Saxons et soldats de divers petits États de la confédération germanique, sous le feld-maréchal prince de Schwartzenberg ;

Sur la frontière suisse, trente-cinq mille hommes levés par les

cantons pour maintenir leur neutralité, mais seulement contre Napoléon, et destinés, en fait, à agir de concert avec la coalition ;

Dans le Valais et en Savoie, soixante mille Austro-Sardes, sous le lieutenant général Frimont ;

Sur le Var, dix mille Sardes, aux ordres du général d'Osasco.

C'étaient, en tout, sept cent soixante et quinze mille hommes, sans compter les garnisons des places frontières ; et, derrière ces masses, s'organisaient ou s'avançaient déjà des réserves évaluées à trois cent mille hommes.

De la Méditerranée à la mer du Nord, la France était donc menacée par plus d'un million de soldats.

L'empereur de Russie, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse s'étaient rendus à Heidelberg pour être plus près des événements.

Résolus à n'agir que par masses toujours à même de s'appuyer les unes sur les autres, ils attendaient, pour donner le signal des hostilités, que l'armée russe fût arrivée sur Kaiserslautern, à hauteur de la droite de Schwartzenberg. Elle devait y être avant le 1er juillet. Ce serait donc ce jour-là, au plus tard, que se porteraient les premiers coups.

Le plan d'opérations adopté avait été inspiré par l'expérience des deux dernières campagnes, si funestes à la France. Il peut se résumer en peu de mots.

Schwartzenberg devait passer le Rhin en deux colonnes principales, mises simultanément en mouvement : celle de gauche à Bâle et Rheinfelden ; celle de droite à Germersheim et Mannheim, s'appuyant à l'armée russe. Il forcerait le passage des Vosges, de la Queich, de la Sarre, enlevant les places mal défendues, masquant celles qui voudraient résister et repliant d'un côté sous le canon de Béfort, de l'autre sous celui de Strasbourg, les corps couvrant l'Alsace. Sa direction générale serait sur Saint-Dizier et Châlons-sur-Marne.

Les Russes franchiraient la Sarre plus bas que le général autrichien, la Moselle entre Thionville et Metz, la Meuse près de Verdun, et se dirigeraient vers Châlons-sur-Marne et Reims, ayant aussi enlevé ou masqué les forteresses qui se trouveraient sur leur ligne d'opérations.

Le corps de Kleist était destiné à faire une trouée entre nos places de la Meuse vers Sedan, à les observer, à les attaquer.

Blücher et Wellington régleraient le moment de leur entrée en campagne sur les progrès des Russes et de Schwartzenberg. Ils déboucheraient vers Maubeuge et Avesnes, marchant sur Laon.

L'objectif commun de toutes ces armées était Paris.

L'arc immense formé par leurs lignes, appuyé par une extrémité à Bâle, par l'autre à Ostende, devait se courber progressivement jusqu'à enfermer dans un cercle de fer la capitale de la France.

Là où serait Napoléon, on tâcherait d'éviter la bataille tant qu'on n'aurait pas à lui opposer des forces numériquement très-supérieures. On se souvenait de la campagne de France.

L'objectif des Austro-Sardes réunis dans le Valais et en Savoie était Lyon. Après s'être emparés de cette ville importante, ils devaient remonter une partie du cours de la Saône et se relier à la gauche de Schwartzenberg.

Tel était le plan de campagne des coalisés.

CHAPITRE DEUXIÈME.

Causes du succès de l'entreprise de Napoléon contre le gouvernement des Bourbons. — La révolution se serait faite sans lui. — Son langage, ses promesses pendant sa marche sur Paris. — Le peuple s'y laisse prendre. — La conduite de l'empereur le désillusionne bientôt. — Ruses de Napoléon pour dissimuler d'abord les actes du congrès de Vienne, pour en atténuer la portée ensuite. — Murat n'a détruit aucune chance de paix. — Il n'en existait d'autre que celle que pouvait donner la victoire. — L'enthousiasme populaire refroidi par la duplicité, les réticences de Napoléon. — L'armée telle qu'elle avait été réorganisée par la Restauration. — Son effectif au 1er janvier 1815, au 1er avril. — Napoléon ne commence à prendre des mesures pour l'augmentation de l'état militaire de la France que trois semaines après son retour à Paris. — Indication de ces mesures. — Leur résultat. — État militaire de la France, au commencement de juin 1815. — Formation de corps d'armée. — Leur effectif. — Effectif des garnisons des places fortes.

Les fautes du gouvernement de Louis XVIII, aggravées par les excès de parole, les menaces, les folles prétentions du parti royaliste, des anciens émigrés et du clergé catholique, avaient amoncelé tous les éléments d'une révolution qui devait emporter le trône restauré depuis moins d'un an, quand Napoléon, parti de l'île d'Elbe avec un millier de soldats, vint audacieusement débarquer sur la plage de Fréjus.

Cette révolution était imminente, inévitable, ont dit les contemporains; mais le but n'en était pas, le résultat n'en aurait pas été de rendre la couronne à l'empereur déchu. Dans un grand nombre de départements, le peuple redoutait, à tort sans doute, mais sincèrement, le rétablissement des dîmes, des cens, de tous les droits féo-

daux, réclamés par ceux qui en avaient joui naguère. Plusieurs millions de citoyens engagés dans les immenses transactions faites sur les biens nationaux voyaient journellement s'amoindrir la valeur de ce gage, que revendiquaient les cris injurieux des propriétaires dépossédés depuis vingt-cinq ans.

Le retour de Napoléon aux Tuileries aurait fait cesser ces alarmes.

Mais la nation, épuisée par la guerre, voulait le maintien de la paix, abri protecteur sous lequel se réparaient ses forces et grandissaient son commerce, son industrie. Les distinctions de race, les priviléges de la naissance, si hautement préconisés maintenant, lui étaient odieux. Elle aspirait à un retour vers les principes proclamés par la Révolution. Enfin, elle avait soif de libertés. La charte royale, même perfidement interprétée, en donnait beaucoup, si du moins on la comparait au régime de servitude universelle que l'Empire avait organisé. Mais la nation en voulait davantage.

La paix, l'égalité, la liberté, on ne pouvait les attendre du règne de Napoléon.

C'était pour cela que, dans les espérances, les projets de révolution, son nom avait généralement été mis à l'écart.

Cependant, du fond de l'asile où l'avait relégué la défaite, où il était menacé, croyait-il, d'être enlevé pour une transportation lointaine, il avait suivi attentivement cette agitation des esprits, et résolu de la faire tourner à son bénéfice, en devançant l'initiative des ennemis de la maison de Bourbon, en se faisant un drapeau des idées mêmes qui leur servaient à soulever le pays.

Dès son arrivée sur le sol de France, il se présenta donc en homme éclairé par le malheur, par les méditations de l'exil. Ses proclamations, ses allocutions respiraient l'amour de la paix, le respect de la démocratie, de la liberté. C'était une transformation complète.

Les masses sont faciles à la confiance, à l'erreur. Elles se laissèrent prendre à ce langage nouveau ; elles crurent à la durée de la paix sous le règne de Napoléon, à la conversion loyale du restaurateur de l'aristocratie de naissance, du despote; et, se joignant à l'armée, qui acclamait son ancien général, elles lui frayèrent la voie jusqu'aux Tuileries.

Sur bien des points, la population résista à cet entraînement.

Cependant, il paraît peu contestable que la majorité de la France y fut momentanément emportée. Bientôt les illusions créées avec l'habileté, l'astuce habituelles à Napoléon, allaient se dissiper et, en se dissipant, mettre à nu la folie de cette insurrection à moitié militaire, à moitié civile, dont le résultat était de rendre le souverain pouvoir à celui qui avait soulevé naguère les haines implacables des peuples et des rois, à celui dont le nom seul était une menace contre l'Europe, à celui, enfin, qui était la personnification la plus perfide, la plus forte de la contre-révolution.

A peine assis sur le trône abandonné des Bourbons, il rétablit le faste, les pratiques, le formulaire, l'étiquette de la monarchie. A l'exception de Carnot, mais de Carnot anobli du titre de comte, reniant officiellement ses principes, il prit pour ministres les mêmes hommes qui avaient été les agents de son despotisme de quinze années ; il laissa ou appela aux fonctions publiques ceux qui les avaient occupées sous l'Empire ; et toute sa famille accourut reprendre sa part de pouvoir, d'honneurs, de richesses. Il ne fut plus question de retour à l'égalité; la liberté devint le discret ornement de vagues discours. L'enthousiasme populaire diminua ; il disparut tout à fait devant l'*acte additionnel,* élaboré dans le huis clos des Tuileries et posé publiquement ensuite comme le couronnement de l'édifice despotique de l'Empire.

Grâce à bien des efforts, la croyance au maintien de la paix, si ardemment désiré, dura plus longtemps.

Toutes les nouvelles, tous les événements qui venaient incessamment montrer l'imminence de la guerre, Napoléon les niait, les dénaturait, les atténuait avec une imperturbable assurance.

Dès l'abord, il avait jeté en pâture à la crédulité publique le retour certain, disait-il, de la fille des Hapsbourg, qui, entraînée dans sa couche par la toute-puissance de la victoire, était sortie de la France envahie, subjuguée, le sourire sur les lèvres, la joie au cœur, pour aller se livrer à de publiques et illégitimes amours. Elle devait revenir, paraître à la pompeuse cérémonie du champ de mai, ramenant l'héritier de César, rapportant l'alliance de l'Autriche perdue dans les steppes glacés de la Russie.

La déclaration du 13 mars, répandue dans plusieurs départements, en même temps que la nouvelle du retour de Napoléon aux Tuileries, était un démenti violent à cette assertion. Le ministre de la

police d'abord, le conseil d'État ensuite, furent chargés de l'arguer de faux, de la présenter comme une pièce apocryphe, œuvre des représentants de Louis XVIII au congrès de Vienne, qui n'avaient pas craint d'y apposer les noms des ministres de toutes les puissances. Napoléon propagea cette imposture, même parmi ses familiers les plus intimes ; et des commissaires extraordinaires envoyés dans les provinces (1), le ministre de l'intérieur, Carnot, dans une circulaire officielle, annoncèrent à nouveau la prochaine venue de l'impératrice et de son fils.

Les courriers expédiés par le cabinet des Tuileries étaient arrêtés aux frontières d'Allemagne et d'Italie; ils ne parvenaient à Londres qu'à l'aide de mesquins subterfuges. La France était mise en état de blocus, on le disait partout. Napoléon faisait répandre le bruit qu'il n'y avait là aucun sujet d'alarmes sérieuses ; c'était un fait accidentel, un malentendu qui allait s'éclaircir. Il faisait dire qu'on négociait; et il affichait, au *Moniteur*, une lettre adressée aux rois (ses frères), sorte d'idylle où il les conviait à jouir tranquillement des charmes de la paix.

Il faisait nier l'existence du traité de coalition, conséquence de la déclaration du 13 mars.

Puis, quand l'opinion publique commençait à entrevoir la vérité derrière ces fourberies, il cherchait à l'égarer dans des illusions nouvelles.

Un long rapport signé par le ministre des relations extérieures paraissait au *Moniteur*. Napoléon, car c'était bien lui qui parlait, avouait l'existence de la déclaration du congrès de Vienne, l'arrestation des courriers de cabinet à la frontière étrangère; il avouait

(1) Le maréchal Ney a raconté ainsi la mission dont il fut chargé dans le Nord et dans l'Est :

« Je reçus une longue lettre de lui (Napoléon), dans laquelle il me prescrivait de parcourir toute la frontière, depuis Lille jusqu'à Landau. Je déployai le caractère de commissaire extraordinaire.

» Mes instructions portaient l'ordre exprès d'annoncer partout que l'empereur ne voulait et ne pouvait plus faire la guerre, d'après des arrangements faits et conclus à l'île d'Elbe, entre lui, l'Angleterre et l'Autriche; que l'impératrice Marie-Louise et le roi de Rome devaient rester à Vienne, en otage, jusqu'à ce qu'il eût donné une constitution libérale à la France et exécuté les conditions du traité ; après quoi, elle viendrait le joindre à Paris avec son fils. »

aussi qu'il paraissait certain qu'un accord avait été signé, le 25 mars, consacrant l'ancienne alliance de Chaumont; que, sur tous les points de l'Europe, on s'armait, on marchait ou on était prêt à marcher; mais, ajoutait-il, le but de cet accord, de ces préparatifs militaires était peut-être purement défensif. Et, pour mieux atténuer la portée de ces aveux tardifs et pénibles, les ministres de la police, des finances, de la justice, adressaient à leurs agents, c'est-à-dire aux fonctionnaires immédiatement en contact avec les masses, des circulaires où ils disaient que, sans doute, la France n'aurait pas à combattre pour son indépendance, que les puissances étrangères reconnaîtraient les décrets de la Providence qui venaient de rétablir Napoléon sur le trône.

Le *Moniteur* reprenait ensuite la parole, fixant à quatre cent mille hommes la force extrême des armées de la coalition et montrant même, parmi ces quatre cent mille soldats, plus de cent mille Badois, Wurtembergeois, Belges, Hollandais, Saxons, Bavarois prêts à se débander.

D'autres espérances étaient excitées encore avec ardeur, entretenues avec soin et persévérance.

Appuyée sur une partie de la presse, sur les manifestations, les pétitions d'impuissants meetings, une minorité s'agitait dans le parlement anglais, protestant contre la politique du congrès de Vienne, réclamant la paix contre le ministère qui préparait la guerre. Napoléon faisait exagérer dans ses journaux semi-officiels la valeur de cette opposition : la minorité grandissait de jour en jour; elle allait conquérir la majorité, le ministère, et frapper soudainement d'impuissance la coalition, en lui refusant les trésors de la Grande-Bretagne promis par Liverpool et Castlereagh.

En même temps, il montrait, sur la carte du continent, les territoires dépecés, partagés à Vienne, comme autant de causes infaillibles de discorde entre les souverains coalisés. A l'entendre, ils étaient plus près d'en venir aux mains entre eux que de porter l'invasion sur le sol de la France.

Enfin, c'étaient les peuples opprimés qui se préparaient à s'insurger contre leurs princes, à secouer le joug, à dissoudre les armées de la Prusse, de l'Autriche, de la confédération germanique. Par delà le Rhin, par delà les Alpes et les Pyrénées, ils appelaient « leur libérateur. « Comme si, pendant tout un long règne, lui, « le libé-

rateur, » il eût fait autre chose qu'opprimer toutes les nationalités! Allemands, Italiens, Hollandais, Portugais, Espagnols, tous avaient senti s'appesantir sur eux le poids de la conquête; tous avaient été serrés dans les étreintes d'un despotisme violent et rapace, et le plus odieux de tous, celui de l'étranger.

Napoléon avait passé sa vie à tromper les rois. Les rois ne croyaient plus à sa parole. Il leur jurait qu'il n'aspirait qu'à la paix; et ils armaient en toute hâte contre lui.

Il avait trompé les peuples. Les peuples faisaient cause commune avec les rois, redoutant d'être foulés encore par ses conquêtes, de redevenir la proie de son ambition, de la cupidité de sa famille et de ses lieutenants civils et militaires. Certes, Napoléon ne s'abusait pas sur ces dispositions unanimes, exaspérées de l'Europe; il voyait la guerre inévitable et près de fondre sur lui, sur la France.

Dans sa prison de Sainte-Hélène, quand il arrangeait son personnage pour le poser devant la postérité, il a dit, il est vrai, qu'en 1815 il y avait des chances de paix, et il a accusé Murat, son beau-frère, de les avoir détruites par sa folle et ridicule tentative sur l'Italie. Mais cette accusation ne repose sur aucun fondement.

La déclaration du 13 mars, rédigée par Talleyrand, mais présentée par l'Autriche elle-même au Congrès, est bien antérieure à la levée de boucliers du parvenu qui se trouvait trop à l'étroit dans le royaume de Naples. Son irruption dans Rome n'était pas connue à Vienne, quand fut signé le traité de coalition, qui n'était, d'ailleurs, que la conséquence prévue, obligée, de la déclaration du 13 mars. Enfin, la proclamation où il appelait les Italiens aux armes porte la date du 31 de ce même mois.

Sa tentative fut donc complétement étrangère aux décisions du Congrès et spécialement à la conduite de l'Autriche.

Il faut le remarquer, au reste, Murat, même après son insuccès, ne fut pas désavoué par Napoléon. Pendant le peu de jours où la fortune parut sourire à l'armée napolitaine, le *Moniteur* et le *Journal de l'Empire* en firent grand bruit. Sur la foi du télégraphe, ils apprirent même au public des victoires que Murat ne remporta jamais. Quand il fut battu, mis en déroute, ils constatèrent très-tardivement le fait; et ne parlèrent plus de lui que pour annoncer son arrivée en France. Mais, pour un désaveu quelconque de sa conduite, il n'en fut publié, ni même enregistré aucun, nulle part. Il y a loin de là aux amères

récriminations formulées, après Waterloo, dans les angoisses de la captivité.

La vérité est peut-être que Murat n'agit ainsi qu'en se conformant aux intentions de Napoléon. C'est là, du moins, ce qu'il a affirmé dans une lettre de juillet 1815, adressée à Fouché. « Je répondrai, y dit-il, à ceux qui m'accusent d'avoir commencé les hostilités trop tôt, qu'elles le furent sur la demande formelle de l'empereur. » Et, dans une autre lettre, antérieure d'un mois à celle-ci, il disait au milieu de tristes épanchements à une personne qui lui était chère : « Le roi Joseph m'écrivait : « L'empereur m'ordonne de vous écrire » de vous porter rapidement sur les Alpes. »

S'il eût existé des chances de paix que la tentative de Murat aurait détruites, il faudrait donc, selon toute apparence, n'en accuser que Napoléon lui-même, qui aurait précipité la prise d'armes de son beau-frère, dans l'espoir sans doute d'intimider le congrès de Vienne par le soulèvement de tout un peuple. Mais, nous y insistons, les résolutions des souverains étaient arrêtées, formulées en actes, avant qu'elles eussent pu être déterminées par la conduite du roi de Naples.

Des chances de paix ! il n'y en avait qu'une, celle que pouvait donner la victoire. L'assertion contraire, tardivement venue de Sainte-Hélène à la charge de Murat, comme tant d'autres assertions et accusations que Napoléon a fait retentir dans le monde par la voix complaisante de ses compagnons de captivité, a été calculée pour atténuer la responsabilité qui pèse sur sa mémoire. Responsabilité bien lourde à porter, en effet, que celle d'avoir attiré sur la France les désastres de deux invasions, de l'avoir prise avec les limites du Rhin et de l'avoir laissée vaincue, subjuguée, réduite à des frontières plus resserrées que celles de l'ancienne monarchie !

La paix, si tant est que Napoléon vainqueur l'eût jamais voulue sincèrement, la paix, il faut le redire, ne pouvait sortir que de la victoire. Mais la victoire était difficile, même avec toutes les ressources, toutes les forces de la France mises en œuvre sans délais, sans pertes de temps.

La lutte était prochaine, imminente. L'Europe y engageait toute sa puissance ; il fallait donc que le chef de l'Empire, si soudainement restauré, ne perdît pas un jour, pas une heure, pour préparer la défense nationale. Les jours étaient des mois, les mois étaient des an-

nées à cette terrible époque. Il fallait avoir le courage de proclamer sur-le-champ la gravité suprême des circonstances, et de faire solennellement appel à la France, à toute son énergie, au nom de l'indépendance en péril.

Dans un moment de danger immense aussi, la Convention n'avait pas rusé avec la vérité. Elle avait eu l'audacieuse grandeur de poser nettement devant le pays le problème du présent et de l'avenir, et, simultanément, de lui demander, de lui imposer d'extrêmes sacrifices. Elle avait repoussé l'invasion, elle avait sauvé la patrie.

C'était l'exemple : Napoléon ne le suivit pas. Jusqu'au dernier moment, il dissimula, faussa la vérité ; il parla de paix quand l'Europe entière courait aux armes, la présenta comme certaine d'abord, comme probable ensuite, lors même que la guerre s'avançait à pas précipités. La France ne devait, pour ainsi dire, connaître tout le péril de sa situation qu'au bruit du canon tiré sur la frontière.

Par la duplicité de sa politique intérieure, Napoléon avait refroidi l'enthousiasme populaire (1). Par un aveu sincère, il l'aurait réchauffé, exalté, en même temps qu'il aurait légitimé, entre ses mains armées de la dictature, toutes les mesures de salut public. Cet aveu, il ne l'osa pas. Le faire, c'eût été montrer à tous que l'indépendance nationale était uniquement compromise par le fait même du retour triomphal de l'île d'Elbe ; il craignait que la France avertie ne cherchât à détourner la menace, le danger, en détruisant l'œuvre du 20 mars.

Napoléon descendu ou précipité du trône, la France se donnant un gouvernement de liberté, l'entente des peuples et des rois pouvait cesser, la coalition même des rois entre eux se dissoudre.

Bien ou mal fondée, cette crainte égoïste fut, sans doute, la cause de ces réticences, de ces hésitations, de ces délais, de ces demi-mesures qui devaient perdre la cause de la patrie.

Comme l'a dit justement un pamphlétaire, Napoléon prétendit défendre les Thermopyles par la charge en douze temps. Il voulut faire un armement en quelque sorte subreptice, lorsqu'il fallait sonner le

(1) Napoléon ne s'abusait pas sur l'état de l'opinion publique. A la veille de la publication de l'*acte additionnel,* il disait à Benjamin Constant, un de ses conseillers : « L'opinion était excellente ; elle est exécrable. » (*Mémoires sur les cent-jours,* par Benjamin Constant.)

tocsin du péril commun, organiser un armement national, la vaste insurrection de tout un peuple.

Il recommença ainsi 1814, et prépara la même catastrophe.

Dans ses dictées de Sainte-Hélène, il s'est glorifié, cependant, des prodiges d'énergie, d'activité accomplis du 20 mars au 15 juin 1815, et il en a tracé un tableau superbe de couleur et de dessin. Mais la couleur est fausse, le dessin inexact. Ce qui manqua avant tout, ce furent l'énergie, l'activité : une énergie, une activité proportionnées à l'imminence du péril, à la grandeur de l'agression.

Des ordonnances royales datées du 12 mai 1814 avaient réorganisé l'armée en cent sept régiments d'infanterie, soixante et un de cavalerie, huit d'artillerie à pied, quatre d'artillerie à cheval, un bataillon de pontonniers, quatre escadrons du train, douze compagnies d'ouvriers d'artillerie, trois régiments du génie, une compagnie d'ouvriers, une du train du génie, deux bataillons d'équipages militaires.

L'infanterie comprenait 90 régiments de ligne, 15 régiments légers, tous de trois bataillons (1), chaque bataillon de six compagnies; deux régiments formés des débris de la vieille garde, sous le nom de corps royaux de grenadiers et de chasseurs de France, tous les deux de quatre bataillons (2), chaque bataillon de six compagnies.

Ces 107 régiments avaient, en outre, à la suite un cadre d'officiers pour un bataillon.

La cavalerie se composait de 61 régiments : douze de cuirassiers, deux de carabiniers, quinze de dragons, six de lanciers, quinze de chasseurs, sept de hussards (3), quatre provenant de l'amalgame des troupes à cheval de la vieille garde et dénommés corps royaux de grenadiers à cheval, dragons, chevau-légers-lanciers et chasseurs de France.

Tous ces régiments avaient quatre escadrons, et le cadre d'un cinquième, mais en officiers seulement.

Les régiments d'artillerie à pied étaient de vingt et une compagnies;

(1) Une ordonnance du 12 août 1814 ajouta six bataillons à cette organisation et les répartit dans quatre régiments. Ils étaient destinés au service colonial.

(2) Ils ne devaient, d'abord, avoir que trois bataillons, mais le quatrième fut ajouté dès la formation des régiments.

(3) L'ordonnance primitive n'organisait que six régiments de hussards, mais il en fut créé un septième plus tard.

les régiments à cheval de six; le bataillon de pontonniers de huit; les régiments du génie de douze.

L'effectif du pied de paix était fixé, officiers et corps royaux compris, à 211,812 hommes, dont 149,795 d'infanterie (1), 38,611 de cavalerie devant avoir 32,164 chevaux, et 15,995 d'artillerie.

A cet effectif général venaient s'ajouter dix mille vétérans répartis en 120 compagnies, et quatorze mille gendarmes à pied et à cheval employés à la police de Paris et des départements.

La force de l'armée était restée, d'abord, assez inférieure au chiffre assigné pour le pied de paix. Mais, au mois de novembre, sous le coup des graves dissentiments qui se produisaient au congrès de Vienne, une ordonnance royale avait rappelé sous les drapeaux environ soixante mille hommes; et, le 1er janvier suivant, un état dressé au ministère de la guerre le constate, l'infanterie (2) avait cent dix-huit mille hommes *prêts à partir*, la cavalerie vingt-trois mille. En ajoutant à ce nombre de fantassins et de cavaliers celui des troupes d'artillerie, du génie, etc., qu'il comporte, on voit qu'à cette époque le gouvernement de la Restauration disposait d'une armée de cent cinquante-cinq mille hommes environ, officiers compris, *prêts à entrer en campagne*, en laissant en arrière, aux dépôts, quarante ou cinquante mille hommes, sans compter les vétérans et la gendarmerie.

Cette armée, d'après des témoignages certains, était bien équipée, habillée, soldée.

Le 9 mars, le gouvernement royal avait ordonné un nouveau rappel des anciens soldats. Il s'agissait alors, pour lui, de se défendre contre Napoléon. Les événements s'étaient trop rapidement précipités pour permettre la complète exécution de cette mesure. Elle avait augmenté, cependant, l'effectif de l'armée d'une vingtaine de mille hommes, au moment où s'était opéré le changement de gouvernement. On en trouve la preuve dans un autre état dressé au ministère de la guerre et daté du 1er avril.

D'après cet état, l'armée comptait, à ce jour, deux cent vingt-trois mille neuf cent soixante et douze hommes de toutes armes présents sous

(1) Non compris les six bataillons coloniaux.

(2) Non compris quatre régiments suisses, d'organisation toute récente, et les bataillons coloniaux. (Archives du dépôt de la guerre, à Paris.)

les drapeaux, officiers compris (1); et il y avait, en outre, près de huit mille hommes aux hôpitaux, dix-neuf mille trois cents en congé limité, treize mille six cent quarante-six en congé illimité.

Cela ne pouvait donner encore, comme précédemment, que cent cinquante-cinq mille hommes *prêts à entrer en campagne.*

Une pareille force était évidemment bien insuffisante dans la position faite à la France par la restauration de l'Empire.

Mais, avec de l'énergie, de l'activité, il était possible de l'accroître bientôt dans une proportion considérable.

Le pays, si épuisé qu'il fût par de longues et funestes guerres, offrait encore de grandes ressources; il ne s'agissait que de les utiliser.

En avril 1814, nos armées vers Paris, Lyon et Toulouse, en Italie, nos garnisons dans les forteresses de France, de Belgique, du Rhin, de l'Allemagne, etc., nos dépôts s'élevaient à quatre cent cinquante mille hommes. La paix nous avait rendu cent cinquante mille prisonniers de guerre. Le 1er avril 1815, la France disposait donc, outre deux cent vingt-quatre mille hommes présents sous les drapeaux, d'un fonds de trois cent soixante et seize mille soldats faits, où l'on pouvait puiser pour augmenter ses légions. Sans doute, les cessions de territoire, les blessures, les maladies, les infirmités, les décès, les mariages avaient bien diminué ce dernier chiffre. Mais on reste au-dessous de la vérité en disant qu'il y avait à tirer de là deux cent cinquante mille hommes très-propres au service.

Dans ses effroyables anticipations sur la vie des jeunes générations, l'Empire avait décrété, en octobre 1813, la levée de toute la conscription de 1815. Les événements avaient empêché de l'accomplir (2). Elle avait été estimée à 160,000 hommes. Malgré le rétrécissement de nos frontières et quelques autres causes de diminution, elle devait donner au moins cent dix mille conscrits.

Un simple décret pouvait donc appeler à la défense de la patrie,

(1) Dans ce chiffre sont comptés 700 hommes restés à l'île d'Elbe, et 1,000 environ qui en étaient revenus avec Napoléon.

(2) Sur cette conscription, 45,000 hommes avaient rejoint les dépôts dans l'hiver de 1813 à 1814, et avaient été congédiés à la paix. Ils ne sont pas compris dans le chiffre de 450,000 hommes donné plus haut. (Voir Rapport de Carnot aux chambres, le 13 juin 1815.)

réunir en peu de temps trois cent soixante mille hommes, dont deux cent cinquante mille étaient des soldats aguerris.

Cent mille militaires retraités, réformés, offraient encore vingt-cinq ou trente mille précieux auxiliaires pour le service des places frontières, pour celui de l'intérieur; et les matelots des anciennes escadres, rendus inutiles par l'anéantissement de notre puissance maritime, devaient, si on les organisait sous le commandement de leurs anciens officiers, contribuer à assurer la sécurité des forts et forteresses du littoral.

Enfin, il restait la garde nationale, qu'on pouvait mettre sur pied dans presque tout le pays et qui fournirait de très-nombreux bataillons mobiles, propres à défendre les places fortes et à former une puissante réserve à l'armée de ligne.

Napoléon ne négligea aucun de ces moyens; mais il n'y eut recours qu'avec hésitation, lenteur, timidité.

Il était aux Tuileries depuis trois semaines déjà, quand il se décida à ordonner les premières mesures nécessaires pour augmenter l'état militaire de la France.

Le 9 avril, le *Moniteur* et, deux jours après, le *Bulletin des lois* publièrent un décret (1) rappelant sous les drapeaux tous les sous-officiers et soldats qui les avaient quittés pour quelque cause que ce fût. Fidèle à son système d'atténuer la gravité de la situation, « l'empereur leur donnait la promesse spéciale qu'aussitôt que *la paix actuelle serait consolidée*, ils seraient les premiers qui obtiendraient des congés pour rentrer dans leurs foyers. » Et, pour mieux montrer, en quelque sorte, que l'urgence n'était pas grande, les circulaires ministérielles nécessaires pour l'application de ce décret ne furent signées que le 12 avril.

Le 21 mars (2), Napoléon avait décrété la réorganisation de la vieille garde. En rappelant les anciens militaires, il décréta aussi le rétablissement de seize régiments de jeune garde (3) et une augmentation des cadres de l'armée.

Les régiments d'infanterie et de cavalerie durent compléter immé-

(1) Ce décret porte la date du 28 mars.

(2) Le décret porte la date du 13 mars; mais il fut promulgué le 21.

(3) Le décret du 9 avril ne créait que douze régiments de jeune garde. Les quatre autres furent créés un mois plus tard.

diatement le cadre de leur quatrième bataillon et de leur cinquième escadron, qui ne comprenait que des officiers; et il fut créé, dans chaque régiment, un nouveau cadre, en officiers seulement, qui devait à son tour être complété en sous-officiers, etc., quand le ministre de la guerre l'ordonnerait.

En attendant l'arrivée des soldats rappelés, il fut prescrit de former, avec tous les hommes disponibles, dans chaque régiment d'infanterie, deux bataillons, dans chaque régiment de cavalerie, trois d'escadrons, qui, disait le décret, évitant de parler de bataillons et d'escadrons de guerre, seraient seuls mis, jusqu'à nouvel ordre, en activité de service.

Quelques jours plus tard, Napoléon rendit à tous les régiments les numéros qu'ils avaient portés pendant vingt-cinq ans de guerre, illustrés même aux jours de nos malheurs.

Le 13 avril, le ministre de la guerre fit appel aux militaires en retraite et en réforme qui voudraient reprendre du service dans des bataillons et des compagnies d'artillerie spécialement organisés pour les recevoir.

Le même jour, fut décrétée la formation successive de quatre bataillons de gendarmerie à pied, dits bataillons de réserve, lesquels devaient être formés avec les anciens gendarmes qui demanderaient du service. Le train d'artillerie fut porté à huit escadrons ; celui des équipages, à huit bataillons.

Le 25 avril, un décret prescrivit le rétablissement des compagnies de canonniers gardes-côtes et en fixa le nombre à soixante, dont dix sédentaires.

Dans les premiers jours de mai, on commença l'organisation de vingt régiments de matelots.

Enfin, un mois après, les ordres partirent de Paris pour la levée, mais non encore dans tous les départements, des conscrits de 1815, et, parmi eux, « de ceux-là seulement qui, lors de l'appel fait sur cette classe, avaient été désignés pour marcher et avaient figuré sur les contrôles de départ. »

Le ministre fixait, pour terme extrême aux opérations des conseils de révision, le 15 juin.

Créer des cadres, leur donner des officiers était chose facile, car les officiers de tous grades, de toutes armes, étaient fort nombreux et n'attendaient qu'une lettre ministérielle pour aller rejoindre les corps qui leur seraient assignés. Mais, ces cadres, il fallait les rem-

plir et les remplir sans délai, de sous-officiers, de soldats ; et c'était là que Napoléon devait échouer, faute de suffisante activité, faute d'exciter l'enthousiasme patriotique de la nation, faute d'imprimer à l'administration un mouvement assez énergique.

Le rappel des anciens militaires, qui aurait dû ramener, dans les régiments de toutes armes, deux cent cinquante mille hommes, n'en ramena guère que soixante mille, y compris même ceux qui avaient obéi à l'ordonnance royale du 9 mars. En Champagne, en Lorraine, en Alsace, en Franche-Comté, en Bourgogne, en Dauphiné, à Paris et aux environs, il donna généralement de bons et rapides résultats ; mais au midi, à l'ouest, au nord, il n'en fut malheureusement pas ainsi.

Dans le département des Bouches-du-Rhône, par exemple, sur 3,283 militaires rappelés, 137 seulement étaient partis, le 9 juin. Dans celui de Vaucluse, sur 2,500, 485 avaient été mis en route au 5 juin ; et la plupart avaient déserté avant d'arriver à leurs corps. Dans le Tarn-et-Garonne, au 3 juin, sur 1,000, 100 à peine s'étaient présentés (1). Là où les autorités militaires et civiles disposaient de forces suffisantes, on organisa des colonnes mobiles pour ramasser les déserteurs et les hommes de mauvaise volonté; mais on n'obtint que de faibles résultats. Dans le Nord, une division tout entière fractionnée en colonnes mobiles, put à peine, en quinze jours de courses, saisir une centaine de réfractaires. Grâce à la connivence des habitants, les réfractaires échappaient à la contrainte.

Louis XVIII, au moment de se réfugier en Belgique, avait promulgué une ordonnance qui licenciait l'armée et défendait de fournir aucun service militaire à Napoléon. Le parti royaliste, en trop grande partie fidèle à une détestable tradition, s'efforçait d'assurer l'exécution des ordres du roi ; et, sur bien des points, il y réussissait, aidé qu'il était par la mollesse, l'inertie de la plupart des fonctionnaires de l'Empire.

Napoléon, mêlant aux principes libéraux inscrits dans l'*acte additionnel* les vieilles pratiques du despotisme, créa, dans la plupart des divisions militaires, des commissions (2) auxquelles il attribua le

(1) Lettres adressées à l'empereur par ses officiers d'ordonnance de Lannoy et Planat.

(2) Ces commissions se composaient du commandant de la division, du préfet et du procureur impérial de la ville chef-lieu de la division.

droit d'arrêter, de placer sous la surveillance de la police et d'exiler hors de leurs départements les individus suspects. Mais les mesures exceptionnelles prises à la suite de ces décrets impériaux aigrirent les esprits et n'arrêtèrent pas les manœuvres des royalistes. Elles frappèrent même parfois d'excellents patriotes.

Les enrôlements volontaires produisirent une dizaine de mille hommes.

Les militaires en réforme et en retraite montrèrent beaucoup d'ardeur à répondre à l'appel qui leur fut fait; et l'on n'a pas exagéré en portant à 25,000 le nombre de ceux qui reprirent les armes (1).

Il fut à peu près impossible d'organiser les compagnies de canonniers gardes-côtes sur le littoral du Midi; cependant, l'effectif général s'éleva de quatre à cinq mille.

Pour utiliser les volontaires, les anciens soldats étrangers restés en France après la paix ou venus depuis le retour de l'île d'Elbe, on créa les cadres de deux régiments de cavalerie à trois escadrons (Polonais, Belges) et ceux de sept régiments d'infanterie à deux bataillons (Piémontais, Suisses, Polonais, Allemands, Belges, Espagnols, Irlandais). Mais les enrôlements n'atteignirent pas le chiffre de quatre mille.

Le rappel des anciens matelots produisit une vingtaine de mille hommes à peine.

Napoléon n'aimait pas la garde nationale, institution de liberté, non de despotisme. Il y avait eu recours, cependant, quand étaient

(1) Dans l'exposé de la situation militaire de la France au 10 juin, présenté aux chambres, le 13 du même mois, Carnot fixe ce nombre à 33,000. Il est impossible que ce chiffre soit exact, car aucun bataillon, ou à peu près, n'atteignit 500 hommes. Du reste, cet exposé, destiné à être rendu public, à tromper l'étranger sur l'état de l'opinion publique, sur le concours donné à Napoléon, sur nos forces, fourmille d'inexactitudes.

Nous en citerons quelques exemples. Il porte à 175,000 hommes seulement l'effectif général de l'armée, au 20 mars, tandis que cet effectif dépassait 220,000 hommes. Il fait figurer 25,000 anciens militaires deux fois : dans les gardes nationales actives et dans l'effectif de l'armée de ligne. Il diminue le nombre des régiments d'infanterie et de cavalerie existant au 20 mars. Il porte la jeune garde à 20,000 hommes; et une situation générale de ce corps, datée du 16 juin et signée par le chef d'état-major Dériot, ne lui en donne que 9,787, y compris les officiers et les absents.

venus les plus mauvais jours, en 1813. Mais il en avait faussé l'institution, comme il avait dénaturé, quand il ne les avait pas détruites, toutes les institutions de la Révolution. Du reste, la réorganisation de 1813 avait été partielle, très-incomplète. Sous le gouvernement royal, elle s'était considérablement développée; et, dans le premier élan du 20 mars, elle s'était presque généralisée, du moins dans les villes.

Mais elle ne présentait qu'une force sédentaire; il fallait en tirer une force mobile.

Un décret du 10 avril vint pourvoir à cette nécessité. Le 10 avril, c'étaient bien des jours perdus!

La population mâle du pays, de vingt à soixante ans, dut être répartie en 3,131 bataillons qui présenteraient un effectif de 2,254,320 gardes nationaux, chaque bataillon étant fort de 720 hommes, répartis en six compagnies, chacune de 120 hommes : une de grenadiers, une de chasseurs, quatre de fusiliers.

Tous les grades étaient à la nomination des agents du pouvoir exécutif.

Cette vaste organisation resta, en très-grande partie, sur le papier.

Les grenadiers et les chasseurs durent être pris exclusivement parmi les hommes de vingt à quarante ans, et former la force mobile.

Des comités d'arrondissement et de département furent chargés de les choisir, et de désigner ceux qui devraient s'habiller, s'armer et s'équiper à leurs frais.

Les communes et les départements durent pourvoir à ces dépenses pour tous ceux qui n'auraient pas le moyen de les faire.

Un autre décret, rendu aussi le 10 avril, ordonna la formation immédiate de deux cent quatre bataillons de grenadiers et chasseurs, à six compagnies, dans la Flandre, l'Artois, la Picardie, la Champagne, la Lorraine, la Bresse, l'Alsace, la Bourgogne, la Franche-Comté, la Savoie et le Dauphiné.

D'autres décrets encore plus tardifs, des décrets du 15, du 27 avril, du 1er et du 10 mai étendirent cette mesure à toutes les autres provinces, et portèrent le nombre des bataillons requis à 417.

On leur donna des commandants et des adjudants-majors pris dans la ligne, la retraite et la réforme.

Ils durent être mis, au fur et à mesure de leur formation, à la

disposition du ministre de la guerre, qui les emploierait « à la défense des places frontières, des défilés, passages de rivière, postes et ouvrages de campagne, indiqués par le comité de défense. »

Ces 417 bataillons devaient donner 300,240 hommes. On atteignit à peine la moitié de cet effectif.

Au 10 juin, 240 bataillons étaient rendus à leur destination ou en marche pour s'y rendre.

Le dixième des gardes nationaux s'était armé, habillé, équipé à ses frais.

Un grand nombre d'anciens militaires de tous grades, vingt-cinq mille, dit Carnot dans le rapport lu aux deux chambres le 13 juin, entrèrent dans les bataillons mobilisés. Ils donnaient une force précieuse à ces milices inaguerries.

Outre les bataillons mobiles, on forma dans la plupart des places fortes des compagnies d'artillerie de garde nationale sédentaire.

Les départements qui se signalèrent par leur zèle pour la levée des gardes nationales actives furent les mêmes que ceux qui avaient jeté le plus grand nombre de leurs anciens militaires dans les rangs de l'armée de ligne. En un mois, les bataillons qu'ils devaient fournir furent recrutés, organisés, et presque tous portés au complet, tandis que certains départements, comme le Nord, la Gironde, la Dordogne, etc., mirent à peine sur pied, et à des effectifs très-faibles encore, la moitié de ceux qui leur étaient demandés; tandis que d'autres, comme les Bouches-du-Rhône, le Tarn-et-Garonne, le Finistère, etc., n'en levèrent pas un seul (1).

En un mot, là où les populations n'attendirent pas l'impulsion des autorités impériales, tout marcha vite et bien; là où elles l'attendirent, il ne se fit rien, ou bien il ne se fit que peu de chose.

On en trouve une preuve surabondante dans les lenteurs qu'éprouvèrent l'armement, l'équipement, l'habillement des bataillons mobilisés. Le 10, le 15 juin, beaucoup d'entre eux n'avaient encore reçu ni une capote, ni un fusil, ni une giberne.

Le pouvoir central prodigua, cependant, les recommandations, les instructions, les instances, les ordres. A aucune époque il n'écrivit

(1) Le département du Nord devait fournir 14 bataillons; celui de la Gironde, 3; celui de la Dordogne, 4; celui de Tarn-et-Garonne, 2; celui du Finistère, 5.

davantage. Les circulaires succédèrent sans relâche aux circulaires, les décrets aux décrets, les arrêtés aux arrêtés. Pour en presser l'exécution, on envoya même dans les départements des commissaires extraordinaires. Mais tout cela fut de très-médiocre effet. Ces commissaires, généralement mal choisis, n'inspirèrent pas aux fonctionnaires de l'Empire l'énergie dont ils manquaient eux-mêmes.

La garde nationale de Paris était de 30,000 hommes organisés en douze légions et quarante-huit bataillons. On n'y avait admis que des citoyens de la classe bourgeoise, pères de famille, pour la plupart, et d'âge plus ou moins mûr. Bon pour un service de police, d'ordre intérieur, ce corps valait peu pour défendre la capitale, si la guerre y amenait encore les armées étrangères. Il aurait donc fallu lui retirer tous les citoyens vigoureux, énergiques et en former une ou deux légions spéciales propres à une défense active; il aurait fallu aussi organiser, armer les jeunes gens, la classe ouvrière, les hommes au cœur chaud, aux mains calleuses, aux bras forts.

Dans ses continuelles frayeurs de la démocratie, Napoléon ne l'osa pas. Après avoir longtemps hésité, il prit une demi-mesure, et, après l'avoir prise, ne la mena pas même à exécution complète.

Le 18 mai, il décréta la formation de vingt-quatre bataillons de tirailleurs de la garde nationale, destinés à recevoir la partie de la population exclue des légions de cette garde, et principalement les membres de la fédération parisienne.

Quatorze ou quinze mille hommes y entrèrent bientôt. Ils choisirent parmi eux leurs sous-officiers; leurs officiers et leur commandant en chef furent pris dans l'armée et nommés par l'empereur. Si l'on se fût empressé de donner solde, habillement, équipement, armement à ces volontaires, de les exercer, le nombre s'en serait accru avec rapidité. Mais on se borna à leur distribuer, au bout de quinze jours, trois mille fusils, à les réunir une fois par semaine, le dimanche. On les découragea; et les enrôlements s'arrêtèrent, tandis que la seule fédération de Paris aurait pu les porter à quarante mille.

Un jour, les fédérés avaient défilé aux Tuileries, en masses nombreuses.

Vêtus encore de leurs habits de travail, coiffés de la casquette populaire, l'air martial et résolu, ils avaient rappelé à l'homme de Brumaire que beaucoup, parmi eux, « avaient fait la guerre de la

liberté et celle de la *gloire* (1) ; » ils avaient demandé des armes. Napoléon leur en avait promis. La promesse ne fut pas tenue.

Dans leurs acclamations et dans leur âme, la nation et la liberté passaient avant l'empereur. L'empereur se défia d'eux et laissa, sans l'utiliser, le patriotisme de cette foule d'hommes qui, derrière des retranchements, auraient tenu la place de soldats indispensables ailleurs.

A la formation de vingt-quatre bataillons de tirailleurs et de quelques compagnies de canonniers volontaires recrutées dans les écoles, les lycées et la jeunesse de la bourgeoisie, se réduisit l'organisation de la partie de la population parisienne réellement apte à une défense active de la ville.

A Lyon, de semblables compagnies et douze bataillons de tirailleurs furent créés en même temps. Mais ceux-ci ne furent pas mieux armés qu'à Paris.

Ces mesures, il faut le répéter, se prenaient deux mois après le retour de Napoléon à Paris. On eût dit qu'il était sûr de ne pas avoir à compter avec la coalition avant une année.

Le gouvernement impérial commença à s'occuper bien tard aussi du matériel de l'armée ; mais il y mit plus d'activité qu'au personnel.

Le 1er avril 1815, il y avait cent cinquante mille fusils dans les magasins de l'État et trois cent mille à réparer ou en pièces de rechange. Les armes blanches étaient en quantités considérables. Les manufactures nationales produisaient vingt mille fusils par mois.

L'artillerie donna aux entrepreneurs les avances dont ils avaient besoin ; elle autorisa ses agents à recevoir des armes de modèle mixte à platine plus simple que celle du modèle de 1777 ; elle fit couler des platines en cuivre et rétablit l'atelier des platines à l'estampe. Par ces moyens, la production, en fusils neufs, fut portée de vingt mille à quarante mille par mois.

On créa à Paris, vers le milieu du mois d'avril, dix grands ateliers : les premiers pour le montage des pièces de rechange, les seconds pour la réparation des vieux fusils, les troisièmes pour la fabrication des armes neuves. En juin, on y occupait près de six mille ouvriers ébénistes, horlogers, ciseleurs, mécaniciens, etc. Les officiers

(1) Ce sont les termes mêmes de l'adresse présentée, le 14 mai, par les fédérés, à Napoléon, dans la cour des Tuileries.

d'artillerie montrèrent tant de zèle dans la direction de ces ateliers, que, dès le mois de mai, on en tira, par jour, mille fusils tant neufs que réparés, et, en juin, quinze cents; chiffre qui s'augmentait à mesure que les ouvriers se formaient à ce genre de travaux et qui devait s'élever progressivement jusqu'à trois mille.

Dans les principales places fortes, on établit aussi des ateliers pour la réparation des vieux fusils.

Vers la mi-juin, on avait ainsi fabriqué ou réparé 180,000 ou 190,000 fusils qui, ajoutés aux 150,000 existant en magasin, le 1er mars, donnaient un total de 330,000 ou 340,000 armes. Il en fallait 40,000 pour les enrôlés volontaires, pour les fantassins revenus sous les drapeaux depuis le décret du 9 avril; 150,000 pour les gardes nationales actuellement mobilisées, 45,000 pour les militaires venus de la retraite et de la réforme et pour les anciens matelots. Le reste, ou 100,000 environ, augmenté d'une production journalière de 3,000 ou 4,000, fournirait la réserve nécessaire aux troupes en ligne et servirait à armer les bataillons de garde nationale à mobiliser encore et les conscrits de 1815.

Les gardes nationales sédentaires possédaient une quantité considérable de fusils. On peut l'évaluer à deux cent cinquante mille, même en réduisant beaucoup les estimations hypothétiques qui en ont été faites. C'était une ressource facile à utiliser en retirant, pour les donner aux gardes nationaux mobilisés, les armes distribuées à des citoyens impropres à un service actif et de patriotisme douteux.

Enfin, il y avait des milliers de fusils dans les campagnes de l'Est et du Midi, où les paysans les avaient ramassés, l'année précédente, à la suite de nos troupes. On venait d'en faire rentrer un assez grand nombre dans les arsenaux; mais ce nombre pouvait s'accroître journellement.

Le matériel d'artillerie était suffisant pour les besoins des plus grandes armées et pour réparer les pertes de plusieurs campagnes.

Les harnais pour chevaux de trait n'étaient ni en nombre complétement suffisant, ni en très-bon état; mais on mit assez d'activité aux réparations et aux confections, pour avoir, dans les premiers jours de juin, soixante et quinze batteries en ligne, et une vingtaine d'autres en organisation assez avancée.

Les poudres et les projectiles ne manquaient pas. Cependant, on fit travailler activement aux poudreries et aux forges.

Le service de l'habillement présentait des difficultés. Les manufactures de drap militaire, très-nombreuses avant la paix, avaient beaucoup diminué depuis; et celles qui étaient restées avaient considérablement réduit leur fabrication. Au commencement d'avril, le trésor fit des avances aux fabricants. Mais ils eurent besoin d'un mois pour remettre leurs ateliers en activité et se procurer les matières premières. Cependant, à peu d'exceptions près, les régiments purent habiller les hommes qui rentrèrent dans leurs rangs; car le nombre n'en fut malheureusement pas considérable, nous l'avons dit. Quant aux soldats qui étaient déjà sous les drapeaux, ils étaient bien pourvus (1).

Le drap manqua pour les gardes nationaux actifs et les militaires venus de la réforme et de la retraite, bien qu'on eût réduit l'habillement; pour les premiers, à une capote (le pantalon et les guêtres étaient en toile.) Mais il est très-probable que, si l'argent n'eût pas fait défaut, on aurait trouvé du drap en quantité suffisante.

Napoléon avait pris, relativement à la Corse, une mesure excellente, inspirée du souvenir de ce qu'il avait fait en Égypte, de ce qu'avaient fait Suchet et d'autres, en Espagne et ailleurs : il avait ordonné d'habiller en draps du pays 4 bataillons de chasseurs corses levés pour la défense de l'île. On aurait pu agir de même en France, en 1815 surtout, où dans chaque contrée les paysans s'habillaient tous en draps de couleurs uniformes, ici grises, là brunes, etc., fabriquées dans la contrée même.

La remonte de la cavalerie, de l'artillerie, des divers trains était un objet de première importance.

La cavalerie avait plus de vingt mille chevaux disponibles. L'artillerie n'en avait pas deux mille dans ses écuries; mais six mille avaient

(1) Napoléon a publié deux versions de la campagne de 1815 : l'une sous le titre de *Campagne de* 1815, par le général Gourgaud (1818); l'autre sous celui de *Mémoires pour servir à l'histoire de France en* 1815 (1820), reproduite, en 1830, comme le IXe volume des *Mémoires* dictés à Sainte-Hélène. Dans la première, il dit : « L'armée (de la Restauration) était entièrement nue; » dans la seconde : « Le ministre de la guerre n'avait fait donner aucun effet d'habillement aux corps, si ce n'est aux six régiments qui portaient le nom du roi et des princes. »

Cette assertion, comme tant d'autres que nous n'avons pas relevées directement, est inexacte. Nous avons sous les yeux des notes qui nous ont été fournies par d'anciens officiers sur 22 régiments, et qui la démentent formellement.

été mis, par mesure d'économie, chez les agriculteurs. On les fit rentrer. Le train des équipages n'en avait pas cinq cents.

Tout cela était insuffisant.

Vers la mi-avril, on passa des marchés pour la fourniture de vingt mille chevaux de cavalerie, de quinze mille pour les trains. Mais, en attendant les livraisons, qui ne pouvaient se faire vite (1), on pourvut aux besoins les plus urgents par des moyens plus expéditifs.

La gendarmerie avait 9,300 cavaliers. On en démonta la plus grande partie en leur payant le prix de leurs montures. En quinze jours, ils en trouvèrent d'autres dans le pays, et l'on eut ainsi six à huit mille chevaux tout dressés qu'on fit passer immédiatement aux régiments cuirassés, aux dragons (2), à la cavalerie de la garde.

On frappa des réquisitions de chevaux de selle et de chevaux de trait, dans les départements, même dans ceux qui n'étaient pas producteurs (3). Cela donna cinq mille environ des premiers, et pareil nombre des seconds.

Durant les années de prospérité militaire de l'Empire, on avait dépensé des sommes énormes aux constructions d'Alexandrie, de Peschiera et d'autres forteresses qu'un revers de fortune devait nous enlever, et l'on avait négligé celles qui couvraient nos frontières de 1789. Les places maritimes seules avaient été l'objet de travaux d'entretien et d'amélioration, parce qu'elles étaient constamment en butte aux insultes des Anglais.

Après les grands désastres de 1813, le temps, l'argent, les moyens avaient manqué pour réparer l'imprévoyance précédente : les travaux

(1) Une compagnie qui devait livrer, par suite d'un marché passé à la mi-avril, neuf mille chevaux de cavalerie au dépôt de remonte établi à Versailles, sous les ordres du général Bourcier, n'en avait pas encore livré deux mille le 6 juin.

(2) Les carabiniers, les cuirassiers et les dragons reçurent 4,155 chevaux de gendarmes.

(3) Voici quelques exemples de ces réquisitions : Aisne, 140 chevaux de lanciers, 330 de trait ; Vaucluse, 20 chevaux de cavalerie légère ; Ardèche, 40 ; Bouches-du-Rhône, 40 de cavalerie, 109 de trait ; Ardennes, 230 de cavalerie, 380 de trait ; Tarn-et-Garonne, 40 de cavalerie, etc. On dirigea ces chevaux sur les dépôts les plus voisins des départements où on les requérait ; mais tous n'y étaient pas encore arrivés au commencement de juin.

faits alors aux places fortes de notre ancienne frontière de terre n'avaient eu aucun caractère de permanence.

La Restauration n'avait rien changé à cet état de choses.

Maintenant on était pressé encore par les événements. On se hâta, et l'on fit aux places de bons préparatifs de défense. Du reste, même dans celles de troisième ligne, les remparts n'offraient pas de brèches. Dans cette situation, de bonnes garnisons, des gouverneurs résolus, des armes, des munitions, des vivres, devaient assurer une grande résistance.

On couvrit par des retranchements de campagne quelques villes de l'intérieur ouvertes et de position importante ; et l'on fortifia les défilés du Jura, des Vosges, de l'Argonne, de la forêt de Mormale.

Sur presque tous ces points, les populations montrèrent beaucoup d'empressement à travailler à l'œuvre de la défense commune.

Le matériel de l'artillerie de place était, à peu près, au niveau des besoins.

Les bois, si utiles pour la défense des forteresses, les vivres, durent être fournis et apportés par réquisitions. Mais ce service manqua en tout ou en partie pour plusieurs places.

Cependant, vers le 10 juin, toutes celles de première ligne avaient des approvisionnements pour quatre ou six mois, celles de seconde ligne pour moins de temps, celles de troisième ligne pour moins encore.

Toutes, à peu près, étaient suffisamment armées d'artillerie et pourvues de munitions.

Les événements de 1814 avaient prouvé, jusqu'à la dernière et la plus cruelle évidence, la nécessité de fortifier Paris et Lyon, la capitale et la seconde ville de France.

Napoléon, dans ses *Mémoires*, a très-bien établi, par l'histoire et par d'invincibles arguments, la suprême inconséquence de laisser sans défense immédiate Paris principalement, « la patrie de l'élite de la nation, le centre de l'opinion, le dépôt de tout. »

Cette inconséquence, il l'avait pourtant commise pendant tout un long règne. Il se décida à y mettre fin.

Sa décision fut-elle prompte ? On l'ignore. Ce qui est certain, c'est que ce fut le 1er mai seulement (1), quarante jours après son retour

(1) Lettre de Napoléon au ministre de la guerre.

aux Tuileries, qu'il donna le premier ordre pour la mettre à exécution.

On ne pouvait songer à faire d'autres fortifications que des retranchements de campagne. Le plan en fut dressé par les généraux Haxo et Rogniat, ingénieurs de la plus grande distinction, le premier surtout.

Il embrassait, dans une ligne continue, les hauteurs de Montmartre, des Moulins, de Chaumont, de Belleville, du Père-la-Chaise, et la plaine à droite de ce dernier point, s'appuyant à des ouvrages établis à l'Étoile sous le canon de Vincennes et à des redoutes dans le parc de Bercy. En arrière des retranchements, de Chaumont au Père-la-Chaise, trois forts fermés à la gorge devaient servir de réduits. Un autre fort devait être construit à l'arc de triomphe des Champs-Élysées, et se relier, d'un côté à Montmartre, de l'autre aux hauteurs de Passy.

On dut achever le canal de l'Ourcq, qui va de la Villette à Saint-Denis, en jetant les terres sur les deux rives pour former sur celle de gauche un rempart, sur celle de droite un chemin couvert. Saint-Denis dut être protégé par des retranchements.

On ne se mit au travail que le 7 mai, et on s'y mit avec un faible nombre de bras. Ce jour-là, il n'y avait pas encore mille ouvriers sur tout le développement de Montmartre à Bercy. Le 15, on n'en comptait encore que dix-huit cents. Mais, à partir de ce moment, les gardes nationaux, les fédérés, les élèves des lycées et des écoles, des bourgeois, des ouvriers, des détachements de la garde impériale vinrent renforcer les travailleurs soldés ; on augmenta le nombre de ceux-ci et l'œuvre avança assez rapidement. Le 10 juin, la ligne du canal de l'Ourcq, les fortifications de Saint-Denis, les retranchements de Montmartre à la chaussée de Vincennes, étaient à peu près achevés et en partie palissadés. Pour les armer, on avait réuni à Paris quatre à cinq cents bouches à feu, la plupart empruntées au matériel de la marine. Cette artillerie devait être servie par six compagnies de canonniers de la ligne, huit d'anciens matelots, six de canonniers de marine, vingt des écoles polytechnique, militaire, d'Alfort, de droit, de médecine, des lycées, des Invalides, de la garde nationale.

Mais les forts qui devaient servir de réduits, celui de l'Arc de triomphe, les retranchements de Passy à Montmartre n'étaient pas même commencés.

Sur la rive gauche de la Seine, où une ligne de fortifications avait été tracée aussi, on n'avait pas donné un coup de pioche.

Ainsi, en près de trois mois, avec toutes les ressources en hommes et en matériel d'une cité de sept cent mille âmes et des campagnes voisines, sous le coup de la terrible leçon de 1814, le gouvernement impérial ne sut pas entourer la capitale de la France de fortifications qui, à un moment donné, pouvaient être le sálut de la patrie et qu'une administration prévoyante, résolue, vigoureuse, aurait commencées dès le 30 mars et achevées le 1er mai.

Napoléon fit aussi fortifier Lyon. Mais là, comme à Paris, on se mit tard à l'œuvre. Le 10 juin, les travaux n'y étaient pas achevés, bien que des parties considérables de l'ancienne enceinte existassent encore. On put commencer, néanmoins, à garnir d'artillerie quelques ouvrages, notamment ceux qui couvraient le faubourg de la Guillotière. L'armement général se composait de trois cents bouches à feu, venues des arsenaux de la marine. On avait, pour les servir, quatre compagnies d'artillerie de ligne, six cents canonniers de marine, neuf cents de la garde nationale, de l'école vétérinaire et des lycées.

Dans la population, outre ces derniers, il n'y avait d'armés que 2,400 gardes nationaux et un millier de fédérés tirailleurs.

Le 1er juin, l'état militaire de la France se formait d'une armée de ligne et d'une armée extraordinaire.

La première était de deux cent soixante et seize mille neuf cent quatre vingt-deux hommes, présents au drapeau, officiers compris (1).

Cet effectif se décomposait ainsi : 198,130 hommes aux bataillons, escadrons, etc., de guerre ; 55,719 disponibles dans les dépôts, mais non encore disponibles pour la guerre (bataillons, escadrons, batteries en organisation, hommes non habillés, etc.), en recrutement, en remonte; 23,133 indisponibles (fond des dépôts, malingres, ouvriers, enfants de troupe, etc.) (2).

En ne tenant compte que des troupes de ligne, il manquait, à l'in-

(1) Corps de toutes armes de la ligne : 247,609 hommes (*situation officielle* datée du 1er juin); corps de toutes armes de la garde impériale, 29,373 hommes (*situation officielle* datée du 13 juin : — Il n'existe pas de situation de la garde au 1er juin.)

(2) Chiffres de la *situation officielle* au 1er juin.

fanterie, pour compléter les bataillons de guerre à 600 hommes, et à 500 seulement les bataillons en organisation, 86,097 hommes; à la cavalerie, pour compléter les escadrons de guerre à 170 hommes et à 150 les escadrons en organisation, 11,945 hommes; à l'artillerie, au génie, aux équipages militaires, 6,951 : en tout, cent quatre mille huit cent quatre-vingt-treize hommes (1).

Le déficit en chevaux était très-considérable aussi. Il s'élevait à 18,934 pour la cavalerie, 1,551 pour l'artillerie à cheval et les divers trains (2).

L'effectif de l'armée laissée par la Restauration était, on l'a vu, de 223,972 hommes, dont 155,000 disponibles pour la guerre; il était, maintenant, de 276,982 hommes, dont 198,130 disponibles pour la guerre (3); en deux mois et demi, Napoléon avait donc augmenté le premier de ces chiffres de 53,000 hommes seulement, le second de 43,000 à peine.

Et il s'est glorifié, et on l'a glorifié des prodiges d'activité accomplis à cette époque !

Dans le courant d'avril et de mai, Napoléon avait formé successivement, avec les troupes disponibles, un corps de la garde impériale, sept corps d'armée de la ligne, quatre corps de réserve de cavalerie, quatre corps d'observation dits du Jura, du Var, des Pyrénées orientales, des Pyrénées occidentales, et une armée dite de la Vendée. Vers le milieu du mois de mai, une prise d'armes royaliste avait eu lieu dans la patrie de Charette et de Larochejacquelein. Quelques mouvements insurrectionnels s'étaient produits aussi sur la rive droite de la Loire.

Dans les premiers jours de juin, le corps de la garde impériale était à Paris et aux environs, le 1er corps de la ligne sur Valenciennes, le 2e sur Avesnes, le 3e sur Rocroi, le 4e sur Metz, le 6e sur Laon et Arras; les quatre corps de réserve de cavalerie entre l'Aisne et la Sambre, à l'exception d'une division encore en Alsace.

Le 10 juin, l'ensemble de tous ces corps, y compris un parc général, s'élevait à cent vingt-huit mille quatre-vingt-huit hommes.

(1) Chiffres de la *situation officielle* au 1er juin.

(2) *Idem.*

(3) Napoléon, dans ses *Mémoires* (tome IX), porte à 363,500 hommes, le 1er juin 1815, l'armée de ligne; mais il fait figurer dans cet effectif la conscription de 1815 pour 77,500 hommes; et, à cette date, il n'y avait pas encore un seul conscrit *appelé*.

Leur artillerie était de trois cent quarante-quatre bouches à feu.

Ils étaient destinés au rôle capital dans le drame militaire qui était proche.

Nous donnerons plus loin leur organisation détaillée. Il suffit, maintenant, d'en indiquer l'effectif général et la position.

Le général Rapp commandait le 5e corps, en Alsace; le maréchal Suchet le 7e, en Savoie; le général Lecourbe le corps du Jura; le maréchal Brune celui du Var; les généraux Decaen et Clausel ceux des Pyrénées orientales et occidentales; le général Lamarque l'armée de la Vendée.

Rapp avait : 3 divisions d'infanterie. — 28 bataillons.	15,501	hommes.
1 division de cavalerie. — 14 escadrons.	2,082	»
Artillerie, génie, équipages, etc.	1,448	»
46 bouches à feu.		
Total. . .	19,031 (1)	
Suchet : 2 divisions d'infanterie. — 16 bataillons. . .	6,925	hommes.
1 division de cavalerie. — 6 escadrons.	787	»
Gendarmerie.	54	»
Artillerie, génie, équipages, etc.	1,048	»
42 bouches à feu.		
Total. . .	8,814 (2)	»
Lecourbe : 1 division d'infanterie. — 8 bataillons. . .	2,783	hommes.
1 division de cavalerie. — 9 escadrons.	1,064	»
Artillerie, génie, etc.	599	»
21 bouches à feu.		
Total. . .	4,446 (3)	»
Brune : 1 division d'infanterie. — 13 bataillons. . .	3,287	hommes.
1 régiment de cavalerie. — 3 escadrons.	444	»
Artillerie, génie, etc.	350	
16 bouches à feu.		
Total. . .	4,081 (4)	»

(1) Situation signée par le chef d'état-major du 5e corps et datée du 20 juin.

(2) *Situation officielle* au 10 juin. Un régiment, le 6e léger, qui faisait partie du 7e corps avant le 1er juin, était parti pour rejoindre le 4e corps.

(3) *Situation officielle* au 10 juin.

(4) *Situation officielle* au 20 juin. On y a ajouté, par aperçu, l'effectif de l'artillerie, qu'elle ne donne pas.

Decaen : 1 division d'infanterie. — 6 bataillons. . .	2,894 hommes.
1 régiment de cavalerie. — 3 escadrons.	462 »
Artillerie.	589 »
30 bouches à feu.	
Total. . .	3,945 (1) »
Clausel : 1 division d'infanterie. — 6 bataillons. . .	2,954 hommes.
1 régiment de cavalerie. — 3 escadrons.	389 »
Artillerie.	590 »
30 bouches à feu.	
Total. . .	3,933 (2) »
Lamarque : 2 divisions d'infanterie. — 17 bataillons.	7,620 hommes.
Détachements de cavalerie de divers corps.	476 »
Artillerie et génie.	474 »
18 bouches à feu.	
Total. . .	8,570 (3) »

La force de tous ces corps, réservés pour les rôles secondaires, était ainsi de cinquante-deux mille huit cent vingt hommes, dont cinq mille sept cent quatre de cavalerie; et leur artillerie comptait deux cent trois bouches à feu.

La force des autres corps indiqués antérieurement était de cent vingt-huit mille quatre-vingt-huit hommes. L'effectif général des troupes en ligne, le 10 juin, s'élevait donc à 180,908 hommes, officiers compris.

A la même date, six mille hommes environ, des diverses armes, se trouvaient en marche pour les rejoindre; onze mille de l'artillerie, du génie, étaient à Paris, à Lyon et dans les places fortes.

Telle était la répartition faite des cent quatre-vingt-dix-huit mille hommes disponibles immédiatement pour la guerre.

(1) *Situation* au 1er juin. Ce corps devait être renforcé par des gardes nationales mobiles; on le verra plus loin. C'est pour cela qu'il avait une si forte proportion d'artillerie.

(2) *Idem*. On a ajouté l'effectif de l'artillerie, qui n'est pas donné par la situation, et on l'a supposé le même qu'au corps des Pyrénées orientales.

(3) *Situation* au 20 juin. Cet effectif devait s'augmenter de 1,463 hommes, en quatre faibles bataillons, alors en marche du Mans, de Rennes et de Lorient. D'après un rapport du ministre de la guerre, daté du 22 juin, Lamarque devait encore recevoir quelques renforts des dépôts de cavalerie de Niort, Poitiers et Tours; et, outre les troupes de ligne, il disposait de 2,600 gendarmes, tant à pied qu'à cheval, et 800 autres étaient en route pour le rejoindre.

Le 15 juin, ce dernier effectif, non plus que l'effectif général de l'armée, n'avait éprouvé aucune modification sensible. A cette date, les besoins du recrutement étaient toujours de plus de cent mille hommes (1), et on ne pouvait, d'assez longtemps encore, envoyer aucuns renforts notables aux corps en ligne. La pénurie des dépôts en hommes disponibles pour la guerre peut se juger par ce fait que tous ceux de Paris et des environs jusqu'à la Somme n'étaient pas en état de fournir plus de deux mille cinq cents hommes aux bataillons et escadrons de guerre, avant le 21 juin (2).

« Les dépôts ont été épuisés pour former les corps d'armée ; ils ne présentent plus, en général, que des cadres, » disait, dans un rapport, le ministre de la guerre, le 22 juin.

De quelque manière qu'on veuille le considérer, le résultat obtenu était bien faible, surtout eu égard à la gravité des circonstances.

L'armée extraordinaire était d'environ deux cent mille hommes, vers le 15 juin : 140,000 ou 150,000 gardes nationaux mobilisés, 45,000 anciens matelots et militaires retraités, réformés ; 5,000 ou 6,000 canonniers gardes-côtes et pareil nombre de chasseurs des Alpes et des Pyrénées, en organisation, depuis le mois de mai, pour le service de ces deux frontières.

La moitié, au moins, de cet effectif n'était pas habillée ; le tiers n'en était pas armé.

Napoléon divisa en deux parties l'armée extraordinaire. L'une, la plus faible, fut destinée à tenir la campagne, l'autre, à former les garnisons des places fortes.

La première, composée exclusivement de gardes nationales, donna une division de trois mille hommes, qui fut postée à Sainte-Menehould, à l'entrée de la forêt d'Argonne ; une division de cinq mille, sur la Moselle ; une division de trois mille, au corps de Rapp ; une division de trois mille encore, sur le haut Rhin ; deux divisions de dix mille ensemble, au corps de Lecourbe ; trois divisions de douze mille, au corps de Suchet ; une division de quatre mille, à celui de Decaen ; une de trois mille, à celui de Clausel (3) ; deux de six mille,

(1) Rapport du ministre de la guerre, daté du 22 juin.

(2) Rapport du 19 juin, au ministre de la guerre.

(3) L'artillerie des divisions de garde nationale attachées aux corps de Rapp, de Lecourbe, de Suchet, etc., est comprise dans les situations que nous avons données de ces corps.

à l'armée de la Vendée. Soit, en tout, quarante-neuf mille hommes qui étaient en ligne, vers le 15 juin.

Il y avait là un renfort bien précieux pour l'armée de ligne; mais, malheureusement, il n'avait pas la valeur qu'il aurait pu avoir. Un très-grand nombre de ces gardes nationaux si tardivement levés n'étaient ni habillés ni équipés, même parmi ceux des départements de l'Est. Plusieurs milliers n'avaient pas même de fusils. Les commandants de corps d'armée réclamaient en vain contre cet état de choses. Suchet, entre autres, expédiait lettres sur lettres sans rien obtenir. « J'ai, à Aix, deux mille gardes nationaux, écrivait-il le 11 et le 18 juin au ministre de la guerre, qui n'ont ni gibernes, ni sacs, ni habillement... Je ne puis espérer de faire habiller promptement les gardes nationales qu'autant que Votre Excellence formera un atelier, à Lyon, de huit à dix mille habillements... *Compter sur les préfets, c'est se faire illusion.* »

Un autre jour, Suchet ajoutait : « L'enthousiasme d'une partie des gardes nationaux ne peut pas tenir contre l'état de nudité dans lequel on les laisse. Déjà on leur fait craindre qu'ils ne soient pas traités en soldats, s'ils tombent au pouvoir de l'ennemi, dans leurs habits de paysans. Ainsi, nous ne pourrons conserver quelques bataillons qu'autant que, d'après vos ordres, un atelier d'habillement sera établi à Lyon. » Et, s'adressant directement à l'empereur, il lui disait, le 11 juin : « L'état déplorable des gardes nationales, auxquelles, pour la plupart, il n'a été rien fourni absolument, accroît la désertion journalière, malgré les efforts qu'on fait pour l'arrêter. »

Les plaintes de Suchet avaient d'autres objets encore : « il lui manquait six cents chevaux pour compléter ses attelages d'artillerie, il n'avait pas un mulet, bien qu'il fût chargé d'une guerre de montagnes; le commandant de l'artillerie, celui du génie, l'ordonnateur en chef lui-même n'avaient pas un sou à leur disposition, etc. »

Rapp, Lecourbe se plaignaient non moins vivement, et n'étaient pas mieux écoutés. Des rapports de leurs chefs d'état-major prouvent qu'au 10, au 20 juin, ils n'avaient pas encore de vivres de campagne à distribuer à leurs troupes; que pas un marché de fourrages n'existait pour les chevaux attachés à leurs corps. Hommes et chevaux vivaient au jour le jour.

La seconde partie de l'armée extraordinaire comprenait le reste

des gardes nationales mobilisées, les militaires venus de la retraite, de la réforme, les anciens matelots.

Ces gardes nationales fournirent cinquante-deux mille hommes aux places du Nord et de la Meuse; dix-huit mille à celles de la Moselle; pareil nombre à celles de l'Alsace; onze mille à celles du Jura; quatre mille à celles des Alpes. Soit, en tout, cent trois mille hommes dont une grande partie n'était pas habillée, dont plusieurs milliers n'avaient encore reçu, au 15 juin, ni un fusil, ni une giberne (1).

Vingt mille anciens matelots eurent la garde des places du littoral. Les militaires venus de la retraite et de la réforme, au nombre de vingt-cinq mille, y fournirent aussi quelques bataillons. Le reste fut envoyé, partie dans les forteresses de la frontière de terre, partie à Marseille, à Toulouse, à Bordeaux et dans quelques autres villes d'opinion notoirement royaliste.

Les places fortes reçurent aussi des compagnies de vétérans et de douaniers.

Le service de l'artillerie y fut fait, concurremment avec les détachements d'artillerie de ligne dont nous avons parlé, par des compagnies d'anciens militaires, de garde nationale sédentaire et de canonniers de la marine.

Si l'on rapproche le nombre et la grandeur des places de la frontière de terre de l'effectif et de la valeur réelle de leurs garnisons, on reconnaîtra facilement que cet effectif était excessivement faible. Cela fût devenu évident, si elles eussent été appelées à jouer le rôle auquel elles sont destinées dans la défense des États.

Mais la catastrophe fut si rapide et si grande, qu'on ne l'a pas même remarqué.

Dans les patriotiques provinces de l'Est, quelques corps de partisans s'étaient formés. Quelques-uns d'entre eux allaient bientôt faire preuve d'audace.

Tel était, dans les premiers jours de juin 1815, l'état militaire de la France.

Napoléon avait égaré l'opinion publique dans de fausses espérances de paix; il avait refroidi l'enthousiasme populaire par les équivoques, les perfidies de sa conduite politique, par son *acte additionnel;*

(1) Tous ces chiffres sont pris dans le rapport ministériel du 22 juin déjà cité, et dans les situations des corps de Rapp, Lecourbe, etc.

il avait peuplé l'administration de fonctionnaires sans dévouement à la cause nationale, sans énergie, sans activité; il avait perdu trois semaines en vaines hésitations, lorsque toute l'Europe courait aux armes; il avait semé le découragement, l'inertie, il récoltait la faiblesse.

Il s'est plu, dans ses *Mémoires*, à comparer son activité de 1815 à l'activité de la Convention; et il n'a pas craint d'affirmer qu'il avait fait plus, qu'il avait fait mieux et plus rapidement que la grande assemblée. Ah! si la Convention eût trouvé sous sa main, comme Napoléon, une armée de plus de deux cent mille hommes présents au drapeau; un fonds de quatre cent mille anciens soldats, sous-officiers, officiers de toutes armes où puiser pour renforcer ses légions, pour encadrer, commander ses volontaires, ses réquisitionnaires; des arsenaux pourvus, des fonderies, des poudreries montées pour suffire aux besoins des plus grandes armées; des manufactures d'armes susceptibles du plus grand, du plus rapide développement; un corps d'artillerie très-nombreux et très-instruit; un pays centralisé, ses armées, en trois mois, seraient entrées en campagne, non avec cent quatre-vingt mille hommes de troupes de ligne et cinquante mille gardes nationaux, mais avec six cent mille hommes. Elle dut tout improviser, personnel et matériel, généraux et soldats. Elle improvisa tout, au milieu des dissensions déchirant son sein, de la guerre étrangère éclatant à toutes les frontières, de la guerre civile enflammant la moitié de la France. Elle sauva la patrie. Elle en recula les bornes, et les enfonça si bien dans le sol, qu'il fallut quinze ans et les criminelles folies de l'Empire pour les en arracher.

La Convention eut plus de temps que Napoléon pour préparer la défense; cela est vrai. Elle n'eut pas à lutter contre des masses aussi énormes et aussi rapidement accumulées qu'en 1815 sur nos frontières; cela est encore vrai. Mais comparez toutes les circonstances, les moyens, le résultat; et jugez!

CHAPITRE TROISIÈME.

Plan de campagne de Napoléon.

Murat, battu par les Autrichiens, moqué par les Italiens, déserté par ses sujets d'un jour, venait d'aborder, fugitif, aux côtes de Provence. Dans le monde entier, la France n'avait plus un allié ; toute l'Europe lui était ennemie et marchait contre elle.

Fallait-il attendre l'agression? Fallait-il la prévenir, attaquer avant que tous les contingents de la coalition fussent venus prendre les positions qui leur étaient assignées aux abords de nos frontières?

L'alternative avait été discutée dans plusieurs conseils tenus aux Tuileries; et l'on avait reconnu que les plans de campagne possibles se réduisaient à deux.

Le premier était de rester sur la défensive, de laisser les coalisés prendre tout l'odieux de l'agression, s'engager à travers nos lignes de places fortes, s'avancer dans le rayon de Paris et de Lyon ; et de commencer alors contre eux une guerre vigoureuse, sur ces deux bases.

En supposant, comme on pouvait le prévoir, commme cela devait être, en effet, qu'ils franchiraient nos frontières le 1er juillet, que leurs armées régleraient leur marche les unes sur les autres, ils n'arriveraient dans le rayon de Paris que vers les derniers jours du même mois.

A cette époque, Paris pourrait être complétement entouré de fortifications armées, palissadées. Les approvisionnements des places fortes

seraient terminés. On aurait achevé la levée des 417 bataillons de gardes nationales actives; on les aurait pourvus d'armes, d'équipements; on en aurait habillé la majeure partie; ils augmenteraient les garnisons des forteresses et les divisions attachées au corps d'observation. Les conscrits de 1815 seraient arrivés dans les dépôts; les achats de chevaux auraient produit d'importants résultats. Les dépôts eux-mêmes auraient envoyé des renforts aux troupes en ligne.

On aurait replié sur Paris les six premiers corps d'infanterie et les quatre corps de cavalerie de réserve ainsi renforcés; et, joints à la garde impériale, ils donneraient une force mobile de cent soixante mille hommes ou plus qui manœuvreraient sur les deux rives de la Seine et de la Marne sous la protection du vaste camp retranché de Paris, où l'on aurait réuni tous les dépôts de ces corps. Ces dépôts, les compagnies de canonniers volontaires, les tirailleurs de la garde nationale (si l'on se décidait à les armer), des bataillons de garde nationale active qu'on aurait appelés, porteraient à plus de 100,000 hommes la force non mobile destinée à la défense de la capitale de la France.

On pouvait calculer que les armées qui, au 1er juillet, passeraient la frontière pour marcher sur Paris seraient de près de six cent cinquante mille hommes. Elles seraient obligées d'en laisser 150,000 pour masquer plusieurs de nos places et protéger leurs lignes d'opérations. Elles arriveraient donc avec près de cinq cent mille hommes devant Napoléon, réduit à une force mobile de cent soixante mille.

La lutte serait bien inégale.

Mais, l'année précédente, il en avait soutenu une qui, toute proportion gardée, l'était davantage; et peu s'en était fallu qu'il n'eût rencontré le succès, un succès du moins permettant une paix honorable.

Dans cette campagne de France, où l'empereur avait retrouvé souvent les merveilleux élans, la prodigieuse activité, le génie militaire du général de la République, la coalition avait dû la victoire décisive à l'incroyable incurie qui avait laissé Paris sans fortifications, sans défense préparée, hors d'état de tenir deux jours. A la fin de juillet, cette imprévoyance de tout un règne serait complétement réparée. Paris avec son camp retranché, à cheval sur les deux rives de la Seine, gardé par plus de cent mille hommes, pouvant défier longtemps les plus fortes attaques, serait un pivot solide pour les manœuvres de Napoléon.

Les conditions de la guerre seraient donc bien moins mauvaises qu'en 1814, si toutefois l'empereur était resté le même qu'alors.

Les Austro-Sardes, qui marcheraient sur Lyon en juillet, ne compteraient d'abord que soixante mille hommes, les quatre-vingt ou cent mille Autrichiens destinés à les renforcer étant encore dans l'Italie centrale et inférieure.

Lyon serait alors bien retranché, bien armé. On y aurait fait venir tous les dépôts du corps du Jura et de celui de Suchet : et ces forces, réunies aux tirailleurs de la garde nationale, aux artilleurs volontaires, à des bataillons de gardes nationaux mobilisés, suffiraient pour assurer à la ville une bonne défense, pendant que Suchet, renforcé des troupes actives du corps du Jura, manœuvrerait sur les deux rives de la Saône et du Rhône.

Dans ce plan général de guerre, on abandonnerait sans coup férir plusieurs provinces. Ce serait un inconvénient. Mais, on pouvait l'espérer, la vue de l'invasion réchaufferait, exalterait partout l'opinion publique si refroidie ; et sous l'excitation des calamités mêmes de la guerre, les populations des provinces envahies, s'appuyant aux forteresses pourvues alors de nombreuses garnisons, deviendraient d'actifs auxiliaires pour nos armées, causeraient de graves embarras, de grandes pertes à l'ennemi.

Et si, par impossible, Napoléon, surmontant les terreurs que lui inspiraient les masses populaires, se décidait à user de tous les moyens légitimes de défense contre l'étranger, de compression contre l'ennemi intérieur, s'il opérait la levée en masse du pays avant toute invasion, les chances favorables s'accroîtraient considérablement.

Le second plan était de commencer les hostilités avant que les coalisés eussent réuni et disposé toutes leurs forces pour une attaque combinée.

La Belgique était occupée par deux cent vingt mille Anglo-Hollandais et Prussiens formant deux armées qui obéissaient à deux chefs.

Vers la mi-juin, on pouvait avoir rassemblé sur la frontière du Nord les six premiers corps d'infanterie, les quatre corps de réserve de cavalerie, la garde impériale : cent cinquante mille hommes, tout en laissant un rideau sur les autres frontières.

On proposait de porter cette masse en avant par des mouvements rapides et on calculait qu'on aurait de grandes chances de surprendre les deux armées ennemies, sinon dans leurs cantonnements, au moins

avant leur concentration complète, de les attaquer isolément, de les battre, de les ruiner, de les disperser au loin, en un mot, de les mettre hors de cause pour longtemps. On se serait ainsi débarrassé de deux cent vingt mille hommes; on aurait réduit d'un tiers les masses qui devaient former le premier flot de l'invasion.

Après une telle victoire, on reviendrait lutter avec un grand ascendant moral contre les Russes, les Autrichiens, etc.; l'esprit public serait électrisé; la défense trouverait d'immenses ressources.

Napoléon voyait à ce plan d'autres chances de réussite, et d'autres et de plus grands avantages, des avantages décisifs, en cas de succès en Belgique.

« Si l'on battait, a-t-il dit, les armées anglo-hollandaise et prussienne, la Belgique se soulèverait et son armée recruterait l'armée française; la défaite de l'armée anglaise entraînerait la chute du ministère anglais, qui, ajoute-t-il gravement, serait remplacé par des amis de la paix et de l'indépendance des nations; cette seule circonstance terminerait la guerre... La Belgique, les quatre départements du Rhin appelaient à grands cris leur libérateur, et l'on avait des intelligences dans l'armée belge. »

La défaite n'avait pas corrigé Napoléon des illusions conçues au temps de la prospérité. Maintenant, comme auparavant, il appliquait les forces de son esprit à se persuader que ses désirs étaient des réalités; et il y parvenait si bien, que ce qui était nettement aperçu par le bon sens le plus vulgaire lui échappait complétement. Inévitable effet de l'exercice du pouvoir absolu !

Le soulèvement de la Belgique, loin d'être certain, n'était pas même probable. Comme dans les quatre départements du Rhin, il y existait un parti français; mais il était sans puissance. La servitude, l'abus effréné de la conscription avaient aliéné les Belges. Ils étaient encore frémissants d'un des actes les plus odieux qu'ait jamais osés le despotisme en délire (1); et le clergé, aussi influent alors qu'aujourd'hui, les entretenait dans leur haine de Napoléon.

Le clergé n'aimait pas Guillaume d'Orange, le roi protestant; mais

(1) L'annulation du verdict du jury qui avait acquitté, aux assises de Bruxelles, le maire d'Anvers. Dictatorialement renvoyé devant la cour de Douai pour y être jugé à nouveau, ce citoyen était mort de douleur, dans les prisons de cette ville, le 5 avril 1814.

il détestait l'homme qui avait arraché ses lévites au séminaire pour les jeter à la caserne, qui avait emprisonné ses évêques, porté la main sur les cardinaux, sur les États, sur la personne du pape.

Les soldats belges n'étaient pas mieux disposés que la population. C'était une bien étrange aberration que de les croire prêts à déserter leur drapeau, à répéter l'acte tant reproché des Saxons à Leipzig. Ils devaient le prouver au jour du combat.

Il est à remarquer, d'ailleurs, qu'ils se comptaient en faible nombre dans l'armée des Pays-Bas : ils n'étaient pas dix mille.

Napoléon s'abusait encore plus, s'il est possible, sur les conséquences d'une défaite que subirait l'armée anglaise.

Depuis 1792, il avait toujours existé, en Angleterre, un parti « ami de la paix et de l'indépendance des nations. » Un moment même, il s'était trouvé le plus fort. Il avait renversé le cabinet de Pitt; et la paix d'Amiens avait été conclue. Mais le consul Bonaparte dissimulait alors la dévorante ambition de Napoléon. En 1815, ce parti s'agitait beaucoup; mais il était très-faible. Le parlement venait de repousser les motions, les pétitions en faveur de la paix, de voter, à d'énormes majorités, un emprunt d'un milliard, de riches subsides pour la coalition; et le parlement avait pour lui la masse du peuple anglais, exaspérée par une lutte aussi longue qu'acharnée.

Sur la Belgique, les espérances de Napoléon étaient donc sans fondement; sur l'Angleterre, elles étaient chimériques.

Les inconvénients attachés au second plan de campagne étaient, en revanche, très-réels.

En commençant les hostilités à la mi-juin, on précipiterait l'invasion des provinces de l'Est. Elle aurait lieu, avant que les conscrits de 1815 en fussent retirés, avant que les approvisionnements, les garnisons des places fortes fussent augmentés, les fortifications de Paris et de Lyon terminées; et, si, au lieu d'un grand succès, on rencontrait, en Belgique, une grande défaite, la marche de toutes les armées ennemies sur Paris serait bien plus rapide.

Dans ce cas, a écrit Napoléon, on rentrerait dans le premier plan. Cela est vrai; mais on y rentrerait sans les avantages qu'il aurait présentés en l'appliquant tout entier.

Napoléon se décida pour le second plan.

Mais il y fit une modification. Pendant qu'il appelait le corps de Gérard de la frontière de la Moselle sur celle du Nord, il laissa le

corps de Rapp en Alsace, et se priva volontairement ainsi d'une force de près de vingt mille hommes, qui devait être impuissante là où il la laissait, et qui, portée en Belgique, aurait pesé d'un grand poids sur la balance de la guerre. Il manquait à ce principe si justement préconisé, si souvent et si heureusement appliqué par lui : concentrer ses forces sur le point principal, et ne pas prétendre en avoir partout, sous peine de ne rien pouvoir nulle part. Faute grave qu'il devait, mais trop tard, tenter de corriger !

On s'expliquerait mal, au reste, la résolution prise de précipiter l'ouverture des hostilités, si l'on en cherchait les causes seulement dans les écrits de Napoléon, si l'on ne tenait compte de sa situation personnelle, de ses dispositions d'esprit.

Le grand mouvement démocratique produit tout d'abord par le retour de l'île d'Elbe était détruit ou devenu hostile à l'Empire ; la masse de la nation se retirait, de plus en plus, du trône restauré ; l'audace du parti royaliste croissait à vue d'œil dans l'Ouest et le Midi. L'*acte additionnel*, soumis à l'acceptation du peuple, n'avait réuni qu'une infime minorité de suffrages ; les masses avaient protesté par l'abstention. Il avait créé une chambre de représentants, qui devait être élue dans le système même qui avait produit, pendant quinze ans, le type des assemblées serviles, le corps législatif impérial. Mais la liberté de la presse avait pu corriger, cette fois, les vices de cette organisation perfide du vote populaire. Les élections venaient d'avoir lieu, et elles avaient reflété assez exactement l'état de l'opinion publique. La grande majorité des élus voulait des garanties sérieuses contre un retour aux errements de l'Empire. Ces garanties, on était sûr qu'elle les réclamerait, les exigerait même ; qu'elle entreprendrait sur le pouvoir que s'était réservé l'empereur. Et celui-ci était impatient, au contraire, de reprendre les concessions qu'il venait de faire.

Toute liberté minait les assises de sa puissance. Tout délai était un péril de plus.

Pour rétablir le despotisme, il fallait au vaincu de 1814 le prestige de la victoire. Il crut le trouver en Belgique : il y courut.

CHAPITRE QUATRIÈME.

Composition de l'armée destinée à agir en Belgique. — Sa concentration sur la Sambre. — Position qu'elle occupe le 14 juin. — Son effectif. — Son état moral. — Ordre du jour de Napoléon.

L'armée destinée à agir en Belgique, sous le commandement immédiat de Napoléon, était composée des 1er, 2e, 3e, 4e, 6e corps d'infanterie, de la garde impériale et des quatre corps de réserve de cavalerie.

Depuis quelques jours, son état-major général avait été formé et le maréchal Soult appelé à le diriger sous ce titre de major général qu'avait porté si longtemps Berthier, maintenant exilé volontaire et victime prochaine d'une mort mystérieuse et tragique.

Soult avait son quartier général à Laon.

Le 1er juin, les troupes de ligne en garnison dans les places fortes y avaient été remplacées par des gardes nationales mobilisées.

A cette époque, le 1er corps d'infanterie, sous d'Erlon, était près de Valenciennes; le 2e, sous Reille, près d'Avesnes; le 3e, sous Vandamme, près de Rocroi; le 4e, sous Gérard, près de Metz; le 6e, sous Lobau, près de Laon, ayant une de ses divisions près d'Arras; la garde impériale, presque tout entière, à Compiègne; le 1er corps de réserve de cavalerie, sous Pajol, le 2e, sous Excelmans, le 3e, sous Kellermann, le 4e, sous Milhaud, de Laon à Avesnes, celui-ci ayant encore l'une de ses divisions en Alsace. Ces quatre derniers généraux avaient pour commandant en chef le maréchal Grouchy. Le parc général était à la Fère.

Résolu à porter la guerre en Belgique, Napoléon fit mettre tous ces corps en marche de manière à ce qu'ils fussent réunis le 14 juin, entre Sambre et Meuse, vis-à-vis de Charleroi, sur l'extrême frontière.

Les mouvements de Reille, de d'Erlon, de Vandamme, de Gérard furent masqués par des gardes nationales mobilisées qui relevèrent les troupes de ligne aux avant-postes et occupèrent les débouchés avec tout ce qu'elles avaient d'hommes en uniforme.

Le 1er juin, Napoléon avait inauguré sa prise de possession constitutionnelle du pouvoir, dans une solennité plus militaire que civile, où, pour la première fois, il avait proclamé le danger de la patrie ; c'était bien tard. Le 7, il avait fait l'ouverture de la session des chambres ; le 11, il avait reçu leurs adresses, où des assurances de dévouement cachaient mal des sentiments, des prétentions qui lui avaient arraché des paroles amères, mais non dépourvues de grandeur ; et le lendemain, à quatre heures du matin, il partait de Paris, très-préoccupé des dispositions de ce parlement qu'il laissait derrière lui. Le soir, il couchait à Laon et constatait que les travaux de fortification, tardivement ordonnés dans cette ville, comme ailleurs, n'étaient pas terminés.

Le 13, il était à Avesnes ; le 14, à Beaumont, à huit lieues de Charleroi.

L'armée achevait de se concentrer. Le soir de ce dernier jour, elle bivaqua sur trois directions.

La gauche, forte de moins de quarante-cinq mille hommes et composée des 1er et 2e corps d'infanterie, sur la rive droite de la Sambre, à Leers-Fosteau et Solre-sur-Sambre : le 2e corps en tête.

Le centre, de plus de soixante mille hommes, et formé des 3e et 6e corps d'infanterie, de la garde impériale, des corps de réserve de cavalerie, sur Beaumont : le 3e corps en première ligne, à une lieue en avant et à droite de ce point, les réserves de cavalerie plus à droite vers Walcourt.

La droite, de plus de quinze mille hommes, et comprenant le 4e corps d'infanterie et une division de cuirassiers (1), sur Philippe-

(1) Cette division, arrivant d'Alsace, appartenait au 4e corps de réserve de cavalerie et le rejoignit le lendemain.

ville, mais ayant encore une partie de ses forces à une demi-marche en arrière.

Les bivacs les plus rapprochés de la frontière en étaient à une demi-lieue; on les avait établis derrière des monticules, de manière à dissimuler leurs feux à l'ennemi.

L'armée, ainsi concentrée, comptait vingt divisions d'infanterie, quatorze de cavalerie, trente et une batteries à pied, seize à cheval, réparties en nombre et en effectifs inégaux entre les différents corps.

1er corps d'infanterie : lieutenant général Drouet d'Erlon.—Divisions d'Allix, de Donzelot, Marcognet, Durutte. — 33 bataillons	16,885	hommes.
Division de Jacquinot (hussards, chasseurs). — 11 escadrons	1,506	
Cinq batteries à pied, une à cheval. — Génie, équipages militaires, etc.	1,548	
46 bouches à feu.		
Total. . .		19,939
2e corps d'infanterie : lieutenant général Reille. — Divisions de Bachelu, Guilleminot, Girard, Foy. — 40 bataillons	20,635	
Division de Piré (chasseurs, lanciers). — 15 escadrons.	1,865	
Cinq batteries à pied, une à cheval. — Génie, équipages militaires, etc.	1,861	
46 bouches à feu.		
Total. . .		24,361
3e corps d'infanterie : lieutenant général Vandamme. Divisions de Lefol, Habert, Berthezène. — 34 bataillons.	16,851	
Division de Domon (chasseurs). — 10 escadrons. . .	1,017	
Quatre batteries à pied, une à cheval. — Génie, équipages militaires, etc.	1,292	
38 bouches à feu.		
Total. . .		19,160
4e corps d'infanterie : lieutenant général Gérard. — Divisions de Pécheux, Vichery, Bourmont. — 26 bataillons.	12,800	
Division de Maurin (hussards, chasseurs, dragons). — 14 escadrons	1,628	
Quatre batteries à pied, une à cheval. — Génie, équipages militaires, etc.	1,567	
38 bouches à feu.		
Total. . .		15,995
A reporter. . .		79,455

Report. . .		79,455
6e corps d'infanterie : lieutenant général Lobau. — Divisions de Simmer, Jeannin, Teste. — 21 bataillons. .	9,218	
Quatre batteries à pied. — Génie, équipages militaires, etc.	1,247	
32 bouches à feu.		
Total. . .		10,465
Garde impériale : infanterie. — Divisions de Friant (vieille garde, grenadiers, 4,140) ; — de Morand (vieille garde, chasseurs, 4,603) ; — de Duhesme (jeune garde, voltigeurs, tirailleurs, 4,283). — 24 bataillons.	13,026	
Garde impériale : cavalerie. — Divisions de Guyot (grenadiers à cheval, 796 ; dragons, 816) ; — de Lefebvre Desnouettes (chasseurs, 1,197 ; lanciers, 880). Gendarmes d'élite (106).	3,795	
Neuf batteries à pied, quatre à cheval (3,168). — Génie et marins (219). — Équipages (676)	4,063 (1)	
96 bouches à feu.		
Total. . .		20,884
Corps de cavalerie de réserve : maréchal Grouchy, commandant en chef.		
1er corps : lieutenant général Pajol. — Divisions de Soult (hussards), de Subervie (hussards et chasseurs). — 17 escadrons	2,717	
Deux batteries à cheval.	329	
12 bouches à feu.		
Total. . .		3,046
2e corps : lieutenant général Excelmans. — Divisions de Stroltz et Chastel (dragons). — 25 escadrons. . . .	3,220	
Deux batteries à cheval.	295	
12 bouches à feu.		
Total. . .		3,515
3e corps : lieutenant général Kellermann. — Divisions de Lhéritier (dragons et cuirassiers), de Roussel d'Hurbal (cuirassiers). — 25 escadrons.	3,360	
Deux batteries à cheval.	319	
12 bouches à feu		
Total. . .		3,679
A reporter. . .		121,044

(1) Dans ce chiffre sont compris 1,115 canonniers et soldats du train, appartenant à la ligne et servant comme auxiliaires dans la garde.

Report. . .		121,044
4e corps : lieutenant général Milhaud. — Divisions de Wathier et Delort (cuirassiers). — 26 escadrons. . . .	3,194	
Deux batteries à cheval.	350	
12 bouches à feu.		
Total. . .		3,544
Grand parc, équipages de pont, ouvriers, etc., environ.		3,500
Total général. . .		128,088
344 bouches à feu.		

Cent vingt-huit mille quatre-vingt-huit hommes, dont 89,415 d'infanterie, 22,302 de cavalerie, 12,371 d'artillerie, du génie, des équipages militaires avec les corps d'armée, et 3,500 au grand parc, trois cent quarante-quatre bouches à feu (1), telles étaient donc les forces avec lesquelles Napoléon allait ouvrir la campagne.

L'infanterie avait, en moyenne, cinq cents hommes par bataillon; la cavalerie, cent vingt-cinq par escadron.

Chaque division d'infanterie avait une batterie de six pièces de 6 et deux obusiers, et une compagnie du génie; chaque division de cavalerie, une batterie de quatre pièces de 6 et deux obusiers; chaque corps d'armée d'infanterie, une batterie de réserve de six pièces de 12 et deux obusiers. La garde impériale, outre l'artillerie attachée à son infanterie et à sa cavalerie, donnait à l'armée une réserve de 52 bouches à feu. L'artillerie n'était pourvue que d'un simple approvisionnement. Dans les campagnes antérieures, elle en avait toujours un double. Mais, maintenant, les chevaux manquaient à ce point, que, pour compléter les attelages du grand parc, il avait fallu requérir, dans les relais de poste, huit brigades, de cinquante chevaux chacune, conduites par des postillons.

Composée d'officiers expérimentés, de soldats vigoureux, jeunes pour la plupart, mais aguerris dans les dernières campagnes (2), cette armée était animée du plus grand enthousiasme; elle brûlait d'en venir aux mains avec les ennemis de la patrie.

Le soldat avait oublié Vittoria et Leipzig, Culm et Paris, et les

(1) Voir, pour les sources où nous avons puisé tous nos chiffres, la note A.

(2) Les militaires les plus jeunes dataient de la première moitié de 1813; c'étaient les plus nombreux. Les autres avaient de trois à dix ou douze ans de service.

rencontres néfastes de cette longue et double retraite qui avait ramené violemment ses drapeaux de Lisbonne à Toulouse, de Moscou à Paris. Il ne se rappelait que les grandes journées illustrées par la victoire; il était convaincu, dans le fanatisme de son orgueil, que, pour le vaincre naguère, il avait fallu à la puissance du nombre l'aide indispensable de la trahison.

C'était une belle et vaillante armée. Mais, quoi qu'en aient dit les écrivains étrangers, elle ne valait pas, elle ne pouvait valoir ses devancières des temps de la guerre heureuse.

La formation de ses brigades, de ses divisions, de ses corps d'armée datait de deux mois seulement.

Les régiments n'avaient pas la force de cohésion, l'unité que seule peut donner aux troupes la communauté prolongée des travaux de la paix, ou mieux encore des périls de la guerre. Au mois de juin de l'année précédente, ils avaient subi une réorganisation complète; en décembre, on leur avait amalgamé une masse d'hommes rappelés de congé, revenus des prisons de l'ennemi; en avril et mai, un nouvel amalgame avait eu lieu; et les mutations avaient été très-nombreuses aussi dans les cadres.

Chefs, officiers, sous-officiers, soldats, n'avaient pas encore pu acquérir, les uns des autres, une connaissance complète.

C'était une cause d'affaiblissement. Mais ce n'était pas la seule.

Enrichis, systématiquement corrompus par les prodigalités de l'Empire; énervés par le luxe, les jouissances; fatigués par vingt années de guerre, plusieurs, parmi les généraux, auraient préféré le tranquille séjour de leurs hôtels et de leurs châteaux aux labeurs des marches, aux intempéries des bivacs. Ils avaient goûté de la paix pendant une année; ils la regrettaient. Quelques-uns avaient éprouvé de rudes défaites dans des commandements isolés et en gardaient la mémoire. D'autres, ébranlés par les cruels souvenirs de 1813 et 1814, désespéraient de l'issue de la guerre à la vue des masses armées de la coalition et de la faiblesse des moyens de défense. Tous étaient restés braves, intrépides; mais tous n'avaient pas gardé l'activité, la résolution, l'audace des premiers jours. Il en était dont le moral n'était plus à l'épreuve d'un revers.

Le soldat avait une confiance sans bornes dans Napoléon; mais il se défiait de plusieurs de ses chefs. Ces hommes qu'il avait vus, tour à tour, en moins d'une année, passer avec un égal enthousiasme de

l'empereur aux Bourbons et des Bourbons à l'empereur; ces courtisans de la fortune qu'il avait entendus, dans des adresses, des proclamations, des ordres du jour sans nombre, injurier le maître déchu, adorer le maître debout, il ne pouvait croire à leur fidélité au drapeau impérial. Il les soupçonnait de méditer quelque grande trahison; et ces soupçons vagues mais persévérants, irrités, planaient sur les hautes régions de l'état-major, comme sur les rangs inférieurs où servaient d'obscurs officiers, les uns sortis de la maison militaire de Louis XVIII, les autres devenus l'objet, naguère, de la plus mince faveur royale.

Les fameuses proclamations du golfe Juan avaient grandement contribué à ces dispositions. Elles avaient fait retentir le mot de trahison. La trahison était la cause de nos derniers désastres : en 1814, on n'avait pas été vaincu; on avait été trahi. Napoléon l'affirmait, et le soldat avait saisi avidement cette explication de la défaite, qui flattait son amour-propre, tout en exonérant son chef d'une terrible responsabilité.

Cette éclatante contre-vérité avait eu pour but de rendre à celui-ci tout son prestige, à celui-là toute confiance dans la force de ses armes; mais elle était dangereuse, car l'impression en avait été si grande, que, seule, elle aurait suffi à exciter d'extrêmes défiances.

Des maréchaux, des généraux, d'autres officiers encore avaient suivi les Bourbons dans leur fuite. Plusieurs étaient en Belgique, près du roi de France, signataire au traité de coalition contre la France; et, de là, partaient d'incessants appels à la désertion, qui malheureusement n'avaient pas été infructueux. Le nombre des déserteurs était insignifiant en soi; mais la malveillance l'avait grossi; l'inquiétude du soldat l'avait exagéré encore; aussi était-ce une croyance commune dans l'armée que la cour de Gand y comptait des dévouements tout prêts à éclater au premier moment d'une occasion favorable.

Sous l'empire de ces funestes convictions, tout insuccès, on ne pouvait en douter, serait imputé à trahison, toute défaite serait grosse d'un désastre.

Dès que les troupes furent établies au bivac, elles entendirent la parole de Napoléon. Comme dans toutes les grandes circonstances, il leur parlait par l'ordre du jour.

Jamais il n'avait trouvé des accents plus éloquents pour exciter

l'ardeur et l'enthousiasme de ses bandes intrépides. Il leur rappelait, en termes passionnés, dans la langue merveilleuse d'Arcole et de Rivoli, les jours de gloire et de triomphe. Il exaltait leur vaillance et leur force ; il rabaissait leur ennemi ; il l'injuriait.

« Contre ces mêmes Prussiens, aujourd'hui si arrogants, soldats, disait-il, à Iéna, vous étiez un contre deux ; à Montmirail, un contre trois... » Des soldats anglais, il ne disait rien et ne pouvait rien dire, après nos longs revers dans la guerre de la Péninsule ; mais il jetait en excitation à des haines ardentes et trop légitimes, ces mots d'un sanglant laconisme, qui atteignaient toute la nation anglaise : « Que ceux d'entre vous qui ont été les prisonniers des Anglais vous fassent le récit de leurs pontons et des maux affreux qu'ils ont soufferts ! »

Sur la coalition tout entière, il frappait par cette accusation, bien étrange de la part de celui qui avait fait de tant de peuples les sujets de son empire, la proie de son ambition, de la cupidité de sa famille : « Cette coalition est insatiable. Après avoir dévoré douze millions de Polonais, un million de Saxons, six millions de Belges, elle devra dévorer les États de deuxième ordre de l'Allemagne... » Et il ajoutait : « Les Saxons, les Belges, les Hanovriens, les soldats de la confédération du Rhin gémissent de devoir prêter leurs bras à la cause de princes ennemis de la justice et des droits de tous les peuples. » La justice, les droits des peuples inscrits avec respect, invoqués dans une proclamation impériale ! Quel audacieux oubli du passé ! Napoléon terminait par cette phrase, sombre avertissement, exhortation solennelle, qui révélait tout le péril de la situation et qu'il aurait dû faire retentir dans toute la France depuis trois mois : « Le moment est venu, pour tout Français qui a du cœur, de vaincre ou de mourir. »

A cette allocution brûlante, l'armée répondit par de frénétiques acclamations.

CHAPITRE CINQUIÈME.

Composition, organisation de l'armée aux ordres de Wellington. — Son effectif. — Disposition de ses cantonnements, le 14 juin. — Vices de cette disposition. — Composition, organisation de l'armée aux ordres de Blücher. — Son effectif. — Disposition de ses cantonnements, le 14 juin. — Vices de cette disposition. — Mouvements convenus entre ces deux généraux pour le cas d'une attaque. — État moral de l'armée de Wellington; de l'armée de Blücher. — Wellington, Blücher.

L'armée commandée par le feld-maréchal duc de Wellington se composait de deux parties distinctes : l'une active, l'autre employée à la garde des places fortes de la Belgique.

Celle-ci comprenait un certain nombre de bataillons hollando-belges, une division anglaise de six bataillons (dont deux de vétérans), forts ensemble de plus de trois mille hommes, quatre brigades hanovriennes, de levée toute récente, formant un corps de neuf mille hommes, dit de réserve, sous le commandement du lieutenant général Von der Decken.

L'armée active comptait vingt-six brigades d'infanterie, douze de cavalerie, quinze batteries à pied, quatorze à cheval.

Des brigades d'infanterie, neuf étaient anglaises; deux appartenaient à la légion étrangère au service de l'Angleterre, dite légion allemande du roi (1); cinq étaient hanovriennes; deux brunswic-

(1) La création de cette légion remontait à l'année 1803, à la conquête de l'électorat de Hanovre par Mortier. Les premiers éléments de sa composition

koises; six hollando-belges; une de Nassau au service des Pays-Bas; une représentait le contingent du duché de ce nom.

Les brigades anglaises, hanovriennes et celles de la légion allemande, formaient six divisions dites anglaises; les brigades brunswickoises en formaient une; les brigades hollando-belges et celle de Nassau au service des Pays-Bas, trois et demie; le contingent de Nassau n'était pas endivisionné.

Des brigades de cavalerie, sept étaient dites anglaises, mais comprenaient cinq régiments de la légion allemande; une était hanovrienne; une brunswickoise; trois hollando-belges.

Ces trois dernières étaient réunies en une division; les autres n'étaient pas endivisionnées.

Quinze batteries étaient anglaises; deux hanovriennes, sept hollando-belges; deux brunswickoises; trois appartenaient à la légion allemande.

Toutes ces forces formaient deux corps d'armée, une réserve, un corps de cavalerie.

1er corps. — Le prince d'Orange. — Division de Cooke (gardes anglaises, 4,000 hommes), d'Alten (anglaise), de Perponcher (hollando-belge), de Chassé (hollando-belge). — 40 bataillons.	25,942
Division de Collaert (hollando-belge). — Carabiniers, dragons, hussards. — 23 escadrons.	3,405
A reporter. . .	29,347

avaient été des officiers et des soldats de l'armée électorale, qui avaient abandonné leurs rangs, après la convention de l'Elbe, et étaient allés s'embarquer dans les ports du Danemark sur des vaisseaux anglais qui les avaient transportés en Angleterre. Une grande partie de cette armée y avait bientôt furtivement suivi les premiers fugitifs.

A la fin de 1806, la légion comptait près de 13,000 hommes. Depuis, elle s'était recrutée de déserteurs, de prisonniers provenant des corps étrangers au service de la France impériale et de patriotes allemands, cherchant un drapeau sous lequel ils pussent combattre Napoléon. En juin 1815, l'effectif de la légion était de 12,057 officiers et soldats, répartis en onze bataillons, cinq régiments de cavalerie, cinq batteries. Une partie de ces forces était en Angleterre, en Portugal, en Sicile; la plus grande partie en Belgique.

Report. . . .		29,347	
Cinq batteries à pied, quatre à cheval. — Génie, waggon train (1), staff corps (2)		2,198	
Total. . .			31,545
64 bouches à feu.			
2e corps. — Lieutenant général Hill. — Divisions de Clinton (anglaise), Colville (anglaise) ; division Stedmann (hollando-belge) et brigade d'Anthing (hollando-belge), dite brigade indienne (3), réunies sous le commandement du prince Frédéric des Pays-Bas. — 38 bataillons		24,499	
Brigade d'Estorff (hanovrienne), hussards. — 12 escadrons		1,277	
Cinq batteries à pied, une à cheval. — Génie, waggon train, staff corps.		1,472	
Total. . .			27,248
40 bouches à feu.			
Réserve. — N'avait pas de commandant en chef. — Divisions de Picton (anglaise), Cole, (anglaise), brigade de Kruse ou contingent de Nassau. — 23 bataillons	14,939		
Quatre batteries à pied. — Génie, waggon train, staff corps	960		
Total. . .		15,899	
24 bouches à feu.			
Corps de Brunswick. — Duc de Brunswick. — 8 bataillons	5,376		
Uhlans, hussards. — 5 escadrons	822		
Une batterie à pied, une à cheval	460		
Total. . .		6,658	
16 bouches à feu.			
Réserve générale d'artillerie		480	
12 bouches à feu.			
Total du corps de réserve. — 31 bataillons. — 5 escadrons.			23,037
52 bouches à feu.			
A reporter. . .			81,830

(1) Train des équipages. Outre ce train, l'armée anglaise avait à sa suite, comme d'habitude, des brigades de parcs de voitures louées aux habitants du pays.

(2) Troupe d'état-major à pied et à cheval, employée à guider les colonnes, ouvrir les marches, tracer les camps, faire la police de l'armée.

(3) Ainsi nommée, parce qu'elle était destinée au service des colonies hollandaises dans les deux Indes.

Report		81,830
Corps de cavalerie. — Lieutenant général Uxbridge. — Brigades (anglaises) de grosse cavalerie. — De Somerset (gardes du corps et dragons de la garde); de Ponsonby (dragons de la ligne). — 22 escadrons.	2,605	
Brigades (anglaises) de cavalerie légère (dragons légers, hussards). — Dornberg, Vandeleur, Grant, Vivian, Arentschildt. — 49 escadrons.	7,908	
Cinq batteries à cheval, une batterie de fusées. . . .	1,300	
Total. . .		11,813
30 bouches à feu.		
Grand parc. — Artillerie. — Génie, waggon train, staff corps, pontonniers		1,860
TOTAL GÉNÉRAL. . .		95,503
186 bouches à feu, une batterie de fusées.		

L'armée commandée par le duc de Wellington était ainsi de quatre-vingt-quinze mille cinq cent trois hommes, dont 70,756 d'infanterie, 16,017 de cavalerie (1), 8,730 d'artillerie, génie, etc., y compris le personnel du grand parc (2); et son artillerie de cent quatre-vingt-six bouches à feu et une batterie de fusées.

A deux exceptions près, les régiments anglais n'étaient que d'un bataillon. L'infanterie hollando-belge, hanovrienne, brunswickoise, de la légion allemande, était organisée par bataillon formant corps.

La force moyenne du bataillon était de six cents hommes.

La brigade était formée de deux à six bataillons et commandée par un général-major ou un colonel; la division, de deux à trois brigades, par un général-major ou un lieutenant général.

La force moyenne de l'escadron était de cent soixante hommes. Le régiment variait de trois à quatre escadrons; la brigade de deux à quatre régiments et avait pour chef un général-major ou un colonel.

La batterie hollando-belge, brunswickoise, était uniformément de huit bouches à feu ; la batterie anglaise, hanovrienne, de la légion allemande, de six seulement. Les calibres de cette artillerie étaient

(1) « ... J'aurai seize mille hommes de cavalerie, dont dix mille d'aussi bonne qu'il y ait au monde. » Lettre de Wellington à Schwartzenberg, 21 mai 1815. — (*The dispatches of field marshal the duke of Wellington*, t. XII.)

(2) Voir la note B à la fin du volume, pour les sources où nous avons puisé ces chiffres.

le 12, le 6, le 9 (neuf livres anglaises, à peu près le 8 français). Les obusiers formaient des batteries séparées, excepté dans l'artillerie hollando-belge.

Les commandants en chef de l'artillerie et du génie de l'armée étaient de simples colonels.

Au moment où Napoléon se concentrait sur la rive droite de la Sambre, l'armée anglo-hollandaise étendait ses cantonnements dans l'angle formé par les routes de Bruxelles à Charleroi et de Bruxelles à Gand ; ses avant-postes sur l'extrême frontière.

Le quartier général de Wellington était à Bruxelles ; celui du prince d'Orange, commandant le 1er corps, à Braine-le-Comte ; celui de Hill, commandant le 2e, à Ath ; celui d'Uxbridge, commandant le corps de cavalerie, à Grammont.

Les divisions Perponcher et Chassé, formant l'extrême gauche de l'armée, occupaient, la première Genappe, Frasnes, Nivelles, la seconde Fayt-lez-Seneffe, Haine-Saint-Pierre, Morlanwelz.

La division Alten était à Soignies et aux environs ; la division Cooke autour d'Enghien.

La division de cavalerie de Collaert était près de Mons, à Rœulx, Havré, Saint-Symphorien.

Hill avait la division Clinton à Lens, Ath, Leuze ; celle de Colville à Renaix, Audenarde et plus à droite, entre l'Escaut et la Lys ; celle de Stedmann et la brigade indienne, réunies sous les ordres du prince Frédéric des Pays-Bas, à Landskauter, Bambrugge et Leeuwerghem ; la brigade de cavalerie d'Estorff entre Mons et Tournai. Le quartier général du prince Frédéric était à Sotteghem.

La réserve était cantonnée à Bruxelles et aux environs ; les divisions Picton et Cole (1) dans cette ville, à Anderlecht et Hal ; le corps de Brunswick entre Bruxelles et Malines ; la brigade Kruze (contingent de Nassau) sur la route de Louvain ; l'artillerie de réserve et le grand parc en avant de Bruxelles.

Les diverses brigades du corps de cavalerie occupaient Gand, Ninove et les villages de la vallée de la Dendre. Deux régiments étaient détachés pour le service de la frontière vers Tournai et Ypres.

Les points de réunion étaient, pour les divisions du 1er corps,

(1) Trois bataillons de la division Cole se trouvaient à Gand.

Nivelles, Fayt, Soignies, Enghien, Rœulx; pour celles du 2e corps, Ath, Renaix, Audenarde, Landskauter; pour la réserve, Hal, Bruxelles, Vilvorde; pour le corps de cavalerie, Grammont.

Cette armée avait son front couvert par Mons, Ath, Tournai, Audenarde, Courtrai, Ypres, où de grands travaux de fortification avaient été faits depuis deux mois; sur sa droite, tout était préparé pour tendre de vastes inondations; Nieuport et Ostende étaient dans un bon état de défense. Le pays où elle se répandait était sillonné de routes rayonnant de Bruxelles à la frontière et de routes transversales.

La disposition de ses cantonnements a été l'objet de critiques sévères. On a dit qu'ils étaient trop disséminés; que la cavalerie était trop éloignée de l'infanterie, et même que les divisions des divers corps avaient leur artillerie stationnée trop loin pour entrer en action aussitôt qu'elles.

Cette dernière assertion tombe devant les faits. A chaque division d'infanterie, deux batteries étaient attachées; et ces batteries étaient cantonnées avec la division. Il en était de même de l'artillerie attachée aux brigades de cavalerie. On le verra bientôt, dès la première rencontre des Anglo-Hollandais et de notre armée, le nombre des bouches à feu fut en proportion des troupes engagées.

Il y avait assez de cavalerie dans chaque corps d'armée, si ce n'est dans la réserve, qui ne comptait que huit cents chevaux; mais il est incontestable que la masse des troupes de cette arme était trop à droite. Dans le cas d'une brusque attaque sur l'extrême gauche de l'armée, elle ne pouvait y arriver à temps.

L'idée qui avait présidé à la disposition des cantonnements de l'armée anglo-hollandaise se trouve exprimée dans un mémorandum secret, daté du 30 avril et adressé par Wellington à ses lieutenants le prince d'Orange, Hill et Uxbridge.

Il regardait comme possibles contre lui trois attaques : une par le pays entre Lys et Escaut, une entre Sambre et Escaut, la troisième simultanée sur ces deux lignes d'opérations; et il voulait être également préparé à les rencontrer, bien que la dernière, au moins, fût très-peu probable. Mais le moyen qu'il avait pris pour atteindre son but était mauvais. Ses cantonnements, disséminés sur un front de près de vingt lieues et une profondeur égale, ne lui permettaient pas une réunion assez rapide de ses forces. Attaqué par sa droite, atta-

qué par sa gauche, il lui fallait un jour de marche forcée pour concentrer la moitié environ de son armée sur l'une ou l'autre aile, et deux jours pour l'y réunir tout entière.

Dans une telle situation, il est certain, en outre, qu'une fausse attaque, sur laquelle il prendrait le change, pourrait avoir des conséquences bien plus graves, bien moins faciles à réparer que dans un système plus concentré.

Dès la fin de mai, le général anglais aurait dû porter son quartier général à six ou huit lieues en avant de Bruxelles et masser ses cantonnements sur Hal, Nivelles, Enghien, Ninove, quand même il aurait été obligé pour cela de mettre une partie de ses troupes sous la tente. Alors, en effet, tenant de fortes avant-gardes aux débouchés de la frontière, n'ayant à parcourir qu'un arc de cercle peu étendu, quel que fût le point d'attaque, il se serait trouvé en mesure contre toutes les éventualités possibles.

Pour le justifier, on a allégué l'inconvénient de fouler le pays, la difficulté de nourrir les hommes et les chevaux dans un espace relativement étroit.

Mais ces allégations n'ont rien de sérieux pour qui ne met pas en oubli les ressources financières dont disposait Wellington, la sévère discipline de ses troupes; pour qui sait combien le pays de Brabant est peuplé, riche en moyens de transport, en toutes choses nécessaires aux armées.

L'armée prussienne, sous les ordres du feld-maréchal prince Blücher de Wahlstadt, était formée de seize divisions d'infanterie, quatre divisions de cavalerie, vingt-sept batteries à pied, douze à cheval, réparties entre quatre corps d'armée, de forces inégales, que commandaient les lieutenants généraux Zieten, Pirch I, Thielmann et Bülow.

1er corps. — Zieten. — Divisions de Steinmetz, Pirch II, Jagow, Henkel. — 34 bataillons.	27,887	
Division de Röder. — 32 escadrons (dragons, uhlans, hussards)	1,925	
Neuf batteries à pied, trois à cheval. — Génie, équipages militaires, etc.	2,880	
Total. . .		32,692
96 bouches à feu.		
A reporter. . .		32,692

Report. . .		32,692
2e corps. — Pirch I. — Divisions de Tippelskirchen, Krafft, Brause, Langen. — 32 bataillons	25,836	
Division de Jürgas. — 36 escadrons (dragons, uhlans. hussards).	4,468	
Sept batteries à pied, trois à cheval. — Génie, équipages, etc.	2,400	
Total. . .		32,704
80 bouches à feu.		
3e corps. — Thielmann. — Divisions de Borcke, Kemphen, Luck, Stülpnagel. — 30 bataillons.	20,611	
Division de Marwitz (dragons, uhlans, hussards). — 24 escadrons	2,405	
Trois batteries à pied, trois à cheval. — Génie, équipages, etc.	1,440	
Total. . .		24,456
48 bouches à feu.		
4e corps. — Bülow. — Divisions de Hacke, Ryssel, Losthin, Hiller. — 36 bataillons.	25,381	
Division du prince Guillaume de Prusse (dragons, uhlans, hussards). — 43 escadrons.	3,081	
Huit batteries à pied, trois à cheval. — Génie, équipages, etc	2,640	
Total. . .		31,102
88 bouches à feu.		
Grand parc.		3,120
TOTAL GÉNÉRAL. . .		124,074

La force totale de l'armée prussienne était donc de 124,074 hommes, y compris le personnel du grand parc. Elle comptait 99,715 fantassins, 11,879 cavaliers; et son artillerie 312 bouches à feu (1).

Les régiments d'infanterie étaient uniformément de trois bataillons, chacun de quatre compagnies. Ceux de cavalerie variaient de trois à quatre escadrons. Les batteries à pied et à cheval étaient de huit bouches à feu; leurs calibres de 12 et de 6. Les obusiers, très-peu nombreux, formaient des batteries séparées.

La force moyenne du bataillon était de 730 hommes; celle de l'es-

(1) Voir la note C, à la fin du volume, pour l'indication des sources où nous avons puisé tous ces chiffres.

cadron, qui s'abaissait jusqu'à 60 dans le premier corps d'armée, s'élevait à 100 dans les trois autres.

Les régiments d'infanterie d'une même division étaient réunis sous les ordres d'un colonel.

Les régiments de cavalerie formaient brigade, par deux ou trois, sous les ordres d'un général-major, d'un colonel ou d'un lieutenant-colonel. La division était de deux ou trois brigades. Deux escadrons de cavalerie et une batterie de 6 étaient attachés à la division d'infanterie (1). Le corps d'armée avait deux compagnies du génie; et sa réserve, en cavalerie et artillerie, se composait des escadrons et batteries non attachés à ses divisions d'infanterie.

Blücher avait son quartier général dans la ville de Namur, à seize lieues de celui de Wellington.

Les quatre généraux Zieten, Pirch I, Thielmann, Bülow étaient respectivement à Charleroi, Namur, Ciney (sur la rive droite de la Meuse) et Liége.

Zieten avait la division Steinmetz sur la rive gauche de la Sambre à Fontaine-l'Évêque et Binche, où elle se reliait aux Anglo-Hollandais; la division Pirch II, à Marchienne-au-Pont, Charleroi, Châtelet, Tamines; la division Jagow, à Fleurus; la division Henkel, à Moustier sur-Sambre.

Ses avant-postes s'étendaient de Bonne-Espérance à Sosoye, par Lobbes, Thuin, Ham-sur-Heure et Gerpinnes.

Sa cavalerie et son artillerie de réserve étaient vers Fleurus et Sombreffe. Fleurus était le point de concentration assigné à son corps.

Les divisions de Pirch I occupaient Namur, Huy, Héron et Thorembais-les-Béguines; son artillerie de réserve était vers Hottomont, sa cavalerie de réserve à Hannut.

Ses avant-postes étaient sur Dinant.

Il avait Namur pour point de concentration.

Celui de Thielmann était Ciney.

Les avant-postes de ce général touchaient à la Meuse vers Dinant et dépassaient Rochefort, observant les débouchés de Givet.

(1) Les Prussiens appelaient brigades les corps de troupes que nous avons appelés divisions dans l'énumération ci-dessus.

L'infanterie de Bülow était à Liége, Hollogne, Waremme, Leers, etc.; sa cavalerie à Saint-Trond, Looz et Tongres.

Par une contradiction difficile à expliquer, on n'avait construit aucune fortification sur la frontière occupée par les Prussiens, tandis qu'on n'avait rien épargné pour en élever de Mons à la mer du Nord.

Comme Wellington, Blücher avait disséminé ses cantonnements sur un vaste espace.

Attaqué par sa gauche, attaqué par sa droite, il lui fallait près d'un jour et demi pour réunir ses trois premiers corps sur l'une ou l'autre aile, deux jours pour y réunir toute son armée. C'était laisser beaucoup trop de temps aux manœuvres de l'agresseur.

Napoléon l'a dit avec toute raison, dès la fin de mai, le général prussien aurait dû établir son quartier général à Fleurus et concentrer ses forces dans un rayon de six ou huit lieues autour de ce point, en éclairant fortement les débouchés de la Sambre et de la Meuse.

Wellington et Blücher avaient pour instructions absolues de respecter la frontière française jusqu'au moment où le signal des hostilités serait donné par les souverains, attendant, nous l'avons dit, l'entrée en ligne de l'armée russe (1). Obéissant à cet ordre, ils ne pouvaient avoir sur les mouvements des Français des renseignements autres que ceux que donnait l'espionnage; renseignements presque toujours incertains, insuffisants. Ils étaient donc continuellement exposés à une surprise. Cette considération seule aurait dû suffire pour leur faire sentir la nécessité de tenir, chacun son armée réunie,

(1) Wagner, dans son esquisse de la campagne de 1815 (*Recueil des plans de combats et de batailles,* etc), Damitz, dans son livre sur la même campagne (*Geschichte des Feldzugs von* 1815, etc.), disent que Wellington et Blücher étaient convenus d'entrer en France, à la date fixe du 1er juillet. Cette assertion des deux écrivains prussiens est contredite par trois lettres de Wellington; les deux premières, du 9 mai et du 2 juin, adressées à Schwartzenberg; la troisième, du 15 juin, à l'empereur de Russie. (*The dispatches,* etc., t. XII.) Avant de commencer les opérations au Nord, Wellington et Blücher attendaient que les armées russe, autrichienne, etc., se fussent avancées sur le territoire de la France, jusqu'à une hauteur telle, que les Anglo-Prussiens pussent s'appuyer sur elles et les appuyer. Or, Russes, Autrichiens, ne devaient commencer les hostilités qu'au 1er juillet.

et les deux armées à portée de s'appuyer promptement l'une sur l'autre.

Dans une conférence qu'ils avaient eue, vers la fin de mai, ils avaient concerté les mouvements à opérer au cas où Napoléon, prenant l'initiative de la guerre, ferait irruption en Belgique; et, entre autres opérations arrêtées suivant la ligne d'opérations que prendrait leur adversaire, ils étaient convenus que, son attaque se prononçant sur la droite de l'armée prussienne ou la gauche de l'armée anglo-hollandaise, la première se concentrerait le plus rapidement possible sur Sombreffe, la seconde sur les Quatre-Bras: deux points éloignés l'un de l'autre d'une demi-marche seulement et reliés par une large chaussée.

Cette manœuvre excellente, décisive sans doute, si les deux armées n'avaient pas été disséminées, était grosse, maintenant, de beaucoup de périls, d'un désastre même. Sombreffe et les Quatre-Bras étaient, en effet, bien proches de la frontière.

Les états-majors des deux armées avaient étudié avec soin ces deux positions et d'autres qu'il pourrait être avantageux de prendre, suivant les événements.

Wellington, toujours plus disposé à recevoir qu'à livrer bataille, en avait reconnu personnellement une, fortement défensive, sur la route de Bruxelles à Charleroi, en avant de Waterloo, nom ignoré encore.

Telles étaient, le 14 juin 1815, la force et la disposition des armées anglo-hollandaise et prussienne, devant lesquelles venait se masser celle de Napoléon.

Cent vingt-neuf mille hommes et 350 bouches à feu allaient rencontrer deux cent vingt mille hommes et 500 bouches à feu.

Napoléon avait calculé, a-t-il dit, qu'il ne fallait pas estimer les deux partis en présence par le rapport des chiffres de leurs forces numériques; il comptait un Français pour un Anglais, pour deux Prussiens, Belges, Hollandais, soldats de la confédération germanique.

Mais il faisait trop bon marché de ses ennemis. Son calcul devait se trouver faux.

L'armée de Wellington n'était pas homogène; tous les éléments qui la composaient n'avaient pas la même valeur militaire; rien de moins douteux. Mais peut-être ne différaient-ils pas les uns des autres, autant que le pensait Napoléon.

Cette armée comptait :

32,700	Anglais;
7,500	(légion allemande au service de l'Angleterre);
15,800	Hanovriens;
25,000	Hollando-Belges;
4,300	Nassau (au service des Pays-Bas);
3,000	Nassau (contingent du duché de ce nom);
6,700	Brunswickois.
95,000	

Les Anglais étaient de vieux soldats presque tous éprouvés dans les rudes campagnes de la Péninsule, fiers à juste titre d'avoir affranchi l'Espagne de la domination impériale et porté, après six années de guerre, les drapeaux de la Grande-Bretagne, de l'embouchure du Tage aux bords de la Garonne; six années qui avaient commencé, qui s'étaient continuées avec des chances diverses et avaient fini par une longue série de succès non interrompus, où figurait la journée de Vittoria, le Leipzig du Midi.

Pleins de confiance en eux-mêmes et en leurs chefs, convaincus de la supériorité de leurs généraux sur les généraux français, de celle de Wellington sur Napoléon; imbus de ce ferme sentiment du devoir, trait caractéristique du militaire formé à l'école sévère de Wellington, ces soldats constituaient des troupes d'élite dans toute l'acception du mot.

Il en était ainsi de la légion allemande du roi, rangée depuis douze ans sous l'étendard britannique et vieillie, elle aussi, au feu de la guerre péninsulaire.

Le contingent hanovrien se composait, pour un tiers, de troupes de ligne, pour deux tiers, de landwehr. Son organisation datait de l'affranchissement du Hanovre. La ligne ne comprenait, à peu près, que d'anciens soldats, d'anciens officiers des armées impériales et des hommes aguerris dans la campagne de l'indépendance. La landwehr, au contraire, comptait un assez grand nombre d'hommes nouveaux au métier des armes; mais on lui avait donné d'excellents cadres, de très-bons chefs; elle avait au cœur les sentiments de patriotisme exalté qui animaient alors toute l'Allemagne; ce n'était certainement pas une troupe sans valeur.

Bataillons de ligne, bataillons de landwehr étaient formés en bri-

gades commandées par des officiers de leur nation; et ces brigades unies, dans les divisions, aux Anglais, aux légionnaires allemands, devaient emprunter une grande force à l'exemple, au contact de troupes dès longtemps éprouvées.

L'organisation de l'armée hollando-belge avait commencé avec le soulèvement de la Hollande contre la tyrannie napoléonienne, à la fin de 1813. Elle s'était continuée depuis, mais n'était pas complète. La Belgique n'avait encore fourni qu'un faible contingent. Une moitié de l'infanterie était de milice hollandaise, l'autre moitié de bataillons de ligne hollandais et belges. Dans la cavalerie et l'artillerie, il n'y avait que des troupes de ligne (1).

Les corps de la ligne s'étaient d'abord entièrement recrutés de déserteurs de l'armée impériale et de volontaires enrôlés, pour la plupart, dans les premiers temps de l'insurrection nationale; plus tard, ils s'étaient renforcés d'officiers, de soldats licenciés du service de France et revenus des prisons étrangères, où les avaient jetés nos désastres. Un bataillon de vélites de la garde impériale avait ainsi rejoint, à la paix, le drapeau de la Hollande affranchie.

Malgré les vices inhérents à toute organisation de date trop récente, ces corps de la ligne étaient généralement propres à un bon service de guerre.

Ceux de la milice ne les valaient pas. Ils se composaient en partie de volontaires, en partie d'hommes levés par la voie du sort. Ils avaient nommé, à l'élection, la moitié des officiers de compagnie (2); l'autre moitié et les officiers supérieurs procédaient du choix du roi.

L'amalgame n'était pas encore assez intime entre ces divers éléments; et tous ces bataillons étaient inexpérimentés. Mais la haine de Napoléon, l'amour de l'indépendance nationale animaient les jeunes miliciens comme les soldats de la ligne; et on pouvait en attendre de généreux efforts.

La plupart des généraux et des officiers supérieurs, beaucoup d'officiers inférieurs hollandais et belges, avaient conquis leurs grades

(1) Nous ne parlons ici que des corps qui faisaient partie de l'armée anglo-hollandaise active; car l'armée hollando-belge avait aussi des corps de cavalerie et d'artillerie de milice.

(2) L'élection n'avait pu porter que sur d'anciens officiers. Malgré cette restriction, le roi Guillaume s'était montré, ici, plus libéral que Napoléon à l'égard des gardes nationales mobilisées.

dans les sanglantes campagnes de la République et l'Empire; et leur chef, le jeune prince d'Orange, grandi sous Wellington, en Espagne, était, par ses talents et son intrépidité, tout à fait digne de les commander.

La brigade de Nassau au service du royaume des Pays-Bas avait plus de soldats jeunes que d'anciens. Mais ses cadres, formés des débris d'un régiment longtemps au service de France, étaient bons; jeunes et vieux soldats étaient pleins d'ardeur.

L'organisation des troupes de Brunswick remontait à la fin de l'année 1813. Elle avait été poussée avec vigueur et rapidement achevée.

Ces troupes comptaient un grand nombre de militaires de tout rang, aguerris les uns sous le drapeau britannique, les autres sous le drapeau de l'Empire. Leur exaltation était grande; et elles se montraient fières d'obéir au prince régnant de Brunswick, qui avait fait ses preuves de caractère, d'audace et de dévouement à la patrie allemande.

Épurée du contingent saxon qui s'était mutiné à Liége, au commencement de mai, l'armée prussienne présentait une masse puissante. Elle était formée, pour un tiers, de régiments de landwehr, pour deux tiers, de régiments de ligne.

La landwehr avait été, en grande partie, aguerrie en 1813 et 1814; et ses cadres étaient très-solides. La ligne, à peu d'exceptions près, était de vieille troupe.

Cette armée, vigoureuse représentation de toutes les classes de la nation prussienne, était animée, jusqu'au fanatisme, de l'amour de la patrie, de l'indépendance nationale. Dans chaque Français, elle voyait un ennemi mortel. Funeste effet de l'ambition de Napoléon! Ce n'étaient plus là les soldats de Valmy et d'Iéna, froids, indifférents à la querelle de leur roi, faciles à la défaite, prompts à la déroute. La haine de la conquête, les injures de la patrie en avaient fait des vaillants. Battus dans bien des rencontres, en deçà et au delà du Rhin, ils s'étaient, chaque fois, retrempés dans leurs revers. Deux noms, deux dates dominaient leurs souvenirs: Leipzig et Paris.

Leurs chefs partageaient leurs passions, leur enthousiasme, et leur inspiraient toute confiance.

Napoléon se trompait : deux Prussiens valaient plus qu'un Français.

Ce qui pouvait diminuer beaucoup la puissance des deux armées anglo-hollandaise et prussienne, c'était qu'elles obéissaient à deux chefs de caractère tout opposé; c'était aussi qu'elles avaient deux lignes d'opérations divergentes : Blücher se basant sur Cologne et le Rhin, Wellington sur Anvers et la mer du Nord. Mais ces inconvénients devaient disparaître, aux jours des combats. Les deux généraux n'imitèrent pas les lieutenants dégénérés de Napoléon, en Espagne : ils se donnèrent aide prompte, cordiale, effective, décisive.

Napoléon avait pu avoir la mesure exacte de Blücher, souvent et rudement frappé par lui. Cependant, il l'estimait peu. C'était une erreur. Esprit peu cultivé, nature rude, passionnée pour le plaisir autant que pour la guerre, Blücher n'atteignait pas au premier rang; mais un caractère indomptable, un patriotisme ardent, une promptitude de coup d'œil et de résolution remarquable, une activité extrême en dépit de la vieillesse, une persévérance que rien ne lassait, une grande audace et une grande habitude de la tactique et de la stratégie de Napoléon en faisaient un adversaire de réelle valeur. Ses soldats l'avaient surnommé *marschall Vorwärts* (le maréchal en avant), bien que, souvent, il eût été obligé de les mener en arrière. Mais, en dernier terme, il les avait conduits de l'Oder et de l'Elbe au Rhin et du Rhin à Paris.

Wellington ne s'était pas encore trouvé en face de Napoléon. Mais à la vigueur des coups portés à l'Empire, en Portugal, en Espagne, en France, il avait été facile de reconnaître en lui le premier, et de beaucoup le premier, des généraux ennemis. Cependant, Napoléon ne lui accordait pas les qualités du général en chef. On eût dit qu'en le signalant, au *Moniteur*, comme un officier *incapable*, *téméraire*, *présomptueux*, *ignorant*, *destiné à essuyer de grandes catastrophes*; qu'en changeant, dans la feuille officielle de l'Empire, ses succès en défaites ou en rencontres sans importance; qu'en taisant à la France Vittoria, la Nivelle et bien d'autres journées funestes à nos armes, il était sûr de l'avoir abaissé au niveau des chefs vulgaires.

Certes, la différence était grande entre le général anglais et Napoléon. Mais elle l'était beaucoup moins que celui-ci ne se l'imaginait et que, longtemps, on ne l'a cru dans notre pays abusé par des mensonges.

L'un avait le génie de la guerre à la plus haute puissance; mais la politique insensée de l'empereur altérait, troublait les conceptions

merveilleuses du stratége; et l'énergie, l'activité physique faisait souvent défaut aux nécessités dévorantes, aux durs labeurs des expéditions de guerre.

L'autre n'était qu'un général de talent, mais d'un talent si complet, enté sur de si fortes qualités, qu'il atteignait presque au génie. Doué d'un bon sens extrême ; politique profond; religieux observateur des lois de son pays; excellent appréciateur des hommes; instruit à fond de tout ce qui constitue la science et le métier des armes; faisant parfois des fautes, mais sachant ne pas s'y obstiner après les avoir reconnues; soigneux du bien-être de ses soldats, ménager de leur sang; dur au désordre, impitoyable aux déprédateurs; habile à concevoir et à exécuter ; prudent ou hardi, temporiseur ou actif suivant la circonstance; inébranlable dans la mauvaise fortune, rebelle aux enivrements du succès ; âme de fer dans un corps de fer (1), Wellington, avec une petite armée, avait fait de grandes choses; et cette armée était son ouvrage (2). Il devait rester et il restera une des grandes figures militaires de ce siècle.

Né en 1769, il avait quarante-six ans, l'âge de Napoléon.

A la fin de 1806, après la déroute de l'armée et de la monarchie prussienne, Blücher, prisonnier de guerre à Hambourg, montrait une foi inébranlable dans la chute de Napoléon. Il prédisait la venue prochaine d'un temps où l'Europe se lèverait contre lui, fatiguée, exaspérée de ses exigences et de ses déprédations.

Peu après son arrivée en Espagne, et pendant toute la guerre, Wellington n'avait pas été moins absolu dans cette croyance; on la trouve nettement exprimée, à diverses dates, dans ses dépêches officielles, même en 1810, après Wagram et le mariage autrichien. Quand toute l'Europe, moins l'Angleterre et la Péninsule, semblait à jamais asservie à Napoléon, Wellington rassurait les ministres de la Grande-Bretagne, effrayés, presque lassés de la lutte, et leur faisait toucher du doigt les causes qui devaient infailliblement amener la ruine de la monarchie impériale.

L'année 1814 avait donné raison au général prussien et au général anglais dans leurs prévisions si anticipées. La résurrection prodi-

(1) *Iron duke* (duc de fer), ont dit de lui les Anglais.

(2) Pour savoir ce qu'était l'armée anglaise quand Wellington en prit le commandement et encore plus tard, il faut lire les dépêches et les rapports officiels, où il en fait le tableau véridique.

gieuse de l'Empire était bien loin d'avoir ébranlé leur croyance ; ils ne doutaient pas de sa fin prochaine.

Dans son langage soldatesque, Blücher promettait à ses Germains de les mener bientôt boire encore les vins de France ; et Wellington, dès le 12 mars, écrivait de Vienne, au ministre Castlereagh : « Je n'ai pas le moindre doute que, si Bonaparte renverse le roi de France, il tombera sous les efforts cordialement unis des souverains de l'Europe (1). »

Les rois coalisés ne pouvaient placer en de meilleures mains le commandement des deux armées qui devaient supporter le premier choc de Napoléon.

(1) *The dispatches*, etc., t. XII.

CHAPITRE SIXIÈME.

15 juin. — Charleroi. — Napoléon. — Ligne d'opérations choisie. — Ordre de mouvement pour le 15 juin. — Marche de l'aile gauche de l'armée. — Prise de Thuin, de Marchienne. — Passage de la Sambre. — Marche du centre. — Prise de Charleroi. — Pajol s'arrête en deçà de Gilly. — Marche de l'aile droite. — Désertion de Bourmont. — L'avant-garde arrive à Châtelet. — Tout le corps de Zieten sur le point de se trouver concentré. — Prise de Gosselies. — Le maréchal Ney reçoit le commandement de l'aile gauche. — Il porte une avant-garde à Frasnes. — Combat de Gilly. — Position des divers corps, à la nuit. — Résultat incomplet de la journée. — Observations.

Napoléon était vieux avant l'âge. Le long exercice du pouvoir absolu, les efforts prolongés d'une ambition sans limites, le travail excessif du cabinet et de la guerre, les émotions, les angoisses de trois années de désastres inouïs, la chute soudaine de cet empire qu'il avait cru fondé à jamais, l'odieuse oisiveté de l'exil, une double maladie dont les crises se multipliaient en s'aggravant avaient profondément altéré sa vigoureuse organisation.

Son œil brillait du même éclat; son regard avait la même puissance; mais son corps alourdi, presque obèse, ses joues gonflées et pendantes indiquaient la venue de cette époque de la vie où la décadence physique de l'homme a commencé.

Il subissait maintenant les exigences du sommeil, que naguère il maîtrisait à son gré. Les fatigues des longues journées à cheval, des courses rapides lui étaient devenues insupportables.

Il avait gardé la même facilité, la même abondance, la même force

de conception; mais il avait perdu la persévérance de l'élaboration de la pensée, et, ce qui était pis, la promptitude, la fixité de la résolution. Comme certains hommes au déclin de l'âge, il aimait à parler, à discourir, et perdait de longues heures en stériles paroles. A prendre un parti, il hésitait longtemps; l'ayant pris, il hésitait à agir, et, dans l'action même, il hésitait encore. De sa précédente ténacité, il ne lui restait que cette obstination fréquente, et déjà bien funeste, à voir les faits non tels qu'ils étaient, mais comme il aurait convenu à son intérêt qu'ils fussent.

Sous les coups répétés de la défaite, son caractère s'était brisé. Il n'avait plus cette confiance en soi, élément presque indispensable à la réussite des grandes entreprises : il doutait maintenant de la fortune qui, pendant quinze années, avait prodigué de si prodigieuses faveurs au général, au consul, à l'empereur. « Il sentait même, c'est lui qui l'avoue, un abattement d'esprit; il avait l'instinct d'une issue malheureuse. »

Cet affaiblissement physique, cette diminution morale étaient mal en rapport avec les difficultés, les périls des circonstances Difficultés, périls extrêmes! pour en triompher, ce n'aurait pas été trop, ce n'aurait même pas été assez peut-être de posséder encore la résolution, l'énergie, l'activité d'Italie, de Ratisbonne, ou d'avoir le retour de jeunesse de Champ-Aubert et de Montmirail.

L'armée française était numériquement inférieure de moitié aux armées anglo-hollandaise et prussienne.

Vaincre était donc une œuvre bien ardue déjà pour Napoléon. Mais il fallait plus encore: il fallait vaincre complétement, rapidement, sur le moment, sur l'heure; car, à la première nouvelle des hostilités, Russes, Autrichiens, etc., allaient s'élancer sur nos provinces de l'Est, sur la route de Paris; et il était indispensable d'avoir mis hors de cause l'ennemi de Belgique assez tôt pour revenir opposer une digue à cette formidable invasion.

Ainsi, promptes, grandes, foudroyantes victoires contre les armées anglo-hollandaise et prussienne, telle était la première, l'absolue nécessité de la guerre dans le plan adopté par Napoléon.

Si ces armées combattaient réunies, il n'avait guère de succès, surtout de succès rapides à espérer; et il était certain de ne pouvoir leur infliger de ces défaites qui réduisent le vaincu à une longue impuissance.

Cette considération avait déterminé le choix de sa ligne d'opérations.

A proprement parler, il avait eu à choisir entre quatre lignes : de Lille ou de Valenciennes, sur la droite ou le centre de Wellington ; de Givet, sur la gauche de Blücher ; d'Avesnes, sur la direction où les deux généraux se trouvaient en contact.

En se portant contre la droite du premier ou la gauche du second, il aurait pressé l'un sur l'autre ; laissé leurs armées reliées ensemble et en aurait, en quelque sorte, hâté la concentration commune.

En se portant contre le centre de Wellington, il aurait eu plus de difficultés, plus de dangers à rencontrer, sans beaucoup d'espérance d'un résultat bien différent.

En débouchant d'Avesnes sur l'extrémité de l'aile gauche anglo-hollandaise et de l'aile droite prussienne, difficultés et dangers pouvaient être considérables aussi, comme généralement dans toute attaque centrale. Mais Napoléon avait pensé qu'il les trouverait moindres que dans tout autre plan d'opérations.

Attribuant à Wellington circonspection et lenteur, reconnaissant à Blücher audace et activité, il avait calculé que celui-ci viendrait s'opposer à l'armée française avant même d'avoir pu réunir toutes ses forces, tandis que Wellington hésiterait à secourir son allié avant d'avoir concentré la plus grande partie des siennes.

Ce calcul était bien hasardé. Mais Napoléon comptait en outre beaucoup sur les conséquences d'un fait qu'il connaissait bien : la divergence des lignes d'opérations de ses deux adversaires.

Puisque Blücher se basait sur Cologne et le Rhin, Wellington sur Anvers et la mer du Nord, il devait en résulter, dans tous les cas, de l'incertitude, du trouble pour la combinaison de leurs mouvements ; et, dans le cas spécial d'une attaque sur le milieu même de leur front, plus d'incertitude, plus de trouble encore ; le général français le croyait, et il voyait là une grande chance de succès immédiat, la possibilité de se placer tout de suite entre les armées ennemies, en rejetant l'une dans la vallée de la Meuse, l'autre sur l'Escaut.

Tels étaient les motifs qui l'avaient décidé à déboucher d'Avesnes sur leur ligne de contact.

Cette ligne était, à peu près, la grande chaussée de Bruxelles à Charleroi. Il fallait donc s'avancer brusquement, avec une extrême rapidité, dans cette direction, y précipiter les masses françaises, sans

donner à Wellington et à Blücher le temps de concentrer leurs divisions éparpillées, on l'a vu, sur de vastes espaces.

Une chaussée qui conduit de Namur à Nivelles, court parallèlement à la frontière française, en est éloignée d'une distance moyenne de douze à quatorze lieues, et coupe perpendiculairement la chaussée de Bruxelles à Charleroi. (*V. l'Atlas, pl.* I.)

Elle était la grande communication transversale des cantonnements anglo-hollandais et prussiens, dont l'espionnage avait suffisamment indiqué la disposition générale.

Si l'on parvenait à s'en saisir promptement, les deux armées ennemies se trouveraient séparées ou, tout au moins, excessivement gênées, pour se réunir l'une à l'autre. Il était donc d'une importance capitale de l'atteindre tout d'abord. Une marche forcée pouvait y suffire.

Cette marche, Napoléon l'avait résolue. Elle était le but de la première journée de la campagne.

Le soir du 14 juin, l'armée, nous l'avons dit, campait sur trois directions et en autant de colonnes.

Ces directions convergeaient vers Charleroi, ville située sur la Sambre.

La colonne de gauche était formée par les corps de Reille et de d'Erlon; celle du centre, par les corps de Vandamme, de Lobau, la garde impériale et les réserves de cavalerie; celle de droite, par le corps de Gérard et une division appartenant à ces réserves.

Les bivacs retentissaient encore des acclamations des soldats surexcités par l'allocution de Napoléon, quand des officiers partirent du quartier général. Ils allaient communiquer aux chefs des corps d'armée l'ordre de mouvement pour la journée du lendemain.

A gauche, Reille (2e corps), bivaqué sur la rive droite de la Sambre, à Leers, devait se mettre en marche à trois heures du matin, descendre le cours de cette rivière en s'emparant de la petite ville de Thuin, du hameau d'Alne, où se trouvent des ponts, et arriver vers neuf heures à Marchienne, autre petite ville, bâtie sur la Sambre, à une demi-lieue au-dessus de Charleroi.

De Leers à Marchienne, la distance n'est que de cinq lieues environ (1); mais il n'y avait pas alors de chaussée pour la parcourir.

(1) Ici, comme dans tout le cours de notre récit, nous comptons par lieue de quatre kilomètres.

D'Erlon (1er corps), bivaqué à près de deux lieues en arrière de Leers, à Solre-sur-Sambre, devait suivre la même route, en partant à la même heure que Reille; serrer sur lui le plus tôt possible; relever par une division les troupes qu'il aurait laissées à Thuin et au hameau d'Alne et faire construire une tête de pont sur chacun de ces points.

Au centre, Pajol (1er corps de cavalerie) devait se porter sur Charleroi, à deux heures et demie du matin, précédé de la division de cavalerie de Vandamme (3e corps), placée momentanément sous son commandement.

Vandamme, lui-même, devait appuyer ce mouvement dès trois heures, et être suivi, à quatre, par Lobau (6e corps); à cinq, par la jeune garde; à cinq et demie, par les chasseurs; à six, par les grenadiers à pied de la vieille garde.

Le maréchal Grouchy, avec le 2e corps de cavalerie, devait monter à cheval à cinq heures et demie et tenir le flanc droit de cette longue colonne. Les 3e et 4e corps de la même arme devaient marcher sur sa trace, chacun à une heure d'intervalle.

De leurs bivacs en avant de Beaumont à Charleroi, les troupes du centre avaient sept lieues à parcourir sur des chemins de traverse, dans un pays très-accidenté.

A droite, Gérard (4e corps) devait se diriger aussi sur Charleroi, mais seulement quand toutes ses troupes seraient réunies. De Philippeville à Charleroi, il y a sept lieues.

Dans cet ordre général de mouvement, l'empereur annonçait que « son intention était d'avoir passé la Sambre avant midi, et de porter l'armée à la rive gauche de cette rivière. »

Nous avons dit les précautions qu'il avait prises pour cacher à l'ennemi la marche des corps cantonnés sur la frontière de Metz à Valenciennes, et la présence de l'armée entre Sambre et Meuse. Dans la nuit, des espions revenant de Namur et de Bruxelles, quartiers généraux de Blücher et de Wellington, lui apprirent qu'ils y avaient laissé tout fort tranquille. Mais que s'y était-il passé, depuis leur départ ? De Namur à Beaumont, il y a plus de quinze lieues; de Bruxelles, il y en a plus de vingt.

Leur rapport donnait, cependant, à peu près la certitude que, vers le milieu de la journée, les généraux ennemis avaient ignoré encore les mouvements qui s'opéraient sur la frontière. La nuit se passa sans autre incident.

Avant le point du jour, la diane retentissait dans les bivacs, joyeux et impatients de la lutte.

La colonne formant la gauche de l'armée s'ébranla, suivant l'ordre, à trois heures du matin, le corps de Reille en tête.

Reille, presque au sortir de ses bivacs, donna sur les avant-postes prussiens. Ils étaient sous les armes. Il les replia; et, à quatre heures, son canon était en batterie contre Thuin, défendu par un bataillon de landwehr.

La campagne de Belgique était commencée.

Après une courte résistance, l'infanterie prussienne fut chassée de Thuin. Malgré une poursuite très-vive, elle essaya de tenir à Montigny-le-Tilleul; elle en fut chassée aussi. Appuyée, alors, par deux escadrons, elle fit encore face en arrière; mais dragons et fantassins, abordés par notre cavalerie, furent rompus, culbutés; ils laissèrent deux cents prisonniers, une centaine de tués et de blessés et se retirèrent à grand'peine sur Marchienne. Un bataillon l'occupait avec deux pièces d'artillerie.

Marchienne est bâti sur les deux rives de la Sambre. En 1815, il n'y existait qu'un seul pont fort étroit, aboutissant des deux côtés à des rues presque aussi étroites.

Par un singulier excès d'imprévoyance, qu'on allait retrouver à d'autres passages de la même rivière, aucune disposition n'avait été prise pour faire sauter ce pont. Les Prussiens se hâtèrent de le barricader. Mais, après s'être canonnés et fusillés quelque temps avec l'avant-garde de Reille, ils évacuèrent la ville et battirent en retraite sur Gilly, par Damprémy, sans être inquiétés. Il était dix heures.

Le pont déblayé, Reille y fit défiler le 2e corps, ce qui fut assez long, le massa un peu au delà et le porta ensuite sur les hauteurs, à une lieue en avant de Marchienne, dans la direction de Jumet, l'étendant jusqu'à la chaussée de Charleroi à Bruxelles.

Cette position occupée, il attendit de nouvelles instructions.

Il exécutait ainsi un ordre de Napoléon, daté de huit heures et demie du matin.

Une dépêche expédiée un peu plus tard prescrivit à d'Erlon de passer la Sambre à Alne ou bien à Marchienne, de s'avancer jusqu'à la route de Charleroi à Mons et de se former sur plusieurs lignes, de manière à se rapprocher de Reille. Cette route longe Marchienne. Mais d'Erlon n'était pas encore près d'atteindre la Sambre.

Au centre de l'armée, Pajol, formant tête de colonne avec le 1er corps de cavalerie et la division Domon (cavalerie de Vandamme) monta à cheval à l'heure indiquée et marcha sur Charleroi. Près de Ham-sur-Heure, il rencontra un demi-bataillon prussien tenant la ligne des avant-postes, le sabra, lui fit deux cents prisonniers, et, vers huit heures, arriva à Marcinelle.

Ce village, séparé du pont de Charleroi par une digue longue de deux cents mètres, étroite et bordée de haies, venait d'être abandonné par les Prussiens. Le pont était fermé par une palissade et barricadé en arrière. Pajol fit essayer d'un hourra sur la digue par sa brigade d'avant-garde. La tentative échoua sous le feu des tirailleurs ennemis embusqués derrière les haies.

Il fallait de l'infanterie pour aller plus loin. Pajol se croyait suivi, à peu de distance, par celle du 3e corps. Il n'en était rien.

L'incurie de l'état-major avait été cause que Vandamme n'avait pas eu connaissance opportune de l'ordre général de mouvement donné la veille. A six heures du matin, ses trois divisions d'infanterie s'étaient trouvées dans leurs bivacs. Elles ne les avaient quittés qu'à sept.

Les premiers bataillons qui vinrent appuyer Pajol furent ceux de la jeune garde.

Napoléon, tardivement prévenu de l'inaction du 3e corps, leur avait fait suivre une traverse à gauche de celle que devait prendre celui-ci; et, un peu avant midi, ils arrivèrent devant Charleroi.

Leur approche détermina la retraite des Prussiens; les sapeurs et marins de la garde se jetèrent sur la palissade du pont, la hache à la main, la détruisirent, ainsi que la barricade en arrière, et ouvrirent le passage. Pajol traversa Charleroi (1), immédiatement suivi par la jeune garde.

De cette ville à Bruxelles, il y a treize lieues. Une chaussée y conduit et passe par Gosselies, Frasnes, les Quatre-Bras, Genappe et Waterloo. Tout près de Charleroi, une autre chaussée s'embranche sur celle-ci et se dirige par Gilly et Fleurus sur Namur.

Sa longueur est de dix lieues.

En sortant de Charleroi, Pajol détacha le général Clary avec un régiment de hussards, sur la route de Bruxelles pour éclairer sa

(1) « Le général Pajol entra à Charleroi à midi. » (Bulletin du 15 juin.)

gauche, pour se relier à Reille, qui passait alors, on l'a vu, la Sambre à Marchienne, à une demi-lieue en amont de Charleroi ; et avec le reste de ses troupes, il s'avança sur la route de Namur. Mais il s'y avança peu.

Il avait devant lui la garnison de Charleroi, un bataillon, qui avait fait retraite en bon ordre et reçu le secours de plusieurs bataillons, d'un régiment de cavalerie et d'une batterie.

Il s'arrêta en face de ces forces, un peu en deçà de Gilly, village à une lieue de Charleroi, et se borna à escarmoucher.

Napoléon, venu sur le terrain, fit passer Lefebvre Desnouettes, avec les chasseurs et les lanciers de la garde et deux batteries, sur la chaussée de Bruxelles pour appuyer Clary ; et il donna l'ordre à Duhesme, commandant la division de jeune garde, de porter, dès qu'ils auraient débouché de Charleroi, trois de ses régiments en soutien de Pajol et le quatrième en réserve de Lefebvre Desnouettes, à mi-chemin de Gosselies. De Charleroi à ce village, il y a un peu moins de deux lieues.

La droite de l'armée avait marché plus lentement que le centre et la gauche.

Gérard (4e corps) avait dû attendre l'approche d'une de ses divisions restée, la veille, à trois ou quatre lieues en arrière de Philippeville ; et il ne s'était mis en mouvement qu'à cinq heures.

Les colonnes venaient de s'ébranler ; elles marchaient, ardentes, vers Charleroi, quand tout à coup le bruit se répandit que le général commandant la division d'avant-garde venait de déserter, passant en Belgique avec tout son état-major. L'odieuse nouvelle était vraie. Gérard, lui-même, en reçut la confirmation immédiate par une lettre que lui adressait le déserteur, le lieutenant général Bourmont.

Ancien chef de bandes royalistes dans l'Ouest ; nommé, au mépris de la loi, officier supérieur sous le Consulat ; avancé en grade depuis par son courage et ses talents ; employé activement par le gouvernement royal, Bourmont avait adhéré, dès le 13 mars, à la cause de Napoléon. Maintenant, il faisait défection. « On ne me verra pas dans les rangs étrangers, écrivait-il à Gérard ; ils n'auront de moi aucun renseignement capable de nuire à l'armée française... Mais je tâcherai d'aller défendre les proscrits français, de chasser loin de la patrie le système des confiscations, sans perdre de vue la conserva-

tion de l'indépendance nationale. » Triste excuse d'un acte inexcusable : d'un crime !

Bourmont avait pour complices son chef et son sous-chef d'état-major, le colonel Clouet, le chef d'escadron Villoutreys, ses deux aides de camp, Dandigné, de Trelan, et le capitaine Sourda, autre officier attaché à son état-major (1).

Ainsi se trouvait déjà justifiée cette croyance du soldat à des trahisons qui n'attendaient, pour éclater, que l'heure favorable.

La division abandonnée par Bourmont était furieuse. Gérard se porta au galop dans ses rangs et parvint à lui rendre quelque calme, en assurant que cette abominable défection ne pouvait exercer, maintenant, aucune influence sur le résultat des opérations de l'armée.

D'après l'ordre général de mouvement, le 4e corps, on l'a vu, devait se diriger sur Charleroi. Mais, assez avant dans la matinée, une dépêche de Napoléon lui prescrivit d'appuyer à droite, et de gagner Châtelet, village situé au bord de la Sambre, à une lieue et demie au-dessous de Charleroi.

L'avant-garde de Gérard y arriva avant trois heures et trouva le pont intact, le village sans défenseurs. Deux bataillons prussiens qui l'avaient occupé jusque-là venaient de se retirer et battaient en retraite vers Fleurus.

Le gros du 4e corps, attardé dans un terrain très-coupé, cheminant sur de mauvaises traverses, était encore bien éloigné.

Ainsi, de deux à trois heures, les trois colonnes formant l'armée étaient : celle de gauche, partie en deçà, partie au delà de Marchienne ; celle du centre, partie en deçà, partie au delà de Charleroi; celle de droite, à Châtelet et en arrière.

Dans l'ordre de mouvement, Napoléon avait dit qu'il voulait avoir passé la Sambre avant midi. Il y avait donc bien du retard déjà.

Les troupes que l'armée avait rencontrées jusqu'alors appartenaient toutes à la division Pirch II, du corps de Zieten.

(1) Tous les écrits de Sainte-Hélène disent que Bourmont a déserté le 14 juin. C'est une inexactitude calculée qui a été répétée par la plupart des écrivains français.

L'état officiel des mutations de l'état-major du 4e corps existe ; et il porte la désertion de Bourmont et de ses complices au 15 juin. Du reste, la lettre que Bourmont adressa à Gérard pour lui annoncer sa désertion est datée de Florennes (près de Philippeville), le 15 juin.

Nous l'avons dit antérieurement, Zieten étendait le front de ses cantonnements de Fontaine-l'Évêque à Moustier-sur-Sambre ; et son point de concentration était Fleurus.

Sa division de droite se reliait aux Anglo-Hollandais vers Binche et couvrait le pays entre ce point et la Sambre. Napoléon ayant ordonné de n'envoyer, sur la rive gauche de la rivière, que des partis de cavalerie qui respecteraient la frontière, cette division n'avait pas été attaquée. Mais, dès que Steinmetz, qui la commandait, avait eu connaissance suffisante du mouvement des Français, il l'avait ralliée et mise en marche, la dirigeant, par Gosselies, sur Fleurus.

Pirch II, qui occupait Thuin, Marchienne, Charleroi, Châtelet, avait aussi ramené toutes ses troupes sur la direction de Fleurus.

La division Jagow, cantonnée autour de cette dernière ville, était massée tout auprès.

La division Henkel s'y rendait.

Ainsi, avant que les colonnes françaises eussent débouché en force au delà de la Sambre, le corps de Zieten, que Napoléon avait cru surprendre, battre et détruire, se repliait en bon ordre sur son point de concentration et devait l'atteindre bientôt, s'il n'y était prévenu. L'y préviendrait-on? La question de ce moment de la journée était là.

A trois heures, les chasseurs et les grenadiers à pied de la garde, qui avaient suivi immédiatement la jeune garde sur Charleroi, étaient réunis à la sortie de cette ville ; Vandamme n'avait pas achevé d'en déboucher.

Napoléon expédia à Reille l'ordre de « pousser jusqu'à Gosselies et d'y attaquer un corps ennemi qui paraissait s'y arrêter. »

Ce corps, dont la présence était signalée à l'empereur, était un des régiments d'infanterie de Jagow et un régiment de uhlans envoyés, dès le matin, à Gosselies, par Zieten, pour appuyer la retraite de la division Steinmetz.

Reille s'avança par la traverse de Jumet, qui coupe le bois de Monceau ; et sa division de cavalerie tourna ce bois à gauche. Son avant-garde arriva à temps pour recueillir les hussards du général Clary, qui étaient vivement ramenés par les uhlans.

Mais, pendant sa marche, Steinmetz était parvenu à Gosselies ; et il y avait maintenant, sur ce point, une douzaine de mille hommes. Reille attendit, pour les attaquer, d'avoir réuni son infanterie. Dès

que ses divisions furent formées, il les jeta sur Gosselies et le petit bois de Lombuc, qui est à côté. Les Prussiens n'attendirent pas le choc, et se mirent en retraite vers Fleurus, en tiraillant. Il était cinq heures.

Le maréchal Ney arriva, en ce moment (1), à la tête des colonnes de Reille.

« Faites appeler Ney. S'il désire être à la première bataille, qu'il soit rendu, le 13, à Avesnes, où sera mon quartier général. » Cette lettre laconique avait été adressée, le 11 juin, par Napoléon au ministre de la guerre.

Ney était alors aux environs de Paris. Prévenu par le ministre, il était accouru. Le lendemain matin, il était en route; et, le 14, au soir, il arrivait à Beaumont. Mais il n'avait pas même un cheval de selle; et son état-major était réduit à un seul aide de camp. Le 15, le hasard lui avait fait trouver deux chevaux à acheter. Vers onze heures, il avait pu partir de Beaumont; à quatre heures et demie, il avait rejoint Napoléon, près de Charleroi, à l'embranchement des chaussées de Bruxelles et de Namur. Après quelques paroles de satisfaction et de bienvenue, Napoléon lui avait dit : « Vous allez prendre le commandement des 1er et 2e corps d'infanterie. Le général Reille marche sur Gosselies; le général d'Erlon doit coucher ce soir à Marchienne. Vous aurez avec vous la division de cavalerie légère de Piré; je vous donne aussi les deux régiments de chasseurs et de lanciers de ma garde, mais ne vous en servez pas. Demain, vous serez rejoint par les réserves de grosse cavalerie aux ordres de Kellermann. Allez et poussez l'ennemi (2). »

Ney, s'étant fait rendre compte par Reille de la situation des

(1) *Notice historique sur les mouvements du 2e corps, pendant la campagne de* 1815, par le lieutenant général comte Reille.

(2) *Relation de la campagne de* 1815, *pour servir à l'histoire du maréchal Ney,* par le colonel Heymès, son premier aide de camp, témoin oculaire.

Cette relation a été publiée en appendice au tome IX des *Mémoires de Napoléon* (Paris, 1830), et, plus tard, dans les *Documents inédits sur la campagne de* 1815 (Paris, 1840), brochure du duc d'Elchingen (second fils du maréchal Ney).

Sur les instructions données par Napoléon, le 15 au soir, au maréchal Ney, et sur bien d'autres points, elle est en contradiction avec les récits de Sainte-Hélène. Il n'est pas douteux qu'elle ne donne exactement les instructions reçues par le maréchal, le 15 au soir. Nous le démontrerons plus loin.

choses, ordonna à la division Piré de s'avancer immédiatement sur la chaussée de Bruxelles, à la division Bachelu de l'appuyer, à la division Girard de suivre les Prussiens de Steinmetz en retraite sur Fleurus, aux divisions Guilleminot et Foy de prendre position, la première au bois de Lombuc, la seconde à Gosselies; et, peu après, lui-même, avec les chasseurs et les lanciers de la garde, marcha pour rejoindre Piré.

Il n'était pas encore à Frasnes, village à dix kilomètres de Gosselies, et à quatre des Quatre-Bras, quand le canon se fit entendre vers le premier de ces points.

A Frasnes, en effet, Piré avait rencontré l'ennemi. Il était six heures et demie (1) ou un peu plus.

Ce village était occupé par un bataillon et une batterie de la brigade commandée par le colonel prince Bernhard de Saxe-Weimar, et appartenant à la division Perponcher, une des quatre divisions d'infanterie du corps aux ordres du prince d'Orange. Composée des deux régiments de Nassau au service des Pays-Bas, forte de plus de quatre mille hommes, cette brigade était cantonnée de Genappe à Frasnes, et formait, à cette hauteur, l'extrême gauche de l'armée anglo-hollandaise.

Dans la matinée, elle avait été mise en éveil par le canon tiré sur la Sambre, et, bientôt après, prévenue de ce qui s'y passait par des paysans fuyant devant l'invasion française.

Sur ces premières nouvelles, le prince Bernhard avait réuni sa brigade aux Quatre-Bras, prévenant judicieusement ainsi un ordre qui ne devait lui arriver que plus tard (2). Elle y était déjà depuis quelque temps, quand il y avait appris, d'une manière certaine, l'entrée des Français à Charleroi; et toutes ses dispositions étaient prises au moment où les éclaireurs de Piré commencèrent à escarmoucher sur Frasnes.

Piré essaya, à plusieurs reprises, d'entamer le bataillon qui en occupait les abords. Il n'y réussit pas et le vit bientôt se replier, pro-

(1) Rapport du prince Bernhard de Saxe-Weimar au général Perponcher, daté des Quatre-Bras, le 15 juin, à neuf heures du soir.

(2) Cet ordre fut expédié à trois heures après midi, de Braine-le-Comte, au général Perponcher à Nivelles. Il porte la signature du chef d'état-major du prince d'Orange, le général Constant de Rebecque (Archives du ministère de la guerre, à la Haye).

tégé par le feu de son artillerie, sur des bataillons de réserve, postés sur la chaussée et dans un bois voisin.

Ney, survenant, ordonna à l'avant-garde de Bachelu de presser le pas, et examina la position de l'ennemi, qui faisait ferme contenance.

La journée tirait à sa fin. Une assez forte canonnade qui avait commencé, vers cinq heures, sur la chaussée de Charleroi à Fleurus, retentissait maintenant dans la même direction, à près de trois lieues en arrière et à droite de Frasnes. La division Bachelu n'était pas encore tout entière arrivée à ce village. Les troupes étaient sur pied depuis deux heures et demie du matin; hommes et chevaux étaient fatigués. Napoléon n'avait pas donné l'ordre d'occuper les Quatre-Bras; Ney n'aurait pu, d'ailleurs, porter une attaque sérieuse sur ce point qu'aux approches de la nuit; il n'avait aucun renseignement sur les forces qui s'y trouvaient; il jugea, avec toute raison, qu'il devait s'arrêter.

Il replia la division Piré sur Frasnes, et plaça derrière elle les lanciers et les chasseurs de Lefebvre Desnouettes avec la division Bachelu.

Vers dix heures, il repartit pour Gosselies, où fut son quartier général, et, de là, courut à Charleroi, pour y rendre compte de ses opérations et demander à l'empereur des instructions nouvelles.

L'aile gauche de l'armée se trouvait, alors, ainsi disposée: le corps de d'Erlon échelonné de Marchienne à Jumet; deux divisions de Reille sur Gosselies; la division Girard à Wangenies près de Fleurus; les divisions Bachelu, Lefebvre Desnouettes et Piré sur Frasnes.

L'avant-garde de ce côté était donc à plus de quatre lieues en avant de Charleroi.

Au centre de l'armée, où se trouvait Napoléon, où il aurait été si important de gagner beaucoup de terrain, on n'alla pas si loin.

Vandamme, parti tard de son bivac par le motif que nous avons dit, arriva tard aussi à Charleroi. Il était près de quatre heures quand son corps eut achevé d'en déboucher.

Il reçut, alors, l'ordre de le porter et le porta immédiatement sur Gilly.

Pajol, on l'a vu, s'était avancé et avait dû s'arrêter aux approches

de ce village, où les Prussiens se trouvaient en force. Excelmans, avec ses dragons, était sur le point de le rejoindre, quand le maréchal Grouchy, commandant les quatre corps de réserve de cavalerie, arriva de sa personne sur la position. Il vit qu'il fallait de l'infanterie pour attaquer et alla en demander à Napoléon. Il le trouva donnant ses instructions au maréchal Ney (1).

Napoléon quitta aussitôt ce dernier et galopa avec Grouchy vers Gilly. Quand il y parut, le corps de Vandamme était venu se serrer en arrière de Pajol et d'Excelmans.

Zieten avait fait occuper par la division Pirch II les hauteurs qui dominent immédiatement en arrière le ruisseau de Gilly.

Pirch II avait là sept bataillons, un régiment de dragons, huit bouches à feu. Sa ligne de bataille était sur la direction de l'abbaye de Soleilmont à Châtelineau, coupant la chaussée de Fleurus et à cheval sur le chemin qui conduit à cette ville par Lambusart.

Il avait quatre bataillons en première ligne, trois en réserve.

Le bataillon de droite, couvert par l'abbaye de Soleilmont, s'appuyait aux bois de Lobbes et de Ransart; le second, sur l'alignement de celui-ci, occupait un bouquet de bois près du chemin de Lambusart; le troisième était à gauche de ce bois; le quatrième soutenait l'artillerie qui battait le debouché de Gilly par la chaussée de Fleurus et la pente des hauteurs.

Les bataillons de réserve étaient sur le chemin de Lambusart à l'entrée des bois de Trichehève et de Ronchamp.

Les dragons observaient, à l'extrême gauche, le défilé contigu à la position et aboutissant à Châtelet, qui était tenu par l'avant-garde de Gérard.

Pirch II avait mis à profit le temps qu'on lui avait laissé à profusion : il avait obstrué par des abatis la chaussée de Fleurus.

Deux bataillons de la division Jagow étaient à trois quarts de lieue en arrière de sa gauche entre Farcienne et Lambusart; et deux autres bataillons, quatre régiments de cavalerie, seize bouches à feu se massaient sur ce dernier point, prêts à lui venir en aide.

Napoléon jeta un coup d'œil rapide sur le terrain qui paraissait devoir lui être disputé et ordonna les dispositions d'attaque.

(1) *Observations sur la Relation de la campagne de* 1815, publiée par le général Gourgaud, etc., par le comte de Grouchy (Philadelphie, 1819).

Il était cinq heures (1).

Deux batteries d'artillerie ouvrirent immédiatement le feu et réduisirent en peu d'instants celui de l'artillerie ennemie, dont plusieurs pièces furent démontées.

Trois colonnes d'infanterie, de deux bataillons chacune, se mirent en mouvement : la première se dirigeant sur le bouquet de bois près du chemin de Lambusart, la seconde sur le centre prussien en laissant Gilly à sa gauche, la troisième tournant ce village. Deux brigades du corps d'Excelmans appuyèrent cette manœuvre, l'une en menaçant de tourner l'extrême gauche prussienne, l'autre en se portant sur la chaussée de Fleurus.

Depuis le matin, Zieten cherchait à retarder, sans se compromettre, la marche de l'armée française ; et il n'y avait que trop bien réussi.

Dès qu'il vit s'approcher nos colonnes, il ordonna la retraite.

Mais ses tirailleurs commençaient à peine à se replier, que Napoléon, irrité de voir les Prussiens près de lui échapper, fit précipiter le mouvement sur toute la ligne et lança même à la charge ses quatre escadrons de service (d'escorte) sous les ordres du général Letort, un de ses aides de camp.

Des trois bataillons à gauche de la chaussée de Fleurus, un se jeta dans le bois de Trichehève et échappa au choc ; les deux autres se formèrent en carrés et entreprirent de résister, soutenus par le régiment de dragons ; mais l'un fut enfoncé, sabré et à moitié détruit par les escadrons de service, et l'autre fortement entamé avant d'avoir pu gagner les bois.

Le bataillon à la droite de la chaussée de Fleurus se retira sans avoir souffert, grâce à l'abatis, qui, appuyé au bois, barrait complétement la voie à notre cavalerie.

Le général Letort, qui avait intrépidement mené les escadrons de service, fut mortellement blessé. « C'était un des officiers de cavalerie les plus distingués. On n'était pas plus brave, » a dit de lui Napoléon.

Les Prussiens se retirèrent lentement, en combattant, sur Lambusart, suivis par Grouchy et Vandamme. A la sortie des bois, près

(1) « A cinq heures après midi, l'empereur ordonna l'attaque. » (Bulletin du 15 juin.)

de ce village, ils trouvèrent les réserves que nous avons indiquées plus haut, et ils prirent position ; mais, avant que les colonnes françaises se fussent formées, ils prolongèrent leur retraite, en échangeant avec elles une vive canonnade. Ils repétèrent cette manœuvre un peu plus loin et finirent par dépasser Fleurus.

Grouchy et Vandamme arrêtèrent leur mouvement à une demi-lieue ou trois quarts de lieue en deçà de cette ville.

Depuis Gilly, il avait été assez mollement mené, il faut le reconnaître. Napoléon, cependant, était là.

A huit heures, il était de retour à Charleroi (1), où son quartier général fut dans la maison même que Zieten occupait encore le matin.

« Accablé de fatigue, il se jeta sur son lit pour y reposer quelques heures (2). »

Avant la nuit, Grouchy et Vandamme avaient pris leurs bivacs : le corps de Pajol à droite et à gauche de la chaussée de Fleurus, sur Lambusart et la ferme de Martinroux, voisine de Wangenies ; la division Domon à la gauche de Pajol ; le corps d'Excelmans en arrière de Pajol ; celui de Vandamme en troisième ligne.

Fleurus resta occupé par deux bataillons du corps de Zieten, et ce corps se trouva tout entier réuni un peu en arrière.

Dans cette journée, le général prussien avait manœuvré habilement et heureusement. Il avait retardé beaucoup la marche de l'armée française ; il se trouvait à même de rejoindre l'armée prussienne, quel que fût le point où elle se concentrerait, et ses pertes étaient peu considérables : de douze cents hommes, suivant les écrivains prussiens ; de deux mille, d'après Napoléon.

Les nôtres ne durent pas dépasser cinq ou six cents (3).

Des historiens français ont donné à entendre que Grouchy et Vandamme, en n'avançant pas davantage, avaient méconnu les ordres de Napoléon. C'est une allégation gratuite. Elle ne se trouve pas même dans les écrits de Sainte-Hélène.

(1) Bulletin du 15 juin.

(2) Lettre du baron Fain, écrite par ordre de Napoléon à Joseph Bonaparte (Charleroi, 15 juin, 9 heures du soir).

(3) Le bulletin du 15 juin dit quatre-vingts hommes blessés et dix tués. Mais le corps seul de Reille en eut deux cents. (Lettre du chef d'état-major du 2e corps, accompagnée d'états officiels et lue à la chambre des représentants, le 1er juillet.)

L'armée française bivaqua, le 16, comme la veille, sur trois colonnes : à gauche, d'Erlon et Reille échelonnés, comme nous l'avons dit, de Marchienne à Frasnes, et le second ayant une division à Wangenies, près de Fleurus ; au centre, Pajol, Excelmans et Vandamme, dans les positions que nous venons d'indiquer ; l'infanterie de la garde entre Gilly et Charleroi ; les cuirassiers de Milhaud, de Kellermann, le corps de Lobau, près de cette ville et en arrière de la Sambre ; à droite, Gérard en avant de Châtelet, sur la direction de Fleurus.

Toute l'armée était ainsi réunie dans un carré de quatre lieues de côté.

Napoléon a émis deux opinions sur le résultat de cette première journée de la campagne.

Il a dit, d'abord, que toutes ses manœuvres avaient *réussi à souhait ;* que les deux armées ennemies étaient surprises, leurs communications déjà fort gênées ; qu'il était placé entre elles, maître désormais de les attaquer en détail ; qu'il ne leur restait, pour éviter ce malheur, le plus grand de tous, que le parti de céder le terrain et de se réunir sur Bruxelles ou au delà (1).

Il a dit, ensuite, qu'il y avait eu huit heures de perdues, au centre ; que cette perte de temps l'avait empêché de porter son *quartier général à Fleurus ;* qu'elle était *bien fâcheuse* (2).

Ces deux opinions sont contradictoires ; la dernière seule est juste.

La journée avait été incomplète.

Dans l'ordre général de mouvement donné la veille, Napoléon avait annoncé que « son intention était d'avoir passé la Sambre avant midi et de porter l'armée à la rive gauche de cette rivière. »

(1) *Mémoires*, t. IX, p. 76-77.

(2) *Mémoires*, t. IX, p. 159. « Funeste contre-temps, » a dit encore Napoléon à ce propos (*Campagne de* 1815, par Gourgaud).

Nous devons faire observer que, dans le tome VIII de ses *Mémoires*, il a écrit, répondant à un critique, que son intention avait été de faire occuper Fleurus par une avant-garde, en cachant ses troupes derrière les bois près de cette ville ; qu'il se fût bien gardé de laisser voir son armée et surtout d'occuper Sombreffe. Mais cette assertion est en contradiction par trop manifeste avec la hâte qu'il voulait imprimer au mouvement de l'armée, avec les principes mêmes de sa stratégie, pour qu'on puisse y voir autre chose qu'un moyen de polémique.

Cette rapidité de manœuvre n'avait certes pas pour but d'arrêter les colonnes françaises à une lieue ou deux au delà de Marchienne, de Charleroi, de Châtelet; car elle n'aurait servi qu'à donner à l'ennemi, prévenu à coups de canon, tout le reste d'une longue journée pour se concerter et réunir ses forces.

Napoléon voulait donc avancer davantage; et il suffit d'un coup d'œil jeté sur la carte pour indiquer, à coup sûr, le terme qu'il avait l'intention d'atteindre en dictant l'ordre général du mouvement.

L'armée, débouchant sur la Sambre, comme elle y déboucha, au sommet de l'angle formé par les chaussées de Charleroi à Bruxelles et Namur, avait devant elle, à cinq lieues, la grande communication de Blücher et de Wellington : la chaussée de Namur à Nivelles, qui offrait à ces généraux un moyen de réunion rapide en avant de Bruxelles.

Cette dernière route coupe les deux premières, au delà de Frasnes, aux Quatre-Bras, au delà de Fleurus, près de Sombreffe. Ces deux points d'intersection sont à trois lieues l'un de l'autre.

L'armée française, les occupant en forces, se serait trouvée placée entre les Anglo-Hollandais et les Prussiens, réellement maîtresse désormais, pour emprunter à Napoléon ses propres expressions, de les attaquer en détail, en ne leur laissant, pour éviter ce malheur, le plus grand de tous, que le parti de céder le terrain, et de se réunir sur Bruxelles ou au delà.

C'est pour cela, on peut l'assurer, que la hâte que Napoléon voulait imprimer au mouvement de l'armée avait pour but l'occupation des Quatre-Bras et de Sombreffe, dès le premier jour de la campagne.

Cette occupation manqua par suite d'une perte de temps considérable; la grande communication de Blücher et de Wellington resta libre, quoique menacée; c'est pour cela aussi que Napoléon a dit vrai en écrivant que « cette perte de temps avait été *bien fâcheuse*, » et que nous ajoutons : la journée du 15 avait été incomplète.

Suivant son habitude, en pareil cas, Napoléon a imputé à ses lieutenants l'insuffisance des résultats.

Vandamme lui a fait perdre cinq heures, le matin, en retardant d'autant la mise en marche du 3e corps ou en s'égarant en route, et trois heures encore, le soir, en différant, de concert avec Grouchy,

jusqu'à sept heures, l'attaque de Gilly, commandée cependant pour quatre.

Voilà ce qu'on lit dans les deux relations de Sainte-Hélène.

Mais ce n'est pas la vérité.

Vandamme ne s'égara pas en route. Il resta longtemps immobile dans ses bivacs; mais cette immobilité fut l'inévitable conséquence d'un fait dont il ne saurait être rendu responsable: il n'eut qu'une connaissance tardive et en quelque sorte fortuite de l'ordre général de mouvement. Le récit d'un témoin fort désintéressé à coup sûr et très-impartial, de celui-là même qui lui apprit la marche en avant de l'armée, ne laisse pas de doute sur ce point (1).

Le général Bonaparte se serait assuré, avant de prendre aucun repos, que ses ordres avaient été communiqués. L'empereur Napoléon ne s'occupait plus de ce soin: il l'abandonna au chef de son état-major; et celui-ci n'avait pas su que l'officier chargé de porter à Vandamme l'ordre de mouvement, avait fait une chute de cheval très-grave et négligé sa mission.

Il y eut donc une perte de temps par suite de l'incurie du chef d'état-major. Mais elle ne fut pas aussi considérable que l'a dit Napoléon; car lui-même fit prendre à la garde, partie dès cinq heures, une traverse à gauche de celle que devait suivre Vandamme; et la garde remplaça ainsi le 3e corps, à la tête de la colonne du centre.

Vandamme pressa beaucoup la marche de ses troupes; à trois heures, il débouchait de Charleroi; c'est le bulletin du 15 juin qui l'affirme; et il ne différa pas l'attaque de Gilly jusqu'à sept, de concert avec Grouchy, sous les ordres duquel il ne se trouva, d'ailleurs, que le lendemain; car cette attaque se fit à cinq heures (2) : c'est encore le bulletin du 15 qui l'affirme, et avec toute raison : bulletin écrit à huit heures du soir, dans toute la fraîcheur des souvenirs et dicté peut-être, contrôlé certainement, par Napoléon.

Il faut le remarquer, au reste, si Napoléon eût commandé réellement cette attaque pour quatre heures, rien n'aurait empêché l'exécu-

(1) *Campagne de Waterloo*, par E.-F. Janin, colonel d'état-major en non-activité (Paris, 1820). Voir son récit dans la note D, à la fin du volume.

(2) « A cinq heures après midi, l'empereur ordonna l'attaque; la position fut tournée et enlevée. »

tion de son ordre. En ce moment, en effet, le corps de Vandamme avait, tout entier, débouché de Charleroi, précédé par Excelmans; toute l'infanterie de la garde était massée depuis longtemps entre cette ville et Gilly; et on aurait pu l'employer à commencer le combat sur ce dernier point, en attendant l'entrée en ligne si prochaine de Vandamme, ce qui aurait évité tout retard.

Pajol, Excelmans, la garde, Vandamme donnaient une force de quarante-quatre mille hommes, qu'il aurait été facile de faire appuyer bientôt par les cuirassiers de Kellermann et de Milhaud et par le corps de Lobau, laissés sur la rive droite de la Sambre.

La résistance des Prussiens, à Gilly, fut très-courte, on l'a vu. Devant de pareilles masses, ils n'auraient pas cherché à prendre position, comme ils le firent, dans leur retraite. Avant sept heures, Napoléon aurait occupé Fleurus, qui est à deux lieues seulement de Gilly, et saisi, avant la chute du jour, la chaussée de Namur à Nivelles, près de Sombreffe.

S'il ne le fit pas, ce ne fut donc ni Vandamme ni Grouchy qui en furent cause.

La vérité paraît être qu'il renonça à cette opération si importante, à la vue de Gérard, dont l'avant-garde était, il est vrai, à Châtelet, vers deux ou trois heures, mais dont les divisions ne devaient atteindre ce point que fort avant dans la soirée; à la vue aussi du corps de d'Erlon, attardé derrière la Sambre; qu'il y renonça surtout par la crainte de trouver, en pareille circonstance, toute l'armée prussienne réunie sur Fleurus.

Les lenteurs de notre aile droite ne doivent pas, d'ailleurs, il faut le dire, être imputées à Gérard, dont l'activité est hors de doute, qui n'a été l'objet d'aucun reproche, mais à la nécessité où il fut d'attendre pour se mettre en mouvement, le matin, l'arrivée de celles de ses troupes qui n'avaient pu le rejoindre la veille; à la difficulté très-grande du terrain qu'il eut à parcourir, terrain très-accidenté, plein de défilés, ouvert seulement par de mauvaises traverses.

Des bivacs de l'armée à la Sambre, il n'y avait, en 1815, aucune chaussée.

Napoléon, n'ayant pas porté son quartier général à Fleurus, n'ayant pas occupé, au delà de cette ville, la chaussée de Namur à Nivelles, a prétendu, en revanche, avoir prescrit au maréchal Ney d'occuper les Quatre-Bras, dès le 15 au soir; et il a donné clairement à

entendre que son lieutenant n'exécuta pas cet ordre par excès de prudence, par timidité.

Cette allégation a été acceptée, répétée par la plupart des écrivains français.

Mais elle est contredite par de graves témoignages, par des faits.

Le colonel Heymès, seul aide de camp, seul officier d'état-major de Ney dans la journée du 15 juin, entendit Napoléon lui donner ses instructions (1). Nous les avons rapportées d'après le récit qu'il a publié. Le nom des Quatre-Bras n'y figure seulement pas ; et elles se réduisent à ces mots : « Allez et poussez l'ennemi ! »

En 1829, le second fils du maréchal Ney, le duc d'Elchingen, déjà occupé du soin pieux de justifier la mémoire de son père accusé par Napoléon, se rendit, accompagné du colonel Heymès, chez le maréchal Soult, et lui demanda s'il était vrai que Napoléon eût ordonné d'occuper les Quatre-Bras, le 15 au soir. Il reçut cette réponse : « L'empereur n'a pas eu la pensée d'occuper les Quatre-Bras, le 15 au soir, et il n'en a pas donné l'ordre (2). » Or, il est inadmissible qu'un ordre d'une telle importance ait été donné et que le major général de l'armée n'en ait jamais eu connaissance.

A tout cela, il faut ajouter que, dans les divers ordres expédiés le 15 et même le 16 (nous le verrons) à l'aile gauche de l'armée, rien absolument ne laisse supposer l'existence d'instructions prescrivant l'occupation des Quatre-Bras, dès le 15 au soir.

Ces prétendues instructions verbales, les *Mémoires* de Sainte-Hélène (3) les rapportent cependant et les accompagnent même du récit des circonstances dans lesquelles le maréchal Ney les aurait reçues et aurait renoncé à les exécuter.

« Le maréchal Ney venait d'arriver, disent-ils ; l'empereur lui donna aussitôt l'ordre de se rendre à Gosselies, d'y prendre le commandement de toute la gauche, composée des 2e et 1er *corps*, de la

(1) « Heymès, à cheval près du maréchal Ney, sur la route en avant de Charleroi, au moment de la rencontre avec l'empereur, a entendu ce qui s'est dit et en rend compte textuellement dans sa relation. Il y a peu de jours, il m'a répété de nouveau, et de la manière la plus positive, que le nom des Quatre-Bras n'a pas été prononcé dans cet entretien. » (Lettre du duc d'Elchingen au général Jomini, 19 octobre 1841.)

(2) *Documents inédits.*

(3) Tome IX.

division de Lefebvre Desnouettes et du corps de grosse cavalerie du général *Kellermann*, formant en tout *quarante-sept mille huit cents* hommes ; de donner *tête baissée* sur tout ce qu'il rencontrerait sur la route de Gosselies à Bruxelles ; de prendre position à cheval sur cette route *au delà* des Quatre-Bras et de s'y tenir militairement en tenant de fortes avant-gardes sur les routes de Bruxelles, de Namur et de Nivelles. »

Les *Mémoires* racontent ensuite que Reille, après s'être emparé de Gosselies, avait fait suivre par la division Girard les Prussiens en retraite sur Fleurus ; qu'il s'était porté, en même temps, avec ses trois autres divisions et sa cavalerie sur les Quatre-Bras, se faisant précéder de Lefebvre Desnouettes ; que celui-ci avait forcé le prince Bernhard de Saxe-Weimar à abandonner Frasnes et les *Quatre-Bras* pour aller prendre position entre ce point et Genappe ; que « Reille marchait *sans obstacle* avec son infanterie pour aller camper *en avant des Quatre-Bras, lorsqu'il fut rejoint* par le maréchal Ney, lequel, ayant entendu la canonnade sur Fleurus et reçu le rapport du général Girard, qu'il y avait des forces considérables dans cette direction, crut prudent de prendre position, son avant-garde à Frasnes. »

Mais les inexactitudes foisonnent dans ces pages rapides.

Au moment où Ney reçut le commandement de l'aile gauche, le corps de Kellermann était sur la rive droite de la Sambre, en arrière de Charleroi ; et il y resta, par ordre de Napoléon, toute la nuit et une grande partie de la matinée suivante. Le 1er corps commençait à peine à déboucher de Marchienne, qui est à deux lieues et demie de Gosselies ; et il avait alors, il eut fort tard encore dans la soirée une de ses divisions à quatre lieues en arrière de Marchienne, vers Thuin (1). Le maréchal n'a donc pas eu à sa disposition immédiate 47,800 hommes, puisque le 1er corps et celui de Kellermann sont compris dans ce chiffre, qu'ils étaient forts ensemble de vingt-trois mille hommes, et se trouvaient trop loin de lui pour qu'il pût s'en servir.

Tout ce que les *Mémoires* racontent d'un mouvement au delà de Gosselies s'éloigne bien plus encore de la vérité.

(1) La preuve explicite de ces faits est dans deux ordres du major général à d'Erlon, le premier daté de trois heures après midi, le second ne portant pas d'indication d'heure, mais postérieur à la remise du commandement de l'aile gauche à Ney, puisqu'il parle d'ordres que donnera celui-ci.

Reille n'a pas marché pour aller camper aux Quatre-Bras, ni plus loin; et, par conséquent, il n'a pas été arrêté par la prudence de Ney. Très-désintéressé dans la question, il a publié une notice historique (1) où il rapporte les mouvements du 2e corps tels que nous les avons indiqués.

Ce fut à Gosselies, et non au delà, qu'il fut rejoint par le maréchal Ney.

Ses quatre divisions d'infanterie étaient réunies sur ce point, qu'il venait d'occuper à l'instant même.

D'après un ordre donné, dit-il, par Napoléon au maréchal, celui-ci dirigea, alors, la division Girard sur Fleurus.

En même temps, il fit prendre position à deux autres divisions au bois de Lombuc et à Gosselies même; et il poussa le reste des troupes du 2e corps sur *Frasnes, avec la division de Lefebvre Desnouettes, qu'il avait amenée avec lui.* Reille ne bougea pas de Gosselies.

Quant à la retraite du prince Bernhard de Saxe-Weimar en arrière des Quatre-Bras, elle n'a jamais existé que dans les *Mémoires* de Sainte-Hélène.

Tant et de si fortes inexactitudes sont peu faites, on en conviendra, pour donner créance aux instructions qu'elles encadrent si étrangement.

Mais il y a plus, c'est qu'en admettant même que le maréchal Ney ait eu l'ordre d'aller prendre position aux Quatre-Bras ou au delà, il est difficile de le blâmer de n'y avoir pas obéi.

Il reçut son commandement à quatre heures et demie (2) étant à une lieue et demie de Gosselies. Il y arriva, sans doute, à cinq heures ou peu après. Il dirigea, tout de suite, la division Girard sur Fleurus, puisque c'était l'ordre de Napoléon; il fit avancer sur la chaussée de Bruxelles une division de cavalerie et une d'infanterie pour s'éclairer de ce côté; mais, avant qu'il se fût renseigné sur la situation des choses, il dut être cinq heures et demie et plus. C'est donc en ce

(1) *Documents inédits,* etc.

(2) Nous déduisons ce fait de ces autres faits : le maréchal Grouchy, revenu des hauteurs en deçà de Gilly, trouva Napoléon près de Charleroi, donnant ses instructions au maréchal Ney; Napoléon quitta celui-ci immédiatement et galopa vers Gilly; l'attaque sur Gilly eut lieu à cinq heures.

moment qu'il aurait dû porter la masse de ses troupes sur les Quatre-Bras et même au delà.

De Gosselies à ce point, il y a trois lieues et demie. Son infanterie, sur pied depuis le point du jour, n'y serait certainement pas arrivée avant neuf heures.

Déduction faite du 1er corps, des cuirassiers de Kellerman, de la division Girard, il avait sous la main vingt-deux mille hommes de toutes armes. Il aurait été obligé, pour se relier en arrière, d'en laisser cinq ou six mille à Gosselies ou un peu plus loin; il aurait donc débouché sur les Quatre-Bras avec seize ou dix-sept mille hommes, et cela une demi-heure à peine avant la nuit.

Mais, s'il y eût rencontré l'ennemi, ce qu'il devait regarder comme probable, comme certain même, il aurait donc eu à livrer un combat de nuit entre les cantonnements anglo-hollandais et prussiens, mis en éveil par le canon, depuis le matin, et pouvant venir l'assaillir, sur son front, par la chaussée de Bruxelles; sur sa gauche et sa droite, par celle de Namur à Nivelles.

Donner ainsi *tête baissée*, afin d'aller prendre position aux Quatre-Bras ou au delà, c'eût été, pour Ney, risquer le sort de Vandamme à Culm; et, s'il en reçut l'ordre, il fit bien de n'y pas obéir.

Mais cet ordre ne fut pas donné.

L'occupation des Quatre-Bras, pour être rationnelle, possible, devait avoir lieu en même temps que celle de Sombreffe. Opérées simultanément par deux masses de quarante-cinq mille hommes chacune, en arrière desquelles se fût tenu Napoléon avec le reste de son armée en réserve, prêt à appuyer l'une ou l'autre, ces deux occupations se soutenaient réciproquement, se préservaient des attaques de flanc et de revers; opérées l'une sans l'autre, elles devenaient excessivement aventureuses.

Cela n'a certainement pas échappé à Napoléon. Aussi, de ce fait seul qu'il n'a pas poussé, de son côté, jusqu'à Sombreffe ni seulement jusqu'à Fleurus, on peut conclure, avec certitude, qu'il n'a pas dit à Ney de donner tête baissée, de l'autre.

Nous le verrons bientôt, au reste, ordonner à l'aile gauche de marcher sur les Quatre-Bras, et, *en même temps*, à l'aile droite de marcher sur Sombreffe.

Ney, ayant porté, le 15 au soir, deux divisions de cavalerie, une division d'infanterie, à Frasnes, à une lieue des Quatre-Bras, à plus

de trois lieues en avant de Lambusart, où le canon grondait, fit tout ce que rationnellement il devait faire, et, on peut l'affirmer, tout ce que lui avait ordonné Napoléon.

Celui-ci l'a accusé à tort ; et il a imaginé des instructions dont les événements lui ont donné l'idée, après coup. Telle est, sans aucun doute, la vérité.

Quoi qu'il en soit, la journée du 15 juin, nous le répétons, avait été incomplète. Cependant le temps perdu pouvait se réparer encore, on va le reconnaître.

Mais, pour cela, il fallait beaucoup de décision, et il y en eut peu ; beaucoup d'activité, et il n'y en eut pas.

CHAPITRE SEPTIÈME.

15 JUIN. — NAMUR. — BRUXELLES. — Ordres de concentration donnés par Blücher, le 14 juin au soir. — Mouvement de Pirch I, Thielmann, Bülow, dans la journée du 15. — Position de l'armée prussienne, dans la nuit du 15 au 16. — Retard de Wellington dans la mise en mouvement de son armée. — Ordre partiel donné le 15 juin, à trois heures après midi, par le chef d'état-major du prince d'Orange. — Ordre général de rassembler l'armée par division. — Faux mouvement ordonné sur Nivelles. — Ordre de concentration partielle expédié à dix heures du soir. — Ordre général qui doit porter l'armée sur sa gauche. — Observations.

Blücher et Wellington devaient, on l'a vu, respecter la frontière française jusqu'au moment où les souverains coalisés leur donneraient le signal d'agir ; et les communications entre la France et la Belgique étaient interrompues depuis près de trois mois.

Dans cette situation, le général prussien et le général anglais ne pouvaient connaître, des mouvements de notre armée, que ce qu'en rapportaient leurs espions, les déserteurs et certains partisans des Bourbons en relations avec la cour de Gand. Des moyens d'information si incertains, si incomplets, les laissaient continuellement en butte à une surprise. Ils auraient dû en conclure la nécessité de resserrer les cantonnements de leurs armées ; ils les avaient, au contraire, étendus à l'excès.

Toutes ces circonstances étaient singulièrement favorables à la réussite des projets de Napoléon. Mais il aurait fallu un bien grand bonheur pour que l'arrivée des masses françaises sur l'extrême

frontière restât ignorée de l'ennemi jusqu'au dernier moment, jusqu'au premier coup de canon.

Ce bonheur, Napoléon ne l'eut pas.

Il est de peu d'importance de rechercher, à travers les dires souvent contradictoires des écrivains allemands, comment Blücher reçut connaissance de l'attaque qui le menaçait. Il suffit de dire qu'il en fut prévenu et d'indiquer les dispositions qu'il prit.

Dans l'après-midi du 14 juin, un premier avis, mais assez vague encore, paraît-il, lui annonça l'approche de corps de troupes considérables vers la Sambre. Cela le détermina à expédier au plus éloigné de ses lieutenants, à Bülow, l'ordre de porter son quartier général de Liége à Hannut, de lever ses cantonnements et de les faire avancer jusqu'à une marche de ce village, qui est au nord-est et à dix ou onze lieues de Sombreffe.

Le même jour, vers dix ou onze heures du soir, des renseignements très-précis lui étant parvenus, il écrivit à Thielmann de marcher sur Namur; à Pirch I, de se rendre, en passant par cette ville, au Mazy, près de Sombreffe; à Bülow, de prolonger son mouvement, de Hannut vers ce dernier point; à Zieten, de céder le plus lentement possible, mais sans se compromettre, le terrain devant l'attaque, et en manœuvrant pour replier son corps en arrière de Fleurus.

Suivant le plan convenu avec Wellington, le général prussien allait rassembler toute son armée sur Sombreffe.

Nous avons dit la retraite de Zieten devant Napoléon. Il avait bien rempli sa mission (1).

Pirch I et Thielmann firent grande diligence dans leur marche. Le second eut tout son corps réuni à une demi-lieue en avant de Namur, le 15 juin, vers dix heures du soir; et le premier arriva au Mazy, avec trois de ses divisions, six ou sept heures plus tôt, c'est-à-dire au moment où les têtes de colonne de l'armée française n'avaient encore dépassé la Sambre que d'une lieue.

La quatrième division de Pirch I n'atteignit Namur qu'à minuit.

(1) Un ordre de Zieten, en date du 2 mai, avait réglé les mouvements de ses troupes dans les divers cas d'attaque à prévoir; et il est vrai de dire que leurs manœuvres, le 15 juin, furent l'application de cet ordre.

Blücher ne fut pas aussi bien servi par Bülow que par ses autres chefs de corps.

Soit que celui-ci n'eût vu aucun caractère d'urgence dans l'ordre de prolonger son mouvement de Hannut vers Sombreffe; soit qu'il se fût persuadé que l'armée prussienne viendrait se concentrer près de Hannut; soit toute autre cause, car on a allégué beaucoup de motifs (1), il n'arriva pas jusqu'à ce dernier point; et, le 15 au soir, son quartier général resta même encore à Liége.

Vers quatre heures, Blücher avait le sien à Sombreffe, et il parcourait un plateau qui y touche, pendant que retentissait la canonnade de Gilly. Toujours audacieux, le vieux maréchal persistait à concentrer son armée vers Sombreffe, malgré l'approche de Napoléon.

On a dit et répété, sur la foi des écrits de Sainte-Hélène, que c'était Bourmont qui avait dévoilé à Blücher l'arrivée des Français sur la Sambre. Mais, nous l'avons déjà fait remarquer, Bourmont ne déserta que le 15, entre cinq et six heures du matin, étant en avant de Philippeville; il ne put donc arriver à Charleroi que vers huit heures (2); et, en ce moment, toute l'armée prussienne était en mouvement pour se concentrer; les ordres qui l'appelaient vers Sombreffe étaient partis du quartier général de Namur depuis près de douze heures.

Dans la nuit du 15 au 16, Blücher eut le corps de Zieten sur Saint-Amand et Ligny, en arrière de Fleurus, tenant cette ville par deux bataillons; trois divisions du corps de Pirch I sur le Mazy, et la quatrième à Namur; le corps de Thielmann à Belgrade, en avant et à une demi-lieue de Namur; le corps de Bülow à quatre ou cinq lieues en arrière de Hannut.

(1) De grandes discussions ont eu lieu dans la presse militaire allemande sur la conduite de Bülow. Mais il n'en est rien sorti de précis, ni pour ni contre sa justification. Voir notamment le *Militair Wochenblatt* (1845).

(2) Bourmont fut envoyé par Zieten à Blücher. Quand il se présenta à ce dernier, alors près de Sombreffe, il en reçut un si dédaigneux accueil, dit un écrivain étranger, que des officiers de l'entourage du maréchal crurent devoir faire remarquer à celui-ci la cocarde blanche au chapeau du transfuge. Mais le vieux soldat, indigné, s'écria sans s'inquiéter de savoir si Bourmont comprenait l'allemand : *Einerlei was das Volk für einen Zeichen aufsteckt! Hundsfott bleibt Hundsfott!* ce qui revient à peu près à ceci : « Qu'importe la cocarde ! un coquin est toujours un coquin. »

Wellington tarda bien plus que son allié à ordonner la concentration de son armée.

Aux nouvelles qui avaient déterminé Blücher à appeler Bülow de Liége sur Hannut et, quelques heures après, sur Sombreffe, ainsi que Pirch I et Thielmann, il resta impassible.

Depuis plusieurs jours, le bruit d'une attaque imminente courait en Belgique, comme à plusieurs reprises déjà il y avait couru. Le général anglais avait prescrit « de tenir les divisions prêtes à marcher, de rassembler les troupes, par bataillon, dans leurs cantonnements, dès le matin, et de ne les faire rentrer, le soir, dans leurs quartiers qu'autant que tout serait tranquille (1). » Il en était resté là.

Le front de l'armée anglo-hollandaise s'étendait, nous l'avons dit, depuis la chaussée de Bruxelles à Charleroi, sur laquelle s'appuyait la gauche du prince d'Orange, jusqu'à l'Escaut, où était la droite de Hill. La cavalerie d'Uxbridge occupait la vallée de la Dendre. La réserve était sur Bruxelles.

Le 15 juin, à neuf heures du matin, Wellington reçut une dépêche de Zieten, qui, écrivant de Charleroi (2), lui annonçait que ses avant-postes sur la Sambre étaient attaqués. Quelle était l'importance de cette attaque? Zieten n'avait pu le dire encore. Ne cachait-elle pas une opération plus grave sur un autre point de la frontière ? On pouvait le croire. Wellington attendit de nouveaux renseignements et n'ordonna aucune disposition. Des apologistes outrés, il en a eu beaucoup, ont prétendu justifier cette attente inactive en disant qu'elle devait servir à éviter un faux mouvement. Mais il était une mesure qui ne compromettait rien, même à ce point de vue, et qui aurait dû être prise sur-le-champ : c'était de rassembler les corps du prince d'Orange et de Hill, par division, la réserve en avant de Bruxelles, et de rapprocher la cavalerie du centre de l'armée.

Le premier ordre de rassemblement, donné dans la journée du

(1) Cet ordre fut donné, le 9 juin, au corps du prince d'Orange. Il est signé par le chef d'état-major Constant de Rebecque. (Archives du ministère de la guerre des Pays-Bas.)

(2) Le fait de la réception de cette dépêche, dont les écrivains prussiens ont donné le sens, est indiqué dans une lettre de Wellington à Clarke, ministre de Louis XVIII, à Gand, le 15 juin : « Je n'ai rien reçu, depuis neuf heures du matin, de Charleroi. » (*The dispatches*, etc.)

15 juin, partit de Braine-le-Comte, quartier général du prince d'Orange. Il fut dû à l'initiative de son chef d'état-major, le général Constant de Rebecque.

Averti de l'attaque sur la Sambre, par un rapport de Chassé, qui était en communication immédiate avec les Prussiens de Zieten, Constant de Rebecque prescrivit, vers deux heures après midi, à la division de cavalerie Collaert de se réunir par brigade en arrière de la petite rivière de Haine; à la division Chassé de se concentrer sur Fayt-lez-Seneffe; et vers trois heures, à la division Perponcher de masser une de ses brigades à Nivelles, l'autre aux Quatre-Bras.

Chassé avait prévenu cet ordre; et nous avons dit, dans le chapitre précédent, que l'un des brigadiers de Perponcher, le prince de Saxe-Weimar, le prévint aussi en se portant aux Quatre-Bras.

Collaert, Chassé, Perponcher formaient, on se le rappelle, la gauche de l'armée anglo-hollandaise.

Le prince d'Orange n'était pas à son quartier général. Il l'avait quitté vers midi pour se rendre à Bruxelles, ayant fait de bonne heure, dans la matinée, une tournée à ses avant-postes au delà de la Haine, et n'ayant pas jugé, il faut le croire, les renseignements qu'il y avait recueillis assez graves pour nécessiter sa présence à Braine-le-Comte.

Constant de Rebecque expédia sans retard à Bruxelles les nouvelles transmises par Chassé, et rendit compte des dispositions qu'il ordonnait.

Cette dépêche ne changea rien à la résolution de Wellington. Il attendit encore.

Enfin, de huit à neuf heures du soir, peut-être même un peu plus tard, une lettre de Blücher lui ayant appris que « Thuin avait été attaqué et que les Français paraissaient menacer Charleroi (1), » il fit expédier l'ordre de rassembler les troupes par division et de les tenir prêtes à marcher au premier avis.

Les points de rassemblement indiqués furent : pour le corps de Hill, Audenarde, Grammont, Sotteghem, Ath ; pour celui du prince d'Orange, Ath, Braine-le-Comte, Nivelles; pour la cavalerie d'Uxbridge, Ninove, à l'exception d'un régiment qui dut rester aux

(1) Ce sont les expressions mêmes de Wellington, dans une lettre au duc de Berry, datée du 15 juin, *à neuf heures et demie du soir*. (*The dispatches*, etc.)

avant-postes entre l'Escaut et la Lys, et d'une brigade qui dut venir à Vilvorde ; pour la réserve, Hal, Bruxelles, Vilvorde (1).

Cet ordre précisait que les divisions hollando-belges Perponcher et Chassé devaient se concentrer à Nivelles (2) ; et il ajoutait que, si ce point avait été attaqué dans la journée, on y porterait la division anglaise d'Alten, qui serait appelée de Braine-le-Comte, « mais que ce dernier mouvement ne se ferait pas avant qu'on eût la certitude complète que l'attaque de l'ennemi était sur la droite de l'armée prussienne et la gauche de l'armée anglo-hollandaise. »

Ainsi, rien de plus net, Wellington voulait replier sur Nivelles le peu de troupes qu'il avait sur la chaussée de Bruxelles et ne pas faire occuper cette chaussée, même dans le cas d'une attaque dirigée comme nous le disons en usant de ses propres termes.

Il ne se conformait guère au plan convenu avec Blücher pour cette éventualité même.

Après avoir donné ces instructions, il se rendit à un bal que donnait, ce soir-là, la duchesse de Richmond ; et il y parut avec l'air le plus calme, le moins préoccupé. Mais il n'y resta pas longtemps.

A dix heures, sur des nouvellles un peu moins vagues que celles qu'il avait reçues jusqu'alors, il dictait un ordre de marche, mais pour une partie seulement de son armée. Chose incroyable et cer-

(1) Cet ordre ne porte pas l'heure où il fut écrit ; mais il résulte, de la lettre indiquée ci-dessus, qu'il fut expédié avant neuf heures et demie, et, du journal du chef d'état-major Constant de Rebecque, qu'il ne le fut pas avant huit.

C'est donc à tort que les écrivains anglais et allemands en portent l'envoi vers quatre heures et demie ou cinq heures. Le journal des opérations du prince Frédéric des Pays-Bas, commandant la division Stedmann et la brigade indienne, et ayant alors son quartier général à Sotteghem, prouve que cet ordre ne fut reçu que le 16, dans la matinée ; et, à coup sûr, il y serait parvenu la veille, avant minuit, s'il eût été expédié de Bruxelles, ce jour-là, à quatre ou cinq heures, comme le disent les écrivains dont nous parlons.

(2) Nous résumons l'ordre général de rassemblement. Il y eut aussi un ordre particulier pour le corps du prince d'Orange. Il fut apporté, *à dix heures et demie du soir,* au quartier général de Braine-le-Comte, par lord Russel, un des aides de camp du prince. Cet ordre, écrit en anglais, a été conservé (Archives du ministère de la guerre, à la Haye). Il prescrit, comme l'ordre général, la concentration des divisions Chassé et Perponcher à Nivelles ; mais il dit de ne mettre les troupes en marche, pour l'opérer, qu'à une heure du matin, et il fixe les hauteurs en arrière de Haine-Saint-Pierre comme le lieu de rassemblement de la division de cavalerie Collaert.

taine pourtant, on ne connaissait pas encore, en ce moment, à Bruxelles, la prise de Charleroi (1), où les Français étaient entrés à midi.

Le corps de Hill dut se porter le plus rapidement possible sur Enghien; la cavalerie d'Uxbridge sur le même point; les divisions Cooke et Alten, du corps du prince d'Orange, sur Braine-le-Comte et Nivelles.

Ces dispositions une fois mises à exécution, l'armée anglo-hollandaise aurait occupé une ligne brisée de sept lieues, d'Enghien à Braine-le-Comte et Nivelles, sa réserve restant à pareille distance en arrière sur Bruxelles; et l'extrémité de son aile gauche se serait trouvée à deux lieues et demie de la chaussée de Bruxelles, des Quatre-Bras, et à cinq lieues et demie de Sombreffe, où se réunissait l'armée prussienne.

Mais l'intelligente désobéissance d'un subordonné ne devait pas permettre que cette grande trouée s'ouvrît devant Napoléon. Le général Perponcher, on le verra, jugea mieux, à Nivelles, de l'état des choses, que Wellington, à Bruxelles. Il en fut remercié plus tard; il l'avait bien mérité.

Vers onze heures, les renseignements précis venant de Mons, de Braine-le-Comte, des Quatre-Bras, de Sombreffe, affluèrent au quartier général anglais. On y connut avec certitude le passage de la Sambre par l'armée française, la prise de Marchienne et de Charleroi, l'attaque de Frasnes. Alors, les courriers, les officiers d'ordonnance galopèrent dans toutes les directions pour transmettre de nouvelles instructions du chef.

Le prince d'Orange, retenu jusque-là par Wellington, courut porter son quartier général de Braine-le-Comte à Nivelles, replier sa cavalerie sur Arquennes, près de cette dernière ville, presser le mouvement des divisions Cooke et Alten vers les points de rassemblement précédemment assignés; le corps de Hill dut s'avancer vers Braine-le-Comte; le corps de cavalerie prolonger sa marche vers le même point; la réserve quitter Vilvorde, Bruxelles, Hal, au point du jour, et s'avancer sur la chaussée de Bruxelles à Charleroi.

(1) « Je n'ai rien reçu, depuis *neuf heures du matin,* de Charleroi. » Lettre de Wellington à Clarke, déjà citée et datée de *dix heures du soir.* Wellington y dit, comme dans la lettre au duc de Berry, que nous avons citée aussi : « L'ennemi *paraissait* menacer Charleroi. »

Cet ordre, on le voit, portait toute l'armée anglo-hollandaise sur sa gauche.

Il était bien tardif, et il fallait encore trois, quatre, cinq et six heures avant qu'il parvînt à destination.

Des écrivains anglais ont imaginé des explications justificatives, ils l'ont pensé du moins, de ce long retard.

Wellington avait reçu de France, ont-ils dit, des avis, et il y avait cru, qui lui donnaient l'assurance que l'attaque de Napoléon se ferait en venant de Valenciennes ou de Maubeuge, sur sa gauche, vers Braine-le-Comte. Cela est très-possible; et on peut même trouver la trace de cette croyance dans le soin mis à fortifier la frontière de Mons à la mer, tandis que le cours de la Sambre et de la Meuse restait sans fortifications. Mais, s'il en fut ainsi, le général anglais montra une imprudence bien grande, d'autant plus grande que Napoléon, non plus que lui-même et bien d'autres, n'avait guère l'habitude de dire, à l'avance, comment il comptait exécuter telle ou telle opération.

Les mêmes écrivains ont dit aussi que Wellington avait prudemment agi en différant si longtemps le mouvement de son armée sur la gauche. Il devait attendre, ont-ils assuré, que l'attaque sur la Sambre fût bien dessinée, qu'il fût certain que ce n'était pas une attaque simulée. C'était le seul moyen d'éviter une fausse manœuvre qui aurait tout compromis.

Mais, d'abord, le délai, si long qu'il fût, n'empêcha pas une fausse manœuvre; car l'ordre qui repliait la division Perponcher sur Nivelles fut une manœuvre fausse dans toute la force du terme; ensuite, le rassemblement des troupes, au moins par division, ne pouvait rien compromettre, que l'attaque sur Charleroi fût ou non simulée; et il faisait gagner plusieurs heures pour se préparer à tout. Mais il y a plus, c'est qu'il y avait un moyen assuré d'être prêt pour toute éventualité, sans rien compromettre : il suffisait que le général anglais se portât, dès le matin, à Braine-le-Comte ou à Nivelles, afin d'être plus rapproché des événements, et massât son armée dans une position centrale, en se tenant fortement lié aux Prussiens.

Ce moyen, il ne le prit pas, et on ne saurait l'en justifier.

Dans cette journée du 15 juin, si mal employée, on ne reconnait ni sa perspicacité si profonde, ni son coup d'œil si sûr, ni son activité habituelle.

S'il avait eu devant lui le Napoléon d'Italie et de Ratisbonne, il aurait pu payer bien cher, le lendemain, ses lenteurs prolongées.

Au reste, nous le verrons bientôt, même après avoir ordonné le mouvement qui portait son armée sur la gauche, il n'avait pas encore l'absolue conviction que son adversaire ne chercherait pas à pénétrer sur Bruxelles, par Nivelles ou Braine-le-Comte; et, jusqu'au dernier jour, il devait se laisser aller à craindre cette manœuvre.

Grande faute qu'il sut réparer!

CHAPITRE HUITIÈME.

16 JUIN. — LIGNY. — Inaction prolongée de l'armée française. — Hésitations de Napoléon. — Il se décide enfin, vers huit heures du matin, à porter l'armée en avant, sur la chaussée de Bruxelles et sur celle de Namur. — Il la divise en deux ailes et une réserve. — Sa dépêche au maréchal Ney. — Ordres de mouvement du major général à Ney et à Grouchy.— Napoléon arrive sur Fleurus. — Formation de l'armée française. — Reconnaissance du terrain. — Position de l'armée prussienne. — Entrevue de Blücher et de Wellington. — Napoléon se décide à livrer bataille. — Ordre daté de deux heures, envoyé au maréchal Ney. — Changement de front de l'armée française. — Mouvements correspondants de l'armée prussienne. — Attaque de Saint-Amand par Vandamme; de la Haye. — Attaque de Ligny par Gérard. — Mouvements de notre aile droite. — Nouvel ordre daté de trois heures et un quart, envoyé à Ney.— État de la bataille de cinq heures à cinq heures et demie. — On signale à Napoléon la marche d'une colonne sur son flanc gauche. — Il expédie un aide de camp pour la reconnaître et suspend le mouvement des réserves qui marchaient sur Saint-Amand et Ligny. — Continuation de la lutte sur Saint-Amand, sur la Haye, sur Ligny. — Napoléon apprend que la colonne signalée est le corps de d'Erlon. — Il ne lui donne pas l'ordre de venir prendre part à la bataille. — Arrivée du corps de Lobau sur Fleurus. — Les réserves reprennent leur marche vers Saint-Amand et sur Ligny. — Prise de ce dernier village. — Le centre de l'armée prussienne est enfoncé.—Retraite de ses deux ailes.— Positions des deux armées après la bataille. — Leurs pertes. — Observations.

L'armée française restait immobile dans les positions où elle avait passé la nuit.

Il était huit heures.

Prêtes à marcher depuis le point du jour, les troupes s'étonnaient de

cette inaction. Les généraux ne la comprenaient pas (1). Elle devait être mise à profit par les Anglais et les Prussiens.

D'instinct ou par raisonnement, chacun le voyait. On murmurait. Napoléon, inactif à son quartier général, réfléchissait, hésitait, pendant que s'écoulaient des moments précieux.

Le maréchal Ney, venu dans la nuit à Charleroi, on l'a vu, pour demander des instructions, était reparti vers deux heures du matin, sans en avoir reçu d'autres que d'attendre qu'il lui en fût envoyé.

Vers huit heures, enfin, Napoléon prit une résolution.

Il divisait l'armée en deux ailes et une réserve et allait la porter en avant, par un mouvement simultané, sur la chaussée de Charleroi à Bruxelles et sur celle de Charleroi à Namur par Fleurus. Il gardait la réserve sous sa main, donnait l'aile droite au maréchal Grouchy et laissait l'aile gauche au maréchal Ney.

Une longue dépêche qu'il dicta alors à son aide de camp Flahaut, et qu'il adressa au maréchal Ney, deux dépêches du major général adressées à celui-ci et à Grouchy, exposent nettement les dispositions prises, les projets arrêtés, les espérances conçues par le chef de l'armée française. Nous les rapportons :

« Je vous envoie mon aide de camp, le général Flahaut, qui vous porte la présente lettre, disait Napoléon au maréchal Ney.

» Le major général a dû vous donner des ordres ; mais vous recevrez les miens *plus tôt* parce que mes officiers vont plus vite que les siens. Vous *recevrez* l'ordre de mouvement du jour ; mais je veux vous en écrire en détail, parce que c'est de la plus haute importance. Je porte le maréchal Grouchy avec les 3e et 4e corps d'infanterie sur *Sombreffe*. Je porte ma garde à Fleurus, et j'y serai de ma personne *avant midi*. J'y attaquerai l'ennemi, *si je le rencontre*, et j'éclairerai la route jusqu'à Gembloux. *Là, d'après ce qui se passera*,

(1) « Dans la matinée du 16, le général Excelmans vint me voir à Châtelet ; il avait ses troupes campées près des miennes ; l'un et l'autre, nous avions été prévenus de nous tenir prêts à marcher à deux heures du matin. Je lui témoignai combien j'étais contrarié *de n'avoir point encore mon ordre de mouvement*. J'ajoutai que *j'augurais mal* de ces retards ; que, d'après ma manière de voir, ce n'était que par des mouvements rapides qui nous amèneraient au milieu des cantonnements ennemis, presque à leur insu, que nous pouvions espérer de grands résultats. » (*Quelques documents sur la bataille de Waterloo*, par le général Gérard. — (Paris, 1829.)

je prendrai mon parti, peut-être à trois heures après midi, peut-être ce soir. Mon intention est que, *immédiatement après que j'aurai pris mon parti,* vous soyez prêt à marcher sur *Bruxelles;* je vous appuierai avec la garde, qui sera à *Fleurus* ou à *Sombreffe ;* et je désirerais *arriver à Bruxelles demain matin.* Vous vous mettriez en marche ce soir même, *si* je prends mon parti d'assez bonne heure pour que vous puissiez en être informé de jour et faire, *ce soir,* trois ou quatre lieues, et *être, demain, à sept heures du matin, à Bruxelles.*

» Vous pouvez donc disposer vos troupes de la manière suivante : première division, à deux lieues en avant des *quatre chemins* (1), *s'il n'y a pas d'inconvénient;* six divisions d'infanterie autour des *quatre chemins* et une division à *Marbais* (2), afin que je puisse l'attirer à moi à *Sombreffe, si j'en avais besoin:* elle ne retarderait, d'ailleurs, pas votre marche ; le corps du comte de Valmy (Kellermann), qui a trois mille cuirassiers d'élite, à l'intersection du chemin des Romains et de celui de Bruxelles, afin que je puisse l'attirer à moi, si j'en avais besoin ; aussitôt que mon parti sera pris, vous lui enverrez l'ordre de venir vous rejoindre. Je désirerais avoir avec moi la division de la garde que commande le général Lefebvre Desnouettes ; et *je vous envoie* les deux divisions du comte de Valmy pour la remplacer. Mais, dans mon projet actuel, je préfère placer le comte de Valmy de manière à le rappeler, si j'en avais besoin, et ne point faire faire de fausses marches au général Lefebvre Desnouettes, *puisqu'il est probable* que je me déciderai, *ce soir,* à marcher sur *Bruxelles* avec la garde. Cependant, couvrez la division Lefebvre avec les deux divisions de cavalerie de d'Erlon et de Reille, afin de ménager la garde et parce que, *s'il y avait quelque échauffourée avec les Anglais,* il est préférable que ce soit sur la ligne que sur la garde.

» J'ai adopté, comme principe général, pendant cette campagne, de diviser mon armée en deux ailes et une réserve. Votre aile sera composée des quatre divisions du 1er corps, des quatre divisions du 2e corps, de deux divisions de cavalerie légère, et de deux divisions du corps de Valmy. Cela ne doit pas être loin de 45 à 50 mille hommes.

(1) Quatre-Bras.
(2) A mi-chemin, à peu près, des Quatre-Bras à Sombreffe.

» Le maréchal Grouchy aura à peu près la même force et commandera l'aile droite. La garde formera la réserve; et je me porterai sur l'une ou l'autre aile, suivant les circonstances. Le major général donne les ordres les plus précis, pour qu'il n'y ait aucune difficulté sur l'obéissance à vos ordres lorsque vous serez détaché, les commandants de corps devant prendre mes ordres quand je me trouverai présent. Selon les circonstances, j'affaiblirai l'une ou l'autre aile en augmentant ma réserve.

» Vous sentez assez l'importance attachée *à la prise de Bruxelles.* Cela pourra, d'ailleurs, donner lieu à *des accidents;* car un mouvement aussi prompt et aussi brusque isolera l'armée anglaise de Mons, Ostende, etc.

» Je désire que vos dispositions soient bien faites *pour qu'au premier ordre,* vos huit divisions puissent marcher rapidement et sans obstacle sur *Bruxelles.* »

Pendant que Napoléon dictait cette lettre, le major général en écrivait comme le duplicata. Il disait au maréchal Ney : « L'empereur *ordonne que vous mettiez en marche les 1er et 2e corps d'armée,* ainsi que le 3e corps de cavalerie (Kellermann)... *pour les diriger* sur l'intersection des chemins dits les Trois-Bras (1) (route de Bruxelles), où vous leur ferez prendre position; et vous porterez en même temps des reconnaissances, aussi avant que possible, *sur la route de Bruxelles et sur Nivelles, d'où probablement l'ennemi s'est retiré.*

» Sa Majesté désire que, *s'il n'y a pas d'inconvénient,* vous établissiez une division avec de la cavalerie à *Genappe;* et elle ordonne que vous portiez une autre division du côté de *Marbais pour couvrir l'espace entre Sombreffe et les Trois-Bras.*

» ... L'empereur va se porter sur *Sombreffe,* où, d'après les ordres de Sa Majesté, M. le maréchal Grouchy doit se diriger avec les 3e et 4e corps d'infanterie et les 1er, 2e et 4e corps de cavalerie. M. le maréchal Grouchy fera occuper *Gembloux.* »

Le major général écrivit, en effet, à Grouchy : « L'empereur *ordonne que vous vous mettiez en marche* avec les 1er, 2e et 4e corps de cavalerie et que vous les dirigiez sur *Sombreffe, où vous prendrez position.* Je donne pareil ordre à M. le lieutenant général Vandamme,

(1) Quatre-Bras.

pour le 3e corps d'infanterie, et à M. le lieutenant général Gérard pour le 4e ; et *je préviens* ces deux généraux qu'ils sont sous vos ordres.

» ... Je préviens aussi le général Gérard que, dans son mouvement sur *Sombreffe*, il doit laisser la ville de Fleurus à gauche, afin d'éviter l'encombrement. Ainsi, vous lui donnerez une direction pour qu'il marche d'ailleurs, bien réuni, à portée du 3e corps, et soit en mesure de concourir à l'attaque de *Sombreffe, si l'ennemi* fait résistance.

» J'ai l'honneur de vous prévenir que M. le maréchal prince de la Moscowa reçoit ordre de se porter, etc...

» Aussitôt que vous vous serez rendu maître de *Sombreffe*, il faudra envoyer une avant-garde à Gembloux et faire reconnaître toutes les directions qui aboutissent à *Sombreffe*, particulièrement *la grande route de Namur...* »

Ces trois dépêches s'écrivaient, à Charleroi, de huit à neuf heures du matin (1). Il suffit de les lire pour reconnaître qu'en ce moment Napoléon ne soupçonnait une grande résistance ni devant lui, ni devant le maréchal Ney. Il pensait que les Quatre-Bras, Genappe, Sombreffe, Gembloux seraient occupés sans difficultés bien sérieuses. Il voyait son aile gauche, il se voyait lui-même à Bruxelles avant vingt-quatre heures.

Un rapport de Grouchy, daté de six heures du matin, lui avait, cependant, annoncé que de grandes colonnes prussiennes, arrivant par la route de Namur, se formaient vers Ligny (près de Sombreffe) (2).

(1) Le général Flahaut, dans une lettre au duc d'Elchingen, en date du 24 novembre 1829 (*Documents inédits*), dit qu'il écrivit, sous la dictée de Napoléon, entre huit et neuf heures du matin.

Gérard, qui était à Châtelet, c'est-à-dire à une lieue et demie de Charleroi, reçut, à *neuf heures et demie*, l'ordre donné par le major général, qui le faisait passer sous le commandement de Grouchy et lui prescrivait de se mettre en marche (*Quelques documents, etc.*).

L'ordre identique expédié à Vandamme existe. Il porte l'indication du moment où il fut *écrit : huit heures*.

Le général Berthezène, qui commandait une des divisions du 3e corps, dit (*Souvenirs militaires*) que Vandamme et Gérard se mirent en mouvement vers *dix heures environ*.

(2) *Observations sur la campagne de* 1815, etc., par le comte Grouchy. — Philadelphie, 1819.

Jomini, dans son *Précis de la campagne de* 1815 (Bruxelles, 1846), dit qu'il a vu le rapport de Grouchy.

Mais il n'y avait pas attaché beaucoup d'importance, il faut le croire. Sa conviction, paraît-il, était, au contraire, que les Prussiens se réunissaient vers Namur ou Hannut, que les Anglo-Hollandais se repliaient sur Anvers.

Il oubliait ses lenteurs, ses retards de la veille et du matin même. Il comptait sans la ténacité de Wellington, sans l'activité, l'audace de Blücher, toujours jeune en dépit des années. Souffrant, indécis, abattu, il jugeait ses adversaires sur sa mesure.

Ces illusions duraient encore quand il descendit de voiture sur le plateau de Fleurus (1).

Il était plus de onze heures. La moitié de la journée était perdue!

Grouchy venait de faire occuper par Vandamme la ville de Fleurus évacuée, dès le matin, par l'infanterie prussienne. Pajol, soutenu par les dragons d'Excelmans, avait replié un corps de cavalerie ennemie qu'on apercevait, maintenant, en avant de Ligny, échangeant avec lui des coups de canon.

La garde commençait à déboucher des bois. Les cuirassiers de Milhaud la suivaient. Gérard ne paraissait pas encore aux abords du plateau.

Le 6e corps d'infanterie, sous Lobau, avait été laissé en attente près de Charleroi (2).

La terre était poudreuse, le soleil ardent, la chaleur suffocante.

Des troupes ennemies se montraient à Saint-Amand, à Ligny, vers Brye, vers Sombreffe.

Dès l'arrivée de la garde et du corps de Gérard, à une heure (3), Napoléon fit former l'armée : Vandamme (3e corps) en avant de

(1) Le général Lamarque, dans un *Essai historique sur les cent-jours*, dit que l'empereur, en arrivant sur le plateau de Fleurus, ne croyait pas à la *présence* de l'ennemi ; qu'il alla trouver Vandamme, qui lui annonça *vainement* la réunion des Prussiens ; qu'il envoya plusieurs officiers pour s'en assurer, mais qu'il *ne voulait pas y croire*. (*Souvenirs et mémoires du général Lamarque*, publiés par sa famille. — Paris, 1836.)

(2) « Le 16, tandis que le centre se portait sur Fleurus et que le maréchal Ney était à Frasnes avec une partie de l'aile gauche, le 6e corps fut laissé à Charleroi avec l'ordre de se porter au secours de ce dernier, s'il en avait besoin. Tel était l'objet d'une mission dont je fus chargé. » (*Campagne de* 1815, par le colonel E.-F. Janin, sous-chef d'état-major du 6e corps.)

(3) *Quelques documents sur la bataille de Waterloo*, par le général Gérard.

Fleurus, ayant derrière lui la division Girard, détachée du 2e corps (1); Gérard (4e corps) au centre; Pajol et Excelmans (1er et 2e corps de cavalerie), à droite; la garde, cavalerie, infanterie, artillerie, Milhaud (4e corps de cavalerie), en deuxième ligne derrière le rideau, à hauteur de Fleurus.

Pendant que se faisaient ces dispositions, Napoléon, peu accompagné, parcourut la chaîne des vedettes, monta sur les hauteurs, dans des moulins à vent, et reconnut le terrain et les forces de l'ennemi devant lequel il s'arrêtait.

Le plateau de Fleurus s'étend en ondulations assez prononcées. Vis-à-vis de Saint-Amand et de Ligny, il s'abaisse, au nord, par une pente régulière fortement inclinée, au pied de laquelle serpente un ruisseau qui donne ou emprunte son nom à ce dernier village.

Au delà de ce ruisseau, le terrain se relève par une pente semblable mais plus courte et irrégulière, qui soutient un plateau fortement ondulé dont le point culminant est occupé par le moulin à vent, dit de Bussy, qu'on aperçoit à un millier de mètres par le nord-ouest du village de Ligny.

Le Ligny a sa source près de la chaussée de Namur à Nivelles, vers le cabaret des Trois-Burettes. Il coule, d'abord, du nord-ouest au sud-est; mais il prend une direction presque perpendiculaire à celle-ci, vers le nord-est, à partir de son confluent avec un petit ruisseau qui vient de Wangenies. Le village de Saint-Amand s'élève au-dessus de ce confluent, et tout auprès. Bâti en entier sur la rive droite du Ligny, il ne forme, à proprement parler, qu'une longue rue parallèle à la première direction de ce cours d'eau.

Sur la même rive, à quatre cents mètres au-dessus de Saint-Amand se trouvent un château et une ferme contiguë; et, plus haut encore, à une distance moindre de ces deux bâtiments, le village de Saint-Amand-la-Haye, duquel se détache, du côté de l'ouest, un groupe de quelques maisons, dénommé Saint-Amand-le-Hameau.

En remontant encore le ruisseau d'un millier de mètres, on

(1) Cette division venait d'être appelée de Wangenies, où elle avait bivaqué. Dans la dépêche écrite à Ney, quelques instants auparavant, Napoléon l'avait, cependant, comprise au nombre des huit divisions laissées à ce maréchal.

Ce ne fut pas le seul mécompte de celui-ci dans cette journée.

rencontre, situé sur ses deux rives, le village de Wagnelée.

A mille mètres, ou un peu plus, en aval de Saint-Amand, le Ligny, coulant, comme nous venons de le dire, au nord-est, traverse dans toute sa longueur le grand village dont il porte le nom, contourne ensuite le pied de mamelons sur le revers desquels est bâti Sombreffe, fait brusquement le coude à hauteur de ce bourg, et infléchissant son cours au sud, va envelopper les monticules de Tongrinne et se jeter plus loin encore, après un nouveau changement de direction, dans l'Orneau, affluent de la Sambre.

Ses eaux n'ont pas plus de trente centimètres de profondeur. Mais ses berges, taillées verticalement, hautes d'un mètre à deux mètres, son lit large de deux à trois, tout bordé d'arbres plantés serrés, forment un obstacle, surtout pour l'artillerie, excepté dans le village même de Ligny, où l'on a pratiqué de larges rampes à droite et à gauche d'un pont.

Tous les villages et hameaux dont nous venons de parler sont de construction solide, et entourés, coupés parfois de jardins, de vergers, de plantations, clos de fossés, de haies vives, de murs et de chemins creux.

La chaussée de Charleroi à Namur suit le bord septentrional du plateau de Fleurus, descend par une pente rapide sur le ruisseau de Ligny, le passe sur un pont maçonné et se confond, un peu au delà, au Point-du-Jour, avec la chaussée de Nivelles à Namur.

Le Point-du-Jour est un groupe de deux maisons.

Le bourg de Sombreffe en est à quinze cents mètres, à l'ouest. La chaussée de Namur à Nivelles le traverse, coupe, trois quarts de lieue plus loin, par le nord de Brye, au cabaret des Trois-Burettes, la voie romaine (1); va longer, à une demi-lieue plus loin encore, le village de Marbais, et arrive aux Quatre-Bras. Entre ces deux derniers points, il n'y a pas deux lieues.

Dans sa dépêche du matin, Napoléon, on se le rappelle, avait prescrit au maréchal Ney d'envoyer, après avoir occupé les Quatre-Bras,

(1) Ou, plus exactement, voie de Brunehaut. Elle conduit de Bavay à Tongres et Maestricht. Les paysans l'appellent la chaussée des Diables, les diables, dit la légende, l'ayant construite dans une seule nuit. Elle est devenue très-étroite par suite des empiétements continuels des propriétaires riverains.

une division d'infanterie à Marbais, « afin qu'il pût l'attirer à lui, à Sombreffe, s'il en avait besoin. »

Au moment où, la lunette à la main, il examinait le terrain au delà du ruisseau de Ligny et ce qui s'y passait, trois des quatre corps formant l'armée prussienne s'y trouvaient rassemblés.

Zieten occupait Saint-Amand et Ligny par quelques bataillons. Il avait sa cavalerie en avant du second de ces villages et la masse de ses troupes sur Brye et le point culminant de Bussy.

Le corps de Pirch I était, au pied du versant nord du plateau depuis Sombreffe jusqu'aux Trois-Burettes, sur la chaussée de Namur à Nivelles.

Le corps de Thielmann se tenait, vers le Point-du-Jour, en colonnes sur cette chaussée et sur celle de Charleroi, ayant une division à Tongrinne.

Blücher avait bien mis à profit le temps que lui avait laissé Napoléon; et son armée tout entière aurait été réunie là, sans le retard apporté à l'exécution de ses ordres par Bülow. Maintenant Bülow forçait la marche pour réparer sa faute; mais c'était bien tard. Il s'avançait de Hannut par la voie romaine. De Hannut au plateau de Ligny, il y a dix ou onze lieues.

La position prise par Blücher était celle que, suivant le plan convenu d'avance avec Wellington, l'armée prussienne devait occuper pendant que l'armée anglo-hollandaise occuperait, en masse, les Quatre-Bras.

Ainsi placées, ces deux armées se trouveraient en communication par la large chaussée de Namur à Nivelles, à moins de trois lieues l'une de l'autre, prêtes à se donner un mutuel appui. Elles couvriraient Bruxelles, objectif certain de la marche de Napoléon débouchant de Charleroi; et, en cas d'échec isolément subi, sur le plateau de Ligny ou aux Quatre-Bras, résultat possible d'une bataille qui devancerait leur réunion, l'armée anglaise se retirerait par Genappe, l'armée prussienne par Wavre sur la capitale de la Belgique, pour se réunir, suivant les circonstances, soit en arrière, soit même en avant de cette ville, et, dans cette dernière supposition, en disputer ensemble l'accès à l'ennemi jusque-là victorieux. Blücher, il est vrai, se trouverait dans la nécessité d'abandonner, au moins pour quelque temps, sa ligne d'opérations, mais cet inconvénient serait bien largement compensé par l'avantage de la réunion.

Telles avaient été les considérations qui avaient déterminé la résolution des généraux alliés.

Napoléon ne reconnut pas immédiatement, on va le voir, la force réelle des Prussiens. Les mouvements de terrain, les massifs d'arbres, la hauteur des moissons trompèrent son œil si exercé. Il ne s'expliquait pas d'ailleurs comment Blücher aurait massé là une grande partie de ses forces pour risquer un combat isolé, tandis que l'intérêt évident du général prussien et du général anglais était de ne combattre qu'après leur réunion. Mais ce qui lui paraissait inexplicable lui aurait semblé tout naturel, s'il eût pu savoir ce qui se passait alors en face de lui, au moulin de Bussy. Là, en effet, Blücher, qu'il croyait encore peut-être à Namur, Wellington, qu'il croyait à Bruxelles, concertaient une action commune pour la journée même.

« Mon armée se rassemble aux Quatre-Bras, disait ce dernier; j'aurai bientôt assez de forces sur ce point pour tenir en échec tout ce qui s'y présentera et vous porter, ici même, une aide puissante. A quatre heures, je serai ici (1).»

Sur cette assurance, le général prussien se décidait à recevoir la bataille, qu'il aurait pu éviter.

Coïncidence remarquable! Blücher et Wellington convenaient d'une manœuvre qui était la contre-partie de celle que Napoléon avait prescrite à Ney quelques heures plus tôt et qu'il allait lui ordonner de nouveau en lui recommandant de l'opérer le plus rapidement possible avec la masse de ses troupes.

Mais Wellington devait manquer à Blücher, comme Ney à Napoléon. Des deux côtés, le temps perdu ne devait pas se retrouver.

A deux heures, le chef de l'armée française avait pris son parti. Il fit écrire à Ney par le major général :

« En avant de Fleurus, le 16 juin, à deux heures.

» L'empereur me charge de vous prévenir que l'ennemi a réuni *un corps de troupes* entre Sombreffe et Brye, et qu'à deux heures et demie M. le maréchal Grouchy, avec *les 3e et 4e corps*, l'attaquera.

» L'intention de Sa Majesté est que *vous attaquiez* aussi ce qui est

(1) *Der Feldzug von 1815 in Frankreich,* hinterlassene werke des generals Carl von Clauzewitz. VIII band. Berlin 1835.

devant vous, et qu'après l'avoir vigoureusement pressé, *vous vous rabattiez sur nous* pour concourir à envelopper *le corps* dont je viens de vous parler. Si ce *corps* était enfoncé auparavant, alors Sa Majesté ferait manœuvrer dans votre direction pour hâter également vos opérations.....

» Instruisez de suite l'empereur de vos dispositions et de ce qui se passe sur votre front. »

Cette dépêche, sur laquelle nous aurons à revenir et qui fut adressée à *Gosselies*, prouve clairement qu'en ce moment, comme nous venons de le dire, Napoléon n'avait pas reconnu encore la force réelle de l'ennemi. Il ne voyait *qu'un corps* de troupes là où se trouvaient les trois quarts de l'armée prussienne; *un corps* dont Grouchy, avec Vandamme et Gérard, allait avoir raison.

Cependant Wellington reprenait la route des Quatre-Bras; Blücher attendait l'attaque, plein de confiance dans la valeur de ses troupes et dans la promesse de son allié; l'armée française, les yeux fixés sur le plateau de Ligny, brûlait d'en venir aux mains.

Tout à coup, du point où se tenait alors Napoléon, près d'un moulin à vent, à côté de Fleurus, on vit partir, à toute bride, des officiers d'ordonnance se dirigeant vers les divers corps d'armée; et bientôt toute la ligne française s'ébranla.

Elle exécutait un changement de front sur Fleurus, la droite en avant.

Ce mouvement achevé, le 3e corps se trouva sur une ligne brisée, faisant face aux côtés sud et ouest de Saint-Amand et ayant la division de cavalerie de Domon sur sa gauche, la division Girard en réserve; le 4e corps fut, partie vis-à-vis de Ligny, partie vis-à-vis du coude du ruisseau; le maréchal Grouchy, avec Pajol et Excelmans, fut en retour sur le 4e corps, sa gauche près de la chaussée de Charleroi, sa droite le long de la petite route qui conduit de Fleurus à Namur par Onoz. La garde impériale et les cuirassiers de Milhaud formèrent une deuxième ligne sur Fleurus.

L'ordre fut expédié au corps de Lobau, laissé en attente à Charleroi, d'avancer rapidement pour venir se placer en réserve générale.

Avant cette manœuvre, rien n'indiquait à l'ennemi de quel côté se porterait notre attaque : ce pouvait être de Saint-Amand à Wagnelée ou de Saint-Amand à Ligny et Sombreffe. Aussi Blücher avait-il disposé ses troupes de manière à pouvoir faire front également sur

l'une ou l'autre direction, et attendait-il, immobile, que les intentions de son adversaire se fussent démasquées. Notre changement de front, en se dessinant, les lui avait bien vite montrées : et, du moulin de Bussy, où aucun mouvement ne lui échappait, il avait rapidement ordonné les dispositions devenues nécessaires.

La cavalerie qui était en avant du ruisseau de Ligny le repassa et alla se placer entre Ligny et Sombreffe, assez mal à couvert dans un léger pli de terrain.

Trois bataillons étaient dans Saint-Amand, dans le château et la ferme qui avoisinent le village. Ils y restèrent. Six bataillons vinrent se poster en deçà du ruisseau, derrière le premier pli de terrain, prêts à les soutenir immédiatement.

Trois bataillons et demi occupèrent Saint-Amand-la-Haye et Saint-Amand-le-Hameau.

Quatre bataillons et demi tenaient Ligny. Six bataillons furent envoyés auprès et en arrière du village.

Onze bataillons demeurèrent massés au moulin de Bussy et à Brye.

Un régiment de hussards était, depuis le matin, en avant de Wagnelée avec une batterie, éclairant la voie romaine et la chaussée de Nivelles. Il continua sa mission.

Toutes ces troupes, formant le corps de Zieten, comptaient 34 bataillons, 32 escadrons, 96 bouches à feu.

Pirch I laissa une division à Sombreffe, une division aux Trois-Burettes et porta vers Brye ses deux autres divisions, ainsi que la masse de sa cavalerie.

Thielmann fit avancer derrière Sombreffe une division qui détacha deux bataillons à la ferme de Potriaux, dominant de très-près le cours du Ligny. Une autre division marcha sur la chaussée de Fleurus, s'établit sur la hauteur au pied de laquelle est le pont, et garda les maisons qui l'avoisinent.

Des deux autres divisions de Thielmann, l'une resta au Point-du-Jour, l'autre à Tongrinne, y appuyant sa droite, et occupant, par des détachements, ce village, celui de Tongrinelle, qui est au-dessous, dans le lit du Ligny, et ceux de Boignée et de Balatre.

La cavalerie de réserve du même général fut entre Tongrinne et le Point-du-Jour.

La force totale de ces trois corps prussiens, déduction faite des

pertes de la veille et d'un millier d'hommes encore attardés au delà de la Meuse, s'élevait à quatre-vingt-sept mille hommes dont 8,500 de cavalerie, et 224 bouches à feu (1).

Ils avaient en face soixante-huit mille hommes, dont treize mille de cavalerie, et deux cent dix bouches à feu, que devait renforcer le corps de Lobau, arrivant avec 10,500 hommes et 32 bouches à feu (2).

(1)

	Hommes.		Cavalerie.	Bouches à feu.
Corps de Zieten (y compris la cavalerie, l'artillerie, le génie, etc.)	32,692	dont	1,925	96
Corps de Pirch I, id.	32,704	—	4,468	80
Id. de Thielman, id.	24,456	—	2,405	48
	89,852	—	8,798	224
Pertes le 15 juin	1,500	—	100	»
Encore au delà de la Meuse.	1,000	—	200	»
Reste à Ligny.	87,352	—	8,498	224

A la rigueur, il faudrait retrancher de cet effectif celui du train des équipages, etc. ; mais, pour éviter des détails, nous ne le retranchons pas. Nous ne ferons pas non plus cette soustraction de l'effectif de l'armée française ; et, comme le chiffre des non combattants est très-peu considérable, le rapport numérique des combattants prussiens et français restera, à infiniment peu près, représenté par celui des deux effectifs généraux.

(2)

	Hommes.		Cavalerie.	Bouches à feu.
Vandamme (3e corps) (y compris la cavalerie, l'artillerie, etc.)	19,160	dont	1,017	38
Girard (division du 2e corps), id.	4,297	—	»	8
Gérard (4e corps), id.	15,995	—	1,628	38
Garde impériale, id.	18,652	—	1,718	90
Lobau (6e corps), id.	10,465	—	»	32
Pajol (1er de cavalerie), id.	3,046	—	2,717	12
Excelmans (2e id.), id.	3,515	—	3,220	12
Milhaud (4e id.), id.	3,544	—	3,194	12
Total. . . .	78,674	—	13,494	242
Pertes le 15 juin	400		100	»
Reste à Ligny.	78,252	—	13,394	242

Avec le maréchal Ney, sur la route de Charleroi à Namur :

	Hommes.		Cavalerie.	Bouches à feu.
D'Erlon (1er corps) (y compris la cavalerie, l'artillerie, etc.) . . . . . . :	19,939	dont	1,506	46
Reille (2e corps), id.	20,086	—	1,865	38
A reporter. . . .	40,025	—	3,371	84

La ligne de bataille, prise par Blücher parallèlement au changement de front exécuté par l'armée française, était sur la direction de Sombreffe à Gosselies. La perpendiculaire abaissée des Quatre-Bras sur cette direction la coupe à Saint-Amand et mesure dix mille mètres.

La droite des Prussiens était en l'air, a dit Napoléon. Cela est vrai; mais ce défaut était corrigé aux yeux de Blücher par l'assurance que lui avait donnée Wellington d'un puissant secours venant des Quatre-Bras. L'assurance fut vaine, on le verra. La droite des Prussiens resta en l'air; mais Napoléon n'en profita pas.

Du reste, leur position était naturellement forte, bordée comme elle l'était par le cours du Ligny et couverte par de gros villages qu'entouraient des fourrés d'arbres, des haies, des clôtures maçonnées.

Les mouvements préparatoires de la lutte sont achevés de part et d'autre. Sur le front des deux armées tout est silencieux. Trois coups de canon éclatent à intervalles égaux tout près de Fleurus : c'est Napoléon qui donne à Vandamme le signal de l'attaque.

Deux heures et demie viennent de sonner au clocher de Saint-Amand.

La division Lefol se forme en trois colonnes et marche sur ce village, précédée d'une ligne de tirailleurs, au bruit des tambours et des musiques, qui, par un anachronisme bizarre, mêlent les airs de la Révolution aux cris de « Vive l'empereur ! » poussés avec ardeur par les soldats.

Embusqués derrière les arbres, les haies, les clôtures, les barricades élevées à toutes les issues, couverts par des murs crénelés, les Prussiens attendent froidement; et, dès que les colonnes françaises arrivent à portée, une violente fusillade éclate sur elles dans toute la

	Hommes.		Cavalerie.	Bouches à feu.
Report. . .	40,025	dont	3,371	84
Lefebvre Desnouettes (division de la garde), id.	2,232	—	2,077	6
Kellermann (4e corps cavalerie), id.	3,679	—	3,360	12
Total. . . .	45,914	—	8,808	102
Pertes le 15 juin	200	—	50	»
	45,714	—	8,758	»
A Charleroi, au grand parc.	3,500			

longueur de Saint-Amand. Sans se laisser émouvoir, les soldats de Lefol précipitent leur marche à travers les jardins et les vergers, abordent le village, y pénètrent malgré une vive résistance, en chassent les trois bataillons qui l'occupent, et les rejettent sur le ruisseau. Poussant leur succès, ils vont franchir cet obstacle. Mais ils reçoivent le feu de plusieurs bataillons et la mitraille de huit pièces en position au sommet du rideau qui domine immédiatement le lit du ruisseau ; et ils sont forcés de revenir s'abriter derrière les maisons.

Le général Steinmetz, chargé spécialement de la défense de Saint-Amand, a sous ses ordres les trois bataillons qui en ont été chassés, six bataillons et la batterie dont le feu vient de faire reculer Lefol. Il rallie les premiers, les appuie par deux bataillons tirés de cette réserve et les ramène sur Saint-Amand. Il échoue dans ce retour offensif. Mais, tout aussitôt, il appelle à lui le reste de sa réserve, se porte de nouveau en avant et entre dans le village avec une partie de ses troupes, pendant que l'autre partie cherche à tourner la gauche de Lefol, en débouchant au-dessus, près du château.

Vandamme, alors, fait entrer en ligne une partie de la division Berthezène à gauche de Lefol, vers le château et la ferme qui s'y relie ; et, en même temps, il ordonne à la division Girard de marcher contre le Hameau et la Haye (1).

Un combat des plus meurtriers s'engage sur le front de bataille ainsi agrandi. Il a pour résultat un nouvel échec des Prussiens. Encore une fois, Steinmetz est refoulé au delà du ruisseau. Mais les abords en sont battus, maintenant, par vingt-quatre bouches à feu. Lefol et Berthezène ne peuvent déboucher. Ils se replient sur Saint-Amand.

Le château et la ferme, bien clos de murs et occupés par un demi-bataillon, sont emportés ; et là, non plus, on ne peut déboucher, sous le feu de l'artillerie opposée.

Pendant cette lutte, Girard a enlevé le Hameau et la Haye, vigoureusement défendus par trois bataillons.

Maître de Saint-Amand et de la Haye, Vandamme devenait très-menaçant. Son artillerie, retardée jusque-là par les difficultés du terrain, commençait à arriver en ligne. Un coup de vigueur heureux que

(1) Nous désignons ainsi, pour éviter la confusion, Saint-Amand-le-Hameau et Saint-Amand-la-Haye.

viendrait appuyer la garde, pouvait, d'un moment à l'autre, le porter, de la Haye, jusqu'à Brye, jusqu'au moulin de Bussy, lui donner la clef du champ de bataille de Blücher et la chaussée de Nivelles à Namur.

De la hauteur de Bussy, le général prussien, observant les péripéties de la manœuvre de Vandamme, avait vu le danger et pris immédiatement des dispositions pour y parer.

La division Pirch II (corps de Zieten) quittait sa position près de Brye et s'avançait pour reprendre la Haye. Le général Jürgas devait seconder ce mouvement avec les trois brigades de cavalerie (corps de Pirch I) dont il était le chef, et la division Tippelskirchen (corps de Pirch I) retirée des Trois-Burettes et mise momentanément sous ses ordres.

Blücher donnait, en même temps, à Zieten le commandement général depuis Saint-Amand jusqu'à Wagnelée.

Pirch II arriva promptement sur le champ de l'action. Il avait neuf bataillons; il les forma en colonnes d'attaque et sur deux lignes.

La première se jeta sur la Haye avec grande résolution. Girard tenait ce village par l'une de ses brigades, et avait l'autre en arrière.

Pirch II s'empara, tout d'abord, des premières maisons, et, gagnant bientôt plus de terrain encore, il s'était rendu maître de la moitié du village, quand Girard, dans un furieux effort, lui fit lâcher prise et le força à se retirer en désordre. Appuyé par sa seconde ligne, Pirch II revient à la charge, reprend une partie de la Haye, et ne peut encore s'y maintenir. Après une sanglante mêlée, ses bataillons plient, sont rompus et repassent précipitamment le ruisseau.

Blücher, qui voit leur défaite, accourt au galop au milieu d'eux. Sa présence les raffermit; il leur jette quelques paroles ardentes. Les rangs se reforment à sa voix; et, sans perdre un instant, le vieux maréchal ordonne à Pirch II de les ramener au feu.

Pendant ce temps, Steinmetz gardera sa position devant Saint-Amand et le château; Jürgas, qui s'est fait attendre, débouchera de Wagnelée et tombera, en la prenant à revers, sur la gauche de Girard. Deux de ses brigades de cavalerie sont venues se poster entre ce village et celui de la Haye, prêtes à fondre sur tout ce qui en sortira.

La charge bat; Pirch II marche à l'attaque et aborde de nouveau les soldats de Girard. Ame de feu, cœur intrépide, le général français

se multiplie pour soutenir le choc; il tombe mortellement blessé. Inférieure en nombre, sa troupe cède, mais lentement, en bon ordre. Disputant avec la dernière intrépidité chaque rue, chaque maison, chaque clôture, elle est repoussée du village et va s'appuyer au Hameau. Elle a, maintenant, un millier d'hommes hors de combat, le quart de son effectif. Ses deux généraux de brigade sont blessés : c'est un colonel, Tiburce Sébastiani, qui la commande.

Pendant la dernière période de ce combat si acharné, Jürgas, débouchant de Wagnelée, s'était avancé vers la gauche de Girard pour la prendre en flanc et de revers. Il n'y avait pas réussi.

Vandamme, dans la prévision d'un mouvement de ce genre, avait dirigé l'une des brigades de la division Habert, avec une batterie, vis-à-vis de Wagnelée. Placée en potence sur la division Girard, cette brigade avait jeté en avant de son front une forte ligne de tirailleurs cachée dans les moissons. La division Domon était sur sa gauche.

Jürgas, paraît-il, avait marché sans faire éclairer son chemin. Sa colonne d'infanterie était venue donner, inopinément, sur nos tirailleurs, qui l'avaient accueillie par une vive fusillade et mise dans un désordre tel, qu'elle s'était débandée, s'enfuyant au delà de Wagnelée. Jürgas était parvenu, non sans grande peine, à rallier une partie des fuyards sous la protection de trois de ses bataillons et d'une batterie qui n'étaient pas encore sortis de Wagnelée, et qui, de concert avec les deux brigades de cavalerie placées entre ce village et la Haye, avaient empêché les nôtres de poursuivre leur succès. Sa troisième brigade de cavalerie avait contenu la division Domon.

Il était cinq heures ou cinq heures et demie. Après tous les coûteux efforts que nous venons de dire, Vandamme occupait Saint-Amand et le château; mais il ne pouvait en déboucher, et il se maintenait au Hameau. Il envoyait la seconde brigade de Habert soutenir la première devant Wagnelée; toute son artillerie était en batterie. Il ne lui restait ni un bataillon, ni un canon en réserve.

Sur toute la ligne, le feu de Zieten et le sien étaient des plus violents.

Si le commandant de l'aile gauche de l'armée française ne recevait pas des renforts, il n'était guère à espérer qu'il pût avancer beaucoup.

Napoléon lui envoyait la division Subervie, retirée du corps de

Pajol, et une batterie de la garde pour appuyer la division Domon vers Wagnelée, où l'ennemi montrait beaucoup de cavalerie; mais c'était insuffisant : il fallait de l'infanterie. Vandamme en demandait avec raison.

En ce moment, Blücher faisait passer en réserve, entre le moulin de Bussy et Sombreffe, la division Steinmetz, qui, sur moins de neuf mille hommes, en comptait deux mille trois cent cinquante hors de combat (1). Il retirait aussi du feu trois bataillons de la division Jagow (corps de Zieten) non moins éprouvés, et les envoyait reprendre haleine en arrière de Ligny, où se trouvait le reste de cette division.

En même temps il portait, partie sur Saint-Amand, partie plus à gauche vers Ligny, neuf bataillons de la division Krafft, du corps de Pirch I, et, vers le moulin de Bussy, neuf bataillons de la division Langen, appartenant au même corps et venus de Sombreffe.

Déjà, il avait fait relever, aux Trois-Burettes, par la division de Brause (corps de Pirch I), celle de Tippelskirchen, mise, nous l'avons dit, sous les ordres de Jürgas pour la manœuvre si bien arrêtée au débouché de Wagnelée; et il avait appelé, de l'extrémité de son aile gauche, la brigade de cavalerie de Marwitz (corps de Thielmann), pour l'ajouter aux forces de Jürgas. Cette brigade arrivée, celui-ci disposerait de cinq mille chevaux.

L'attaque sur le centre de l'armée prussienne, à Ligny, avait commencé un quart d'heure après celle de Saint-Amand. C'était Gérard qui la commandait. Elle n'aurait pu être confiée à personne de plus digne.

Le 4e corps, toutes armes comprises, ne comptait que seize mille hommes.

Gérard avait dû porter sur sa droite, vis-à-vis du coude du ruisseau, la division Hulot (2); il avait jeté du même côté sa division de cavalerie, commandée par Maurin; il ne lui restait donc, pour enlever Ligny, que les deux divisions de Vichery et de Pécheux : moins de dix mille hommes.

(1) *Recueil des plans de combats et batailles,* etc., par Wagner. — Berlin, 1825.

(2) Hulot n'était que maréchal de camp. Il avait pris, comme le plus ancien de son grade, le commandement de la division Bourmont, depuis la désertion de celui-ci.

Ce village était occupé, nous l'avons déjà dit, par quatre bataillons et demi qui en avaient six en réserve immédiate. Les uns et les autres appartenaient aux divisions Jagow et Henkel, du corps de Zieten ; et leur force était de huit à neuf mille hommes seulement. Mais ils avaient tout l'avantage de la position.

Depuis le matin, ils avaient barricadé l'entrée des rues, obstrué les passages des jardins et des vergers, crénelé les maisons et les murs de clôture, notamment le château de Ligny, situé à leur extrême droite, à l'abord du village. Seize bouches à feu étaient en batterie de ce côté, et seize encore à gauche.

Gérard ouvrit le feu avec vingt-quatre, et entama l'attaque. Elle se fit par trois colonnes entrant successivement en action à de très-courts intervalles de temps. La première sur la gauche, la seconde sur le milieu, la troisième sur la droite du village, contre le château (1).

Comme à Saint-Amand, les Prussiens attendirent, calmes et silencieux, l'approche de leurs ennemis, s'avançant au bruit des tambours et des musiques, exhalant leur enthousiasme en immenses acclamations couvertes à peine par le bruit du canon ; et, dès qu'ils les virent à portée, ils dirigèrent sur eux un feu meurtrier qui ralentit, puis arrêta leur marche. Mais ce moment d'hésitation fut à peine sensible. Contre ces adversaires, abrités par des haies, des fossés, des murs crénelés, des barricades, et malgré les boulets qui battaient leur flanc, les trois colonnes françaises reprirent leur mouvement et arrivèrent jusqu'aux premières clôtures.

La résistance, alors, devint si vive, qu'elles furent forcées de reculer. Par deux fois, elles revinrent à l'attaque et sans plus de succès. Il fallut un quatrième assaut pour les mettre en possession des jardins et des vergers formant les abords de Ligny. Mais, aussitôt, les Prussiens se rallient, appuyés par une partie de leurs réserves, et reprennent, dans un combat opiniâtre où l'on se fusille à bout portant, tout le terrain perdu.

Des deux côtés, les pertes sont déjà considérables. Nos obus ont allumé des incendies sur plusieurs points ; le château est en feu.

Gérard renforce ses colonnes. Un nouveau choc a lieu. L'ennemi le reçoit de pied ferme ; mais il plie, enfin, sous l'impétuosité française. Les jardins, les vergers sont enlevés de nouveau, l'accès des

(1) Ce château n'existe plus.

rues est forcé; les généraux Vichery et Pécheux pénètrent jusqu'au milieu du village, atteignent le ruisseau et le dépassent.

Le château, cependant, tient encore, ainsi qu'un groupe de maisons voisines.

En ce moment, Jagow se met à la tête des deux derniers bataillons restés en réserve, d'un troisième, détaché de la division Krafft et que Blücher vient d'envoyer. Il pousse droit au centre de Ligny, par la grande rue, force les Français à repasser le ruisseau et le franchit lui-même.

Alors s'engage, dans le village entier, une des luttes les plus acharnées dont l'histoire ait gardé le souvenir. Prussiens et Français sont confondus dans la plus effroyable mêlée, donnant et recevant la mort sans que nul songe à demander quartier. Les officiers eux-mêmes ont pris le fusil. Ce n'est pas un combat, ce sont mille combats qui se livrent à la fois. Chaque rue, chaque bâtiment, chaque clôture est attaquée et défendue avec fureur. On se fusille, on se déchire à la baïonnette, on s'assomme à coups de crosse, sur les degrés des maisons, dans les chambres, dans les étables; on se poursuit, on se tue jusqu'au milieu des incendies qui éclatent à chaque instant. La bravoure est devenue de la rage, de la férocité.

« Ces hommes, a dit un écrivain étranger, s'attaquaient avec toute la fureur de la haine personnelle. Il semblait que chacun eût rencontré dans son adversaire un ennemi mortel et se rejouît d'avoir trouvé le moment de la vengeance. » Rien n'est plus vrai.

Gérard, à son tour, est bientôt obligé de porter ses dernières réserves sur ce champ de carnage. Elles y entrent, animées d'une indicible ardeur. Mais ce renfort ne suffit pas. Blücher vient de diriger sur Ligny deux bataillons de la division Henkel, qui étaient encore au moulin de Bussy. L'attaque et la défense continuent avec des chances diverses et une rage égale. Le combat s'est étendu progressivement, dans le lit du ruisseau, d'un côté, jusque vers Saint-Amand, de l'autre, jusque vers la ferme de Potriaux.

A cinq heures et demie, l'aide de camp Gourgaud, qui a suivi les opérations de Gérard, arrive près de Napoléon, demeuré jusque-là en avant de Fleurus, et lui apprend que rien n'est encore décidé pour la possession de Ligny (1).

(1) *Campagne de* 1815, par Gourgaud.

A l'aile droite de l'armée française, où commandait Grouchy, la journée était bien loin d'avoir le même caractère qu'au centre et à l'aile gauche.

Ce maréchal n'avait, maintenant, sous ses ordres que la division Hulot et celle de Maurin, du corps de Gérard, la cavalerie légère de Pajol et les dragons d'Excelmans.

Il avait pris position, on l'a vu, en retour sur Gérard. Les divisions Hulot et Maurin étaient à sa gauche, vis-à-vis du coude du Ligny.

En face de lui étaient les quatre divisions d'infanterie et la cavalerie du corps de Thielmann, disposées comme nous l'avons indiqué : la division Borcke à côté de Sombreffe; celle de Stülpnagel au Point-du-Jour; celle de Luck sur la hauteur de la chaussée de Fleurus, en deçà du pont; celle de Kemphen à côté de Tongrinne; la cavalerie de réserve, entre ce village et la chaussée.

Vers quatre heures seulement, les tirailleurs de Hulot s'étaient engagés avec ceux de Thielmann dans le coude du Ligny. Mais, une heure et demie encore après, il ne s'était rien passé de ce côté, sinon que Tongrinelle, enlevé d'abord aux Prussiens, avait été repris, et que ceux-ci avaient dû se retirer de Boignée et de Balatre.

Napoléon affaiblissait alors Grouchy de la division Subervie pour renforcer Vandamme. De son côté, Blücher retirait à Thielmann la brigade de cavalerie de Marwitz pour la porter sur Wagnelée; en même temps, il appelait au moulin de Brye la division Langen (corps de Pirch I), la remplaçait à Sombreffe par la division Stülpnagel et faisait avancer celle de Borcke entre ce bourg et le coude du Ligny.

La lutte, à l'aile droite, devait rester faible jusque vers les derniers moments de la journée.

Nos mouvements, de ce côté, n'avaient d'autre but que d'inquiéter Blücher assez pour le déterminer à y maintenir des forces considérables pendant que les grands coups se frapperaient ailleurs.

Le général prussien, trop préoccupé de garder la chaussée de Namur, devait se laisser prendre à ces démonstrations; nous le verrons.

A cinq heures et demie, l'état de la bataille était donc celui-ci :

Sur notre gauche, le corps entier de Vandamme et la division Girard combattaient et se maintenaient à Saint-Amand et au Hameau.

Sur notre centre, Gérard disputait Ligny avec deux de ses divisions.

Sur notre droite, Grouchy s'était emparé de Boignée et de Balatre et faisait des démonstrations contre Thielmann, avec une petite partie de ses forces.

Napoléon n'avait donc encore engagé que trente-six ou trente-sept mille hommes.

Du côté des Prussiens, tout le corps de Zieten, moins sa cavalerie de réserve, une division et demie et la cavalerie du corps de Pirch I étaient entrés en action, à leur droite et à leur centre; et, à leur gauche, Thielmann répondait avec quelques bataillons aux mouvements de Grouchy. C'étaient, en tout, quarante-six ou quarante-sept mille hommes portés au feu.

La réserve de Napoléon se trouvait ainsi de quarante mille hommes environ, y compris le corps de Lobau, qui approchait; celle de Blücher, de pareille force. Le général prussien devait savoir, en ce moment, qu'il ne devait plus compter sur le corps de Bülow pour le conflit du jour.

A la vigueur de la résistance aux attaques de Saint-Amand et de Ligny, Napoléon avait reconnu bien vite qu'il avait affaire non pas à un corps ennemi, comme il l'avait dit à Ney dans la dépêche datée de deux heures, mais à la plus grande partie de l'armée prussienne; et il avait compris pourquoi elle faisait ferme contenance devant lui et pourquoi sa droite était en l'air : elle attendait la coopération des Anglo-Hollandais.

Alors, il s'était hâté de faire écrire à Ney par le major général :

« En avant de Fleurus, le 16 juin, à trois heures et un quart.

« Monsieur le maréchal, je vous ai écrit, il y a une heure, que l'empereur ferait attaquer l'ennemi dans la position qu'il a prise entre les villages de Saint-Amand et de Brye. En ce moment, l'engagement est très-prononcé; Sa Majesté me charge de vous dire que vous *devez manœuvrer sur-le-champ* de manière à envelopper la droite de l'ennemi et tomber à bras raccourci sur ses derrières; cette *armée* est perdue si vous agissez vigoureusement; le sort de la France est entre vos mains. Ainsi n'hésitez pas un instant pour faire le mou-

vement que l'empereur vous ordonne ; et dirigez-vous sur les hauteurs de Brye et de Saint-Amand pour concourir à une *victoire peut-être décisive*. L'ennemi est pris en flagrant délit au moment où il cherche à se réunir aux Anglais. »

La combinaison primitive de Napoléon s'agrandissait singulièrement à mesure qu'il prenait une vue plus juste de l'ennemi. De huit à neuf heures, il demandait à Ney une division d'infanterie, « afin qu'il pût l'attirer à lui à Sombreffe, *s'il en avait besoin ;* » à deux heures, il lui ordonnait de « pousser vigoureusement ce qu'il avait devant lui et de se rabattre pour concourir à envelopper *un corps de troupes* réuni entre Sombreffe et Brye ; » à trois heures un quart, il le pressait d'accourir pour assurer « la perte d'une *armée*, pour concourir à une *victoire peut-être décisive.* »

Combinaison très-savante, très-belle, qui a trouvé, à bon droit, beaucoup d'admirateurs, mais dont la réussite n'était pas dans les mains du maréchal Ney, comme le croyait Napoléon, comme il l'a écrit plus tard, comme on l'a trop répété sur son affirmation.

Le hasard, cependant, vint lui offrir tout à coup le moyen de réparer son erreur.

A cinq heures et demie, on l'a vu, la division Subervie passait de l'aile droite à l'aile gauche de l'armée pour renforcer Vandamme ; et le corps de Lobau approchait du champ de bataille.

Napoléon envoyait sur la Haye la division de jeune garde et l'une des brigades de chasseurs de la vieille ; lui-même portait le reste de ses réserves sur Ligny pour enfoncer le centre des Prussiens, quand Vandamme le fit prévenir « qu'à une lieue vers sa gauche une colonne ennemie débouchait des bois et nous tournait ainsi en ayant l'air de se porter sur Fleurus (1). »

Vandamme ne se trompait-il pas? Cette colonne n'était-elle pas plutôt un détachement de Ney, qui, prenant une direction pour une autre, venait sur Fleurus, au lieu d'arriver par Marbais ?

Était-ce un corps tournant et inaperçu jusque-là, envoyé par Blücher, ou bien une partie de l'armée anglo-hollandaise ? Il fallait promptement s'assurer de la vérité avant de s'engager plus avant dans la bataille.

Le mouvement des réserves fut suspendu et un aide de camp

(1) *Campagne* de 1815, par Gourgaud.

dépêché, à toute bride, pour reconnaître la mystérieuse colonne.

En attendant son retour, Napoléon ordonna à Vandamme et à Gérard de redoubler d'efforts pour se maintenir, au moins, sur le terrain gagné jusque-là ; et, pour leur donner appui, mais seulement en cas extrême, il fit avancer, jusqu'à hauteur de Saint-Amand, la division de jeune garde sous Duhesme avec l'une des brigades de chasseurs à pied, et, jusqu'à mi-chemin de Ligny, l'autre brigade de ces chasseurs. En même temps, trois batteries de la garde allèrent ouvrir leur feu contre ce dernier village.

La bataille continuait, furieuse, à l'aile gauche et au centre.

Vandamme tentait en vain de déboucher de Saint-Amand ; il gardait le Hameau, mais s'épuisait à ressaisir la Haye. L'artillerie et la mousqueterie éclataient sans relâche sur tout son front.

Jürgas, ayant rallié, raffermi ceux des bataillons de Tippelskirchen qui avaient été dispersés lors de leur sortie de Wagnelée, reçoit l'ordre de renouveler sa tentative sur la gauche de Vandamme. Une sortie de la Haye l'appuiera, pendant que sa droite sera couverte par une brigade de cavalerie que renforce, à l'instant, celle de Marwitz, détachée du corps de Thielmann.

Exécuté avec vigueur, ce mouvement est suivi de succès. La division Habert, qui est toujours en potence sur la division Girard, plie ; le Hameau, défendu à outrance, est emporté par deux des bataillons de Tippelskirchen, que Blücher conduit, l'épée à la main. La division Tippelskirchen se déploie en avant de ce point ; Pirch II débouche de la Haye. La ligne de Vandamme est ébranlée.

Le plan de Blücher se dessine de plus en plus. Il veut forcer, en la débordant, l'aile gauche de l'armée française et tenter de saisir la chaussée de Charleroi à Fleurus, de rejeter Napoléon dans les défilés de la Sambre. Tentative redoutable, s'il la fait de concert avec un corps anglais qui doit lui arriver d'un moment à l'autre : le corps peut-être dont Vandamme a signalé l'approche.

Cependant Gérard a persévéré dans sa lutte intrépide sur Ligny. Gagnant, perdant, regagnant quelques parties de rues, quelques maisons disputées avec rage, il use l'ennemi.

Blücher a dû retirer du feu la division Henkel, épuisée dans ce terrible conflit (1) : il l'a relevée par la moitié de celle de Krafft, dont

(1) D'après Damitz, cette division, forte de 4,721 hommes, en avait

l'autre moitié est devant Saint-Amand. Gérard n'a encore reçu d'autre secours que les trois batteries de la garde qui viennent de lui être envoyées par Napoléon. Il n'a toujours que les divisions Vichery et Pécheux, fatiguées, mutilées; mais ces deux généraux, mais lui-même grandissent leurs efforts au niveau de la résistance ; et soldats et officiers se montrent dignes d'obéir à de pareils chefs.

Depuis quelques instants, l'artillerie de réserve du corps de Pirch I s'est avancée sur Wagnelée, la Haye, Ligny, et, réunie aux nombreuses batteries de celui de Zieten, successivement portées en ligne depuis le commencement de l'action, elle couvre de projectiles les abords de ces villages et du ruisseau.

A la droite de l'armée française, Grouchy a continué ses démonstrations. Avec sa cavalerie et la division Hulot, il occupe Thielmann, qui a fini par engager contre lui les divisions de Kemphen et de Luck, depuis la ferme de Potriaux jusqu'à Tongrinelle et au-dessous.

Blücher craint toujours pour la route de Namur.

Il est six heures et demie.

En ce moment, l'aide de camp expédié pour reconnaître la colonne signalée par Vandamme revient près de Napoléon (1).

Vandamme était dans l'erreur, cette colonne n'est ni anglaise ni prussienne; c'est le 1er corps de l'armée française : celui de d'Erlon. L'aide de camp l'a trouvé à moins d'une lieue de Saint-Amand.

Que l'ordre en soit donné; et, dans une heure, vingt mille hommes de toutes armes iront déboucher sur Wagnelée, sur Brye, prenant Blücher à revers par sa droite, sur son centre, pendant qu'il sera assailli de front par Vandamme et Gérard, renforcés de toutes les réserves. Le plan conçu par Napoléon se trouvera réalisé : de l'armée prussienne, il ne s'échappera pas vingt mille hommes.

Cet ordre, Napoléon ne le donne pas : d'Erlon n'est pas appelé !

La manœuvre suspendue par la fausse nouvelle de Vandamme est reprise.

La division de jeune garde sous Duhesme et la brigade de chasseurs à pied, déjà portées à hauteur de Saint-Amand, sont mises à

perdu 2,500. Damitz a écrit sur les documents laissés par le général Grolmann, quartier-maître général de l'armée prussienne.

(1) *Mémoires de Napoléon*, t. IX.

la disposition de Vandamme et se rapprochent de son champ de bataille.

Napoléon marche vers Ligny à la tête de la division de grenadiers à pied, de la cavalerie, de l'artillerie de la garde et des cuirassiers de Milhaud.

Le corps de Lobau, arrivé de Charleroi depuis quelques instants, a pris position à droite de Fleurus, sur la chaussée. Il doit y rester.

L'apparition vers la Haye de la garde, qui s'avance au pas redoublé, drapeaux déployés, tambours et musique en tête, est saluée par les acclamations des soldats de Vandamme.

Ébranlés par la prise du Hameau, reculant devant l'ennemi, ils se raffermissent et s'arrêtent.

Vandamme place immédiatement en réserve générale la brigade de chasseurs à pied, et lance la division Duhesme (huit bataillons) contre la ligne de Jürgas. Abordés d'un impétueux élan, les Prussiens ne tardent pas à plier. Le Hameau leur est repris. Duhesme les repousse jusqu'à Wagnelée. La division Girard, conduite maintenant par le colonel Sébastiani, refoule Pirch II dans la Haye. La cavalerie de Jürgas, malgré sa supériorité numérique, est contenue par la division Domon, que vient de renforcer celle de Subervie, arrivant de notre aile droite.

Le terrain est déblayé jusqu'au ruisseau.

Mais Blücher, en voyant se prononcer cette dernière attaque, avait retiré, des Trois-Burettes, la division Brause, et l'avait rapprochée du combat.

Jürgas en appelle cinq bataillons arrivés derrière Wagnelée, et les fait entrer en ligne. Blücher, lui-même, va prendre les quatre autres bataillons de Brause et les dirige sur la Haye.

L'intervention de ces six mille hommes de troupes fraîches amortit la violence de l'attaque, puis fait regagner, peu à peu, aux Prussiens le terrain si vivement enlevé, il n'y a qu'un instant. Ils reviennent jusque sur le Hameau.

Blücher ordonne, alors, de faire passer en réserve la division Tippelskirchen, réduite aux deux tiers de son effectif (1).

Presque en même temps, Vandamme retire aussi du feu la vaillante division Girard, plus éprouvée encore et harassée de cette lutte

(1) « Elle avait perdu 1,891 hommes. » — Damitz.

si longue, si acharnée, sur un terrain couvert d'obstacles, sous le poids d'une chaleur excessive.

Pendant que ceci s'est passé à notre aile gauche, Ligny est resté le théâtre de terribles combats. Blücher a dû y envoyer encore cinq bataillons de la division Langen (corps de Pirch I); et, grâce à cette aide nouvelle, ses braves soldats se sont maintenus dans une grande partie du village, et, malgré l'incendie, ils n'ont pas cessé d'occuper le château. Gérard est à bout d'efforts : la nature humaine a ses limites.

A notre aile droite, Thielmann, sorti de sa longue indécision, a fait déboucher contre Grouchy, sur la chaussée de Fleurus, la brigade de cavalerie de Lottum, en l'appuyant de deux batteries et de plusieurs bataillons. Tout a été culbuté par une brillante charge de la brigade Burthe (corps d'Excelmans); six pièces d'artillerie sont tombées au pouvoir de nos dragons.

A la suite de ce coup de vigueur, le combat est devenu très-vif dans le coude du Ligny, surtout vers la ferme de Potriaux et le pont. Une partie de la division de Borcke s'y est engagée contre les fantassins de Hulot, qui font des prodiges d'activité et de valeur.

Il était sept heures et demie ou un peu moins. La bataille restait indécise.

Napoléon disposait encore de la moitié de l'infanterie de la garde, de la division Guyot (grenadiers et dragons de la garde), des cuirassiers de Milhaud et du corps de Lobau : vingt-quatre mille hommes environ, ou le tiers à peu près de son armée. Blücher, au contraire, avait successivement fait entrer en ligne les cinq sixièmes de la sienne. Mais trois de ses divisions, bien fatiguées, bien réduites, il est vrai, avaient été retirées de la lutte et lui offraient des ressources.

Il venait d'apprendre qu'il n'avait plus à compter sur le secours des Anglo-Hollandais, violemment engagés eux-mêmes aux Quatre-Bras, disaient les derniers avis reçus. Mais, loin d'être ébranlé, il restait plein de confiance. Il crut même le moment venu d'un dernier effort qui lui donnerait le gain de la journée, et résolut de frapper un grand coup sur la gauche de son ennemi, de la déborder, de l'écraser et de saisir, enfin, la chaussée de Fleurus. C'était pour cette manœuvre même qu'il avait compté sur l'appui des Anglo-Hollandais. Mais, Wellington lui manquant, il allait tenter seul ce qui avait dû se faire à deux.

Il dirige sur la Haye trois bataillons de la division Langen (corps de Pirch I) qui n'ont pas encore donné, deux bataillons de celle de Steinmetz, si rudement atteinte au commencement de la bataille; et la division Tippelskirchen, qui vient d'être si maltraitée aussi et n'a guère eu que le temps de regarnir ses gibernes, reçoit l'ordre de rentrer en ligne.

Le vieux maréchal galope sur le flanc de ses colonnes, les anime du geste et de la voix; leur promet la victoire pour prix d'une dernière rencontre; pousse en avant Brause et Pirch II, toujours aux prises avec Duhesme et Habert, et étend de plus en plus sa ligne à droite du Hameau, de manière à envelopper la gauche de Vandamme. La cavalerie de Jürgas couvre encore ce mouvement.

Duhesme et Habert plient sous le choc. Mais la brigade de chasseurs à pied de la garde vient les soutenir; les glorieux débris de la division Girard reviennent au feu; Domon et Subervie tiennent en respect les escadrons de Jürgas. Le nouvel effort de Blücher est arrêté. De Saint-Amand à la Haye, de la Haye au Hameau et plus loin encore, la lutte est furieuse.

On en est là; et Blücher, irrité, exaspéré de l'arrêt que subissent ses troupes, se multiplie en vain au milieu d'elles, les excitant à avancer, quand tout à coup il s'éloigne au galop le plus vite de son cheval.

Il vient d'apprendre que sa présence est indispensable sur un autre point du champ de bataille.

Les réserves conduites par Napoléon avaient, en effet, continué leur marche et frappé un terrible coup.

Arrivées à hauteur de Ligny, toujours disputé par Gérard, elles avaient été disposées pour l'attaque : l'artillerie allant immédiatement contre-battre les batteries prussiennes; les bataillons de la garde serrant en masse face au village; la cavalerie en arrière, prête à suivre la route qu'ils étaient chargés d'ouvrir. Ils devaient pénétrer dans Ligny, achever de le déblayer et marcher ensuite au plateau de Bussy, clef du champ de bataille.

Après quelques instants donnés au jeu de l'artillerie (1), la charge

(1) Pendant la courte halte de la garde devant Ligny, le général Roguet, colonel en second des grenadiers à pied, avait réuni les officiers et sous-officiers, et leur avait dit : « Prévenez les grenadiers que le premier qui

avait battu; la redoutable phalange avait défilé devant Napoléon, qui lui montrait, à travers les fumées de la poudre et des incendies, la position à emporter; et elle s'était précipitée sur Ligny, ivre d'enthousiasme et de fureur, aux cris de « Vive l'empereur! pas de quartier! » Le feu croisé des batteries ennemies; les rues encombrées de cadavres et de blessés, les maisons en flammes, une résistance désespérée n'avaient pu arrêter son élan. Le soleil venait de disparaître à l'horizon, enveloppé d'orageux nuages, quand elle avait paru de l'autre côté de Ligny, précédée par les vaillants soldats de Gérard (1).

En ce moment, le centre de l'armée prussienne était affaibli par le départ des troupes récemment dirigées sur la Haye, par l'envoi vers Potriaux du reste de la division Steinmetz, suite d'un malentendu, dit-on. Stülpnagel et Borcke restaient intempestivement, l'un sur Sombreffe, l'autre vers Potriaux; et chacun d'eux avait même détaché deux bataillons dans le lit du ruisseau, près du pont.

Pour repousser la garde, il ne restait à portée de Ligny qu'un bataillon de Langen, les restes de la division Henkel et la cavalerie du corps de Zieten.

A leur sortie du village, les bataillons de Gérard et ceux de la garde s'étaient arrêtés pour se reformer avant de gravir la pente du plateau, où les Prussiens chassés de Ligny se hâtaient de se reformer aussi.

Ce fut alors que Blücher, accouru de la Haye, revint au centre de sa ligne. La vue de l'imminent péril ne troubla pas son courage.

Sa présence rend confiance à ses troupes ébranlées. Elles se remettent en ordre; leurs bataillons, leurs batteries couronnent le plateau, et la cavalerie se prépare à les appuyer.

L'infanterie française a repris sa marche.

Les Prussiens la laissent avancer; mais, dès qu'elle arrive à portée, elle reçoit un feu violent d'artillerie, suivi bientôt d'une fusillade

m'amènera un Prussien prisonnier sera fusillé. » Paroles féroces auxquelles, à deux jours de là, devaient répondre de féroces représailles.

(1) « L'armée débouche en ce moment du village pour poursuivre l'ennemi. » (Lettre du major général Soult à Joseph Bonaparte, datée du 16 juin, *à huit heures et demie du soir,* en arrière de Ligny.)

meurtrière; et simultanément, quatre escadrons de uhlans conduits par le colonel Lützow débouchent sur son flanc droit. Cette charge audacieuse est arrêtée par un bataillon de la garde qui s'est formé en carré et renverse de son feu le quart des uhlans ; et Lützow, l'ardent patriote, l'intrépide partisan de 1813, tombe sous son cheval tué, et reste prisonnier.

Huit autres escadrons renouvellent la tentative. Ils sont sabrés et culbutés par les cuirassiers de Delort (corps de Milhaud), qui viennent de traverser Ligny, suivis des dragons et grenadiers de la garde, et annoncent ainsi leur entrée en ligne.

D'autres charges sont successsivement fournies avec des chances diverses par ces escadrons ralliés, par d'autres encore du corps de Zieten; mais, comme le feu de l'artillerie et de l'infanterie, elles retardent, sans l'empêcher, la marche des Français.

Dans une de ces extrêmes tentatives pour conjurer la défaite, l'indomptable Blücher a son cheval tué. Il tombe et reste embarrassé sous sa monture. Nos cuirassiers passent sans l'apercevoir. Il n'est sauvé que par le courage du capitaine Nostiz, son aide de camp, et un retour de ses escadrons qui ramènent les cuirassiers (1).

Enfin, les Français sont au moulin de Bussy; et ils restent maitres du plateau, après une mêlée où des carrés prussiens sont rompus à la baïonnette, et d'autres enfoncés par les grenadiers et dragons de la garde, par les cuirassiers.

Vers la chute du jour, hâtée par les nuages qui couvrent le ciel et commencent à verser une pluie d'orage, le centre de l'armée prussienne se replie en désordre sur Brye, sur la chaussée de Nivelles, sur Sombreffe. Sa défaite précipite la retraite de l'aile droite et de l'aile gauche, qui a commencé dès que Ligny a été enlevé et le plateau menacé.

En sortant de Ligny, la division Vichery avait fait tête de colonne à droite, soutenue par la division Wathier (corps de Milhaud) et marché sur Sombreffe. Steinmetz et Stülpnagel se portaient alors sur

(1) L'aide de camp Nostiz, voyant tomber son général, resta près de lui; et, quand les escadrons prussiens revinrent, il appela à l'aide. Blücher, tout froissé et encore étourdi de sa chute, fut mis sur le cheval d'un sous-officier et emmené ainsi derrière Brye.

le moulin de Bussy. Vichery avait culbuté le premier et replié le second sur Sombreffe (1), après un combat court mais vif. Au même moment, Hulot avait enlevé Potriaux, le pont sur la chaussée, nettoyé les maisons adjacentes et ouvert la voie à la cavalerie. Elle avait débouché aussitôt, la divison Maurin (corps de Gérard) en tête, repliant tout devant elle; mais elle avait dû s'arrêter en deçà du Point-du-Jour, où les divisions Borcke, Luck et Kemphen se massaient tout entières. Dans une dernière charge, le brave Maurin avait été grièvement blessé.

Vers neuf heures et demie, le corps de Lobau, qui venait de traverser Ligny, passa en première ligne entre Brye et Sombreffe. Pendant quelques instants, on l'entendit tirailler avec des fractions de corps prussiens qui cherchaient à se réunir. La cavalerie eut encore çà et là quelques rencontres partielles. Mais bientôt toute action cessa, Napoléon n'ayant pas voulu risquer une poursuite de nuit; et l'armée française prit ses bivacs.

Vandamme s'établit en avant de Saint-Amand, de la Haye et de Wagnelée; Lobau, sur le plateau de Bussy, ayant Gérard à sa droite, la garde et les cuirassiers de Milhaud en seconde ligne; Grouchy avec la division de Hulot, à Potriaux et au coude du Ligny.

Aux derniers moments du jour, la division Durutte et presque toute la cavalerie de Jacquinot, détachées du corps de d'Erlon, étaient arrivées à Wagnelée; elles y restèrent.

Les Prussiens gardèrent Brye par une forte arrière-garde; les corps de Zieten et de Pirch I se retirèrent sur Tilly; celui de Thielmann occupa Sombreffe et fut massé entre ce bourg et le Point-du-Jour.

Ces dispositions étaient le résultat des ordres donnés par le général Gneisenau, chef d'état-major de l'armée prussienne, au moment où l'on avait cru le général en chef tué ou prisonnier. Elles s'exécutèrent avec si peu d'empêchement de la part des Français, que les divisions Steinmetz et Henkel, qui avaient été, en grande partie, refoulées sur Sombreffe, purent rejoindre leur corps en suivant la chaussée de Nivelles. Du moulin de Bussy à cette chaussée, il n'y a pourtant qu'un millier de mètres.

(1) « Stülpnagel eut huit cent cinquante hommes hors de combat. » — Damitz.

A onze heures, Napoléon rentra à Fleurus, où il établit son quartier général.

Il avait battu l'armée prussienne. Le début de la campagne était une victoire. Mais c'était une victoire qui ne laissait entre nos mains que vingt-cinq ou trente pièces d'artillerie et quelques milliers de blessés.

Des deux côtés, les pertes étaient considérables.

Les historiens prussiens portent celles de Blücher à onze ou douze mille hommes. Mais leur évaluation est trop faible ; on en trouve la preuve dans leurs récits mêmes, et il n'y a pas d'exagération à l'élever à dix-huit mille hommes (1).

Napoléon, dans ses *Mémoires*, dit qu'il eut seulement six mille neuf cent cinquante hommes hors de combat. Il donne même un état numérique, par corps, de ces pertes. Mais l'état est malheureusement inexact. On y voit figurer, par exemple, le corps de Gérard pour 2,300 hommes tués et blessés, tandis qu'il en eut 3,686 (2) ; et la garde, toutes armes réunies, pour deux cents, tandis qu'elle en eut plus de mille.

La vérité, à peu de chose près, doit être que notre armée eut plus

(1) En réunissant les indications données par Wagner et Damitz dans le cours de leurs relations, on voit que neuf divisions d'infanterie perdirent 11,388 hommes, officiers compris. Les trois divisions d'infanterie sur lesquelles ces écrivains ne fournissent pas de renseignements sont celles de Pirch II, de Jagow et de Borcke. Les deux premières, très-longtemps et très-fortement engagées, durent perdre ensemble autant que celles de Steinmetz et de Henckel, c'est-à-dire près de cinq mille hommes. La division Borcke, très-peu engagée, n'eut pas plus de trois cents hommes hors de combat. Tout ceci porte évidemment les pertes de l'infanterie prussienne à seize mille hommes, auxquels on doit en ajouter quinze ou seize cents perdus sans doute par la cavalerie et l'artillerie. Plotho (*der Krieg der verbundeten Europa gegen Frankreich im jahre* 1815. — Berlin, 1818) donne en bloc les pertes de chaque corps d'armée, depuis le 15 juin jusqu'au 3 juillet. Elles sont ensemble de 33,000 hommes, ce qui, on le verra par la suite, confirme, à bien peu près, le chiffre de dix-huit mille que nous fixons pour la bataille de Ligny.

Dans son bulletin, Napoléon dit : « La perte de l'ennemi ne peut être moindre de quinze mille hommes. »

(2) « A Ligny, 3,686 officiers et soldats ont été mis hors de combat (dans le 4e corps), ainsi qu'il est constaté par les états de perte que j'ai entre les mains et qui m'ont été remis le lendemain par les généraux commandants des divisions. » (*Quelques documents*, etc., par le général Gérard.)

de onze mille hommes hors de combat (1). Elle était donc affaiblie du septième environ des troupes portées sur Ligny; et les trois corps mis en ligne par Blücher, du cinquième ou un peu plus.

Dans la nuit, cependant, cette dernière proportion fut changée : dix ou onze mille soldats prussiens se débandèrent, prenant la fuite vers Liége (2); et les combattants de Ligny furent réduits d'un tiers.

C'était un résultat considérable, bien que chèrement payé. Mais, si considérable qu'il fût, il avait besoin d'être complété pour répondre aux exigences de la situation de Napoléon.

Le but du général français avait été, en effet, il devait être, il était d'empêcher la jonction de Blücher et de Wellington; et, jusqu'ici, rien n'indiquait qu'il l'eût atteint.

C'était même le contraire qui était à craindre.

Après s'être battus avec acharnement, les Prussiens n'avaient laissé aux vainqueurs que quelques milliers de blessés et 25 ou 30 bouches à feu, et n'avaient encore, à vrai dire, reculé que de la largeur du champ de bataille.

Leur centre avait été mis en désordre; mais leurs ailes s'étaient repliées avec une certaine fermeté. Leurs bivacs, aux arrière-gardes, étaient à une portée de fusil des avant-postes français, sur Brye, sur Sombreffe, fortement barricadés; si près de nous, que la garde impériale, notamment, bivaquait en carrés, par bataillon, un rang

(1) Ces pertes peuvent être réparties ainsi :

Corps de Vandamme.	4,000
Division Girard.	1,900
Corps de Gérard	3,700
Corps de Pajol.	300
Corps d'Excelmans	400
Corps de Milhaud.	150
Garde impériale	1,000
Total. . .	11,450

(2) Damitz restreint le nombre de ces fuyards à huit mille.

Napoléon, dans ses écrits, l'a porté tantôt à dix, tantôt à vingt, trente et même quarante mille hommes, suivant les besoins de son argumentation.

Mais il a dit vrai, une fois, quand il a écrit que l'armée prussienne, qu'il estime à 120,000 hommes à l'ouverture des hostilités, était encore de 90,000 le 18 juin au matin, après l'arrivée du corps de Bülow (*Campagne de* 1815, par Gourgaud), ce qui porte le nombre des fuyards à une douzaine de mille hommes.

sous les armes, de crainte d'un retour offensif. La masse de leur armée était donc ébranlée, mais non démoralisée. Ils allaient être renforcés, si même ils ne l'étaient déjà, du corps de Bülow arrivant de Hannut, par la voie romaine; et, ce renfort reçu, leurs pertes seraient réparées : ils pourraient mettre en ligne autant de troupes qu'à Ligny et beaucoup plus d'artillerie.

Leurs colonnes, échelonnées, d'un côté, de Brye à Tilly, massées, de l'autre, sur Sombreffe, se trouvaient sur des chemins aboutissant directement à Wavre et, de ce point, à Bruxelles. Si Napoléon n'intervenait pas rapidement, elles pouvaient donc se concentrer, avant peu, sur cette nouvelle ligne d'opérations, présentant, avec Bülow, une armée de quatre-vingt-dix mille hommes et de près de trois cents bouches à feu, remise, raffermie, prête à de nouveaux combats et s'appuyant aux Anglo-Hollandais, dont la ligne d'opérations était des Quatre-Bras à Bruxelles et Anvers.

Cette manœuvre était à prévoir, quel que fût le chef des Prussiens; mais, avec un homme de la trempe de Blücher, elle était certaine; et, si elle s'effectuait, le plan du général français était ruiné par la base. C'était là ce qu'il fallait empêcher à tout prix et ce qui se pouvait empêcher par une poursuite prompte, vigoureuse, acharnée de l'armée battue. Cette poursuite, Napoléon ne l'avait pas osée : la nuit l'avait arrêté, et sans doute aussi la contenance de l'ennemi à ses deux ailes. Mais, au mois de juin, les nuits sont très-courtes; ce qu'il n'avait pas fait le soir même, le ferait-il le lendemain dès les premières lueurs du jour? La question était là. Le succès de Ligny avait heureusement préparé la solution; il ne l'avait pas mise à fin.

Il en aurait été bien autrement, si Napoléon eût montré, dans la journée qui venait de finir, l'activité, la résolution de ses jeunes années.

Lui-même l'a écrit, il avait eu le projet de porter, dès la veille, son quartier général à Fleurus. Il n'avait pu le réaliser, a-t-il assuré; soit! Mais l'impossibilité de la soirée du 15 juin n'existait pas dans la matinée du 16. Il avait dépendu de lui seul d'ordonner pour le point du jour les mouvements qu'il n'ordonna que de huit à neuf heures du matin : les mouvements qui portèrent en avant sur la route de Bruxelles son lieutenant de l'aile gauche et, sur Fleurus, la partie de l'armée restée sous son commandement immédiat. Il avait pu, par

conséquent, livrer, dès sept ou huit heures du matin au plus tard, la bataille qu'il n'entama que dans l'après-midi, à deux heures et demie passées.

Or, à sept, à huit heures, il n'y avait, sur Ligny, que le corps de Zieten et trois divisions de Pirch I. La quatrième division de celui-ci et le corps de Thielmann n'y arrivèrent que vers onze heures.

Dans une telle situation, et Bülow étant encore en arrière de Hannut, Blücher aurait sans doute cherché à éviter une rencontre en se repliant, soit sur ses renforts immédiats, vers Namur, soit par la voie romaine sur Hannut; mais, dans l'un et l'autre cas, il aurait perdu la direction de Wavre et Bruxelles, il se serait vu séparé des Anglo-Hollandais; et, la bataille évitée à Ligny, il aurait été forcé de la recevoir, poursuivi, entassé par Napoléon dans les défilés de la Meuse ou dans ceux de Gembloux, et sa perte serait devenue certaine.

Si, au contraire, il se fût décidé à tenir ferme sur le plateau de Ligny, il aurait été abordé avant d'avoir eu le temps de se fortifier dans les villages, et battu plus promptement qu'il ne le fut; et, lors même qu'il serait parvenu à différer sa défaite autant qu'il la différa ayant été beaucoup plus tardivement attaqué, la nuit ne lui serait pas venue en aide assez tôt pour suspendre la poursuite du vainqueur. Napoléon, ayant devant lui de longues heures de jour, aurait complété sa victoire, détruit la plus grande partie de l'armée prussienne et mis le reste hors d'état de rien entreprendre de sérieux avant longtemps.

Les irrésolutions, les lenteurs de la matinée du 16 juin avaient donc été une faute capitale; et les conséquences devaient même, on le verra, s'en faire sentir sur un autre champ de bataille, à notre aile gauche, où commandait le maréchal Ney.

Mais cette faute n'était pas restée la seule de la journée.

A six heures et demie du soir, lui-même l'a écrit encore, Napoléon avait connu, avec certitude absolue, la présence, à moins d'une lieue de Saint-Amand, du corps entier de d'Erlon; et il n'en avait tiré aucun parti, tandis qu'un seul ordre rapidement transmis, ces cinq mots : « Le 1er corps au feu (1) ! » auraient amené avant huit

(1) « La garde au feu ! » tel fut, on le sait, l'ordre laconique écrit au crayon et envoyé par Napoléon à la garde impériale pour l'appeler sur le champ de bataille de Lutzen.

heures sur le champ de bataille vingt mille hommes et quarante-six bouches à feu ; vingt mille hommes qui, marchant droit sur Wagnelée et la Haye, auraient changé en un désastre la défaite des Prussiens, les auraient rejetés, rompus, disloqués, en déroute, loin des chemins de Wavre, dans la vallée de la Meuse, et impuissants désormais à se réunir aux Anglo-Hollandais.

On a cru excuser Napoléon, en disant que l'approche du 1er corps dut lui sembler une indication suffisante de la prochaine arrivée de Ney, et qu'il voulut laisser au maréchal le soin de diriger ses colonnes. C'est une erreur; car l'aide de camp envoyé en reconnaissance avait évidemment rapporté les circonstances du mouvement du 1er corps ; et ces circonstances, nous le verrons bientôt, loin d'impliquer l'arrivée du maréchal Ney, exigeaient, au contraire, qu'une prompte direction fût donnée à d'Erlon par Napoléon.

Le chef de l'armée française, n'ayant pas utilisé d'Erlon, dont l'intervention aurait été décisive, n'avait pas non plus employé Lobau. A coup sûr, il y avait eu là une seconde faute.

Laissé à Charleroi, pendant que l'armée se portait en avant, Lobau n'avait reçu que fort tard l'ordre de marcher sur Fleurus; mais il était arrivé à hauteur de cette ville vers six heures et demie, au moment même où allait se frapper le grand coup sur Ligny.

Le corps de Lobau était fort de dix mille cinq cents hommes.

Si Napoléon l'eût dirigé immédiatement sur notre gauche, il aurait donné à cette partie de notre ligne une prépondérance telle, que la droite des Prussiens aurait été écrasée, mise en désordre comme leur centre, la chaussée de Nivelles occupée, les chemins de Wavre coupés, et Blücher forcé de se retirer sur Namur, après des pertes bien autrement considérables que celles qu'il éprouva.

Les résultats d'une pareille manœuvre étaient si évidents, qu'il est impossible d'expliquer l'inaction où fut laissé Lobau, à moins d'admettre que Napoléon jugea nécessaire de le garder en réserve pour parer à l'apparition subite d'un nouveau corps prussien ou d'une colonne anglo-hollandaise. Dix ans plus tôt, il n'aurait pas montré tant de circonspection.

Au contraire du général français, Blücher avait fait preuve de beaucoup d'activité et d'une grande résolution.

Bülow lui avait manqué; Wellington lui avait manqué; et cela n'avait diminué ni sa fermeté, ni même son audace.

Mais il avait fait des fautes.

Il s'était trop étendu vers la gauche, et, se laissant abuser par les démonstrations de Grouchy, il avait maintenu, toute la journée, de Sombreffe à Tongrinne une force double de celle qui était nécessaire, tandis que son centre s'était constamment affaibli. On a tenté de le justifier en disant qu'il avait dû ne pas compromettre la route de Namur. Mais la raison est mauvaise; car, vainqueur, il gardait cette communication, et, vaincu, il devait forcément y renoncer pour prendre une nouvelle ligne d'opérations, qui le rapprochât de celle des Anglo-Hollandais.

Deux divisions de Thielmann ne furent, pour ainsi dire, pas engagées (1); et, si elles eussent été rapprochées à temps de Ligny, elles auraient peut-être conjuré la défaite.

Blücher avait eu le tort aussi de porter, à son aile droite, une masse de cavalerie qui y fut inutile et qui manqua au centre, au moment décisif, et le tort plus grave de persister à forcer la gauche des Francais après avoir appris que Wellington ne viendrait pas, et quand Napoléon disposait encore d'une forte réserve, ce qu'il aurait dû avoir reconnu.

Enfin, un reproche auquel il ne saurait échapper, c'est d'avoir engagé trop tôt une grande partie de ses troupes.

Blücher, vaincu, ne s'est pas répandu en récriminations amères contre Bülow, son lieutenant, qui n'arriva pas sur le champ de bataille par trop de lenteur dans l'exécution de ses ordres; contre Wellington, son allié, qui lui promit une aide vainement attendue. Il a laissé à l'histoire le soin d'apprécier ses cruels mécomptes.

Napoléon, vainqueur, ne l'a pas imité.

Il a fait violemment le procès au maréchal Ney, le déclarant convaincu d'avoir méconnu ses ordres et empêché ainsi la victoire de Ligny de porter tous ses fruits. Mais le vaillant capitaine, si bien appelé le brave des braves, pouvait-il aller prendre la place qui lui était assignée sur l'échiquier où se jouait la fortune de la France? fut-il coupable de ne l'avoir pas prise?

(1) La division Luck, notamment, n'eut que quatre-vingt-dix-huit hommes hors de combat. — Wagner.

CHAPITRE NEUVIÈME.

16 JUIN. — QUATRE-BRAS. — Ney reçoit, vers dix heures et demie, l'ordre de marcher sur les Quatre-Bras. — Ses instructions aux chefs des corps sous ses ordres. — Forces des Anglo-Hollandais aux Quatre-Bras. — Position des Quatre-Bras. — Dispositions prises par le prince d'Orange. — Arrivée de Wellington. — Il se rend près de Blücher. — A deux heures, Ney attaque le prince d'Orange. — Prise de la ferme de Gimioncourt, — Retour de Wellington aux Quatre-Bras. — État du combat à trois heures et demie. — Renforts reçus par les Anglo-Hollandais. — Attaque de Bachelu sur leur gauche. — Il est repoussé. — Attaque de Foy au centre. — Mort du duc de Brunswick. — Progrès de Guilleminot dans le bois de Bossu. — Le prince de Saxe-Weimar bat en retraite. — État du combat à cinq heures et demie. — Wellington reçoit de nouveaux renforts. — Ney appelle Kellermann et une brigade de cuirassiers. — Brillantes charges de cette brigade et de la cavalerie de Piré. — Déroute des cuirassiers. — La ligne française est ébranlée. — Wellington reçoit encore des renforts. — Ney forcé de battre en retraite. — Il revient sur Frasnes. — Position des deux armées à neuf heures du soir. — Leurs pertes respectives. — D'Erlon rejoint le maréchal. — Ses mouvements pendant la journée.

Le 16 juin, on l'a vu, le maréchal Ney quitta Napoléon, à Charleroi, vers deux heures du matin, pour retourner à Gosselies, son quartier général.

Il devait attendre les instructions qui lui seraient envoyées quand le chef de l'armée française aurait pris la résolution qui déciderait des mouvements de la journée, à la gauche, au centre et à la droite.

Il s'était rendu de Gosselies à Frasnes et venait de parcourir la ligne de ses avant-postes, qui tiraillaient, depuis longtemps, avec ceux de l'ennemi, sur les hauteurs en avant de ce dernier village, au moment où l'aide de camp Flahaut lui apporta la dépêche reproduite dans le chapitre précédent. Il était dix heures et demie ou un peu moins (1).

Napoléon ordonnait au maréchal, on se le rappelle, de marcher sur les Quatre-Bras, d'y placer six divisions d'infanterie; d'en pousser une autre deux lieues au delà, s'il n'y avait pas d'inconvénient, une autre encore à Marbais sur la droite des Quatre-Bras; et de laisser le corps des cuirassiers de Kellermann à l'intersection de la voie romaine et de la chaussée de Bruxelles (en arrière de Frasnes), afin qu'il pût être appelé, au besoin, vers Fleurus.

A dix heures et demie, les forces du maréchal étaient ainsi disposées : la division d'infanterie de Bachelu, la cavalerie de Piré et celle de Lefebvre Desnouettes (garde impériale) sur Frasnes; la division Girard à Wangenies près de Fleurus; les divisions Foy et Guilleminot à Gosselies et tout à côté, au bois de Lombuc; le corps de d'Erlon à Jumet et en arrière; les cuirassiers de Kellermann, arrivant de Charleroi, dépassaient Gosselies.

Ney expédia immédiatement un ordre de mouvement conforme aux instructions qu'il recevait (2).

Bachelu dut aller occuper les hauteurs immédiatement en arrière de Genappe ; Foy se porter, en seconde ligne, à Bonterlez; Guilleminot et Girard s'avancer jusqu'aux Quatre-Bras; d'Erlon jusqu'à Frasnes, avec sa cavalerie et trois de ses divisions, en détachant la quatrième sur Marbais; Piré se rendre aussi sur ce dernier point; Kellermann placer l'une de ses divisions à Liberchies, l'autre à Frasnes, où resterait Lefebvre Desnouettes.

Reille, chef du 2e corps, se trouvait à Gosselies. Entre ce village et Frasnes, il y a deux lieues et demie; il dut donc recevoir l'ordre du maréchal et mettre en marche, vers onze heures et demie, les divisions Foy et Guilleminot, qu'il tenait prêtes à partir (3).

(1) Nous établirons plus loin que c'est en ce moment-là, au plus tôt, que Flahaut arriva près du maréchal.

(2) Cet ordre est signé : « Pour le maréchal prince de la Moscowa, le colonel premier aide de camp, Heymès. »

(3) Reille, dans la notice historique déjà citée, dit qu'il commença son

Ney les attendit, impatient de déblayer le terrain devant lui.

Le prince Bernhard de Saxe-Weimar avait gardé la position qu'il avait prise la veille, en avant des Quatre-Bras, avec sa brigade et une batterie de huit bouches à feu. Perponcher, à la division duquel appartenait cette brigade, avait reçu, à une heure après minuit, à Nivelles, l'ordre qui prescrivait la concentration de toutes ses troupes sur cette ville. Mais, jugeant mieux de la situation des choses que Wellington, qui avait ordonné ce mouvement, à Bruxelles, avant d'avoir pu connaître l'attaque de Frasnes, il avait pris résolûment sur lui de ne pas l'exécuter; et, poussant jusqu'au bout la logique de son intelligente désobéissance, il s'était porté, avant le jour, sur les Quatre-Bras, se faisant suivre par sa seconde brigade aux ordres du général Bylandt et sa seconde batterie d'artillerie. Vers quatre heures, il y était arrivé.

A six, le prince d'Orange l'avait rejoint, accourant de Bruxelles par Braine-le-Comte; et, après de justes félicitations à ce lieutenant si résolu, il avait pris la direction de la défense.

Les Quatre-Bras tirent leur nom de la croisée des grandes routes de Namur à Nivelles et de Bruxelles à Charleroi. (*V. l'Atlas, pl.* n° 3.) La première se dirige à peu près du sud-est au nord-ouest, la seconde du nord au sud. Au point même de leur rencontre, se trouvent sur un plateau légèrement ondulé une auberge, une ferme et deux ou trois maisons.

Ce plateau est soutenu, au sud et à l'est, par une pente assez peu roide dont le pied est dans un petit vallon, à fond raviné, où coule un faible ruisseau qui passe sous la chaussée de Bruxelles et va verser ses eaux dans la Dyle.

A partir de là, le terrain se relève par des ondulations de plus en plus prononcées jusqu'à Frasnes.

Dans l'angle sud-est des Quatre-Bras, à treize ou quatorze cents

mouvement, à *onze heures, sur la connaissance* que Flahaut, passant par Gosselies, lui avait donnée des instructions de Napoléon. Mais c'est une erreur de mémoire, prouvée par une lettre datée de Gosselies, à *dix heures et un quart* et adressée à Ney par Reille. Celui-ci y dit, en effet, qu'il a reçu connaissance par Flahaut des ordres de l'empereur; qu'il tiendra les troupes prêtes à partir; mais *qu'il attendra, pour les mettre en mouvement,* l'ordre du maréchal, le général Girard venant de lui faire un rapport annonçant que deux masses ennemies arrivaient, par la route de Namur, sur Saint-Amand.

mètres de ce point, on aperçoit la grande ferme de Gimioncourt sur la rive droite du ruisseau que nous venons d'indiquer. Située dans un vaste verger bordé par de longues rangées d'arbres, clos par des haies vives hautes et fourrées, elle touche presque à la chaussée de Bruxelles.

Le hameau de Pireaumont est à l'est de cette ferme et très-rapproché de la chaussée de Namur et du bois de la Hutte, qui s'étend jusqu'à hauteur de Frasnes.

Dans l'angle sud-ouest des Quatre-Bras, le bois de Bossu s'allonge sur une croupe parallèle à la chaussée de Bruxelles à Charleroi, la laissant à moins de deux cents mètres, aux Quatre-Bras même, où il commence, et s'en écartant progressivement jusqu'à seize ou dix-sept cents. Sa longueur est de près de trois mille mètres; sa largeur moyenne, de cinq ou six cents. Une ferme, dite le grand Pierre-Pont, est près de son extrémité, sur sa lisière est (1).

Le prince d'Orange avait sous la main cinq bataillons de Nassau (brigade Bernhard de Saxe-Weimar), quatre bataillons hollandais (brigade Bylandt), seize bouches à feu, c'est-à-dire sept mille hommes ou un peu plus. Un bataillon belge, laissé à Nivelles en attendant l'arrivée d'autres troupes sur ce point, devait porter ces forces à huit mille hommes, mais seulement vers deux ou trois heures.

La cavalerie consistait en une cinquantaine de hussards prussiens que les hasards de la retraite de la veille avaient portés de Gosselies sur Frasnes, et qu'on retenait provisoirement.

Le prince d'Orange posta quatre bataillons de Nassau dans le bois de Bossu, leur faisant occuper la ferme du grand Pierre-Pont; deux bataillons hollandais, l'un en avant de la ferme de Gimioncourt, l'autre à gauche de celui-ci; onze bouches à feu à droite et à gauche de la chaussée de Bruxelles, soutenues par un bataillon de Nassau et presque à hauteur de la ferme du grand Pierre-Pont; deux bouches à feu près de cette ferme; et deux bataillons hollandais en réserve près des Quatre-Bras, avec trois pièces de canon.

Cette ligne était bien étendue; mais on voulait en imposer, faire croire à la présence de troupes nombreuses, favorisé qu'on était par le bois, par les moissons, par les mouvements de terrain.

Vers onze heures, Wellington, venant de Bruxelles, d'où il n'était

(1) Ce bois a été complétement défriché en 1816 et 1817.

parti qu'à huit, avait approuvé ces dispositions. Toujours calme, froid, impassible (1), il avait lentement parcouru la chaîne des avant-postes, examiné la position des Français, où Ney se trouvait en ce moment même; et, cette reconnaissance terminée, il s'était rendu près de Blücher, à qui il allait promettre une aide que le maréchal français devait rendre impossible.

« Vous ne tarderez sans doute pas à être attaqué, avait-il dit au prince d'Orange en le quittant. Je compte sur vous pour tenir ici jusqu'à l'arrivée des divisions en marche. » Son jeune lieutenant, formé à son école, méritait cette confiance. Elle ne fut pas trompée.

Cependant, les divisions annoncées devaient se faire longtemps attendre. Les plus proches étaient celles qui arrivaient de Bruxelles. Elles en étaient parties, il est vrai, au point du jour, mais avec l'ordre de faire halte, jusqu'à nouvel avis, au village de Waterloo, c'est-à-dire un peu en arrière du point où une chaussée venant de Nivelles s'embranche sur celle de Bruxelles; et, à midi seulement, elles avaient repris leur marche se portant sur les Quatre-Bras. De Waterloo à ce point, il y a dix-sept kilomètres. L'ordre qui les y appelait avait été expédié de Genappe par Wellington. Retard étrange!

Il était une heure et demie, ou un peu plus, quand la division Foy arriva sur Frasnes. Le maréchal Ney disposa, dès lors, de neuf mille hommes d'infanterie, de 1,850 chevaux (2) et de vingt-deux bouches à feu. Il avait, en outre, deux mille chevaux et la batterie de la division Lefebvre Desnouettes; mais Napoléon, on l'a vu, lui avait recommandé de ne pas s'en servir. La division Guilleminot, un peu plus éloignée de Frasnes que celle de Foy, au moment du départ, ne pouvait tarder à rejoindre.

A deux heures (3), Ney tirait le premier coup de canon contre le prince d'Orange.

(1) Des écrivains se sont plu à représenter Wellington arrivant aux Quatre-Bras, tout ému, tout effaré.

Un officier de haut grade, esprit élevé et singulièrement impartial, qui lui fut présenté alors par le prince d'Orange, et à qui nous demandions, il y a peu de temps, quelle était l'attitude du général anglais, nous a répondu : « Il était froid comme glace, comme si les Français eussent été à cent lieues de nous. »

(2) Division Bachelu, 9 bataillons, 4,103; division Foy, 10 bataillons, 4,788 fantassins; division Piré, 1,865 cavaliers.

(3) Ce moment, on le verra plus tard, est important à fixer. Nous le fixons

Il devança donc, il faut le remarquer, l'ordre de Napoléon, qui lui faisait écrire, de Fleurus, en ce moment même, par le major général (1) « que son intention était qu'il attaquât ce qu'il avait devant lui. »

Reille conduisit le mouvement, la division Bachelu marchant, à droite de la chaussée de Bruxelles, en colonnes par bataillon ; la division Foy tenant la chaussée même par la brigade Gautier et gardant la brigade Jamin en réserve ; la division Piré flanquant la manœuvre à droite par l'une de ses brigades et ayant l'autre vis-à-vis et en arrière de l'intervalle de Bachelu et de Foy. Lefebvre Desnouettes resta sur les hauteurs de Frasnes.

Les tirailleurs de Bachelu s'engagèrent avec ceux du bataillon de gauche de la ligne hollandaise. Ils les replièrent ; et ce bataillon lui-même, abordé, avant d'avoir pu se former en carré, par un régiment de cavalerie, fut sabré, mis en désordre et alla se reformer vers la ferme de Gimioncourt. Bachelu fit occuper le hameau de Pireaumont.

Pendant ce temps, Foy avait contre-battu, par son artillerie et celle de Piré, l'artillerie ennemie et avait contraint les bataillons qu'il avait en face de se retirer sur le rideau qui domine, immédiatement au sud, le petit vallon de Gimioncourt.

Bientôt le feu de nos batteries devint si meurtrier, que le prince d'Orange se résolut à marcher sur elles. L'entreprise était hardie, faite surtout avec une poignée de monde, en vue d'une cavalerie ardente. Elle échoua. Le bataillon, en avant duquel marchait le prince agitant au-dessus de sa tête son chapeau à panache, s'avança bravement au pas de charge. Il fut pris en flanc par un régiment de Piré, culbuté et rejeté sur la ferme de Gimioncourt. Le prince, lui-même, confondu dans la mêlée, faillit être fait prisonnier ; et un de ses aides de camp resta blessé sur le champ de bataille.

Sa ligne fut renforcée alors des deux bataillons mis en réserve aux Quatre-Bras ; et le combat devint fort vif, dans le vallon et aux abords de la ferme de Gimioncourt. Mais Foy, l'épée à la main, conduisant la brigade Gautier, força le passage du ruisseau et enleva la

d'après les rapports hollandais et les écrivains anglais *intéressés à l'encontre* de ceux-ci. Reille (*Notice historique*) dit « vers deux heures. »

(1) Voir pages 122-123.

ferme, malgré une vive résistance, repoussant les Hollandais sur la pente du plateau des Quatre-Bras.

Reille avait déjà donné l'ordre à la brigade Jamin, laissée d'abord en réserve, d'attaquer la ferme du grand Pierre-Pont et le bois de Bossu, occupés, nous l'avons dit, par les Nassau du prince de Saxe-Weimar. Ceux-ci avaient bien tenu leur terrain. Ils étaient favorisés par la nature du bois, qui était une haute futaie très-claire avec un sous-bois fourré; et ils venaient d'être renforcés par le dernier bataillon de la division Perponcher, arrivé de Nivelles.

Il était trois heures.

La division Guilleminot (1) entra en ligne, en prenant l'attaque du bois. Jamin appuya vers la chaussée.

En ce moment, le prince d'Orange avait sa droite à la ferme du grand Pierre-Pont, sa gauche sur le plateau des Quatre-Bras. Ses bataillons, si maltraités quelques instants plus tôt, s'étaient reformés et faisaient maintenant bonne contenance, appuyés à l'artillerie réunie et en action au bord du plateau.

A peu de temps de là, cependant, la position du prince d'Orange était devenue très-critique. Guilleminot avait enlevé la ferme du grand Pierre-Pont et pénétré dans le bois de Bossu; Foy et Bachelu allaient monter la pente du plateau; encore un effort de leur part, et Hollandais et Nassau seraient refoulés sur la chaussée de Nivelles, et auraient grande peine à se soustraire à une défaite complète.

Mais leur persévérance devait trouver une autre récompense.

Les renforts si longtemps attendus commencèrent à se montrer.

Il était trois heures et demie (2).

(1) La division d'infanterie de Guilleminot était la plus forte des divisions de l'armée. Elle comptait 7,819 hommes, non compris ses artilleurs, etc.

Jérôme Bonaparte marchait avec elle depuis la veille. Mais, de fait, elle restait dirigée par le lieutenant général Guilleminot.

(2) Wellington, dans son rapport, dit « deux heures et demie; » quelques écrivains anglais disent « vers trois heures. » Mais, comme il est certain, ces derniers mêmes en conviennent, que les réserves arrêtées à Waterloo reçurent, à midi seulement, l'ordre de reprendre leur marche; et, comme il y a dix-sept kilomètres de ce point aux Quatre-Bras, il est évidemment impossible qu'elles soient arrivées aux Quatre-Bras, avant trois heures et demie, bien qu'elles aient marché très-vite.

D'un autre côté, les rapports hollandais concordent entre eux pour mettre, à peu près, vers trois heures et demie l'arrivée de la brigade de Van Merlen;

La brigade Van Merlen (division hollando-belge de Collaert), forte de onze cents chevaux et d'une section d'artillerie, venant de la Haine par Nivelles, la division Picton, de sept mille sept cents hommes, en douze bataillons et deux batteries (douze bouches à feu), venant de Bruxelles, débouchèrent simultanément sur les Quatre-Bras.

Van Merlen avança entre le bois de Bossu et la chaussée de Bruxelles: Picton se forma sur deux lignes, chacune de six bataillon : la première sur la chaussée de Namur; la droite aux Quatre-Bras, et la gauche vers un chemin qui conduit de cette chaussée à Sart-Dame-Avelines.

Van Merlen achevait son mouvement; Picton n'avait pas fini le sien, quand le prince d'Orange, de plus en plus pressé par Foy et Bachelu, voulut mettre à profit le premier secours venu sous sa main et dégager la pente du plateau des Quatre-Bras.

Van Merlen avait un régiment de hussards (Hollandais) et un régiment de dragons légers (Belges). Le prince lui ordonna de prendre la charge, avec les hussards, contre deux bataillons qui, près de la chaussée, soutenaient les tirailleurs français, de plus en plus entreprenants; il le fit appuyer par quelque infanterie, par son artillerie, et tint les dragons prêts à l'appuyer aussi.

La tentative ne fut pas heureuse. Le colonel de Faudoas s'élança sur les hussards, avec le 6e chasseurs, suivi du 5e lanciers; les mit en déroute, aborda ensuite l'infanterie de soutien, la dispersa et sabra l'artillerie, dont une batterie fut presque anéantie (1). Les dragons voulurent en vain paralyser ce brillant coup de vigueur, en reprenant la charge des hussards. Après une vive rencontre où ils se mêlèrent audacieusement à leurs adversaires, ils tournèrent bride, galopant pour aller se rallier en arrière des Quatre-Bras. Ils ne devaient pas rentrer en ligne de la journée ; car, pour comble d'infortune, un bataillon anglais, trompé par la similitude de leur uniforme avec celui de nos chasseurs, les accueillit par une fusillade meurtrière à leur approche de la chaussée de Namur (2).

et cette brigade déboucha sur les Quatre-Bras en même temps que les Anglais venant de Waterloo.

(1) Ce sont les expressions mêmes du général Perponcher, dans son rapport. (Archives du ministère de la guerre hollandais.)

(2) Dans une brochure fort intéressante, le général-major belge Renard raconte ainsi, d'après le témoignage d'officiers qui y prirent une part prin-

Au moment où le prince d'Orange avait fait commencer la manœuvre qui aboutissait à cet échec, Wellington, de retour de son entrevue avec Blücher, avait reparu sur le terrain; et une colonne brunswickoise était venue serrer en arrière de Picton.

Partie, le matin, de Vilvorde et conduite par le duc de Brunswick lui-même, cette colonne comptait cinq bataillons et cinq escadrons : plus de trois mille baïonnettes et huit cents sabres. L'artillerie et le reste de l'infanterie (trois bataillons, seize bouches à feu) du corps de Brunswick la suivaient à trois heures de distance.

Wellington ayant reconnu l'état du combat et vu que Ney préparait un mouvement en avant à droite et au centre, fit immédiatement des dispositions pour y résister.

La division Picton se composait des brigades anglaises de Kempt et de Pack, et de la brigade hanovrienne de Best (1), chacune de quatre bataillons. Wellington porta rapidement six bataillons anglais en première ligne, à quatre ou cinq cents mètres en avant de la chaussée de Namur; la brigade hanovrienne, en seconde ligne, sur cette chaussée même; un bataillon anglais contre les Quatre-Bras et un autre, anglais aussi, près de la chaussée de Namur et vis-à-vis de Pireaumont.

Le duc de Brunswick reçut l'ordre de détacher un bataillon pour appuyer ce dernier, un escadron pour éclairer le terrain à droite du bois de Bossu, et d'aller prendre position, avec le reste de ses troupes, entre le bois et la route de Bruxelles, en avant des Quatre-Bras.

cipale, un épisode de cette rencontre entre Français et Belges : « En ce moment, nos braves furent soumis à une rude épreuve. Ils se trouvèrent en présence de camarades avec lesquels, quelques mois auparavant, ils bravaient les mêmes dangers. Ceux-ci appelaient les nôtres par leur nom en les engageant à rejoindre leur drapeau. Le capitaine Delenne se trouva en présence de Devielle, son frère d'armes de France. Le capitaine Van Remoortere reçut un coup de pointe dans le ventre, d'un de ses anciens sous-officiers. Le maréchal des logis Beauce se sabrait avec un des maréchaux des logis de son ancien escadron. » (*Réponse aux allégations anglaises sur la conduite des troupes belges en* 1815. — Bruxelles, 1855.)

Ce récit vient à l'appui de ce que nous avons dit précédemment de l'erreur où tombait Napoléon en comptant sur la défection des troupes belges.

(1) La brigade de Best appartenait à la division Cole. Elle venait de passer dans la division Picton pour y remplacer la brigade hanovrienne de Vincke.

Les troupes engagées jusque-là par le prince d'Orange passèrent en réserve, à l'exception des Nassau du prince de Saxe-Weimar et d'un bataillon de Bylandt, qui continuaient à disputer le bois de Bossu à Guilleminot.

Wellington ne s'était pas trompé : Ney avait fait les préparatifs d'un mouvement général en avant; et ce mouvement commença comme finissait celui de Picton et du duc de Brunswick.

Bachelu avec les quatre régiments de sa division, diminués d'un bataillon qui occupait Pireaumont, marcha aux Anglais de Picton et eut en arrière de sa gauche un régiment de lanciers et un régiment de chasseurs (division Piré). Foy poussa en avant de la ferme de Gimioncourt deux colonnes, l'une sur la chaussée, l'autre plus près du bois de Bossu. Guilleminot dut continuer sa lutte dans ce bois.

Toute l'artillerie du corps de Reille, en batterie au sommet du rideau en deçà du ruisseau de Gimioncourt, protégea la manœuvre de Bachelu et de Foy, en précipitant son tir.

Pour parvenir à la position de Picton, Bachelu avait à traverser le ruisseau de Gimioncourt, au fond raviné, aux bords garnis de haies épaisses, et un peu au delà, un autre ravin ou pli de terrain bien moins prononcé, mais garni également de haies infranchissables sur beaucoup de points (1). Il traversa ces obstacles, mais avec difficulté : et il en résulta de la désunion dans ses colonnes. Il avait replié les tirailleurs anglais, atteint le sommet de la pente du second ravin et mettait le pied sur le plateau quand il reçut une grêle de mitraille et la fusillade, presque à bout portant, de la première ligne de Picton, de six bataillons qui, à moitié couchés dans les blés, le doigt sur la détente, avaient attendu l'approche de leurs adversaires. Sous ce feu terrible, les régiments de Bachelu, dont les rangs sont encore désunis, que l'artillerie ne peut plus protéger, car ils la masquent maintenant, se troublent et hésitent. Picton le voit, et, aussi prompt à la résolution qu'à l'exécution, il les fait charger à la baïonnette, les rejette au delà des deux ravins et paraît avec eux sur le revers opposé. Mais, arrivé là, il est fusillé, à courte distance, par le régiment formant la colonne de gauche de Bachelu, le 108ᵉ, attardé par

(1) Ces haies ont disparu depuis 1815, ainsi que beaucoup d'autres et des fossés qui coupaient le terrain au bas du plateau des Quatre-Bras et sur le plateau même.

le passage des haies qu'il est obligé de couper. Les bataillons anglais s'arrêtent bientôt ; et les lanciers et les chasseurs, saisissant le moment, se précipitent sur eux et les mettent en désordre. La ligne française se reforme sous la protection de cette charge brillante, et, à son tour, elle rejette l'ennemi, la baïonnette au dos, dans les ravins et le force à regagner le plateau. Mais Bachelu ne tente plus de repasser le ruisseau.

Cette première rencontre avec les soldats de la Grande-Bretagne avait été très-sanglante. Les ravins et leurs abords étaient couverts de morts et de blessés à l'habit bleu comme à l'habit rouge.

Le duc de Brunswick avait pris la position que lui avait indiquée Wellington : sa gauche à la chaussée de Bruxelles, en avant d'une maison isolée, sa droite vers le bois de Bossu et s'y reliant par deux compagnies légères, tout son front un peu en retraite sur la première ligne de Picton.

Exécutant cette manœuvre sous le feu de notre artillerie et ne pouvant être appuyé par les batteries hollandaises, encore hors d'état de rentrer en ligne, il avait demandé quelques pièces à Wellington, qui lui en avait envoyé quatre, détachées de la division Picton, sur laquelle Bachelu allait marcher. Mais ces pièces étaient à peine en position, que déjà l'artillerie française en avait démonté deux et désorganisé le reste.

Brunswick avait vu, alors, deux colonnes d'infanterie, précédées d'une forte ligne de tirailleurs, sortir du vallon de Gimioncourt et gravir la pente du plateau. C'étaient les colonnes de Foy qui prononçaient l'attaque du centre, marchant, comme nous l'avons dit, l'une sur la chaussée de Bruxelles, l'autre plus près du bois.

Vigoureusement pressés par les tirailleurs de Foy, ceux de Brunswick cédèrent le terrain ; et la colonne qui suivait la chaussée allait aborder les bataillons postés en avant de la maison isolée, quand le duc de Brunswick, lui-même, prit la charge contre elle avec trois cents uhlans. Il n'arriva pas jusqu'au choc. Accueilli par la mousqueterie de notre premier bataillon instantanément formé en carré, il vit ses uhlans tourner bride sans qu'il lui fût possible de les arrêter. La première ligne de son infanterie, déjà ébranlée, recula, pendant quelques instants, avec assez de fermeté. Mais l'approche du régiment de lanciers et du régiment de chasseurs, qui appuyaient le mouvement de Foy, la troubla et elle se retira en désordre, partie

dans le bois de Bossu, partie vers la chaussée de Namur. Ce fut au moment où il s'épuisait en efforts pour arrêter cette déroute que le duc de Brunswick fut mortellement atteint d'une balle. Vaillant soldat, ardent patriote, il trouva à quarante ans une mort digne de sa vie. Ses hussards voulurent arrêter nos lanciers et nos chasseurs galopant parmi ses fantassins en fuite. Mais ils furent dispersés à leur tour, vivement poursuivis, et allèrent se jeter sur la droite de Picton, qui reprenait, en ce moment, sa position sur le plateau, après sa sanglante rencontre avec Bachelu.

Dans cette poursuite ardente, nos lanciers et nos chasseurs se trouvèrent, tout à coup, en face des bataillons de Picton. Ils se rallient et les chargent.

Les lanciers abordent le 42e formé en carré (1), l'enfoncent et le sabrent, tuant son lieutenant-colonel et l'un des deux majors. Ils se précipitent ensuite sur le carré du 44e, qui est auprès, et y pénètrent aussi; mais, décimés par les balles, ils sont forcés à la retraite et vont se rallier derrière notre infanterie.

Les chasseurs, arrivés pêle-mêle avec les hussards de Brunswick jusqu'aux maisons des Quatre-Bras, y rencontrent le 92e (Anglais), essuient son feu sans pouvoir l'entamer, sont sur le point de prendre le duc de Wellington en arrière de ce régiment, sabrent les fuyards jusqu'au delà de la chaussée de Namur; se trouvent arrêtés, enfin, par les réserves hollandaises et le contingent de Nassau; et reviennent prendre haleine à l'abri de nos bataillons.

Le contingent de Nassau, formant la brigade de Von Kruse, est arrivé depuis quelques instants des environs de Bruxelles.

Wellington compte trois mille hommes de plus. Sa position néanmoins est compromise.

Guilleminot s'est avancé, maintenant, dans le bois de Bossu jusqu'à hauteur des têtes de colonne de Foy; le prince de Saxe-Weimar, pressé de front, tourné par sa droite, est en retraite vers Houtain-le-Val; les quatre régiments de lanciers et de chasseurs de Piré se sont ralliés et vont se lancer de nouveau contre les bataillons anglais, violemment battus par notre artillerie; Bachelu vient d'appuyer à droite pour tourner, vers Pireaumont, la gauche de Wellington, qu'il n'a pu forcer de front. Encore une fois, Ney est

(1) Le 42e, comme tous les régiments de Picton, n'avait qu'un bataillon.

près de saisir le point de concentration de l'armée anglo-hollandaise. Ce point va-t-il lui échapper une fois encore ?

Il est cinq heures et demie.

Alten, venant de Soignies, débouche, par la chaussée de Nivelles, sur les Quatre-Bras, avec deux brigades de sa division (1) et ses deux batteries. Une batterie à cheval de la division Cooke le suit presque immédiatement.

C'est un nouveau renfort de dix-huit bouches à feu et de plus de six mille hommes que reçoit Wellington quand Ney n'a plus la moindre réserve d'infanterie.

Abstraction faite des pertes respectives, le général anglais dispose de quarante-huit bouches à feu et de plus de trente mille hommes, dont dix-huit cents de cavalerie ; le général français, de vingt mille hommes et de trente-huit bouches à feu ; mais il a, derrière lui, sur Frasnes, la division Lefebvre Desnouettes et l'une des divisions de Kellermann. Napoléon lui a recommandé, il est vrai, de ne pas engager Lefebvre Desnouettes et de tenir Kellermann à sa disposition, de manière à ce qu'il pût l'appeler vers Fleurus, s'il en avait besoin; mais les circonstances sont pressantes. Ney va-t-il respecter jusqu'au scrupule ces prescriptions?

Pendant le combat, qui a duré déjà trois heures et demie, il a successivement appris qu'il ne doit plus compter sur la division Girard, attirée vers Saint-Amand par Napoléon, et que tout le corps de d'Erlon, détourné de sa route, s'est éloigné de lui, au lieu de s'en rapprocher. Il a expédié, il est vrai, un officier sur les traces de d'Erlon pour le rappeler; mais il n'est pas certain de l'arrivée, en temps utile, de son lieutenant, sur ce champ de bataille où les forces de l'ennemi augmentent incessamment. En outre, il a reçu, depuis quelques instants, l'ordre daté de Fleurus, à deux heures (2), qui

(1) La troisième brigade avait reçu, en route, l'ordre de rester en observation à Arquennes. Elle appartenait à la légion allemande. La plupart des écrivains la font figurer aux Quatre-Bras. C'est à tort. (Voir *History of the King's german Legion,* par Beamish.)

(2) Au dos de cet ordre est écrit : « A M. le maréchal prince de la Moscowa, à *Gosselies,* sur la route de Bruxelles ; » et au crayon : « *Wagnée* (Wangenies), *bois de Lombuc.* »

Un duplicata de cet ordre porte : « Wagnée, Ransart. (*Documents inédits,* etc.). Ces mots Wagnée, Ransart ; Wagnée, bois de Lombuc, désignent

lui prescrit d'attaquer les forces qui se trouvent devant lui, et, après les avoir vigoureusement poussées, de se rabattre sur Napoléon.

Voilà, certes, bien des motifs pour transgresser les recommandations écrites, le matin, au sujet de la cavalerie de Lefebvre Desnouettes et de Kellermann.

Ney, pourtant, veut continuer la lutte sans prendre appui de cette belle réserve.

Alten amenait avec lui la brigade anglaise de C. Halkett, de quatre bataillons, et la brigade hanovrienne de Kielmansegge, de six.

Wellington dirige immédiatement celle-ci sur son extrême gauche, que commence à presser Bachelu débouchant vers Pireaumont; et il fait passer rapidement en avant des Quatre-Bras les Anglais d'Halkett avec deux bataillons de Brunswick, qui se sont reformés. Les trois batteries qui viennent d'arriver avec Alten se portent, une la droite au bois de Bossu, une autre la gauche sur la chaussée de Bruxelles, la troisième en arrière de celles-ci dans une position intermédiaire. Le contingent de Nassau s'est avancé pour appuyer le prince de Saxe-Weimar. Les troupes hollandaises restent en réserve derrière les Quatre-Bras. Picton a formé deux carrés, chacun de deux bataillons, sur le terrain même où il a déjà soutenu les assauts de nos lanciers et de nos chasseurs.

Le nouvel accroissement de forces de Wellington arrête les progrès de Guilleminot et oblige les colonnes de Foy à redescendre dans le vallon de Gimioncourt.

Ney concentre l'action de son artillerie contre le plateau et attend avec une fiévreuse impatience qu'elle ait assez ébranlé les masses ennemies pour donner le signal d'une nouvelle attaque.

La batterie anglaise qui a pris position le long du bois est bientôt si rudement atteinte, qu'elle est forcée de se retirer à moitié démontée. Celle qui s'est avancée sur la chaussée de Bruxelles est presque aussi maltraitée; cependant elle continue à tirer.

Il est six heures.

évidemment les chemins à suivre par les officiers porteurs de l'ordre et du duplicata. Or, de Fleurus au vallon de Gimioncourt, où se trouvait le maréchal Ney, il y a six lieues de route par les directions indiquées. Ce fut donc probablement vers cinq heures, comme nous le disons, qu'il reçut la première dépêche datée de Fleurus.

En ce moment parvient à Ney (1) la dépêche, datée de Fleurus à trois heures et un quart, qui l'appelle instamment sur le champ de bataille de Napoléon, qui lui dit « que le sort de la France est entre ses mains. »

Cet appel, aussi pressant que solennel, détermine, enfin, le maréchal à tirer parti de la cavalerie restée en arrière. Il expédie, en toute hâte, à Kellermann l'ordre d'accourir avec l'une des brigades de la division qui est à Frasnes; mais l'autre brigade de cette division (2), mais la seconde division de Kellermann, mais celle de Lefebvre Desnouettes, il les laisse immobiles, il n'ose pas en disposer !

Quelques instants se passent à attendre Kellermann. Dès que Ney l'aperçoit, il galope vers lui, et, l'esprit frappé de la dépêche venue de Fleurus, il lui dit, en lui serrant convulsivement la main : « Mon cher général, il faut ici un grand effort; il faut enfoncer cette masse d'infanterie. Le sort de la France est dans vos mains; partez ! Je vous fais soutenir par toute la cavalerie de Piré. »

La mission eût fait sourciller peut-être plus d'un de ces hommes de fer, habitués à lancer les ouragans de la cavalerie; elle étonna, dit-on, Kellermann lui-même, le héros de Marengo, le conducteur de tant de chocs héroïques; mais elle n'ébranla pas son cœur.

Il forme ses pelotons, monte la pente du plateau par la chaussée, tourne à gauche, fait sonner la charge et précipite ses huit cents cuirassiers sur l'infanterie d'Halkett. Le premier régiment qu'il rencontre est le 69e (3), qui l'a attendu, rangé en bataille. Il reçoit son feu à moins de cent pas, le renverse, lui met hors de combat la moitié de ses hommes, tue son lieutenant-colonel commandant et enlève son drapeau, qui est pris par le cuirassier Lami du 8e régiment. Le 69e se disperse et s'enfuit dans le bois.

Kellermann rallie ses escadrons et les jette sur le 30e régiment, qui est en carré près de là ; il ne réussit pas à l'enfoncer; mais il culbute, sabre le 33e, deux bataillons de Brunswick et arrive avec les fuyards jusqu'aux Quatre-Bras.

(1) *Mémoires de Napoléon*, t. IX, Appendice. — *Documents inédits sur la campagne de* 1815.

(2) Plusieurs écrivains font figurer cette brigade, qui était composée de dragons, au combat des Quatre-Bras. C'est une erreur.

(3) Le 69e, comme tous les régiments d'Alten, n'avait qu'un bataillon.

Le centre de Wellington est ouvert.

Pendant ces charges furieuses, les lanciers et les chasseurs de Piré ont abordé les carrés de Picton ; mais leurs assauts répétés n'ont pu parvenir à les forcer. Formée, ici, sur deux rangs, là, sur quatre, cette vaillante infanterie a résisté à tous les efforts, superbe de sang-froid, puissante par le tir.

Dans les hasards de cette rencontre, le 6e lanciers, conduit par le colonel Galbois, parvient jusqu'à la chaussée de Namur, tombe sur un bataillon hanovrien (division Picton) et le taille en pièces. Le feu de deux bataillons voisins l'arrête, et il est forcé de se replier, ramenant le brave Galbois grièvement blessé. Mais il reprend bientôt la charge.

Ney suivait d'un œil avide, à travers les éclaircies de la poudre, la lutte de sa cavalerie.

Voyant les débuts heureux de Kellermann, l'audace croissante des lanciers et des chasseurs, voyant Guilleminot qui avait repris sa marche en avant, qui touchait presque à la chaussée de Nivelles, à la lisière nord du bois de Bossu, entendant la fusillade de Bachelu qui gagnait sur la gauche ennemie, il avait poussé, vers les Quatre-Bras, les colonnes de Foy.

Celle de droite a enlevé la maison isolée, d'où le 92e anglais s'est vainement efforcé de la chasser ; celle de gauche va achever de balayer la lisière est du bois, quand, dans une charge qu'il mène aux Quatre-Bras mêmes, Kellermann reçoit d'épaisses volées de mitraille, et une grêle de balles lancées du bois, des maisons et des clôtures voisines.

Son cheval est tué; sa troupe, jusque-là si intrépide, s'étonne, hésite, tourbillonne, et bientôt tourne bride et s'enfuit. Sourde à la voix de ses officiers, éperdue, comme frappée de vertige, elle se précipite vers le vallon de Gimioncourt, le franchit et ne va s'arrêter que devant la division Lefebvre Desnouettes, qui lui barre le passage à Frasnes. Kellermann s'échappe à grande peine au milieu de cet affreux tumulte; il revient à pied, tête nue, sans arme, accroché de chaque main aux chevaux de deux cuirassiers, et ne trouve un abri que près de notre infanterie.

L'épouvante des cuirassiers ébranle les colonnes de Foy; les lanciers et les chasseurs de Piré se replient derrière elles; tout hésite.

Ney se multiplie pour rassurer, encourager ses soldats, et, malgré

la déroute de Kellermann, ne désespère pas du gain de la journée.

Il est près de sept heures.

D'Erlon, rappelé avec instance, viendra sans doute, enfin, donner le secours décisif qui terminera la bataille.

Mais, pendant que Ney demande aux siens de faire de nouveaux efforts jusqu'à l'arrivée de d'Erlon, Wellington reçoit, par la chaussée de Nivelles, la division Cooke (gardes anglaises) avec une batterie, et, par la route de Bruxelles, les trois derniers bataillons du corps de Brunswick avec seize bouches à feu.

Le sanglant conflit devient donc de plus en plus inégal.

Abstraction faite encore des pertes respectives, les forces des Anglo-Hollandais montent, maintenant, à trente-sept mille hommes et soixante et dix bouches à feu, tandis que celles des Français sont restées stationnaires, sauf l'entrée en ligne des huit cents cuirassiers de Kellermann.

Sans perdre un instant, Wellington fait passer, en première ligne, à droite du bois de Bossu et dans le bois même, la division Cooke; les deux batteries et les trois bataillons de Brunswick, qui viennent d'arriver, sont portés en avant des Quatre-Bras; les bataillons d'Halkett, si maltraités par nos cuirassiers, se reforment; les troupes en réserve sur les Quatre-Bras entrent en ligne.

Ce déploiement de forces déterminerait tout autre que Ney à battre sur-le-champ en retraite. Lui, le général des jours difficiles, des heures critiques, il veut encore maintenir sa position. Il va être obligé, pourtant, de céder devant l'impossible.

Son artillerie est trop faible, à présent; une charge de Piré échoue sur le plateau; Guilleminot cède sous la pression des gardes anglaises; et, comme si tout devait se réunir pour accabler l'intrépide maréchal, on vient lui apprendre qu'il ne doit plus compter sur d'Erlon. Cette nouvelle imprévue porta, a-t-on dit, le désespoir au cœur de cet homme, si rudement éprouvé, cependant, par les crises les plus terribles de la guerre; et, sous le feu croisé des batteries anglaises, au milieu des projectiles ricochant autour de lui, on l'entendit s'écrier : « Vous voyez ces boulets! je voudrais qu'ils m'entrassent tous dans le ventre (1). »

Il se résigna à ordonner la retraite sur toute la ligne.

(1) *Mémoires de Fleury de Chaboulon.* — Londres, 1820.

Elle se fit en bon ordre, avec la plus grande fermeté, en disputant le terrain pied à pied, et si lentement, qu'on mit deux heures pour reculer d'une demi-lieue.

Vers neuf heures, tout engagement avait cessé; Ney prenait ses bivacs sur les hauteurs en avant de Frasnes, vis-à-vis de Wellington, qui établit les siens, la droite à la pointe sud du bois de Bossu, le centre et la gauche en avant de la ferme de Gimioncourt et du hameau de Pireaumont.

La journée avait été meurtrière pour les deux partis.

Ney, sur vingt et un mille hommes mis en ligne, en avait plus de quatre mille hors de combat; et Wellington, près de cinq mille, sur trente-sept mille qu'il avait engagés (1).

Dans les premières heures de la nuit, le général anglais fut rallié par la cavalerie d'Uxbridge et la brigade qu'Alten avait laissée sur Arquennes en s'avançant vers les Quatre-Bras.

Le reste de son armée fut alors partagé en quatre groupes :

Sur Nivelles, les divisions Chassé et Clinton, une brigade de celle de Colville, deux brigades de celle de Collaert (cavalerie hollando-belge);

Sur Braine-le-Comte, deux brigades de Colville, deux régiments de la brigade d'Estorff (cavalerie hanovrienne);

Sur Enghien, la division Stedmann et la brigade indienne aux ordres du prince Frédéric des Pays-Bas;

(1) Une lettre, accompagnée d'états officiels et adressée au président de la chambre des représentants, le 1er juillet 1815, par le chef d'état-major du 2e corps, fixe à 4,125 le nombre des tués et blessés de ce corps aux Quatre-Bras.

Les cuirassiers en eurent 250 environ (dans sa *Notice historique,* Reille dit quelques centaines).

Les pertes de Ney furent donc de 4,375 hommes environ.

Le rapport officiel de Wellington indique 2,480 Anglais, 404 Hanovriens hors de combat et manquants (égarés, prisonniers); et ce rapport, soumis à l'entière liberté de discussion de l'Angleterre, n'a pas été contredit.

Les états officiels hollandais portent à 867 hommes les pertes de la division Perponcher et de la brigade Van Merlen. (Archives du ministère de la guerre, à la Haye.)

Celles des Brunswickois furent de 708 (*Geschichte des herzoglich Braunschweigschen armée corps, etc.*); celles du contingent de Nassau (brigade Von Kruse) d'environ deux cents.

Les pertes de Wellington s'élevèrent donc à 4,659 hommes.

Snr Bruxelles, la division Cole et la réserve d'artillerie.

Il fallait ainsi un jour encore de marche forcée, aux troupes les plus éloignées, pour rejoindre le gros de l'armée aux Quatre-Bras.

Si Wellington l'eût voulu, les forces rassemblées sur ce point auraient été plus considérables, même dès les premiers moments de la bataille qui venait de finir.

La division Chassé, deux des brigades de Collaert étaient à Nivelles et Arquennes de midi à une heure; de deux à trois heures, elles auraient donc pu être rendues aux Quatre-Bras. Elles reçurent l'ordre de rester à Nivelles et Arquennes.

La brigade Ompteda, de la division Alten, aurait pu arriver sur le champ de bataille en même temps que les deux autres brigades de cette division, c'est-à-dire vers cinq heures et demie. Elle fut arrêtée sur Arquennes.

Il nous semble impossible d'expliquer les ordres qui retinrent toutes ces troupes loin de la lutte, à moins d'admettre que Wellington n'était pas encore pleinement convaincu que l'attaque de Napoléon portait exclusivement sur l'armée prussienne et l'extrême gauche anglo-hollandaise, et qu'il regardait comme probable l'apparition de forces françaises considérables sur Braine-le-Comte et Nivelles.

Au reste, notre récit l'a fait remarquer, il avait hésité, toute la matinée, à engager, tout à fait, sur la route de Charleroi la division Picton, les Brunswickois, le contingent de Nassau. La tête de colonne de ces corps, parvenue à sept heures à Waterloo, y avait été arrêtée jusqu'à midi, parce que, là, elle se trouvait un peu arrière de la rencontre des chaussées de Bruxelles à Nivelles et de Bruxelles à Charleroi, et que Wellington ne savait pas encore s'il devait porter ces forces sur Nivelles ou sur les Quatre-Bras.

Il s'était décidé à les diriger sur ce dernier point. Mais cette décision ne s'était pas étendue à toutes les divisions venant de sa droite.

Erreur peu compréhensible, injustifiable, que nous verrons s'atténuer après le 16 juin, mais non se dissiper.

Au moment où Ney prenait ses bivacs, d'Erlon déboucha sur Frasnes.

Le 1er corps avait cinq divisions, dont une de cavalerie.

Vers midi, il était parti de Jumet, marchant sur Frasnes où l'appelait l'ordre écrit du maréchal Ney (voir page 151); mais un peu en deçà de ce point, il avait quitté la chaussée de Bruxelles, pour

prendre à droite, et, après une grande perte de temps, il s'était trouvé à moins d'une lieue de l'aile gauche de Napoléon, à hauteur de Saint-Amand. D'Erlon, son chef, avait laissé là une de ses divisions d'infanterie sous Durutte, trois régiments de la cavalerie de Jacquinot, et, avec tout le reste de ses troupes, il avait exécuté une contre-marche qui le ramenait maintenant sur Frasnes.

L'ordre donné, le matin, par le maréchal Ney prescrivait qu'une division d'infanterie et une division de cavalerie fussent portées sur Marbais. D'Erlon avait cru, sans doute, s'y conformer en laissant celles de Durutte et de Jacquinot vis-à-vis et à une lieue de ce village.

Durutte, commandant ce détachement par ancienneté de grade, s'était dirigé, après longues hésitations, paraît-il, vers la chaussée de Namur à Nivelles, en se maintenant à certaine distance de Wagnelée, et se faisant précéder par la cavalerie de Jacquinot. Arrivé à portée de canon de la chaussée, celui-ci avait donné sur des escadrons prussiens qui éclairaient le terrain de ce côté; et il s'était canonné avec eux. Mais, Durutte l'ayant appuyé avec de l'infanterie, les Prussiens s'étaient retirés; et les deux généraux s'étaient rabattus sur Wagnelée, où ils avaient pénétré, nous l'avons dit dans le précédent chapitre, vers la chute du jour, quand l'armée de Blücher battait en retraite (1).

Pendant ces mouvements, le chef d'état-major et l'un des aides de camp de Durutte, le colonel Gordon et le chef d'escadron Gaugler, imitant le crime de Bourmont, avaient déserté (2).

(1) Ces détails sont empruntés à une note du général Durutte, publiée dans les *Documents inédits* et peu bienveillante à l'égard de d'Erlon.

Pour le dire en passant, elle prouve l'inexactitude des récits qui représentent le 1er corps *en arrière de Brye*, à portée de canon des réserves prussiennes et d'Erlon le ramenant de là sur Frasnes par l'ordre de Ney.

D'Erlon n'est même pas arrivé jusqu'à hauteur de Wagnelée; et Durutte n'a pas atteint la chaussée de Nivelles; cela ressort, d'ailleurs, de la position même des troupes prussiennes dans la soirée.

(2) Ce Gordon était à Gand, le 20 juin, et écrivait, pour Clarke, le ministre de Louis XVIII, une note détaillée sur les forces et l'état moral de l'armée française. Les archives du dépôt de la guerre, à Paris, possédaient cette note, en 1839. Nous y avons copié ces phrases.

« L'esprit des soldats est affreux; ils sont forcenés; et je suis bien persuadé que la première conséquence de leur déroute actuelle (celle de Waterloo) sera une horrible indiscipline et mille excès. Encore en France,

Durutte, abandonné à lui-même, n'avait pris ainsi aucune part à la bataille de Ligny ; et la masse du 1er corps, qui arrivait à Frasnes, avec d'Erlon, n'y avait pas figuré non plus. Vingt mille hommes et quarante-six-bouches à feu s'étaient promenés, de midi à neuf heures du soir, entre deux champs de bataille, distants de deux lieues l'un de l'autre, sans agir sur aucun. Cependant, engagés directement sur la Haye et Wagnelée, ils auraient assuré la perte de l'armée prussienne ; et, portés à temps sur les Quatre-Bras, ils l'auraient assurée encore ; car Ney se serait trouvé assez fort pour repousser les Anglo-Hollandais, et faire l'opération demandée par Napoléon dans les deux ordres expédiés de Fleurus.

ils pillaient déjà et parlaient hautement de brûler les propriétés si l'armée était obligée de se retirer. Cette armée est perdue et doit être perdue pour la France...

» La plupart des officiers généraux sont indécis et n'aiment ni le roi ni Bonaparte. »

A quelques jours de là, Gordon trouva une mort tragique sur les glacis de la place de Condé, qu'il était allé sommer de se rendre.

CHAPITRE DIXIÈME.

Cause du mouvement de d'Erlon vers Saint-Amand et de sa contre-marche, le 16 juin. — Examen de la conduite de ce général ; de celle du maréchal Ney. — Napoléon seul a pu prendre la responsabilité de faire marcher d'Erlon contre l'armée prussienne. — Les versions dictées à Sainte-Hélène ont été imaginées sur la leçon des événements.

Quelle fut la cause de la manœuvre stérile de d'Erlon, ou, en termes plus précis, pourquoi le 1er corps marcha-t-il vers Saint-Amand au lieu de continuer à s'avancer sur Frasnes? Pourquoi, ensuite, fit-il la contre-marche qui le ramena sur ce dernier point?

Ces questions ont été l'objet de controverses nombreuses et d'autant plus passionnées que l'annulation du 1er corps a exercé une influence capitale sur le résultat non-seulement de la journée du 16 juin, mais encore de la campagne.

Ney, lui-même a écrit (1), plusieurs historiens ont dit, et c'est une

(1) « La bataille (aux Quatre-Bras) devenait générale et la victoire n'était pas douteuse, lorsque, au moment où j'allais faire avancer le 1er corps d'infanterie, qui, jusque-là, avait été laissé par moi en réserve à Frasnes, j'appris *que le général* (Napoléon) *en avait disposé, sans m'en prévenir, ainsi que de la division Girard* (2e *corps*), *pour les diriger sur Saint-Amand*, et appuyer son aile gauche, qui était fortement engagée contre les Prussiens. Le coup que me porta cette nouvelle fut terrible ; n'ayant plus sous mes ordres que *trois* divisions au lieu de *huit* sur lesquelles je comptais, je fus obligé de laisser échapper la victoire... » (Lettre du maréchal Ney à Fouché, 26 juin 1815.)

opinion généralement accréditée, que, pendant sa marche sur Frasnes, le 1er corps fut appelé directement sur Saint-Amand par l'ordre de Napoléon, comme y avait été appelée déjà la division Girard (corps de Reille). Mais Napoléon a nié formellement et avec grande vivacité avoir donné un pareil ordre (1) ; et, ici, il doit avoir dit vrai, car il est impossible de faire concorder la marche directe du 1er corps sur Saint-Amand avec les dépêches expédiées, de Fleurus, à Ney, à deux heures et à trois heures et un quart, dépêches qui, on se le rappelle, se taisaient sur ce mouvement, et prescrivaient au maréchal de manœuvrer « de manière à envelopper la droite de l'armée prussienne et tomber à bras raccourci sur ses derrières. » La première de ces manœuvres excluait la seconde.

Napoléon a fait plus : il a rejeté sur le maréchal Ney et sur d'Erlon la responsabilité du mouvement qui porta celui-ci près de Saint-Amand ; il a raconté que « Ney avait laissé le 1er corps en réserve en avant de Gosselies, *à deux lieues et demie des Quatre-Bras;* que d'Erlon était accouru pour soutenir l'attaque de Saint-Amand (2). » Mais cette double assertion est inexacte.

Loin d'avoir laissé le 1er corps à deux lieues et demie des *Quatre-Bras*, Ney l'avait appelé à lui sur Frasnes, appelé par un ordre écrit, absolu, que nous avons reproduit (3), qu'il expédia, dès la réception de la dépêche de Napoléon, apportée, de Charleroi à Frasnes, vers dix heures et demie, par l'aide de camp Flahaut. Muni de cet ordre, qui lui prescrivait de se rendre à Frasnes, où retentissait le canon de son chef immédiat, d'Erlon s'en éloigna pour aller

(1) Fleury de Chaboulon, maître des requêtes au conseil d'État, attaché au cabinet de Napoléon pendant la campagne, et bonapartiste très-exalté d'ailleurs, avait dit, dans ses *Mémoires* (2 vol. — Londres, 1820), qu'il donnait l'explication de la marche de d'Erlon, le 16 juin ; « qu'il éclaircissait ce point. »

Napoléon lui répondit : « *Fort mal,* comme un jeune homme qui, pour la première fois, se trouve à une affaire de guerre. Comment un homme qui n'était pas à la bataille, et ne l'a vue que d'une lieue en arrière, peut-il donner des explications ? » (*Mémoires*, t. VIII, p. 265.)

Or, l'explication de Fleury de Chaboulon était que « Napoléon envoya *directement au 1er corps* l'ordre de se porter en toute hâte sur la droite des Prussiens. »

(2) *Mémoires,* t. IX, p. 85, 86.

(3) Voir page 151.

vers un autre champ de bataille. Mais, ce mouvement, il ne le fit pas spontanément.

Il en a dit ainsi le motif et les circonstances : « Vers onze heures ou midi, M. le maréchal Ney m'envoya l'ordre de faire prendre les armes à mon corps d'armée et de le diriger sur *Frasnes et les Quatre-Bras*, où je recevrais des ordres ultérieurs. Mon corps d'armée se mit donc en mouvement immédiatement; et, après avoir donné l'ordre au général qui commandait la tête de colonne de faire diligence, je pris l'avance pour voir ce qui se passait aux Quatre-Bras, où le corps du général Reille *me paraissait engagé*. Au delà de *Frasnes*, je m'arrêtai avec des généraux de la garde, où je fus joint par le général Labédoyère, qui me fit voir *une note au crayon* qu'il portait au maréchal Ney et qui *enjoignait à ce maréchal de diriger mon corps d'armée sur Ligny*. Le général Labédoyère me prévint *qu'il avait déjà donné l'ordre* pour ce mouvement, en faisant changer de direction à ma colonne et m'indiqua où je pourrais la rejoindre. Je pris aussitôt cette route... Le général Labédoyère avait-il la mission de faire changer de direction à ma colonne avant que d'avoir vu M. le maréchal? Je ne le pense pas (1).»

Ce récit est confirmé par le témoignage du colonel Heymès, tout à la fois aide de camp et chef d'état-major de Ney ; seulement, Heymès varie sur le nom de l'officier qui fit changer de direction au 1[er] corps et alla en prévenir le maréchal : il dit que ce fut le colonel Laurent (2).

Selon toute probabilité, nous dirions presque selon toute certitude, il y eut donc un ordre qui détourna le corps de d'Erlon de sa route et le dirigea vers Saint-Amand; et cet ordre ne fut pas donné par

(1) *Documents inédits*, etc.

(2) Dans une brochure publiée en 1818, et écrite, on le sait, avec le concours du général Foy, M. Gamot, beau-frère du maréchal Ney, avait attribué, avant Heymès, cette mission au colonel d'artillerie Laurent, *attaché* à l'état-major général (*Réfutation, en ce qui concerne le maréchal Ney, de l'ouvrage ayant pour titre : Campagne de* 1815, etc., par le général Gourgaud); et, le 21 septembre de la même année, revenant sur ce sujet, dans une lettre adressée au *Journal général*, il fixait à *trois heures* l'arrivée du colonel Laurent près de Ney et ajoutait : Cet officier *existe;* il peut attester qu'il a apporté l'ordre (de diriger le corps de d'Erlon sur Saint-Amand). »

Napoléon (1) ; il fut le résultat d'une erreur, du zèle mal entendu d'un officier d'ordonnance.

Maintenant, pourquoi le 1er corps, une fois arrivé, par suite de cette erreur, près de Saint-Amand, revint-il sur Frasnes ?

Le maréchal Ney a assuré « qu'il lui fut renvoyé par le général en chef (2) ; » Napoléon, que « Ney l'envoya chercher (3) ; » d'Erlon, « qu'il obéit aux prescriptions impératives du maréchal, transmises par le général Delcambre (4). »

Contradictoires en apparence, ces assertions ne le sont pas en réalité ; car elles n'excluent la possibilité ni d'un consentement, ni d'un ordre donné par l'empereur et concordant avec « les prescriptions impératives du maréchal. »

Cet ordre, ce consentement tout au moins, on doit même admettre qu'il fut donné, quand on se rappelle que l'empereur fut en communication avec d'Erlon par l'intermédiaire de l'aide de camp expédié de Fleurus pour reconnaître le 1er corps, signalé comme ennemi par Vandamme. On ne saurait croire, en effet, qu'arrivé près de Saint-Amand, en exécution des instructions erronées, mais transmises, au nom de l'empereur, par Labédoyère ou Laurent, d'Erlon se soit éloigné de ce point, au moment même où la bataille y était le plus acharnée, qu'il soit retourné sur Frasnes sans l'ordre ou le consentement du chef de l'armée. Jusqu'au retour de l'aide de camp expédié de Fleurus, Napoléon avait ignoré peut-être que Ney fût engagé aux Quatre-Bras contre des forces supérieures ; mais il l'apprit, à coup sûr, alors ; et cette nouvelle le décida à ordonner à d'Erlon de rejoindre le maréchal ou bien à y consentir.

Telle est sans doute la vérité (5).

(1) Le duc d'Elchingen rapporte ainsi une anecdote qui lui est personnelle, et qui vient à l'appui de cette conclusion : « Quelque temps après son retour de Sainte-Hélène, M. le général Bertrand, qui avait les impressions de l'empereur, et devait être pénétré de ses idées, me dit dans une conversation sur l'affaire des Quatre-Bras : *Pourquoi le maréchal nous a-t-il envoyé d'Erlon sur Saint-Amand ?* »

(2) Lettre du maréchal Ney à Fouché, déjà citée.

(3) *Mémoires*, t. IX, p. 91.

(4) Lettre de d'Erlon déjà citée (*Documents inédits*, etc.)

(5) Le général Durutte, dans la note citée précédemment, a dit qu'au moment où d'Erlon recevait l'ordre de Ney, « il recevait aussi de nouvelles *instances* de Napoléon pour marcher sur Brye, et qu'il se décida néanmoins

Elle nous semble résulter non moins logiquement de ce fait, que les écrits de Sainte-Hélène n'ont pas accusé d'Erlon d'avoir méconnu les intentions de Napoléon, en opérant la contre-marche qui le ramena sur Frasnes.

Presque tous les écrivains français, cependant, ont pris texte de cette contre-marche pour imputer à Ney et à d'Erlon, d'avoir rendu le 1er corps inutile, pendant la journée du 16 juin. A les entendre, Ney n'aurait pas dû l'ordonner; et, Ney l'ordonnant, d'Erlon aurait dû ne pas l'exécuter et marcher contre les Prussiens; car, disent-ils, quand l'un ordonna il était trop tard, et, quand l'autre obéit, il était trop tard, à plus forte raison, pour que le 1er corps pût arriver sur les Quatre-Bras en temps opportun.

Mais ce reproche est puéril; il n'est fondé que sur l'événement, et l'événement seul a prouvé que le 1er corps, revenant à Frasnes vers neuf heures du soir, devait y être inutile : deux heures plus tôt, et même jusqu'au dernier instant, nul n'avait pu le prévoir; à neuf heures encore, malgré l'approche de la nuit, Wellington pouvait pousser son succès, tenter de changer la vaillante retraite de Ney en un désastre; et d'Erlon, dans ce cas, serait arrivé assez tôt pour empêcher cette catastrophe, qui aurait compromis toute l'armée.

Singulière contradiction! les écrivains qui ont critiqué si vivement, ici, la conduite de Ney et de d'Erlon sont les mêmes qui n'ont pas eu assez de colères contre un autre lieutenant de l'empereur, accusé de n'être pas intervenu, même au dernier moment du jour, sur le champ de bataille où se décida le sort de la guerre.

Au reste, il est un fait — incontestable, celui-là, — qui domine tout ce débat et porte en soi la justification complète, absolue de Ney et de d'Erlon : c'est que, soit par l'erreur de Laurent ou de Labé-

à retourner vers le maréchal Ney. » Mais il n'est pas du tout probable que Napoléon fit des *instances* auprès d'un subordonné, et il est impossible de croire, en prenant ici *instances* pour synonyme d'*ordres*, que d'Erlon n'y aurait pas obéi, s'il en eût reçu.

Mal renseigné sur le sens des communications qui eurent lieu, alors, entre d'Erlon et l'empereur, Durutte en connut l'existence, et sa note le prouve.

Elle est prouvée aussi par les *Mémoires de Sainte-Hélène;* nous l'avons fait remarquer.

doyère, soit par toute autre cause, il n'importe, le 1[er] corps vint sous la main de Napoléon; c'est que celui-ci en eut parfaite connaissance, qu'il put le faire arriver sur le champ de bataille de Ligny, l'y engager près de deux heures avant la fin du jour, et qu'il le laissa s'en éloigner, si même il ne lui en envoya pas l'ordre.

Ney n'avait à voir, ne pouvait voir que ce qui se passait devant lui, les nécessités de sa position. D'Erlon était son subordonné : rappelé vers les Quatre-Bras, n'étant pas retenu par l'ordre de Napoléon, il devait obéir au maréchal. Napoléon avait le commandement en chef, et lui seul pouvait prendre la responsabilité de jeter contre l'armée prussienne le 1[er] corps, venu sous sa main, nous le répétons. Il aurait dû avoir l'audace, la sagesse de faire jouer ainsi à d'Erlon un rôle décisif et s'en rapporter à la fermeté éprouvée du maréchal Ney pour contenir les Anglo-Hollandais aux Quatre-Bras. Cette audace, cette sagesse, il ne l'eut pas. Ce fut une faute capitale qui sauva de la destruction l'armée de Blücher, mais qu'on ne saurait sans injustice, sans aveuglement, imputer au maréchal Ney, non plus qu'à d'Erlon.

Autrefois, Napoléon aurait agi tout différemment; maintenant, il avait faibli. Voilà pourquoi le 1[er] corps resta inutile! voilà pourquoi Blücher échappa à un désastre!

Privé de la coopération de d'Erlon et de la division Girard, Ney rendit un service immense, que lui seul, peut-être, pouvait rendre avec sa prodigieuse énergie : il empêcha Wellington d'intervenir sur le champ de bataille de Ligny; il rendit vaine la promesse du général anglais au général prussien, la promesse qui avait décidé ce dernier à attendre le choc de Napoléon.

On a trouvé, cependant, qu'il ne fit pas assez : il aurait dû vaincre, disperser les Anglo-Hollandais, et se rabattre ensuite sur Brye, sur Saint-Amand, pour donner le coup de grâce à Blücher; il a eu le sort de la France entre les mains, suivant le mot de Napoléon, il l'a laissé échapper!

Ce sont les récits de Sainte-Hélène qui ont formulé, propagé, universalisé cette opinion, en France, du moins; car, à l'étranger, les écrivains militaires le plus en renom ne l'ont pas accueillie.

Elle est souverainement injuste.

Napoléon, en effet, ne s'est pas borné à reprocher au maréchal Ney d'avoir « laissé le 1[er] corps à deux lieues et demie en arrière

des Quatre-Bras et de l'avoir appelé à lui beaucoup trop tard ; » reproche sans fondement, on l'a vu ; il prétend encore lui avoir donné des instructions dont l'exécution fut très-longtemps différée, puis conduite avec une timidité excessive.

S'il fallait l'en croire, « le maréchal Ney reçut l'ordre, *dans la nuit*, de se porter le 16, *à la pointe* du jour, *en avant des Quatre-Bras*, d'occuper une bonne position à cheval sur la route de Bruxelles, en gardant les chaussées de Nivelles et de Namur, par ses flanqueurs de gauche et de droite. Le comte Flahaut, aide de camp général, *porta* ces ordres (1)...

» Ney commença son mouvement à midi seulement (2). Ses tirailleurs engagèrent le combat à deux heures ; mais ce ne fut qu'à trois heures, lorsque la canonnade de Ligny se fit entendre dans toute sa force, qu'il aborda franchement l'ennemi (3). »

Mais, à peu de choses près, tout ceci est de pure invention.

Ney passa une grande partie de la nuit du 15 au 16, près de Napoléon à Charleroi ; et il n'en partit qu'à deux heures du matin. Le fait est affirmé par Heymès, son aide de camp, et par le général Reille (4) ; et nul ne l'a contesté.

Si Napoléon a donné au maréchal « l'ordre de se porter, à la pointe du jour, en avant des Quatre-Bras, etc. » il le lui a donc donné de vive voix. Il n'a eu besoin ni de Flahaut, ni d'aucun autre pour le transmettre.

La mission de cet officier, pendant la nuit, est donc une fable. Lui-même, d'ailleurs, en a fait justice : il a été porteur de l'ordre dont parle Napoléon ; il l'a écrit sous sa dictée ; et il indique qu'il l'écri-

(1) *Mémoires*, t. IX, p. 78.

(2) *Idem*, p. 89.

(3) *Idem*, p. 90.

(4) « ... A minuit, il (le maréchal Ney) rendait compte, à Charleroi, des dispositions qu'il avait prises. L'empereur le retint à souper... Tous les grands officiers du quartier impérial purent l'attester... Le 16, à deux heures du matin, le maréchal revint à Gosselies... » (*Relation de la campagne de* 1815, etc., par le colonel Heymès.)

« ... Le 16 au matin, vers les sept heures, le général Reille alla voir M. le maréchal Ney, qui était rentré dans la nuit à Gosselies, pour lui demander des ordres. » (*Notice historique sur les mouvements du 2e corps,* par le lieutenant général Reille.)

vit entre huit et neuf heures du matin, et qu'il partit ensuite de Charleroi pour se rendre auprès du maréchal (1).

Il faut le remarquer, d'ailleurs, la version de Sainte-Hélène ne serait pas plus admissible, si elle disait que Ney reçut de la bouche de Napoléon, cet ordre prétendu de se porter, au point du jour, en avant des Quatre-Bras; car, dans ce cas, il serait inexplicable que le maréchal eût été retenu à Charleroi jusqu'à deux heures du matin : à la mi-juin, le jour commence à deux heures et demie.

Il est encore des témoignages qui ruinent complétement la version de Sainte-Hélène.

Reille a écrit, qu'étant « allé, vers sept heures du matin, voir le maréchal Ney, qui était rentré dans la nuit à Gosselies, pour lui demander des ordres, le maréchal lui dit *qu'il en attendait* de l'empereur, auquel il rendait compte de sa position (2). » Cette réponse ne concorde pas avec les instructions données dans la nuit précédente, au dire de Napoléon.

Le colonel Janin, sous-chef d'état-major du 6e corps, a raconté, de son côté, que, le 16 au *matin*, il fut envoyé pour reconnaître les forces auxquelles le maréchal avait affaire, et reçut, pour *tous renseignements*, qu'il trouverait ses postes en avant de *Gosselies* (3). De Gosselies aux Quatre-Bras, il y a plus de trois lieues, il ne faut pas l'oublier.

Ce fait ne tend pas non plus à prouver que Ney eût reçu l'ordre « de se porter, dès la pointe du jour, en avant des Quatre-Bras. »

Une lettre écrite, de Charleroi, dans la matinée du 16, par le major général, contredit implicitement l'existence d'un pareil ordre.

Soult avertit Ney que l'empereur vient d'ordonner à Kellermann de *réunir* le corps qu'il commande et de le diriger sur *Gosselies*; et il termine ainsi : « Veuillez m'instruire si le 1er corps (d'Erlon) a opéré *son mouvement* et quelle est, ce matin, la position exacte des

(1) Lettre du général Flahaut au duc d'Elchingen, le 24 novembre 1829 (*Documents inédits*, etc.).

(2) *Notice historique*, etc., par le lieutenant général Reille.

(3) *Campagne de Waterloo*, etc., par E.-F. Janin, colonel d'état-major.

1er et 2e corps d'armée et des deux divisions de cavalerie qui y sont attachées... »

Or, cela n'est pas douteux, si Ney eût reçu l'ordre « de se porter, dès la pointe du jour, en avant des Quatre-Bras, » Soult lui aurait demandé où en était l'exécution de cet ordre si important. Tout au contraire, il n'en parle pas, n'y fait pas la moindre allusion, n'écrit pas même le nom des Quatre-Bras; il se borne à demander si le 1er corps a opéré son mouvement, c'est-à-dire s'il est complétement rallié; et il annonce que Kellermann est dirigé sur Gosselies, qui est à plus de trois lieues en arrière des Quatre-Bras.

On ne connaît pas, au juste, l'heure où fut expédiée cette lettre du major général; mais il est certain que ce fut avant huit heures.

Jusqu'à ce moment, tout ce qu'on sait des relations entre Ney et le quartier général de Napoléon prouve donc qu'aucun ordre, ni verbal ni écrit, n'existait encore, qui prescrivît un mouvement sur les Quatre-Bras.

Ce qui suivit est connu avec plus de précision et contredit avec plus de force les allégations des *Mémoires de Sainte-Hélène*.

Avant le récit de la bataille de Ligny, nous avons reproduit deux dépêches adressées, de Charleroi, l'une par Napoléon, l'autre par le major général Soult, au maréchal Ney. Ces dépêches, on se le rappelle, donnaient à celui-ci ses instructions pour la journée du 16.

La dernière n'est, à vrai dire, que le duplicata de la première; et toutes les deux, nous le prouverons, furent écrites entre huit et neuf heures.

Il suffit de les lire pour s'assurer qu'aucun ordre de mouvement ne les avait précédées. Celle de Soult commence ainsi : « L'empereur ordonne que vous *mettiez en marche* les 1er et 2e corps d'armée, ainsi que le 3e corps de cavalerie, qui a été mis à votre disposition, *pour les diriger* sur l'intersection des chemins dits les *Trois-Bras* (route de Bruxelles) (1), où *vous leur ferez* prendre position... »

Et elle se termine par ce paragraphe non moins significatif : « Je vous prie de me mettre de suite à même de rendre compte à l'empereur de *vos dispositions pour exécuter l'ordre que je vous envoie...* »

Là se trouve la preuve évidente que le mouvement sur les Quatre-Bras, en avant des Quatre-Bras, n'avait pas été ordonné jusqu'alors;

(1) Quatre-Bras.

on n'aurait pas parlé ainsi, en effet, à un chef qui aurait déjà reçu, et depuis longtemps, un tel ordre.

La dépêche de Napoléon fournit la même preuve.

La version de ses *Mémoires*, la version qui accuse le maréchal Ney, est donc de pure invention, tout concourt à le démontrer : témoignage de Flahaut, d'Heymès, de Reille, de Janin, dépêches officielles du quartier général impérial.

Ce fut seulement après avoir résolu de porter l'aile droite et le centre de l'armée en avant de Fleurus, que Napoléon expédia à Ney l'ordre de marcher sur les Quatre-Bras.

Comme nous l'avons fait observer, en établissant que le maréchal n'avait pas dû occuper ce point, le 15 au soir, ces deux mouvements, pour se faire avec sécurité, devaient se protéger l'un l'autre, c'est-à-dire s'opérer simultanément ; et ce fut ainsi, on l'a vu, qu'ils s'opérèrent.

Napoléon a-t-il été plus véridique, quand il a dit que Ney avait perdu beaucoup de temps avant d'attaquer les Anglo-Hollandais, et les avait attaqués d'abord sans vigueur?

Ici encore, nous sommes obligé d'entrer dans des détails minutieux ; mais c'est un inconvénient inhérent au récit de cette campagne de durée si courte. Les heures y eurent, pour ainsi dire, une influence aussi grande que les jours en d'autres guerres ; et il faut les fixer avec précision, écrire, la montre sur la table, si l'on veut ne pas s'égarer à la suite des récits intéressés à l'inexactitude.

Pour juger la conduite de Ney, il est indispensable de connaître le moment où lui parvint l'ordre de marcher sur les Quatre-Bras ; ordre transmis dans les deux dépêches que nous venons de rappeler, l'une de Napoléon, l'autre du major général Soult, et qui s'écrivirent en même temps à Charleroi.

Ces dépêches ne portent pas l'heure où elles furent écrites. Mais si l'on tient compte de ce fait que les mouvements de l'aile gauche, du centre et de l'aile droite de l'armée furent prescrits simultanément ; et si l'on remarque que l'ordre de marche pour Vandamme est daté de huit heures du matin (1), que Gérard reçut le sien à neuf heures et demie, en avant de Châtelet (2), c'est-à-dire à moins de deux

(1) Voir la note à la page 117.
(2) *Quelques documents*, etc., par le lieutenant général Gérard.

lieues de Charleroi, il sera facile d'en conclure que celui de Ney fut écrit entre huit et neuf heures. Cette conclusion est corroborée, d'ailleurs, par un témoignage fort important, ici, celui de l'aide de camp Flahaut. Il a indiqué, en effet, que ce fut entre huit et neuf heures que Napoléon lui dicta la lettre pour Ney; lettre qui, on le sait avec certitude (1), précéda à destination celle que Soult adressa à ce maréchal.

La dépêche de Napoléon est fort développée.

En supposant qu'elle fut rapidement dictée, rapidement écrite, Flahaut, qui la portait, put être à cheval et partir de Charleroi à neuf heures moins un quart. Il avait dix-sept kilomètres à faire; il s'arrêta à Gosselies assez de temps pour donner connaissance à Reille des ordres qui lui étaient confiés (2). S'il arriva de dix heures et quart à dix heures et demie à Frasnes, il avait, à coup sûr, rempli très-promptement sa mission, car il avait fait trois lieues à l'heure. Ce fut donc en ce moment, au plus tôt, Heymès dit vers onze heures, que parvint au maréchal Ney, la dépêche de Napoléon. En prendre connaissance, faire écrire les instructions pour Reille, d'Erlon, Kellermann (3), tout cela dut occuper quelques instants; et Reille, qui était à Gosselies, à plus de deux lieues en arrière de Frasnes, ne put recevoir son ordre de mouvement que vers onze heures et demie.

Prévenu par la communication de Flahaut, il tenait ses troupes prêtes à marcher. Il fit diligence; et le maréchal Ney ne perdit pas une minute non plus pour prendre ses dispositions, puisque l'attaque contre le prince d'Orange commençait à deux heures, et même un peu plus tôt, s'il faut en croire des écrivains étrangers.

Jusque-là, il est donc impossible de trouver le moindre reproche à faire au maréchal.

L'accusation de mollesse, d'indécision dans la conduite de l'attaque,

(1) « ... Le major général a dû donner des ordres; *mais vous recevrez les miens plus tôt,* parce que mes officiers vont plus vite que les siens. » (Lettre de Napoléon à Ney. Voir page 114.) — Reille et Heymès indiquent, d'ailleurs, que la lettre de Napoléon fut la première qui parvint à Ney.

(2) « M. le lieutenant général Flahaut m'a fait part des ordres qu'il portait à Votre Excellence... » (Lettre de Reille au maréchal Ney, datée de Gosselies, à dix heures et un quart. — *Documents inédits.*)

(3) Voir page 151.

est bien étrange, adressée à un homme de ce caractère militaire, à un général dont la responsabilité était couverte par un ordre écrit et précis. Aussi a-t-on soin d'ajouter que cette mollesse, cette indécision parurent seulement au commencement du combat; qu'elles firent place à une grande intrépidité, une grande résolution, quand la situation devint difficile.

Ney eut affaire à un adversaire jeune, habile, résolu, qui commandait à des troupes animées d'un bon esprit, qui était posté sur un terrain favorable à la défensive et qui résista avec ténacité. Cette résistance dura une heure et demie environ contre des forces à peu près égales d'abord, supérieures ensuite, pendant un court instant, quand Ney eut reçu la division Guilleminot. Est-ce là un fait si surprenant, qu'il faille aller en chercher la cause dans le manque d'énergie de l'attaque?

Sans l'arrivée de Picton et du duc de Brunswick, vers trois heures et demie, Ney enlevait les Quatre-Bras; cela n'est mis en doute par personne, pas même par les écrivains hollandais (1).

Ce renfort rétablit de nouveau l'égalité entre les forces en présence; et, néanmoins, deux heures après, les écrivains anglais en conviennent, la position de Wellington était très-critique (2) et ne fut sauvée que par l'entrée en ligne d'Alten et du contingent de Nassau.

Telle est la vérité; et elle est toute à l'honneur du maréchal Ney.

Les dépêches expédiées de Fleurus, à deux heures et à trois heures et un quart, et parvenues à celui-ci vers cinq heures et à six heures, prescrivaient une manœuvre devenue impossible. Jusqu'à cinq heures et demie, même après l'arrivée d'Alten et du contingent de Nassau, Ney put espérer et espéra sans doute se rendre maître des Quatre-Bras; mais, une heure plus tard, quand furent survenus la division Cooke et le reste du corps de Brunswick, cet espoir disparut. Forcé par le nombre, le maréchal dut battre en retraite; et il ne fallut pas moins que son énergie pour éviter un désastre.

(1) Nous citerons, entre autres, Van Loben-Sels, aide de camp du prince Frédéric des Pays-Bas (*Précis de la campagne de* 1815, etc. La Haye, 1849), écrivain consciencieux et bien renseigné, en général, sur tout ce qui a trait aux opérations des troupes hollando-belges.

(2) Siborne, apologiste ardent de Wellington, dit qu'au moment de l'arrivée d'Alten, « la situation était extrêmement critique. » (Wellington's situation had become so extremely critical, etc.)

On peut lui reprocher, à bon droit, de n'avoir pas employé tout le corps de Kellermann, et même la division Lefebvre Desnouettes malgré les recommandations de Napoléon; mais il les aurait employés, qu'il n'aurait pu faire plus qu'enlever les Quatre-Bras, vers trois heures ou trois heures et demie, et s'y maintenir ensuite contre les attaques réitérées de Wellington. Or, pour frapper un coup décisif sur Blücher, Napoléon exigeait davantage : il voulait que Ney, après avoir occupé les Quatre-Bras, « se rabattît pour envelopper la droite des Prussiens et tomber à bras raccourci sur leurs derrières. »

Cette manœuvre aurait été praticable, se serait exécutée à temps, si d'Erlon n'eût pas été détourné de sa route; mais ce général n'étant revenu sur Frasnes que vers neuf heures du soir, Ney ne pouvait faire plus qu'il ne fit; et il fit immensément, il faut le répéter, puisqu'il empêcha Wellington de porter à Blücher un secours qui aurait donné sans doute une autre issue à la bataille de Ligny.

En résumé, si l'on examine avec quelque attention les témoignages, les dépêches, les ordres officiels, les circonstances de temps surtout, il devient évident que Ney, que d'Erlon n'ont nullement mérité les accusations dont Napoléon et beaucoup d'écrivains à la suite les ont chargés.

Ney exécuta très-rapidement ses instructions. Il avait prescrit au 1er corps de venir à Frasnes; et ce fut malgré cet ordre formel, absolu, que le 1er corps s'en éloigna. Ainsi privé inopinément de la coopération de vingt mille hommes, Ney continua la lutte et dépassa, pour ainsi dire, par sa vigueur les limites du possible.

D'Erlon, en marchant vers Saint-Amand, crut, dut croire qu'il se conformait aux instructions de Napoléon ; et, une fois arrivé près du chef de l'armée française, étant en communication avec lui, n'en recevant pas l'ordre de s'engager dans la bataille de Ligny, pressé impérativement, au contraire, par le maréchal Ney de revenir sur Frasnes, où le canon retentissait aussi, il a dû obéir.

Les explications de Sainte-Hélène sur la journée du 16 juin ont été imaginées sur la leçon des événements, pour dissimuler les fautes de Napoléon.

Ces fautes, nous les avons signalées, nous en avons dit l'influence sur le résultat de la bataille de Ligny. Elles ressortent encore plus vivement du récit que nous venons de faire.

Napoléon perdit la plus grande partie de la matinée dans l'hésita-

tion, dans l'inaction. Cela fut cause qu'il attaqua très-tard l'armée prussienne et que la nuit vint l'empêcher de compléter sa victoire. Cependant, il avait pu réparer cette perte de temps incroyable. L'erreur heureuse d'un aide de camp lui en avait fourni le moyen; il l'avait laissé échapper : tout le corps de d'Erlon, vingt mille hommes de toutes armes étaient arrivés sous sa main, au moment décisif de la bataille contre Blücher, et il ne les y avait pas engagés; il avait permis, il avait ordonné peut-être qu'ils se rendissent aux Quatre-Bras.

Dans cette journée du 16 juin, marquée par les sanglantes rencontres de Ligny et des Quatre-Bras, soldats et généraux furent admirables de bravoure, de constance. Il ne manquèrent pas au chef, le chef leur manqua. Telle est la vérité.

Le chef n'était plus lui-même. Il allait en donner de nouvelles et funestes preuves.

CHAPITRE ONZIÈME.

17 JUIN. — GEMBLOUX. — LA MAISON-DU-ROI. — Pajol est envoyé en reconnaissance sur la route de Namur. — Inaction de la partie de l'armée qui a combattu à Ligny. — Aspect du champ de bataille. — Napoléon, resté à Fleurus, apprend que Pajol a enlevé une batterie prussienne et a fait des prisonniers. — Son aide de camp Flahaut lui apporte les premières nouvelles du combat des Quatre-Bras. — Dépêche, datée de Fleurus, du major général au maréchal Ney. — De huit à neuf heures, Napoléon se rend à Saint-Amand. — Il passe en revue les divers corps d'armée. — Ses préoccupations. — Retour d'une reconnaissance envoyée vers les Quatre-Bras. — Napoléon dirige la garde et les cuirassiers de Milhaud sur Marbais, où il vient d'envoyer le corps de Lobau et deux divisions de cavalerie légère. — Seconde dépêche du major général à Ney, datée de Ligny, à midi. — L'armée divisée en deux parties, dont l'une doit être dirigée par Napoléon et l'autre par Grouchy. — Effectif de chacune de ces parties. — Instructions verbales de Napoléon à Grouchy. — Observations de ce maréchal.—Napoléon reçoit des rapports de Gembloux. — Instructions écrites à Grouchy. — Il lui est ordonné de se rendre à Gembloux. — Mouvement attardé de ce maréchal. — Position des corps sous ses ordres à la nuit. —A dix heures, il adresse un rapport à Napoléon. — Marche de l'armée prussienne sur Wavre. — Sa concentration sur ce point. — Retraite de l'armée anglo-hollandaise sur Mont-Saint-Jean. — Arrivée de Napoléon aux Quatre-Bras. — Il poursuit l'arrière-garde de Wellington sur la chaussée de Bruxelles. — Arrivée tardive de l'armée française sur les hauteurs en deçà de la Belle-Alliance. — Sa position à la nuit. — Promesse de Blücher au général anglais. — Résultat de la journée du 17 juin. — Observations.

Longtemps après le lever du soleil, le 17 juin, l'armée victorieuse à Ligny était encore dans ses bivacs. Napoléon n'avait pas osé une poursuite de nuit; et aucun ordre n'annonçait une poursuite de jour.

Seulement, Pajol, avec l'une de ses divisions, celle de Soult (1), et une faible division d'infanterie, celle de Teste (6e corps), avait été envoyé en reconnaissance sur la route de Namur; et une brigade de dragons, commandée par Berton (corps d'Excelmans), appuyait ce mouvement.

La victoire était suivie des longs retards qui l'avaient précédée; et, avec ces retards, revenaient les étonnements, les murmures de tous. Ne pas poursuivre le vaincu l'épée dans les reins, lui laisser le temps de se reconnaître, de se reformer, de rallier ses renforts, c'était chose si étrange pour les légions rompues à la tactique napoléonienne ! « Le Napoléon que nous avons connu n'existe plus, disait rudement Vandamme à ses officiers; notre succès d'hier va rester sans résultat. » Vandamme était devenu frondeur. Mais Gérard, tout dévoué au chef, exprimait la même pensée en d'autres termes ; « il déplorait d'incompréhensibles, d'irremédiables lenteurs. »

Le soldat voyait déjà l'action de quelque noire trahison qui paralysait son énergie; car, à ses yeux, Napoléon était infaillible et infatigable.

Cependant, les combattants de la veille, répandus sur le champ de bataille conquis par leurs efforts, cherchaient dans les villages et à l'entour les victimes de la lutte et relevaient les blessés. L'aspect de ce théâtre de carnage était horrible, ont dit les témoins oculaires. Dans les rues, les maisons, les jardins, les cadavres étaient par monceaux. La principale rue de Ligny était encombrée de débris humains écrasés, broyés sous les roues de l'artillerie, qui avait passé au galop sur les morts et les mourants; des rives du ruisseau au moulin de Bussy, on se heurtait, à chaque pas, aux cadavres et aux blessés.

Tout témoignait de l'acharnement de la bataille, de cette fureur qui, s'il faut en croire un écrivain, « avait fait frémir les hommes les plus habitués à contempler de sang-froid les horreurs de la guerre (2). »

De sept à huit heures, un ordre arriva dans les bivacs; mais ce n'était pas un ordre de marche : le major général prévenait l'armée que Napoléon viendrait bientôt la passer en revue.

(1) Frère du major général.
(2) *Mémoires de Fleury de Chaboulon.*

Napoléon n'avait pas encore bougé de Fleurus. Bientôt, il y apprit que Pajol avait enlevé, sur la chaussée de Namur, près du Mazy, une batterie prussienne et quelques équipages, en sabrant un parti de cavalerie qui les escortait; et l'aide de camp Flahaut, de retour de sa mission près du maréchal Ney, arriva au quartier général impérial.

Ceci est difficile à croire, mais rien n'est moins douteux : au moment où Flahaut avait quitté Frasnes, on n'y connaissait pas encore le résultat de la bataille de Ligny; et il apportait les premières nouvelles du combat des Quatre-Bras. De neuf heures du soir à huit heures du matin, il n'y avait eu aucune communication entre le général en chef et le commandant de l'aile gauche de l'armée, séparés l'un de l'autre par une distance de moins de trois lieues. L'incurie était égale des deux côtés.

Napoléon fit immédiatement écrire, par le major général, au maréchal Ney, cette dépêche, qui témoigne nettement de ses pensées et de ses projets, à cet instant de la journée : « Le général Flahaut, qui arrive à l'instant, fait connaître que vous êtes dans l'incertitude sur les résultats de la journée d'hier. Je *crois*, cependant, vous avoir prévenu de la victoire que l'empereur a remportée. L'armée prussienne a été mise *en déroute*; le général Pajol est à sa poursuite sur les routes *de Namur et de Liége*... L'empereur *se rend* au moulin de Brye, où passe la grande route qui conduit de Namur aux Quatre-Bras; il n'est donc pas possible que l'armée anglaise puisse agir devant vous. Si cela était, l'empereur marcherait directement sur elle par la route des Quatre-Bras, tandis que vous l'attaqueriez de front avec vos divisions, qui, à présent, doivent être réunies; et cette armée serait, dans un instant, détruite. Ainsi, instruisez Sa Majesté de la position exacte des divisions et de tout ce qui se passe devant vous.

»... L'intention de Sa Majesté est que *vous preniez position aux Quatre-Bras*, ainsi que l'ordre vous en a été donné (1); mais, si, par impossible, cela ne peut avoir lieu, rendez-en compte sur-le-champ, avec détail; et l'empereur s'y portera, ainsi que je vous l'ai dit; *si, au contraire, il n'y a qu'une arrière-garde, attaquez-la et prenez position.*

(1) La veille.

» *La journée d'aujourd'hui est nécessaire pour terminer cette opération et pour compléter les munitions, rallier les militaires isolés et faire rentrer les détachements.* Donnez des ordres en conséquence (1)... »

Ainsi, vers huit heures du matin, Napoléon croyait l'armée prussienne en *déroute et sur les routes de Namur et de Liége;* il voulait que Ney *prît position aux Quatre-Bras,* si ce point n'était occupé que par *une arrière-garde ennemie;* il comptait employer la journée à compléter les munitions, rallier les militaires isolés, etc., et ne se porter sur les Quatre-Bras que dans le cas où son intervention y serait nécessaire.

De huit à neuf heures, il sortit, enfin, de Fleurus, en voiture, souffrant, a-t-on dit, fatigué de la journée précédente; et se rendit à Saint-Amand. Là, il monta à cheval, parcourut lentement les avenues des villages par où Vandamme avait mené ses attaques, fit relever, çà et là, des officiers, des soldats blessés et non encore secourus, parla à plusieurs, fit prendre les noms de quelques-uns; puis alla passer devant le front des régiments qui se formaient successivement sans armes sur l'emplacement de leurs bivacs et le saluaient d'acclamations enthousiastes. A chaque instant, il s'arrêtait pour adresser aux généraux, aux colonels, des paroles d'intérêt, de satisfaction.

Cependant, vers dix heures, il ordonna de diriger sur Marbais, à une lieue environ de Brye, le corps de Lobau, diminué de la division Teste, alors avec Pajol, et précédé des divisions de cavalerie Subervie et Domon. C'était un jalon sur la route des Quatre-Bras. Une heure plus tard, la garde impériale et le corps de Milhaud allèrent rejoindre Lobau.

La revue continua. Quand elle fut terminée, « Napoléon mit pied à terre et causa longuement avec le général Gérard et le maréchal Grouchy de l'état de l'opinion à Paris, du corps législatif, des jacobins et de divers autres objets tout à fait étrangers à ceux qui semblaient devoir l'occuper exclusivement dans un pareil moment (1). »

(1) Cette lettre ne porte pas l'heure où elle fut écrite; mais ces mots: « l'empereur se rend au moulin de Brye, » l'indiquent suffisamment; car on sait que Napoléon quitta Fleurus après huit heures.

(2) *Observations sur la Relation de la campagne de* 1815 publiée par le général Gourgaud, et *Réfutation*, etc., par le comte de Grouchy. — Paris, 1819.

Cette singulière conversation fut interrompue par le retour d'un parti de cavalerie tardivement envoyé en reconnaissance vers les Quatre-Bras (1). Il rapportait que les Anglais y étaient encore. L'esprit hésitant de Napoléon fut fixé, sa résolution prise.

Mais, comme la veille, il avait perdu la moitié de la journée dans l'inaction.

Le major général écrivit ensuite à Ney :

« En avant de Ligny, le 17 juin, à midi.

» Monsieur le maréchal, l'empereur *vient* de faire prendre position, en avant de Marbais, à un corps d'infanterie et à la garde impériale. Sa Majesté me charge de vous dire que son intention est que vous attaquiez les ennemis aux Quatre-Bras *pour les chasser de leur position;* et que le corps, qui est à Marbais, secondera vos opérations. Sa Majesté *va* se rendre à Marbais ; et *elle attend* vos rapports avec impatience. »

L'armée fut divisée, dès lors, en deux parties inégales : l'une, de soixante et douze mille quatre cent quarante-sept hommes et 240 bouches à feu, fut destinée à agir sous les ordres immédiats de Napoléon ; l'autre, de trente-trois mille cent dix-neuf hommes et 96 bouches à feu, passa sous le commandement du maréchal Grouchy.

La première comprenait les corps réunis à Frasnes, le 6e corps, moins la division Teste, la garde impériale, les divisions Domon et Subervie, détachées du corps de Vandamme et de celui de Pajol, les cuirassiers de Milhaud (2).

(1) Dans une intention facile à comprendre, Napoléon (*Campagne de* 1815, par Gourgaud) porte le retour de cette reconnaissance « vers dix heures. » Grouchy, invoquant le témoignage du général Bernard, aide de camp de Napoléon, et alors près de celui-ci, dit qu'elle rentra « vers midi. » (*Observations sur la Relation de la campagne de* 1815, etc., par le comte de Grouchy.)

(2) Déduction faite des pertes du 15 et du 16 :

	Hommes.		Bouches à feu.
1er corps	19,939	toutes armes comprises.	46
2e id.	15,761	» » »	38
6e id.	7,748	» » »	24
Report. . . .	43,448	» » »	108

La seconde était formée des corps de Vandamme, de Gérard, de la division Teste, détachée du 6e corps, de celui d'Excelmans, de la division Soult (corps de Pajol) (1).

La brave division Girard, si cruellement mutilée la veille, dut rester à Saint-Amand « pour porter secours aux blessés, et former, dans tous les cas imprévus, une réserve aux Quatre-Bras, » disent les *Mémoires de Sainte-Hélène*. Plusieurs écrivains ont cru qu'elle avait été oubliée.

Ces dispositions arrêtées, Napoléon les fit connaître au maréchal Grouchy et lui dit : « Mettez-vous à la poursuite des Prussiens ; complétez leur défaite en les attaquant dès que vous les aurez joints, et ne les perdez jamais de vue. Je vais réunir aux corps du maré-

	Hommes.				Bouches à feu.
Report. . .	43,448	toutes armes comprises.			108
Garde	19,884	»	»	»	96
Division Domon.	900	»	»	»	6
» Subervie	1,392	»	»	»	6
Corps de Milhaud	3,394	»	»	»	12
» de Kellermann . . .	3,429	»	»	»	12
Total. . .	72,447	toutes armes comprises.			240

(1) Déduction faite des pertes du 15 et du 16 :

	Hommes.				Bouches à feu.
3e corps	13,847	toutes armes comprises.			32
4e id.	12,309	»	»	»	38
Division Teste	2,717	»	»	»	8
Division Soult	1,331	»	»	»	6
Corps d'Excelmans. . . .	3,115	»	»	»	12
Total. . .	33,319	toutes armes comprises.			96

RÉCAPITULATION.

	Hommes.	Bouches à feu.
Avec Napoléon	72,447	240
» Grouchy	33,319	96
Division Girard, laissée à Ligny	2,397	8
Pertes le 15 juin	600	»
Id. le 16, à Ligny et aux Quatre-Bras . . .	15,825	»
	124,588	
Grand parc. . .	3,500	
Total égal à l'effectif, le 14 au soir. .	128,088	344

chal Ney les troupes que j'emmène, marcher aux Anglais et les combattre, s'ils tiennent de ce côté-ci de la forêt de Soignes. Vous correspondrez avec moi par la route pavée qui conduit aux Quatre-Bras (1). »

Ainsi, le chef de l'armée française allait tenter de répéter contre Wellington la bataille gagnée contre Blücher isolé. Mais la manœuvre n'était-elle pas trop tardive ? Les deux généraux alliés n'avaient-ils pas mis à profit les irrésolutions, les lenteurs de leur adversaire ? Grouchy, d'ailleurs, et c'était un point capital, se trouvait-il en mesure de remplir la tâche qui lui était confiée ?

Elle était bien difficile. Il devait « ne pas perdre de vue les Prussiens ; » et, depuis quatorze heures, ils étaient en retraite. Il devait, avec trente-trois mille hommes et 96 bouches à feu, « les joindre, les attaquer et compléter leur défaite ; » et cette force était presque exactement balancée par un seul des quatre corps de l'armée ennemie, le corps de Bülow, qui n'avait pas combattu à Ligny, et devait être bien près de rallier Blücher, s'il ne l'avait déjà rejoint.

Grouchy fut effrayé de la mission et chercha même à s'y soustraire.

Il fit observer à Napoléon « que les Prussiens avaient commencé leur retraite, la veille, à dix heures du soir ; qu'il s'écoulerait beaucoup de temps avant que les troupes qui étaient fort disséminées dans la plaine, qui avaient démonté leurs armes pour les nettoyer et ne s'attendaient plus à marcher, ce jour-là, pussent être mises en mouvement ;... que, si les rapports de la cavalerie ne donnaient encore rien de bien précis sur la direction suivie par la masse de l'armée prussienne, cependant il paraissait que c'était sur Namur que s'opérait la retraite de Blücher ; qu'ainsi, en le poursuivant, il allait se trouver isolé de lui (Napoléon) et hors du cercle de ses opérations. »

Ces observations furent mal accueillies. Grouchy conjura alors l'empereur de l'autoriser à le suivre. Mais sa prière ne fut pas écoutée. L'empereur répéta son ordre, ajoutant que c'était au

(1) Lettre de Grouchy à MM. Méry et Barthélemy, 20 novembre 1829. — *Observations sur la Relation de la campagne de* 1815, etc., par le comte de Grouchy.

maréchal à découvrir la route prise par Blücher. Le maréchal n'eut donc plus qu'à obéir (1).

Mais, comme il l'avait prévu, beaucoup de temps allait s'écouler avant que les troupes fussent prêtes à marcher.

Il venait de s'éloigner pour prescrire les dispositions nécessaires, quand Napoléon reçut de nouveaux rapports qui le déterminèrent à préciser un peu les vagues instructions données verbalement tout à l'heure.

Ces rapports avaient probablement été expédiés par le général Berton. Envoyé d'abord, à la suite de Pajol, sur la chaussée de Namur, Berton avait été porté plus tard en observation sur Gembloux et apercevait maintenant un corps prussien nombreux, arrêté un peu au delà de cette ville (2).

Le général Bertrand (3), parlant au nom de l'empereur, écrivit de Ligny même à Grouchy :

« Monsieur le maréchal, *rendez-vous à Gembloux* avec le corps de cavalerie de Pajol (suit l'énumération de toutes les forces mises sous les ordres de Grouchy). Vous vous ferez éclairer sur la direction de *Namur* et de *Maestricht;* et vous poursuivrez l'ennemi. Éclairez sa marche et instruisez-moi de ses manœuvres, de manière que *je puisse pénétrer ce qu'il veut faire*. Je porte mon quartier général aux quatre chemins (Quatre-Bras), où ce matin étaient encore les Anglais. Notre communication sera donc *directe* par la route pavée de Namur. *Si* l'ennemi a évacué *Namur*, écrivez au général commandant la 2e division militaire à Charlemont, de faire occuper cette place par quelques bataillons de garde nationale et quelques batteries de canon qu'il formera à Charlemont.

» Il est important de pénétrer ce que l'ennemi veut faire : ou *il se sépare des Anglais*, ou *ils* veulent *se réunir* encore pour couvrir *Bruxelles* et *Liége*, en tentant le sort d'une nouvelle bataille... »

Il suffit de lire cette lettre pour reconnaître que Napoléon était

(1) *Observations sur la Relation de la campagne de* 1815, etc., par le comte de Grouchy. — Lettre à MM. Méry et Barthélemy, par le général Grouchy, déjà citée.

(2) *Précis historique, militaire et critique des batailles de Fleurus et de Waterloo*, etc., par le maréchal de camp Berton. — Paris, 1818.

(3) Bertrand était, on se le rappelle, grand maréchal du palais impérial.

encore dans le doute sur la direction prise par l'armée prussienne, sur les mouvements, les projets de Blücher. Il admettait, on le voit, la possibilité de la réunion des deux armées ennemies «pour couvrir Bruxelles.» Il aurait dû en conclure la nécessité de faire éclairer fortement et au loin la direction de Ligny à Mont-Saint-Guibert, conduisant, par Wavre, sur Bruxelles. Cependant, il n'en faisait pas l'objet d'une recommandation spéciale à Grouchy; et lui-même n'avait envoyé de reconnaissance que sur la direction de Namur.

Livré à ses propres inspirations, Grouchy ne répara pas l'oubli inconcevable du commandant en chef. Il avait l'ordre de se rendre à Gembloux; il ne pensa pas à autre chose.

Excelmans alla rejoindre, avec le reste de sa cavalerie, la brigade de Berton, en observation près de cette ville.

Mais il était déjà deux heures, quand Vandamme s'ébranla de Saint-Amand pour s'y porter. La pluie tombait par torrents; elle continua toute la journée. La marche fut très-pénible et très-lente, surtout pour l'artillerie. Il était près de neuf heures quand Vandamme parvint à Gembloux, ayant mis ainsi sept heures pour faire trois lieues et demie.

Le mouvement de Gérard, qui suivit sa trace, ne fut pas moins lent : à dix heures seulement, il prit son bivac près et en deçà de Gembloux. « Pourtant, a-t-il dit, et on peut le croire, les troupes étaient arrivées aussi vite qu'il était humainement possible par une pluie torrentielle et d'épouvantables chemins (1). »

Pendant que ses deux lieutenants s'avançaient si péniblement sur des traverses défoncées, Grouchy avait gagné Gembloux et en avait interrogé les habitants. Il n'avait obtenu que des renseignements douteux, incomplets. Le corps de Thielmann était resté près de la ville jusqu'à deux heures après midi, puis s'en était éloigné; on ne savait au juste dans quelle direction. Excelmans, après avoir traversé Gembloux, s'était arrêté à une lieue au delà, à Sauvenière, et n'était pas mieux renseigné.

Pajol s'était avancé, le matin, on l'a vu, jusqu'au Mazy, sur la chaussée de Namur, où il avait enlevé une batterie et ramassé quelques fuyards. Il s'était rabattu ensuite, à gauche, sur Saint-Denis, y

(1) *Quelques documents*, etc., par le général Gérard. — La chaussée qui relie, maintenant, Gembloux et Sombreffe n'existait pas encore.

avait fait une très-longue halte, et en était revenu par Bossières s'établir au bivac au Mazy. (*V. l'Atlas, pl.* n° 1.) Lui, non plus, n'envoyait au maréchal aucune nouvelle précise.

La perplexité de Grouchy dut être grande. Il devait « ne pas perdre de vue les Prussiens ; » et il ne les avait point encore aperçus ; il devait « les poursuivre, les joindre, compléter leur défaite ; » et il ignorait jusqu'à la direction par où leur retraite s'opérait.

A la nuit, il prescrivit à Excelmans de bivaquer à Sauvenière et de pousser six escadrons sur Sart-lez-Walhain et trois autres à l'est de ce village, sur Perwez.

Vandamme s'établit entre Gembloux et Sauvenière.

Il reçut l'ordre de se mettre en marche, le lendemain matin, à six heures, pour se porter un peu en avant de Sart-lez-Walhain (1), précédé par Excelmans et suivi par Gérard. Pajol dut partir du Mazy, une heure plus tôt pour se rendre à Grand-Leez.

A dix heures Grouchy écrivit à Napoléon une dépêche qui exposait clairement ses incertitudes sur les mouvements de l'armée prussienne.

« Sire, disait-il, j'ai l'honneur de vous rendre compte que j'occupe Gembloux et que ma cavalerie est à Sauvenière. L'ennemi, fort d'environ trente mille hommes, continue son mouvement de retraite...

» Il paraît, d'après tous les rapports, qu'arrivés à Sauvenière, les Prussiens se sont divisés en *trois* colonnes : l'une a dû prendre la route de *Wavre*, en passant par Sart-lez-Walhain ; l'autre colonne paraît s'être dirigée sur *Perwez*. On peut *peut-être* en inférer qu'une portion va rejoindre *Wellington* et que le centre, *qui est l'armée de Blücher*, se retire sur *Liége*, une autre colonne avec de l'artillerie ayant fait son mouvement de retraite sur *Namur*.

» Le général Excelmans a ordre de pousser, ce soir, six escadrons sur Sart-lez-Walhain et trois escadrons sur Perwez. D'après leur rapport, *si la masse* des Prussiens se retire sur *Wavre*, je la suivrai dans cette direction, afin qu'ils ne puissent gagner Bruxelles, et de les séparer de Wellington. *Si*, au contraire, mes renseignements prouvent que *la principale force* prussienne a marché par *Perwez*, je me dirigerai, par cette ville, à la poursuite de l'ennemi. »

(1) Lettre inédite de Grouchy à Vandamme, Gembloux, 17 juin.

Ainsi, en ce moment, Grouchy ignorait la direction prise par la masse de l'armée de Blücher.

Cette armée avait bien utilisé le long répit donné par le vainqueur. Immédiatement après sa défaite, elle avait commencé, on l'a vu, à battre en retraite.

Laissant plusieurs bataillons autour de Brye même, dont les entrées étaient barricadées, et d'autres bataillons en intermédiaires, Zieten et Pirch I s'étaient dirigés sur Tilly, village à cinq quarts de lieue du champ de bataille, et y avaient bivaqué, s'étendant jusqu'à Gentinnes et Mellery, où Blücher avait porté son quartier général. Thielmann avait son corps réuni entre Sombreffe et le Point-du-Jour.

Mais, comme la nuit allait finir, Zieten, Pirch I, Thielmann s'étaient ébranlés pour prolonger leur retraite. Blücher appelait toute son armée sur Wavre.

Zieten avait pris par Villeroux et Mont-Saint-Guibert, cheminant sur de mauvaises traverses; avait atteint Wavre vers dix heures du matin et y avait passé la Dyle pour aller prendre position un peu en amont de cette ville, à Bierges.

Pirch I, ayant suivi la même direction, s'était établi tout près et en deçà de Wavre, entre Sainte-Anne et Aisemont. Il avait posté une division d'infanterie aux défilés de Mont-Saint-Guibert et, sur Gentinnes, une brigade de cavalerie.

Ces deux généraux n'avaient pas eu un coup de fusil à tirer, bien que leur extrême arrière-garde n'eût évacué Brye qu'au jour.

Les parcs de réserve d'artillerie, tenus entre Sombreffe et Gembloux, pendant la bataille de la veille, étaient parvenus à Wavre, vers cinq heures du soir, et on s'était occupé sur-le-champ de remplacer, dans les gibernes et les caissons, les munitions brûlées en si grande quantité.

Thielmann avait mis beaucoup de lenteur dans son mouvement. Quoiqu'il l'eût commencé avant le jour, comme Zieten et Pirch I, son arrière-garde s'était trouvée encore à Sombreffe bien après le lever du soleil; et il n'avait dépassé Gembloux qu'après sept heures.

Un peu plus loin, il avait suspendu sa marche et ne l'avait reprise qu'à deux heures après midi, ayant montré une confiance aussi extrême qu'imprudente dans l'inactivité des Français. Surpris par la pluie et les boues, il n'avait atteint Wavre que fort tard, et était allé bivaquer au delà et auprès, au château de la Bawette, si tard, que sa

division d'arrière-garde et une brigade de cavalerie avaient dû rester sur la rive droite de la Dyle.

Pendant sa halte à Gembloux, il avait été rallié par un bataillon et deux escadrons venus du côté de Dinant.

Bülow, on l'a vu, n'avait pas pris part à la bataille de Ligny. Il en avait connu le résultat, au moment où la tête de sa colonne, venant de Hannut par la voie romaine, arrivait à hauteur de la basse Baudeset, en deçà de Sauvenière. Il y avait passé la nuit et reçu, le lendemain matin, l'ordre de se replier sur Wavre. A quelques heures de là, il était arrivé et avait pris position près de cette ville, sur les hauteurs de Dion-le-Mont, ayant laissé une division à Vieux-Sart et fait relever, par un détachement aux ordres du colonel Ledebur, les troupes laissées par Pirch I, sur Mont-Saint-Guibert et Gentinnes.

Ainsi, toute l'armée prussienne se trouvait concentrée sur Wavre. Elle comptait, au moins, encore 90,000 hommes et 275 ou 280 bouches à feu. Depuis vingt-quatre heures, elle n'avait pas eu à tirer un seul coup de canon et n'avait perdu que quelques pièces, quelques voitures d'artillerie et d'équipages fourvoyées sur la route de Namur dans le trouble de la nuit précédente. Et cette perte même était heureuse; car elle avait donné le change au vainqueur indolent sur la direction prise par le vaincu.

Jamais, peut-être, armée battue n'avait trouvé, le lendemain de sa défaite, pareilles facilités pour se retirer, reprendre haleine et se préparer à de nouveaux combats.

Napoléon avait laissé aux Prussiens la première moitié du jour; Grouchy, trop tardivement chargé de les poursuivre, ne leur en avait pas disputé la seconde.

Après les batailles de Ligny et des Quatre-Bras, le but de Wellington et de Blücher restait le même : réunir leurs armées le plus promptement possible pour combattre Napoléon et subsidiairement couvrir Bruxelles. C'était pour cela que le général prussien avait retiré la sienne sur Wavre. Sa retraite emportait la nécessité d'un mouvement semblable et simultané des Anglo-Hollandais. Il aurait donc dû se hâter d'en prévenir son allié.

Il n'en fut pas ainsi, paraît-il : un très-grave oubli fut commis, sinon par Blücher, encore tout froissé, tout souffrant de la chute qui avait failli lui devenir fatale, au moins par Gneisenau, son chef d'état-major, très-actif, pourtant, très-prudent.

Mais, dès la pointe du jour, pendant que Napoléon dormait encore à Fleurus, Wellington, quittant Genappe, son quartier général, était monté à cheval et avait galopé vers les Quatre-Bras. Tout y annonçait que Ney n'avait fait aucun mouvement depuis la veille. Cette immobilité était un indice à peu près certain que Blücher avait échoué contre Napoléon; car la retraite de celui-ci aurait entraîné forcément celle du maréchal Ney. Mais, si Blücher avait été vaincu, comme il fallait le croire, maintenant, il avait dû battre en retraite, et son mouvement laissait les Anglo-Hollandais en prise simultanément sur leur front et leur flanc gauche.

Il n'y avait pas une minute à perdre pour s'assurer de la réalité des faits de la veille et de la nuit. Wellington avait immédiatement envoyé en reconnaissance vers Brye, un de ses aides de camp, le lieutenant-colonel Gordon, avec un détachement de hussards.

Gordon avait découvert les vedettes françaises un peu au delà de Marbais, sur la route de Namur, s'était jeté à gauche; et, bientôt après, guidé par les indications d'un paysan, il avait trouvé la trace des troupes prussiennes, et l'avait suivie jusqu'à Tilly, où le général Zieten lui avait appris la marche des Prussiens sur Wavre.

Vers sept ou huit heures, il avait rapporté cette grave nouvelle aux Quatre-Bras, au moment, à peu près, où le lieutenant Massow y arrivait avec des communications directes de Blücher.

Le vieux maréchal, en annonçant sa défaite de la veille, assurait que son armée serait prête à combattre encore dès qu'il lui aurait fait distribuer des vivres et des cartouches (1).

(1) *Geschichte des Feldzugs der Englisch-Hannoverisch-Niederländisch Braunschweigischen armée, unter Herzog Wellington und der Preussischen armée,* etc., im jahre 1815. Stuttgart und Tubingen 1817. On sait que cet ouvrage est du général-major Muffling, Prussien attaché, pendant la campagne, à l'état-major de Wellington.

Muffling dit qu'un officier expédié du quartier général de Blücher à Wellington, pendant la nuit du 16 au 17 juin, fut tué en route.

Cette assertion a été répétée par tous les écrivains prussiens. Nous ne l'avons pas accueillie. Elle nous a paru imaginée pour dissimuler l'oubli commis par l'état-major de Blücher.

Les écrivains prussiens ont donné le nom de l'officier qui parvint aux Quatre-Bras. Pourquoi n'ont-ils pas fait de même pour celui qui, à leur dire, aurait été tué en s'y rendant?

D'ailleurs, les nouvelles importantes s'envoient toujours en duplicata, au moins.

Sur ces renseignements, Wellington avait décidé sa retraite dans la direction de Bruxelles; et, renvoyant à Blücher le lieutenant Massow, il lui avait fait dire qu'il attendrait la bataille, le lendemain, sur la position de Mont-Saint-Jean, en avant de la forêt de Soignes, s'il apprenait qu'il pût compter sur l'appui de deux corps prussiens.

L'armée anglo-hollandaise était encore divisée en quatre groupes: 45,000 hommes aux Quatre-Bras; 21,000 sur Nivelles; 6,000 à Braine-le-Comte; 10,000 à Enghien, sous le prince Frédéric des Pays-Bas; le reste, en route de Bruxelles sur les Quatre-Bras. Wellington, on le voit, persistait dans la crainte d'être attaqué par sa droite.

Il expédia l'ordre, aux troupes rassemblées à Nivelles, d'en partir à dix heures, et de se porter à Mont-Saint-Jean en suivant la chaussée qui relie ces deux points, et en détachant la brigade de cavalerie Estorff sur Hal; à celles qui étaient à Braine-le-Comte, d'y rester jusqu'à nouvel ordre; au prince Frédéric, d'aller prendre position à Hal (1).

Tout ce qui se trouvait aux Quatre-Bras dut être prêt à se mettre en mouvement à dix heures.

A ce moment (2), en effet, Wellington commença sa retraite, pour gagner Mont-Saint-Jean. Elle fut masquée, d'abord, par la division Alten et quatre ou cinq bataillons, presque tous de Brunswick; mais, vers midi, cette infanterie se retira, et il ne resta plus que la cavalerie d'Uxbridge, qui prit position sur deux lignes, près et en arrière de la chaussée de Namur. Wellington était avec elle.

Pendant ces mouvements, Ney était demeuré dans l'inaction.

Il avait dû recevoir, avant dix heures, la dépêche expédiée de Fleurus qui lui apprenait le résultat de la bataille de Ligny et lui ordonnait d'attaquer, « s'il n'y avait qu'une arrière-garde aux Quatre-Bras et d'y prendre position »

La moitié de l'armée anglaise s'y trouvait alors : c'était plus qu'une arrière-garde.

La même dépêche disait à Ney de prévenir l'empereur, « s'il y avait plus qu'une arrière-garde aux Quatre-Bras; et que, dans ce cas, celui-ci y marcherait. »

(1) *The dispatches*, etc.
(2) Rapport du duc de Wellington au comte Bathurst.

Le maréchal, n'ayant pas attaqué, avait, à coup sûr, envoyé l'avis demandé et attendait, pour se porter en avant, l'arrivée des forces que Napoléon devait amener par la chaussée de Namur.

Cette attente inactive était commandée; car il importait de ne rien faire qui pût déterminer Wellington à se retirer. S'il restait dans sa position jusqu'à ce que Napoléon vînt déboucher sur lui, il serait pris dans une attaque de flanc et de front qui lui deviendrait fatale.

Cependant, après la retraite de l'infanterie ennemie, quand il avait aperçu les éclaireurs des colonnes françaises sur la chaussée de Namur, Ney avait mis sa cavalerie en mouvement. Mais, déjà, des officiers d'ordonnance de Napoléon avaient apporté au corps d'infanterie qui était en première ligne (celui de d'Erlon) l'ordre d'avancer. Les hussards français et anglais tiraillaient sur la gauche de Wellington.

Celui-ci n'avait d'autre but que de couvrir la retraite de son arrière-garde d'infanterie. Il ordonna immédiatement à Uxbridge de se replier. Sa cavalerie se forma sur trois colonnes. Celle du centre, composée de deux brigades de grosse cavalerie (*guards and heavy dragoons*) suivies par deux régiments légers, prit la chaussée de Bruxelles pour aller passer la Dyle au grand village de Genappe. Les deux autres colonnes furent dirigées, l'une sur Thy, où se trouve un pont, l'autre sur un gué, au-dessus de Genappe.

Quand le corps de d'Erlon arriva aux Quatre-Bras, il s'y rencontra avec la tête de la colonne venant de Ligny.

Il était près de deux heures. La pluie tombait à verse.

Napoléon avait fait en voiture la route jusqu'auprès des Quatre-Bras. Il monta à cheval, prescrivit à Subervie, à Domon, à Milhaud, de poursuivre la cavalerie anglaise; à d'Erlon, de les appuyer de près; à Lobau, à la garde, à Kellermann, de marcher ensuite; à Reille, de faire l'arrière-garde.

Uxbridge se retira, d'abord, en évitant de s'engager. Mais, à la sortie de Genappe, il prit position sur la hauteur, pendant que ses colonnes latérales achevaient de passer la Dyle, et, quand notre cavalerie commença à déboucher de la longue rue qui forme le village, il la fit charger par un de ses régiments de hussards.

Les hussards furent ramenés et très-maltraités par nos lanciers. Uxbridge, se mettant aussitôt à la tête d'un régiment des gardes, soutenu par un autre de dragons légers, se précipita sur les lanciers et

refoula dans Genappe tout ce qui en était sorti. Après ce coup de vigueur, il reprit son mouvement de retraite en se canonnant avec l'avant-garde française.

La pluie avait redoublé. La marche dans les terres était devenue excessivement pénible. Notre infanterie surtout avançait avec une extrême lenteur et non sans quelque désordre.

Il était déjà six heures et demie (1) quand Subervie, Domon et Milhaud parurent sur les hauteurs en deçà de l'auberge de la Belle-Alliance, à trois kilomètres du hameau de Mont-Saint-Jean.

L'atmosphère, chargée de brumes, ne permettait pas de voir au loin. Cependant, on apercevait de l'infanterie derrière la cavalerie anglaise. Napoléon, qui avait suivi le corps de Milhaud, lui ordonna de se déployer sous la protection de quatre batteries, et de faire mine de charger. Cinquante ou soixante bouches à feu, immédiatement démasquées, apprirent ce qu'on voulait savoir : l'armée anglo-hollandaise était là.

Il aurait fallu deux heures de jour de plus pour pouvoir l'attaquer, a dit Napoléon. Deux heures ! il en avait perdu huit le matin !

Mais deux heures même n'auraient pas suffi. Notre infanterie, attardée par la pluie, par les boues, était encore éloignée ; d'Erlon et Lobau n'arrivèrent que vers huit heures à hauteur de Plancenoit. L'armée reçut, alors, l'ordre de prendre ses bivacs ; et la nuit était close depuis longtemps quand elle eut achevé de s'y établir. Beaucoup de fantasins étaient encore éparpillés en arrière et ne rejoignirent qu'à la longue.

Le 1er corps à droite, le 6e à gauche, furent en première ligne de Plancenoit à Mon-Plaisir, la garde et les réserves de cavalerie en seconde ligne. Le corps de Reille s'était arrêté à Genappe. Il devait en partir le lendemain, au point du jour, pour rallier l'armée.

Napoléon plaça son quartier général à la ferme du Caillou, qui touche au hameau dit la Maison-du-Roi et traversé par la chaussée de Bruxelles.

Wellington eut le sien à Waterloo, village sur cette même chaussée, à seize kilomètres de la capitale de la Belgique.

Son armée occupait la position de Mont-Saint-Jean, à une lieue en

(1) *Campagne de* 1815, par Gourgaud.

avant de Waterloo. Cette position, il l'avait signalée, depuis près d'un an, comme très-avantageuse pour y disputer l'accès de Bruxelles (1); il l'avait soigneusement reconnue depuis plusieurs semaines; et il était résolu à y recevoir la bataille, si Blücher lui assurait le concours de deux corps prussiens, comme il le lui avait fait demander dans la matinée.

La réponse de son allié venait d'arriver à Waterloo. Elle était digne de lui : « J'irai vous rejoindre non-seulement avec deux corps, mais avec mon armée tout entière; et, si l'ennemi ne vous attaque pas le 18, nous l'attaquerons ensemble le 19 (2). » Quelle confiance après une défaite ! quelle énergie dans un vieillard septuagénaire, encore souffrant, tout meurtri d'un accident qui avait failli lui coûter la vie ! C'est par ces efforts extrêmes d'activité, ces audaces de résolution, qu'on ramène la victoire sous les drapeaux qu'elle a désertés.

Wellington écrivit au prince Frédéric des Pays-Bas de faire toutes ses dispositions, à Hal, pour y opposer, au besoin, la plus vigoureuse résistance. Il expédia, en outre, au général Colville, l'ordre de partir le lendemain matin, au point du jour, de Braine-le-Comte avec les deux brigades de sa division qui y attendaient de nouvelles instructions, et de rallier le prince Frédéric, sous le commandement duquel il passerait.

Hal est sur la chaussée de Mons à Bruxelles par Braine-le-Comte, à plus de trois lieues, en ligne droite, de Mont Saint-Jean.

Le chef de l'armée anglaise craignait toujours un mouvement des Français par sa droite.

La journée du 17 juin était tout à l'avantage de l'ennemi.

Blücher avait concentré toute son armée sur Wavre sans coup férir et lui avait donné un repos bien utile pour se reconnaître, rallier ses traînards, serrer ses rangs, reconstituer ses cadres brisés par le feu et refaire ses munitions.

Wellington, après un engagement insignifiant de cavalerie, avait gagné, avec la plus grande partie de ses forces (il n'avait dépendu que de lui de les y avoir toutes), une position étudiée, choisie par avance,

(1) Mémorandum sur la défense des Pays-Bas, adressé à lord Bathurst. (*The dispatches*, etc.)

(2) *Geschichte des Feldzugs*, etc., par Muffling.

et se trouvait à hauteur de l'armée prussienne, séparé d'elle par une distance de trois lieues en ligne droite, que Blücher lui promettait, en toute assurance, de franchir à temps, malgré la difficulté des chemins.

La veille, il est vrai, les deux généraux étaient un peu plus près l'un de l'autre et communiquaient par une belle chaussée. Mais, alors aussi, Ney était très-rapproché de Napoléon, et, de plus, celui-ci avait les Prussiens, celui-là les Anglo-Hollandais immédiatement en face.

Maintenant, au contraire, l'armée française était divisée en deux masses éloignées l'une de l'autre de plus de cinq lieues en ligne droite; et Grouchy ignorait jusqu'à la direction prise par Blücher, qui se trouvait déjà à une marche de lui.

Le succès de Ligny, loin d'avoir été agrandi, complété, se trouvait amoindri.

C'était la conséquence des irrésolutions, des lenteurs de Napoléon.

Sa conduite, pendant la première partie de la journée du 17 juin, est si injustifiable, que plusieurs, parmi ses apologistes, ont à peine essayé d'en atténuer les torts. Mais lui-même n'a pas reculé devant la difficulté d'une justification complète. Il a rejeté la faute de son inertie sur Ney, sur Grouchy; et il a bâti, pour les accabler, tout un système de faits controuvés, inventés de toutes pièces.

Ney eut un tort, grave il est vrai; mais il n'en eut pas d'autre: il négligea de rendre compte promptement de l'issue du combat des Quatre-Bras.

Grouchy eut un tort non moins grave: il suivit l'exemple de Napoléon, ne fit pas reconnaître la direction de Ligny à Wavre par Mont-Saint-Guibert.

Voilà la part exacte des lieutenants. Mais celle du chef...!

Il aurait dû informer rapidement Ney du résultat de la bataille de Ligny, suppléer à la négligence du maréchal en envoyant chercher à Frasnes les rapports qui n'en venaient pas. Il n'en fit rien. Durant toute la nuit et une grande partie de la matinée, les deux quartiers généraux, à moins de trois lieues l'un de l'autre, n'échangèrent pas une seule communication.

Il ne faut en accuser que le maréchal Soult, le major général, ont dit quelques-uns. Soult était un des caractères les plus détrempés par les événements. Dans cette courte campagne, il ne se montra pas

à la hauteur de ses antécédents militaires. Cela est vrai, mais n'excuse pas le chef de l'armée française. La mission du chef est d'ordonner et de s'assurer de l'exécution de ses ordres.

Napoléon aurait dû expédier, pendant la nuit, des espions, et, dès les premières lueurs du jour, de grandes reconnaissances sur toutes les directions par où les Prussiens avaient pu se retirer et surtout sur celles qui conduisaient vers la ligne d'opérations des Anglo-Hollandais; il n'en envoya qu'une seule, et sur la route de Namur. Faute énorme!

Les *Mémoires* cherchent à la dissimuler, disant : « A la pointe du jour du 17, le général Pajol, avec une division de la cavalerie de son corps et la division d'infanterie Teste, se mit à la poursuite de l'armée prussienne dans la direction de *Wavre*, par les routes de *Tilly* et de *Gembloux* (1); » tandis que Pajol et Teste furent dirigés sur la chaussée de Namur (2), où ils prirent, on se le rappelle, une batterie et quelques équipages.

A la pointe du jour, les reconnaissances n'auraient pas eu à pousser bien loin pour trouver l'armée prussienne; car, d'un côté, elle retirait, alors, ses derniers bataillons des abords de Brye, et, de l'autre, elle quittait à peine Sombreffe. Ses traces, d'ailleurs, étaient encore imprimées sur le sol mouillé par l'orage de la veille, comme à travers les moissons foulées par les cavaliers et les fantassins.

Si Napoléon eût reçu, en ce moment, le rapport de ce qui s'était passé aux Quatre-Bras, s'il eût galopé jusqu'au plateau de Ligny, il aurait su immédiatement, vu, pour ainsi dire, de ses propres yeux, où était l'armée prussienne, et reconnu qu'il avait deux partis à prendre, à prendre sur-le-champ : ou se mettre avec toutes ses forces à la poursuite des Prussiens, ou lancer sur eux sa cavalerie légère, appuyée de deux ou trois divisions d'infanterie et, avec le gros de ses troupes, se porter aux Quatre-Bras.

Dans le premier cas, surpris au moment où son armée était encore assez mal en ordre, avec caissons et gibernes vides, Blücher n'aurait pas échappé à la destruction; dans le second, il aurait subi

(1) *Mémoires*, t. IX.

(2) « L'armée prussienne a été mise en déroute. Le général Pajol est à sa poursuite sur les routes de *Namur* et de *Liége*. » (Lettre déjà citée, écrite vers huit heures du matin, de Fleurus, par le major général à Ney.)

des pertes sensibles ; et Wellington, privé de son appui, aurait été accablé sous les efforts réunis de Ney et de Napoléon.

Mais l'empereur resta sans nouvelles des Quatre-Bras, indolent, indécis, jusqu'à huit ou neuf heures du matin, à Fleurus ; en sortit pour aller passer une longue et stérile revue ; et laissa s'écouler la moitié du jour avant de prendre une résolution.

Dans ses *Mémoires*, il affirme encore que le maréchal Ney « avait reçu l'ordre de se porter sur les Quatre-Bras, *au point du jour,* et d'attaquer vivement *l'arrière-garde anglaise ;* » et il ajoute ce détail précis : « Le duc de Wellington apprit fort tard, *dans la nuit,* le désastre de Ligny ; et il avait, *sur-le-champ,* ordonné de battre en retraite, dans la direction de Bruxelles, laissant le général Uxbridge, avec un corps de cavalerie et des batteries d'artillerie légère pour l'arrière-garde. »

Mais cela est absolument controuvé.

Ney ne reçut pas l'ordre d'attaquer, « *au point du jour,* l'arrière-garde anglaise ; » car, s'il l'eût reçu, il aurait appris, au moins, de l'officier qui le lui aurait porté, la victoire de Ligny ; et il ne la connaissait pas encore quand l'aide de camp Flahaut quitta Frasnes pour retourner près de Napoléon, à Fleurus (1).

Cet ordre même n'a pu lui être envoyé ; car Napoléon ignorait, pendant la nuit, et ignora jusqu'au retour de l'aide de camp Flahaut le résultat du combat des Quatre-Bras, la situation de Ney, celle de Wellington, et ne sut pas, en conséquence, jusque-là si le maréchal était ou non en mesure d'attaquer.

Comment, d'ailleurs, Napoléon aurait-il pu apprendre que Wellington avait battu en retraite pendant la nuit ; qu'il n'y avait, au point du jour, qu'une arrière-garde de cavalerie anglaise aux Quatre-Bras, puisque Wellington connut vers sept ou huit heures du matin seulement la défaite de Blücher, et ne commença sa retraite qu'à dix ?

La vérité est, on l'a vu, que la première dépêche expédiée à Ney, depuis la bataille de Ligny, fut écrite de Fleurus, par Soult, au retour de Flahaut, vers huit heures du matin, « au moment où Napo-

(1) « ... Le général Flahaut, qui arrive à l'instant, fait connaître que vous êtes dans l'incertitude sur les résultats de la journée d'hier, etc. » (Lettre du major général, déjà citée.)

léon allait se rendre au moulin de Brye. » Cette dépêche, nous l'avons reproduite. Elle prescrit au maréchal de prendre position aux Quatre-Bras, en attaquant, « s'il n'y a qu'une arrière-garde (1), » et de réclamer appui, en cas contraire.

Il y avait là plus qu'une arrière-garde : il y avait la moitié de l'armée anglaise. Ney réclama donc certainement le concours de Napoléon; et, s'il attendit longtemps, jusqu'à deux heures, ou à peu près, ce n'est pas à lui qu'il faut le reprocher.

En résumé, Ney n'a pas dû s'engager dans un combat avant d'avoir connu l'issue de la bataille de Ligny; et, quand il en fut instruit, il dut attendre le mouvement concentrique de Napoléon par Marbais; mouvement qui, fait à temps, aurait assuré la perte de Wellington.

Il est incontestable, néanmoins, qu'il aurait bien fait de marcher aux Anglo-Hollandais quand leur retraite se dessina nettement. Mais qu'en serait-il résulté? Que notre armée serait arrivée un peu moins tard sur les hauteurs au delà de la Maison-du-Roi ; que l'ennemi aurait perdu deux ou trois mille hommes au lieu de deux ou trois cents, car la poursuite dirigée par Napoléon n'eut pas d'autres conséquences. Or, cela n'aurait pas modifié d'une manière sensible le résultat de la journée : le temps aurait toujours manqué pour livrer bataille.

Un grand coup avait pu être frappé, le matin, sur les Anglo-Hollandais, et ne l'avait pas été. L'occasion manquée ne pouvait pas se retrouver le soir.

Grouchy a été sacrifié comme Ney, dans l'intérêt d'une justification impossible.

Napoléon, dans ses *Mémoires*, raconte, d'abord, le départ de Grouchy de manière à donner la conviction qu'il quitta Ligny vers le point du jour; puis il dit : « Le maréchal avait poursuivi Blücher sur les routes de *Mont-Saint-Guibert* et de Gembloux; mais *des rapports lui ayant fait croire* que la majeure partie de l'armée prussienne s'était retirée par Gembloux, il se porta avec ses principales forces sur ce point; il y arriva le 17, à *quatre heures du soir;* il y apprit que le *corps de Bülow* y était arrivé pendant la nuit. Il

(1) En ce moment, Napoléon ne connaissait donc pas, en voilà une autre preuve décisive, les forces qui étaient aux Quatre-Bras.

envoya des reconnaissances dans les deux directions de Wavre et de Liége, à la suite des deux arrière-gardes ennemies qui s'y étaient retirées. Cela fait, Grouchy *fit prendre position à ses troupes;* il n'avait, cependant, fait que deux lieues (1). Sur le soir, il reçut *des renseignements positifs* que les *principales* forces de l'ennemi étaient dirigées sur *Wavre;* mais il était *plus de six heures,* les soldats *faisaient leur soupe,* il jugea qu'il serait à temps, le lendemain, de suivre l'ennemi, qui se trouvait ainsi avoir gagné trois lieues sur lui (2). »

Ce récit dissimule bien, en chargeant Grouchy, l'inaction de Napoléon pendant la moitié de la journée et l'ignorance où, par suite de cette inaction, on resta de la direction prise par l'armée prussienne. Mais il ne résiste pas à l'examen.

Grouchy reçut, à midi passé, son commandement.

Il se mit, non à la poursuite, mais à la recherche des Prussiens; ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

Ses deux corps d'infanterie ne s'ébranlèrent qu'à deux heures et à trois (3), de Saint-Amand et de Ligny, par les causes que nous avons dites et qui ne lui sont point imputables.

Il ne fit pas marcher une seule colonne « sur la route de Mont-Saint-Guibert, » et il eut tort, nous l'avons dit, d'imiter en cela Napoléon.

Il se porta sur Gembloux avec ses principales forces, non parce que « des rapports lui avaient fait croire que la majeure partie de l'armée prussienne s'était retirée sur ce point, » mais parce que Napoléon lui en avait donné l'ordre formel par écrit (4).

(1) De Ligny à Gembloux, il y a dix kilomètres en ligne droite, plus de douze par chemins.

(2) *Mémoires,* t. IX.

(3) « Le 4e corps reçut vers *midi et demi,* le 17, l'ordre de se mettre en mouvement vers Gembloux, en suivant le 3e corps. Le général Hulot, qui formait la tête de colonne, fut obligé d'attendre que la gauche du général Vandamme eût déblayé, pour pouvoir se mettre en route. Ce n'est que *vers trois heures* qu'il a commencé à marcher; il a constamment serré sur le 3e corps. (*Quelques documents,* etc., par le général Gérard.)

(4) « Monsieur le maréchal, rendez-vous à Gembloux avec le corps de Pajol (suit l'énumération des corps mis sous le commandement de Grouchy). » (Instructions signées par Bertrand au nom de Napoléon. — Voir page 192.)

Il n'y arriva pas « à quatre heures du soir avec ses forces, » mais à neuf et à dix.

Il n'y apprit pas « que le corps de Bülow y était arrivé pendant la nuit; » car ce corps s'arrêta à la basse Baudeset.

Il envoya des reconnaissances dans les deux directions de Wavre (par Sart-lez-Walhain) et de Liége. Napoléon lui avait recommandé (1) d'éclairer celle de Maestricht (qui est celle de Liége) et de *Namur*. Mais il ne les envoya malheureusement qu'à la nuit, non avant six heures (2).

Il ne reçut pas « des renseignements positifs annonçant que les principales forces de l'ennemi étaient dirigées sur *Wavre;* car, à dix heures, il écrivit à Napoléon une dépêche où il exposait toutes ses incertitudes sur la direction prise par la masse de l'armée prussienne (3).

Il ne prit pas position « à six heures, » et ses soldats ne faisaient pas « la soupe » à ce moment ; car « ils n'arrivèrent sur Gembloux qu'à neuf heures et à dix, ayant marché aussi vite qu'il était humainement possible par une pluie torrentielle et d'épouvantables chemins (4) ; « plus vite, il est bon de le remarquer, que l'infanterie qui se porta, avec Napoléon, des Quatre-Bras vers Plancenoit; plus vite encore, toute proportion gardée, que le corps de Thielmann dans son mouvement sur Wavre.

Enfin, « l'ennemi ne se trouva pas avoir gagné trois heures sur Grouchy; » car ce fut Grouchy qui gagna sur lui la distance de Ligny à Gembloux.

Telle est la véracité des *Mémoires* dictés par Napoléon ; et, pourtant, ils ont été la base de presque toutes les relations de la campagne de 1815, écrites en France.

Nous sommes entré, encore une fois, dans des détails bien minu-

(1) « Vous vous ferez éclairer sur la direction de *Namur* et de Maestricht. » (Instructions signées par Bertrand.)

(2) « Le général Excelmans a ordre de pousser, *ce soir,* six escadrons sur Sart-lez-Walhain et trois sur Perwez » (Dépêche de Grouchy à Napoléon, datée de Gembloux, dix heures du soir. — Voir p. 194.)

(3) Dépêche de Grouchy à Napoléon, datée de Gembloux, dix heures du soir. — Voir p. 194.

(4) *Quelques documents,* etc., par le général Gérard.

tieux de temps, d'ordres, de mouvements; mais ils étaient indispensables pour rétablir la vérité sur la journée du 17 juin; journée dont les fautes inconcevables devaient exercer une influence capitale sur la bataille qui, le lendemain, décida du destin de la guerre, de Napoléon et de la France.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES CHAPITRES

DU PREMIER VOLUME.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE DEUXIEME.

CHAPITRE TROISIEME.

CHAPITRE QUATRIEME.

CHAPITRE CINQUIEME.

CHAPITRE SIXIEME.

CHAPITRE SEPTIEME.

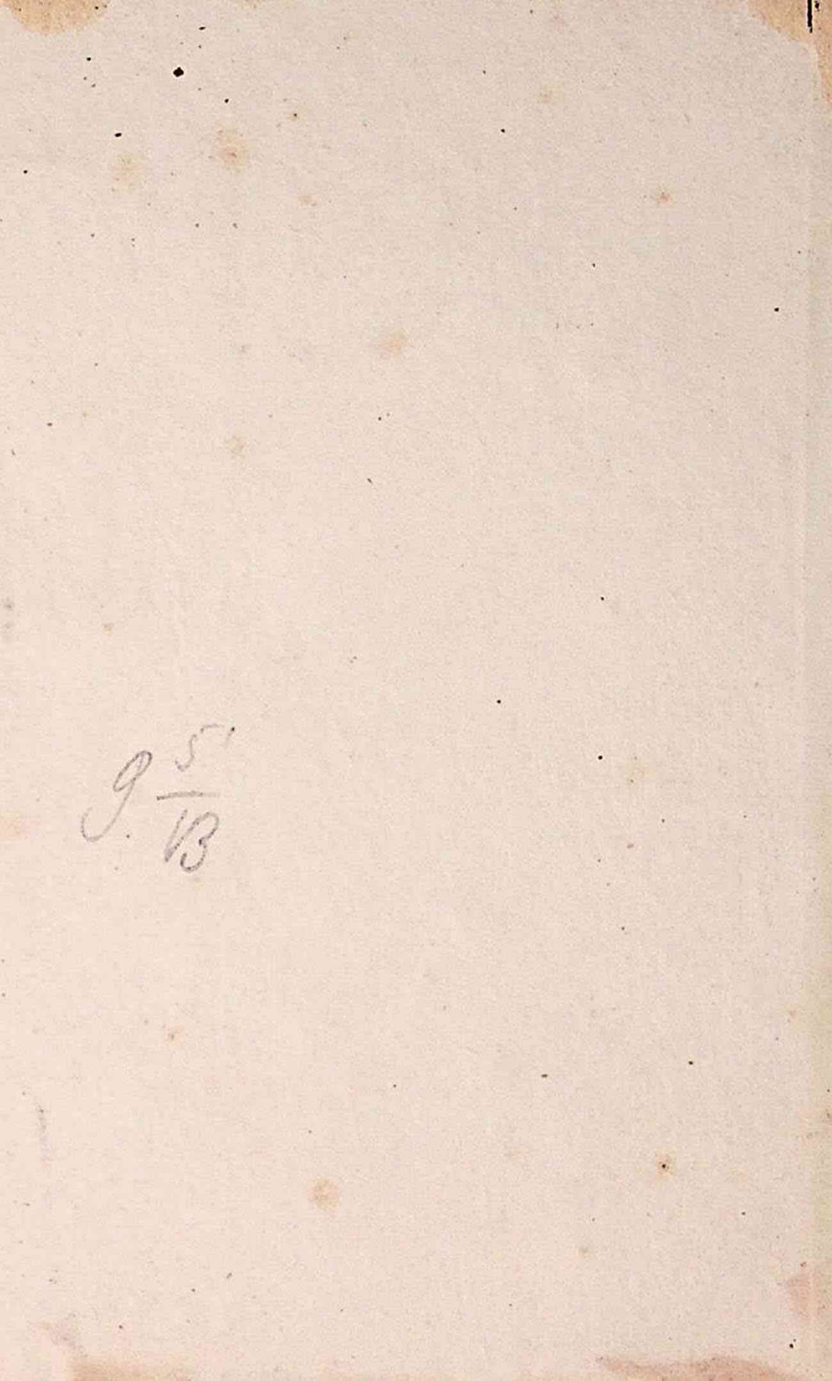
CHAPITRE HUITIEME.

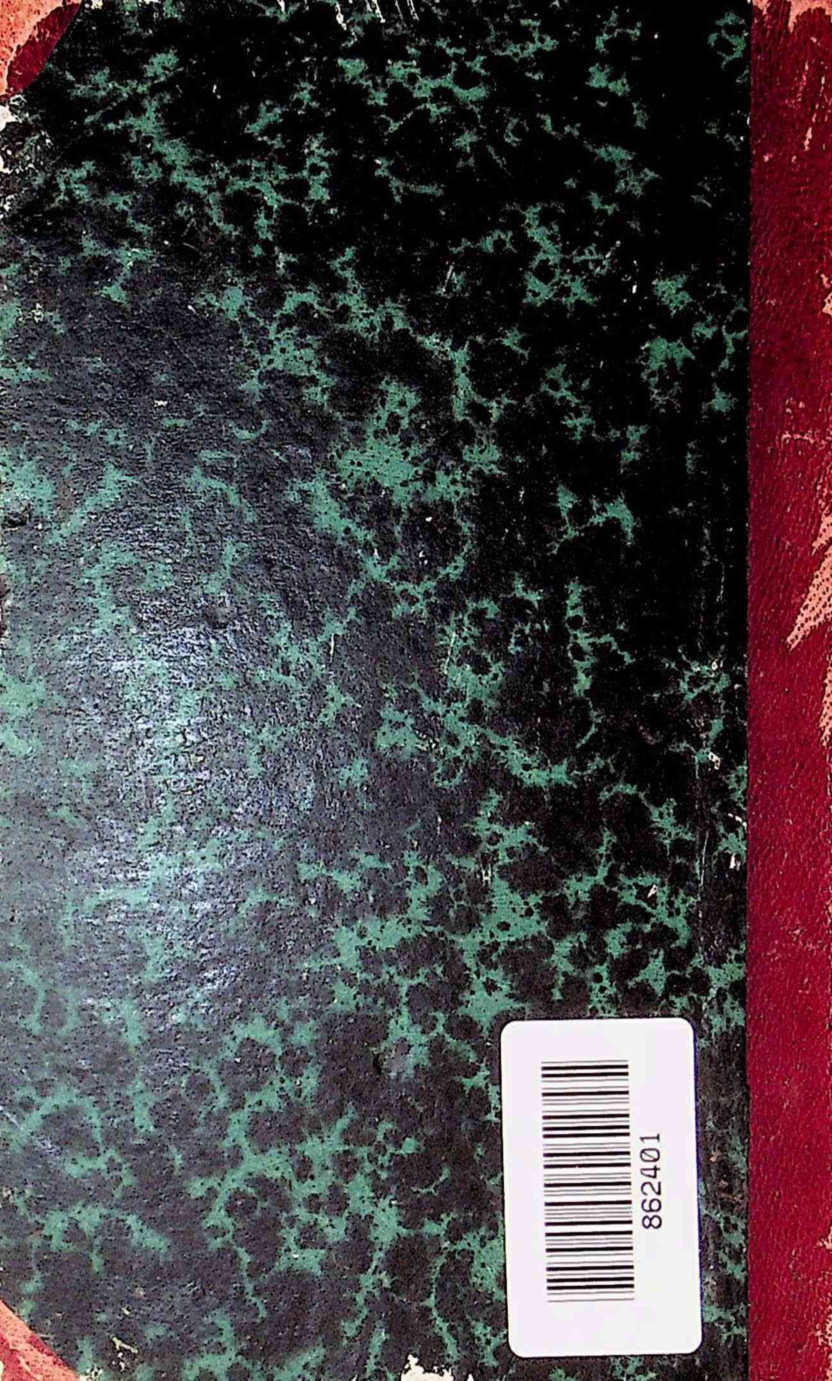
CHAPITRE NEUVIEME.

CHAPITRE DIXIEME.

CHAPITRE ONZIEME.

FIN DE LA TABLE.


9 5/13


8624401